

Des

Haute et Basse

FOREST

de

CHASSE

des origines au XVI^e siècle

Étude de législation et d'histoire forestières

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le jeudi 1^{er} juin 1911, à 1 heure 1/2

PAR

EUGÈNE PEPIN

Président : M. ESMEIN, professeur

Suffragants { MM. LESEUR, professeur
MEYNIAL, professeur

PARIS

Imprimerie **BERGER & CHAUSSE**

20, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris (4^e)

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Des
Haute et Basse
FOREST
de
CHASSE

des origines au XVI^e siècle

Étude de législation et d'histoire forestières

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le jeudi 1^{er} juin 1911, à 1 heure 1/2

PAR

EUGÈNE PEPIN

Président : M. ESMEIN, professeur

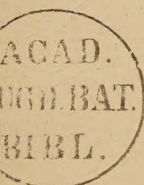
Suffragants { MM. LESEUR, professeur
MEYNIAL, professeur

PARIS

Imprimerie BERGER & CHAUSSE

20, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris (4^e)

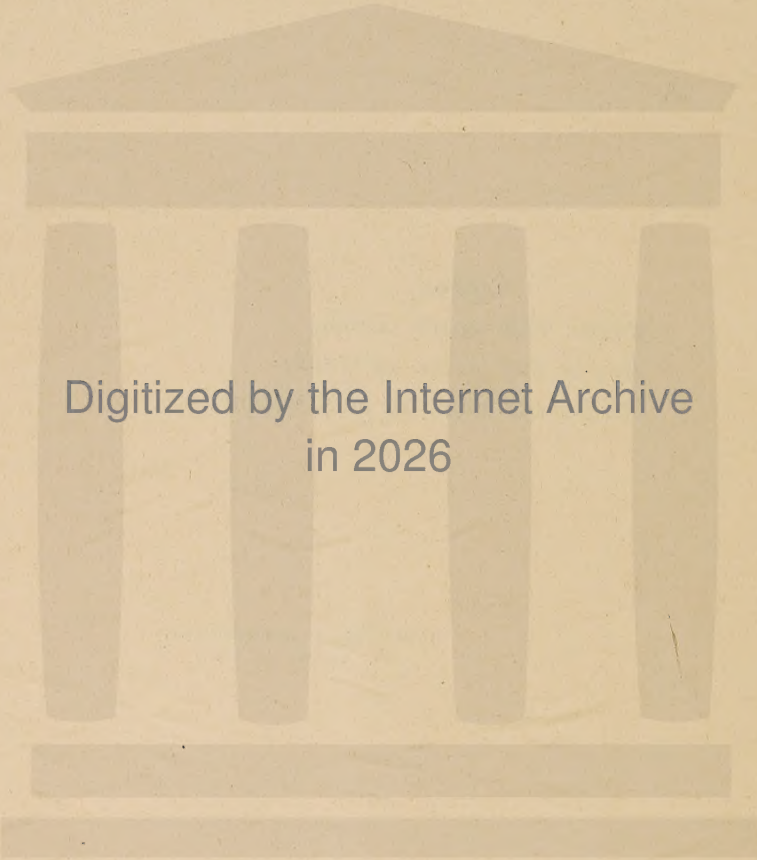
—
1911



A

Chinon,
Petite ville grand renom,
Assise sus pierre ancienne,
Au haut le bois, au pied Vienne.

RABELAIS. Le cinquiesme livre,...
Ch. XXXIII, éd. 1564.)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

En 1856, Maury fit paraître son histoire des « Forêts de l'ancienne France »; mais il dut constater que pour mener à bien un travail aussi considérable, il serait nécessaire de posséder de nombreuses monographies locales.

Son appel fut entendu. Dès 1873, M. de Meaulde publiait un ouvrage remarquable sur la forêt d'Orléans, montrant ainsi la voie aux historiens, aux forestiers et aux chercheurs, qui, depuis, nous ont donné une cinquantaine de notices et d'histoires, qui toutes témoignent d'un vif intérêt pour le passé de nos belles forêts, mais auxquelles on peut adresser deux critiques.

C'est d'une part de trop négliger de Moyen âge, dont l'étude, plus difficile sans doute, serait utile pour suivre la lente élaboration de la législation forestière, dont les monuments fondamentaux du xvi^e siècle servent généralement de point de départ à ces histoires consacrées surtout aux xvii^e et xviii^e siècles.

D'autre part, ceux qui ont été attirés par ces temps lointains, se sont trop préoccupés du point de vue historique local, sans tenir un compte suffisant du formidable appareil législatif, qui a été forgé du xiv^e au xvi^e siècle pour les Eaux et Forêts, et qui est en relations si étroites avec les événements particuliers.

Aussi, pour la forêt de Chinon, avons-nous arrêté notre étude au xvi^e siècle, et essayé de replacer son administration, son exploitation et ses usages au milieu de la législation contemporaine.

Cette forêt, qui a fait naître des légendes charmantes et

qui est liée par des souvenirs nombreux à l'histoire de notre pays, présente un intérêt tout particulier pour l'historien et le juriste.

La haute forêt de Chinon était, sous l'ancien régime, indivise entre l'archevêque de Tours et le roi de France. Cette indivision et ses origines étaient restées jusqu'à ce jour enveloppées d'un certain mystère. Après un examen minutieux des titres, nous avons acquis la certitude que nous n'étions pas en présence d'une copropriété ordinaire, mais bien d'un pariage, forme d'association très commune aux IX^e, X^e et XI^e siècles. Mais nous n'avons pu trouver dans les textes une explication irréfutable des motifs particuliers, qui avaient déterminé cette association ; cependant l'étude attentive des premiers siècles de l'histoire tourangelle nous a conduit à formuler quelques hypothèses très vraisemblables, qui contribueront à éclaircir les origines des indivisions si nombreuses en Touraine entre les archevêques et divers seigneurs.

Une autre question a également retenu notre attention : c'est celle des « fieffayers ». Leur existence a été signalée dans plusieurs forêts ; mais faute de documents, les auteurs n'ont pu suivre l'évolution si curieuse, qui transforma ces « ministeriales » d'origine servile, en officiers possesseurs de fiefs. Le Cartulaire de l'archevêché de Tours nous a heureusement conservé de précieux documents qui nous ont permis d'étudier les fonctions de ces sergents, leurs droits, leurs devoirs et surtout leur rang social aux diverses époques.

Enfin la riche collection des titres du prieuré du Pomier-Aigre nous a fourni l'occasion de brosser un tableau d'ensemble des luttes incessantes que les usagers eurent à soutenir contre l'administration forestière.

Avant de terminer, nous tenons à remercier ici les personnes qui nous ont fourni des renseignements utiles, ou qui nous ont facilité l'accès des archives confiées à leur garde, en particulier M. de Grandmaison, président honoraire de la Société Archéologique de Touraine ; M. de la Brosse, conservateur des forêts à Tours ; M. Rollet, inspecteur ; M. Delmas, archiviste d'Indre-et-Loire ; MM. les Maires des communes usagères, enfin les aimables châtelains des environs de la forêt.

Nous aurons atteint le but que nous nous sommes proposé, si cette étude peut contribuer à l'édification d'une histoire générale des forêts de la France, qui constituent encore un des plus précieux joyaux de notre patrimoine national.

INTRODUCTION

I

GÉOGRAPHIE ACTUELLE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE. — GÉOLOGIE. — ROUTES

« Au-delà des tristes landes du Ruchard, à l'endroit le plus resserré entre l'Indre et la Vienne, le plateau de Sainte-Maure se termine par la vaste forêt de Chinon, une des plus belles et des plus sauvages de France, avec ses futaies de chênes géants, ses fourrés inextricables, et ses ravins désolés » (1).

Aspect physique.

Cet immense plateau, d'une altitude moyenne de 113 mètres (2), se termine au Nord et au Sud en pentes rapides, découpées par les vallées de nombreux petits ruisseaux, qui drainent les eaux vers l'Indre et la Vienne.

Peu mouvementé au Centre et à l'Ouest, il présente au

(1) JOANNE, *Géographie illustrée de la France*, t. III, p. 1932, art. Indre-et-Loire. Cette forêt, orientée de l'est à l'ouest, se répartit entre trois communes du canton d'Azay-le-Rideau : Cheillé, Rivarennnes et Saint-Benoît. Cheillé possède 2.395 hect. de la forêt (superficie de la commune 4.626 hect.) ; Rivarennnes 564 hect. (1.890 hect.) ; Saint-Benoît 2.068 hect. (3.568 hect.). La commune de Chinon en possède à peine 9 hectares.

(2) Altitude maximum 121 mètres, Altitude minimum 103 mètres.

contraire, vers l'Ouest, des dépressions assez profondes, avant de s'abaisser doucement vers Huismes, Usage et Chinon, pour former la plaine du Verron. Et même, si l'on examine de plus près la configuration du terrain, on constate que le vallon de Saint-Benoist isole à l'Ouest du reste du plateau un petit mamelon, que limitent au Sud et à l'Est des vallées profondes sans écoulement, et au Nord une cuvette au fond de laquelle serpente le ruisseau de Saint-Benoit.

Géologie.

Le sous-sol du plateau est de formation crétacée. La craie tuffeau, qui apparaît à nu au fond des vallées et de la dépression de Saint-Benoit, et sur le bord Ouest du plateau, supporte une couche d'argile à silex (1), que recouvre à l'Est de Chatelier un sol de transport pliocène, formé de limon et de gravier. Ces différents étages apparaissent nettement sur les bords des vallées, où l'érosion les a mis à jour.

Quant aux vallées de la Vienne et de l'Indre, elles sont d'origine quaternaire, et leur sol est formé de riches alluvions.

Rivières.

Au Nord du plateau, de petits ruisseaux s'écoulent vers l'Indre ; la plupart naissent sur les rives mêmes de la forêt (2) ; d'autres, comme les ruisseaux de

(1) Cette couche forme le sol du mamelon de la Basse Forêt, des hauteurs de Narçay, et des landes de Saint-Benoit autour de la Bergeraie.

(2) Le ruisseau des Vallées prend sa source au lieu dit Champerron, passe à Cheillé et se jette dans l'Indre au Moulin-le Roi. Sur d'anciens titres il est désigné sous le nom « Aqua de Chailleio ».

Turpenay (1) et de la Vaunoire, vont prendre leurs sources au milieu des bois. Ils servent à évacuer les eaux tombées sur le plateau, et pendant les pluies ils se transforment souvent en véritables torrents.

Au Sud, d'autres petits cours d'eau sortent des landes, et descendent vers la Vienne, mais la plupart se perdent dans les marais de la vallée. On peut citer les ruisseaux de Grammont (2), de Cravant et de Panzoult.

A l'Ouest coule le Jolivet, qui reçoit le ruisseau de Villaine, et se jette dans l'Indre en amont d'Azay.

A l'Est du canton forestier de Chastelier, descend le ruisseau de Saint-Benoit (3), qui arrose ce hameau et s'écoule vers l'Indre sous le nom du Douay, grossi au passage par les fontaines d'Ozon.

Marchais.

Aucun cours d'eau important ne prend sa source à l'intérieur même du plateau et les eaux de pluies, qui sont difficilement absorbées par ce sol argilo-siliceux, forment des mares couvertes d'ajoncs et de bruyères, au fond des dépressions naturelles. On compte sur le plateau de nombreuses fosses de ce genre, tant au milieu des landes, où l'on peut citer le Grand Eplain, le Petit Eplain, les Fosses

(1) Ses sources sont ferrugineuses et se trouvent dans le vallon de Turpenay à peu de distance de l'abbaye.

(2) Les moines du Pommier Aigre avaient en quelque sorte canalisé la source de ce ruisseau qui sort d'une petite voûte en maçonnerie au sud de l'abbaye.

(3) Ce ruisseau est désigné dans une charte du xii^e siècle, sous le nom de « aqua de Sancto Benedicto » et en 1610 est appelé « Le cours d'eau du Rigeau (av. de Jaunay, 16 janvier 1610).

Sèches, que dans la Haute Forêt, où elles prennent le nom de marchais (1), nom particulier au vocabulaire forestier du centre de la France (2). De nombreux cantons forestiers ont pris le nom de ces fosses ou marchais, ainsi : La fosse l'Epine, le marchais aux Joncs, la fosse Plate, le marchais des Bretons, la fosse du Loup-Pendu, le marchais Punay, le marchais Noir, le marchais de Laidun, etc.

A L'Est de la dépression de Saint-Benoit, sur le bord même de la route actuelle de Chinon à Tours et sur la lisière de la forêt, s'étendait une immense fosse que l'on appelait l'Étang de la Grande-Jument (1), qui recevait les eaux de plusieurs petites vallées naturelles de la forêt.

Forêt de Chinon.

De ce vaste plateau de Sainte-Maure, la forêt de Chinon

(1) Ce nom a fait commettre à M. de Cougny une inexactitude de traduction dans une charte latine (cart. de l'archevêché de Tours, ch. LXXX), où il était question de « Marchaio », nom latin du bourg de Marçay situé au sud de la Vienne. Et comme dans la forêt, à peu de distance du Pommier Aigre, il y a notamment un lieu appelé « le Marchais », il a confondu les deux, et pour expliquer l'étymologie du nom, il a inventé un « emporium » gallo-romain et fait venir « marchais » du celtique « *marehad* » marché. Voici ce qu'il dit : « ce nom de « Marchais » est celui d'un petit hameau situé à peu de distance de l'embranchement des deux voies romaines... Il y aurait donc eu ici une sorte d'emporium, où se seraient réunis acheteurs et marchands arrivant par les différentes voies qui venaient y converger... » (*Chinon et ses environs*, p. 63.) Et il continue par une longue dissertation sur les foires celtiques.

(2) Cf. CTE JAUBERT, *Glossaire du centre de la France*, p. 421.— DE MEAULDE, *Condition forestière de l'Orléanais*, p. 124.

(3) Cet étang appartenait à l'abbaye de Turpenay en 1666 (procès-verbaux de la Réformation de 1666 (B. N. fr. 8731. Visite extérieure de la Haute-Forêt). Actuellement il n'y a plus d'eau.

n'occupe que la moitié Nord. Elle se déploie en éventail au-dessus des bruyères du Ruchard (1), qui couvrent une grande partie des communes de Cravant, Panzoult et Villaines, et dont la monotonie n'est rompue que par le bois des Jarries au Centre, et les bois de Grammont à l'Ouest. Sur toutes ses autres faces, dans les communes de Chinon, Huismes, Rigny, Rivarennnes et Cheillé, elle est entourée de terres cultivées, conquises pour la plupart sur l'antique forêt, dont quelques débris existent encore vers Huismes et Rigny, où de petits taillis et quelques landes prolongent la forêt jusqu'à l'Indre.

Au Sud-Ouest, le vallon défriché de Saint-Benoit divise la forêt en deux parties, qui sont réunies au Nord par quelques bois, et dont l'une, la Haute-Forêt, située à l'Ouest, est quatre fois plus étendue que l'autre, la Basse-Forêt.

Routes.

La forêt est coupée dans toute sa longueur par la route de Chinon à Tours (2), suivant la direction Sud-Ouest Nord-Est, et à l'Ouest par la route de l'Ile-Bouchard, à Azay-le-Rideau (3). Les belles allées forestières, tracées par l'administration, remplacent les vieux chemins qui reliaient autrefois les paroisses riveraines.

Le chemin de fer de Tours aux Sables traverse le Nord-Ouest de la forêt, entre Rivarennnes et Huismes.

(1) Ces landes ont fait entre 1815 et 1845 l'objet de procès continuels entre les communes, l'Etat et les représentants des anciens seigneurs de Cravant et de l'Ile-Bouchard. Les landes de Panzoult et de Villaines sont restées la propriété des communes, mais celles de Cravant ont été partagées entre la commune et le duc de Maillé, ayant droit du seigneur de Cravant.

(2) Chemin de grande communication n° 28 de Tours à Loudun.

(3) Chemin de grande communication, n° 53 d'Azay à Richelieu. Il est appelé pendant la traversée de la forêt l' « Allée des Princes ».

II

GEOGRAPHIE HISTORIQUE

LIMITES PROBABLES. — DÉBOISEMENTS. — ROUTES.

ÉTENDUE. — CARTES. — NOMS.

Si la forêt est actuellement cantonnée dans la partie Nord-Ouest du plateau de Sainte-Maure, on est d'accord pour reconnaître qu'elle avait autrefois une étendue de beaucoup plus considérable.

Maury, dans « Les forêts de l'Ancienne France » (1), a consacré le premier quelques lignes à l'antique forêt de Chinon, et les auteurs (2) qui l'ont suivi ont voulu chacun ajouter, à l'opinion du savant historien des forêts, une note

(1) MAURY, *Les Forêts de l'ancienne France*, Paris 1851, p. 143. « La forêt de Chinon s'approchait des bords de l'Indre, embrassait Azay-le-Rideau et rejoignait Montbazou. Quelques bouquets tels que le bois de Montison, celui des Etangs, sont encore les vestiges de l'ancienne extension de la forêt. Ils allaient rejoindre la forêt de Crissay, laquelle n'est séparée de celle de Chinon que par les bruyères et les landes du Ruchard. »

(2) CARRÉ DE BUSSEY, *Dictionnaire topographique, géographique et historique du département d'Indre-et-Loire*. Tours 1878, t. II, p. 277. « Partant à l'Ouest de Chinon et de Huismes, elle (la forêt) s'étendait à l'est jusqu'à Monts, Villeperdue, Ste-Catherine de Fierbois et Sainte-Maure ; au nord jusqu'à la Chapelle-au-Naux, Vallères, Druyes ; au sud elle était limitée par la Vienne et par les territoires de Troges et de Noyant ».

MABILLE, *Notice sur les divisions territoriales et la topographie de l'ancienne province de Touraine*. Paris 1866, p. 158. « Primitivement elle commençait à l'ouest entre la Loire et la Vienne, depuis Huismes jusqu'à Chinon, et elle s'étendait à l'est jusqu'à Thilouze, Villeperdue et Sainte-Catherine de Fierbois. »

personnelle, en reculant une des limites que celui-ci avait fixées.

En présence de ces avis divers, nous nous sommes astreint à un sérieux examen de la question, tant sur la carte que sur le terrain, et de rares documents, parvenus jusqu'à nous, nous ont fourni des témoignages précieux, vérifiés d'ailleurs par des considérations d'ordre géologique, forestier et philologique. Mais nous ne développerons pas ici cette étude, dont nous ne donnerons que les conclusions.

Limites de l'ancienne Forêt.

Dans la partie du plateau située à l'Ouest du Jolivet et de la forêt de Crissay, il est assez facile de retrouver les traces de l'ancienne forêt. Elle devait commencer vers l'Ouest entre Chinon (1) et Huismes, et dépasser peu la forêt actuelle. Au Nord, elle couvrait de ses épaisses futaies les coteaux de l'Indre entre Huismes et Azay (2). Vers le Sud, elle embras-

(1) La forêt s'avancait-elle au-dessus de Chinon ? On pourrait le supposer en lisant la devise de « Caynon ville première du monde », rapportée par Rabelais :

Chinon
Petite ville grand renom
Assise dessus pierre ancienne
On hault le bois, au pied la Vienne.

(RABELAIS, *Pantagruel*, liv. V, ch. XXXV.)

(2) Ces coteaux furent déboisés de bonne heure, mais il reste encore quelques bouquets d'arbres, tels que le bois Bourreau, le bois Bouchet, les taillis d'Ussé, etc. La forêt ne dépassait pas non plus l'Indre, au delà de laquelle s'étendait la « Nemus de Brusseigneio », dont la forêt de Villedry est un débris.

sait les vastes landes du Ruchard (1), la forêt de Crissay, les bois des Jarries, les bois de Grammont, et venait se terminer sur la vallée de la Vienne, dont les hauteurs sont encore couronnées de bois, au milieu desquels se dressent, de Chinon à Avon, une succession de petits manoirs féodaux, qui dominaient de leurs tours le plat pays et les petites vallées descendant vers la Vienne.

Mais à l'Est de ce massif boisé, nettement défini, il faut avoir recours à la géologie et aux noms de lieux pour reconstituer l'ancienne forêt. Elle s'étendait vraisemblablement sur toutes les parties du plateau de Sainte-Maure, où s'étaient formés des dépôts tertiaires. Elle se prolongeait vers l'Ouest, entre l'Indre au Nord, l'Esvre et la Manse (2) au Sud, jusqu'aux calcaires de Sorigny et à la vallée de l'Echaudon (3), qu'elle contournait au Sud, en suivant les terrains argilo-siliceux, pour rejoindre la vallée de l'Indre qui la séparait de la forêt de Loches.

D'ailleurs sur ce plateau existent encore de nombreux débris de ces bois, tels que les bois des Etangs, de Montizon,

(1) Au xv^e siècle, il y avait encore de grands bois au nord de Cravant : « item mes bois communs de Cravant, étant des grands bois marmentaulx, lesquels bois durent une grande lieue de travers et une lieue et demie de long, joignant d'un bout aux hautes et basses forêts de Chinon, et par un bout au bois de la Jarrye... et de l'autre à mes bois féaux... » (Aveu du châtelain de Cravant du 2 novembre 1424, arch. de Saint-Benoît, I, p.). Il est également question ailleurs du « nemus de Ruchard » qui s'étendait sur les landes de Panzoult (*Liber bonorum gentium*).

(2) Ce sont deux affluents de droite de la Vienne. Sur la rive gauche de la Manse, le plateau qui la sépare de la Vienne a la même constitution géologique, et supporte les bois de Boizé.

(3) Affluent de l'Indre.

de Saint-Martin, le taillis des Chartreux, etc... De plus, de nombreux noms de lieux d'étymologie forestière viennent attester l'existence d'une antique forêt : l'Essart, la Fresnaie, la Brosse, les Brosses, le Buisson, la Lande, la Forêt, Sainte-Catherine-de-Fierbois, etc. Enfin, dans un aveu du ^{xiii}^e siècle (1), il est question de bois du Teillay, situés entre Crissay et Sainte-Maure, — on doit noter que c'est là le nom que porta pendant longtemps la Haute-Forêt de Chinon.

Déboisements.

Mais quelles causes amenèrent la disparition progressive de cette immense forêt ? Vers quelle époque eurent lieu les déboisements successifs ?

Les anciens auteurs nous donnent fort peu de détails sur les forêts de Touraine. César dit que le canton de Genabum, dont faisait partie cette province, était très cultivé et très peuplé (2). Les premiers habitants s'étaient établis surtout dans les vallées des fleuves et les dépressions fertiles du plateau, où ils firent les premiers défrichements importants.

A la suite de la conquête romaine, des colons nombreux se fixèrent aussi dans cette contrée. Il se peut qu'il y ait eu une colonie gallo-romaine dans la vallée de Saint-Benoit, puisque M. de Cougny prétend avoir trouvé à Jaulnay des restes d'aqueduc gallo-romain (3). Mais le lieu du Pommier

(1) Cartulaire de l'archevêché de Tours, ch. XLIII. « *Jobertus de sancta Maura, homo ligius archiepiscopi de segrearia de Teilleio, videlicet inter sanctam Mauram et Crisseium...* »

(2) CÉSAR, *de Bello Gallico*, lib. VII, 3.

(3) DE COUGNY, *op. cit.*, page 104. Nous n'avons pu vérifier ce détail.

Aigre était certainement le centre d'une vaste exploitation agricole, car un cimetière (1) pouvant remonter aux premiers siècles de notre ère existe encore au bord de la route de Chinon à Montbazou. De plus les bourgs de Pont-de-Ruan (*Rotomagus*) et Saint-Epain (*Brigogalus*) étaient réunis par une voie romaine.

Plus tard, au ^{xii}^e siècle, les abbayes du Pommier-Aigre et de Turpenay (2), fondées par les comtes d'Anjou, défrichèrent une partie des terrains qui leur furent donnés.

Mais indépendamment des déboisements opérés pour étendre les terrains cultivables, il est d'autres causes de la disparition des bois.

Ainsi au ^{xiii}^e siècle, un aveu du seigneur de Sainte-Maure (3) rapporte que les bois du Teillay, situés entre Crissay et Sainte-Maure, ont été en partie détruits par les guerres.

Ailleurs, c'est la malveillance des habitants qui a causé la ruine de la forêt. Ainsi, au-dessus de Cravant, sur les landes actuels du Ruchard, s'étendaient les bois féaux et les bois communs (4), qui, suivant les aveux des seigneurs de Cravant du ^{xvi}^e siècle, « soulaient estre grands bois marmementaulx et à présent sont réduitz en petits taillis, landes et

(1) M. Bousrez fait remonter ce cimetière au ^{iv}^e siècle (*B. de Soc. arch. de Touraine*, t. XII, p. 251).

(2) L'abbaye de Turpenay fut fondée vers 1143 par le comte Foulques, et celle du Pommier Aigre vers 1189 par Henri II, roi d'Angleterre. — Une enquête des premières années du ^{xiii}^e siècle (*arch. d'Indre-et-Loire*, H. 720) montre que les religieux coupaient les bois qui leur avaient été donnés, et même les vendaient.

(3) Voir page 13, note 1.

(4) Aveu de Adam de Houdon, seigneur de Cravant, du 15 novembre 1574. (*Arch. Nat.*, P. 352, cote 311.)

bruyères, par le mauvais mesnage des subjects de la paroisse de Cravant. »

Dans divers actes, il est question aussi d'incendies qui se sont déclarés dans les landes à la suite d'imprudences des pâtres ou des habitants qui y faisaient du charbon.

Le feu en effet, soit accidentel soit volontaire, a pu détruire une partie de la forêt, et comme les cendres produites par le feu augmentaient peu la fertilité de ces sols ingrats, les terrains déboisés devinrent des landes.

Et ces causes sont si vraisemblables que, si la forêt de Chinon n'était pas aménagée scientifiquement, si on coupait les bois sans faire de semis, et si les animaux y pacageaient en trop grand nombre, elle serait immanquablement réduite aussi à l'état de landes (1).

Les déboisements ont cessé au xvi^e siècle, et depuis l'état forestier de la contrée a peu changé.

Anciennes routes.

Une charte du xii^e siècle nous apprend qu'il y avait alors, au Sud de la Basse-Forêt, autour du Pommier Aigre, trois routes, la *Via Episcopalis*, la *Via Turonensis*, et la *Via Vetula*, qui réunissait les deux autres (2). M. de Cougny a essayé d'établir leur ancien traité,* mais ce qu'il a écrit

(1) Les gardes de la forêt nous citèrent le fait suivant qui est bien caractéristique : sur dix chênes qui lèvent dans un semis, il en reste neuf la première année, huit la seconde, et au bout de 10 ans, s'il en reste un, c'est une belle proportion. D'ailleurs le chêne commence à mal venir dans la forêt, et il n'y a plus de magnifiques futaies comme jadis. Il faudrait changer l'essence.

(2) « ... *via vetula quæ incipit a via turonensi et venit in viam episcopalem* », charte de fondation du Pommier Aigre (Dom Housseau, t. V, n^o. 1926).

à ce sujet est un peu fantaisiste et appellerait de sérieuses critiques (1).

Puis, jusqu'au ^{xvii}e siècle, nous n'avons plus aucune indication précise sur les routes de la forêt (2). A cette époque on peut constater que le système des voies de communication s'est très développé, qu'il y a notamment une grande route, qui part de Chinon et se divise à son entrée dans la Basse-Forêt en deux tronçons, dont l'un se dirige vers Tours par le Port-Huault, et l'autre vers Azay, que de plus les villages environnants sont réunis par des routes transversales, comme celles de Cravant à Saint-Benoit et à Riva-
rennes, celle de l'Ile-Bouchard à Azay (3).

C'est vers la fin du ^{xviii}e siècle que fut construite la route actuelle de Chinon à Tours, presque sur le tracé de l'ancienne route de Chinon à Azay.

Etendue de la Forêt.

Jusqu'au ^{xvii}e siècle, nous n'avons aucune notion précise

(1) DE COUGNY, *op. cit.*, p. 60-72. Ce n'est point ici le lieu d'ouvrir une telle discussion ; mais à propos des routes, nous tenons à signaler une erreur du même ordre que celle signalée p. 8, n. 1 : Dans une charte de 1190 (Cart. arch. de Tours, ch. LXXX), il est parlé de la « via paaian », qui était un chemin à péage (Cf. VIOLLET, *Etabl. de Saint Louis*, t. IV, glossaire) ; M. de Cougny traduit « Via paaian », par route des Payens, et par suite l'identifie avec la via vetuta pour établir que cette dernière est bien un route gauloise.

(2) Cependant on voit çà et là que pour aller à Tours il fallait traverser l'Indre au Port-Huault «... Passant l'eau au Port-Huault » (RABELAIS, *Gargantua*, liv. I, ch. XLIX). — Cf. Arch. mun. de Chinon, série LL, compte de l'année 1614.

(3) Ces routes sont dessinées sur une carte de 1673, dont nous parlons plus loin.

sur l'étendue des forêts de Chinon (1), étendue qui a peu varié du ^{xii}^e siècle à la Révolution (2).

D'après l'arpentage de Jacques Le Loyer en 1667, la Haute-Forêt contenait 6.369 arpents $\frac{3}{4}$ et la Basse-Forêt 1.364 arpents $\frac{1}{2}$ (3).

Deux ans après, en 1669, un nouvel arpentage fait par Fleury donnait des chiffres différents : la Haute-Forêt 8.169 arpents, et la Basse-Forêt 1.761 arpents $\frac{1}{4}$ (4) ; il est vrai que la mesure de l'arpent n'était pas la même qu'en 1667.

À la Révolution, la forêt fut agrandie par la réunion des bois de Turpenay (65 hectares) (5), ceux de la Chapelle du Temple (9 hectares), et l'enclave de la Vaunoire (10 hectares) (6).

À l'heure actuelle, son étendue totale est de 5.235 hectares, ou 5.276 en y comprenant les chemins.

(1) L'arpentage, qui a été fait en 1513, par René Le Blanc, ne nous est pas parvenu.

(2) À part de petites aliénations aux ^{xiv}^e, ^{xv}^e, ^{xvi}^e siècles, il faut noter celle de 1655 qui porta sur 770 arpents, dont 600 dans la Basse Forêt et 170 dans la Haute Forêt (B. N., fr. 8731, f° 4 v°).

(3) « Savoir 100 chaisnées quarrées superficielles pour ung arpent, « 25 pieds pour longueur de la chaisnée, au pied du Roy » (B. N. fr. 8731, fol. 89). Cet arpent équivalait à 0 hect. 65950 (GATTEY, *Tableau des rapports des anciennes mesures avec les nouvelles*. Paris 1810).

(4) A la mesure de 22 pieds par perche (carte de la forêt de 1673). C'était l'arpent « d'ordonnance » ou « des Eaux et Forêts » qui correspondait à 0 hect. 51072 (Gathey, *op. cit.*).

(5) En 1686, ces bois contenaient 135 arpents 5 chesnées à la mesure de 22 pieds (Arch. d'Indre-et-Loire, H. 589, fol. 39 et 40).

(6) En 1667, l'enclave de la Vaunoire était de 12 arpents $\frac{1}{3}$ à la mesure de 25 pieds (B. N. fr. 8731, fol. 88).

Cartes et plans de la Forêt.

Sur les différentes cartes du duché de Touraine, de l'archevêché de Tours, du gouvernement de Tours, ou de la Touraine depuis 1592 jusqu'à la Révolution, la forêt de Chinon est représentée, mais généralement d'une manière fantaisiste. Pour avoir une idée exacte de sa forme et de son étendue, il faut se reporter aux plans que l'on dressait à la suite des réformations.

Mais nous n'avons aucun plan de cette nature, antérieur au ^{xvii}^e siècle, et nous avons de bonnes raisons de croire qu'il n'en fut auparavant dressé aucun. En effet, les réformateurs de 1666 déclarent dans un procès-verbal n'avoir trouvé aux archives de la maîtrise de Chinon, « ny figure, ny plan, ny description de la forêt » (1).

Mais à la suite des réformations de 1666 et de 1669, la forêt fut arpentée, mesurée, et des plans furent dressés.

En 1666, Jacques Le Loyer, arpenteur et géographe ordinaire du Roy, dessina un plan sur velin, qui fut achevé au commencement de 1667, suivant procès-verbal dressé à cette occasion le 26 janvier 1667 (2). Ce plan, qui faisait partie de la collection de la « Réformation générale des Eaux et Forêts » (3), conservée aux archives du ministère des Finances, a disparu dans l'incendie de 1871.

Mais le procès qui eut lieu vers 1840 au sujet des landes de Cravant, entre les héritiers de Maillé et les communes

(1) B. N. fr. 8731, fol. 15. Procès-verbal du 26 août 1666.

(2) B. N. fr. 8732, fol. 105 ou 8731, fol. 88. Ce plan était à la mesure de 25 pieds par chaînée.

(3) Volume 202, Maîtrise de Chinon.

de Cravant et de Saint-Benoit, nous a heureusement conservé son titre (1) :

Plan des Forests royales, Haute et Basse de Chinon appartenant savoir : La Haute Forest au roy et au S^r Archevêque de Tours, par moitié et par indivis, de la contenance de 6.369 arpents $\frac{3}{4}$, et la Basse à Sa Majesté seule, contenant 1.364 arpents $\frac{1}{2}$.

Si l'original n'existe plus, il y a à la Bibliothèque Nationale, deux plans de la forêt, sans indication d'auteur ni de date (2), qui, à notre avis, sont des copies anciennes du plan de Le Loyer, ils sont eux aussi à la mesure de 25 pieds par chaînée, et ils portent un titre presque identique :

*Plan des Forests Royales
Haute et Basse de Chinon, appartenans,
seavoir La Haute moytié au Roy par indivis et
moytié au S^r Archevesque de Tours, et la
Basse à Sa Majesté seule.*

Quant au plan qui fut dressé en 1669 par Fleury, arpenteur du roi (3), nous ne possédons pas non plus l'original, mais une très belle copie sur velin, exécutée en 1673, « sur l'original cy devant fait », se trouve à l'inspection des forêts

(1) Une copie de ce plan y fut produite. (Arch.com. de Saint-Benoît, tome III). Nous n'avons pas pu la retrouver.

(2) Les deux plans sont absolument semblables comme titre, dessin et texte, ne diffèrent que par des détails insignifiants. L'un de 450 m/m. $\times$ 340 (dimension du papier 495 $\times$ 365) est conservé au Département des cartes (Ged. 4525); l'échelle est indiquée en haut à gauche, et la forêt est coloriée en vert. L'autre de 530 $\times$ 374, sans marge, est dans la Topographie d'Indre-et-Loire (Va. 72), l'échelle est en bas à gauche, et la forêt est coloriée en jaune.

(3) Arch. d'I.-et-L., B. 171.

de Tours (1). Les routes qui traversent la forêt y sont indiquées avec parfois des inexactitudes, et de petites vues cavalières de Chinon et d'Azay augmentent son intérêt.

Il a pour titre :

*Plan et Figure, Arpentage et Bornage
des forestz royales Haute et Basse de
Chinon, appartenans scavoir la Haute Forêt*
.

Dans un volume intitulé « Forêts de France », existe un petit plan inachevé sans titre ni date (2), qui est certainement une réduction du plan de Fleury, exécutée au xviii^e siècle ; les routes y sont tracées (3) ainsi que les limites de la forêt et des gardes, mais il n'y a aucune texte.

Nous devons encore citer un plan d'une partie de la Haute Forêt incendiée en avril 1767, et située au Sud entre le Rijeau d'Azat et le chemin de Cravant à Azay (4).

A la fin du xviii^e siècle, à l'époque où on cherchait des terrains à défricher, un sieur Advenir adressa un mémoire à M. du Cluzel, intendant de Touraine, pour demander la

(1) Ce plan, d'un beau dessin, est malheureusement en assez mauvais état, il a servi au xix^e siècle lors des bornages de la forêt, pour se reporter aux anciennes limites.

(2) B. N. Département des cartes Ge F F. 10490 (N^o 61). Ces cartes furent données en 1904 par M. Lechatelier. Elles mesurent 205 × 162 (dimension du papier 214 × 183).

(3) Il y a même quelques routes de plus que sur celui de Fleury.

(4) Arch. com. de Cravant. *Procès-verbal de visite des bois brûlés*. — Le plan fut fait le 8 août 1767 par Michel Prieur-Duperray, et Michel-Antoine Prieur, géomètres arpenteurs des forêts de Chinon et de Beaugé.

concession du Ruchard, et il y annexa un plan du plateau des plus fantaisistes (1).

Puis, au commencement du xix^e siècle, en 1826, le comte de Flers sollicita également la concession du Ruchard, et fit dresser à l'appui de sa demande deux cartes de la forêt, insérées à la fin de son mémoire. L'une d'elles était un relevé de Cassini, et l'autre un relevé d'après des cartes de 1592, 1620, 1637 et 1668 (2).

Enfin il existe à l'heure actuelle une excellente carte dressée par le service forestier.

Noms de la Forêt.

Nous nous bornerons ici à la forêt actuelle de Chinon, qui se divise en Haute et Basse Forêt.

La Haute Forêt s'appelait primitivement la forêt de *Teillay* (3) ; dans les chartes et les actes des xii^e, xiii^e, xiv^e siècles, et même dans quelques titres des siècles suivants, on trouve ce nom sous des formes diverses : *Nemus de Teillet*, *Nemus de Teillé*, *Nemus de Telloi*, *Foresta de*

(1) Arch. d'Indre-et-Loire. *Dossier des Domaines*. Mémoire sans date et sans signature. — Le plan représente les bois de la forêt et des hauteurs de la Vienne, sous la forme d'un fer à cheval enclavant le Ruchard.

(2) Ces cartes lithographiées portant la mention : Ch. Hancké fec. Lith. de Englemann, et mesurent 380 × 230 ou 430 × 270 (dimension du papier). Nous devons ces renseignements à M. le docteur Faucillon, qui a eu la bonne fortune de retrouver ces deux cartes, qui n'existent pas aux archives d'Indre-et-Loire.

(3) En même temps que ce nom, on trouve également celui de « foresta communis » (compte de l'année 1285) ou « forest commune ».

Taleio, Nemus de Teilleto, Tilletum, Teillay, Tillay, Tilly, Theillé, Tillet, Tilloy, etc. (1).

Mais toutes ces formes ont une étymologie commune : elles viennent du latin *tilia*, tilleul, ou suivant quelques auteurs du celté *tilek* (2), et désignent un lieu planté de tilleuls (3).

Or cette essence n'existe pas dans la forêt, et se rencontre plutôt rarement aux environs. Ceci est d'autant plus curieux que le nom de Teillay ne s'appliquait pas seulement à l'ancienne Haute Forêt, mais à beaucoup d'autres bois situés plus au Sud, entre la Vienne et l'Indre (4).

Doit-on voir dans le mot Teillay un nom générique servant à désigner les bois en général ? C'est possible, car dans le département du Doubs, l'expression « Tille ou Tilly » est synonyme de bouquets de bois (5).

D'autre part, — et cette seconde explication complète la première, — si l'on admet l'origine celtique de Teillay, il se

(1) On rencontrera ces noms dans les divers titres examinés au cours de notre étude.

(2) Pour l'origine latine, cf. DU CANGE, *Gloss.* « *tilletum, locus tiliis consitus* ». Pour l'origine celtique, cf. DE COUGNY, *op. cit.*, p. 42. — MABILLE, *op. cit.*

(3) Tillai, nom de lieu dans le Berry (DE TRÉVOUX, *Dictionnaire*, art. Tillaie). — Tillaie, teillaie, teillay, endroits plantés de tilleuls représentés par des noms de lieux ; Tilly, Tillay, en Picardie ; Theillay, dans le Berry (GODEFROY, *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, tome VII, p. 717).

(4) « Abo de Ciconiis... habet usagium in nemore de Telleio » (CARRÉ DE BOUSSEROLLE, *Dictionnaire*, t. VI, p. 194 et cart. de l'archevêché, ch. CLXXXIV). C'était le nom d'une forêt située à la Cigogne, commune de Cussay, près de la Haye-Descartes. La forêt entre Sainte-Maure et Crissay s'appelait également de ce nom.

(5) GODEFROY, *op. cit.* t. VII, p. 717.

peut que le tilleul, assez rare dans ce pays, ait été l'objet d'un culte de la part des peuplades séjournant entre la Vienne et l'Indre, qui donnèrent le nom de leur divinité à tous les bois de cette contrée (1).

Quant à la Basse Forêt, on l'appelait primitivement tantôt *propria foresta comitis* ou *regis*, *nemus domini regis Caynonis*, *foresta Chinonis*, *foresta Kaynonensis* ou de *Kaynone*, tantôt *petite Fourest*, *propre fourest du roy*, etc.

Ce n'est qu'au ^{xiv}^e siècle, qu'apparaissent pour la première fois les expressions de *Haute* et *Basse Forêt*, qui ont remplacé les noms de *Teillay* et de *Propre Forêt du Roy*. Elles ont persisté à travers les siècles, et on distingue encore aujourd'hui la Haute et la Basse Forêt.

Mais si leur différence ne réside plus à l'heure actuelle que dans la nature géologique du sol et dans les essences, il n'en a pas été de même autrefois. Leurs administrations subalternes étaient indépendantes l'une de l'autre : certains usagers possédaient des droits dans la Haute Forêt, sans pouvoir prétendre aux mêmes droits dans la Basse, ou réciproquement; enfin, — et de ce dernier point découle tous les autres, — leur régime de propriété était différent.

C'est à l'étude de cette troisième question que nous nous attacherons tout d'abord.

(1) Cf. SALOMON REINACH, *Histoire Générale des Religions*, 11^e éd. 1909 Paris, p. 167-168.

PREMIÈRE PARTIE

PROPRIETE

SECTION I

HAUTE FORÊT

Une charte de 1190 (1) nous apprend que la forêt de Teillay était à cette époque indivise entre le comte d'Anjou et l'archevêque de Tours.

Mais si l'on veut remonter dans les siècles antérieurs, les textes font défaut. La forêt est-elle restée dans le domaine de la couronne sous les premiers rois ? A-t-elle appartenu aux comtes de Blois et aux comtes d'Anjou qui ont possédé tour à tour la Touraine ? Fut-elle inféodée aux seigneurs de Chinon ou concédée en bénéfice à l'archevêque de Tours ? Nous l'ignorons. Mais cette question des origines est des plus intéressantes, et nous essaierons d'abord de l'éclaircir.

Puis, après avoir défini aussi exactement que possible les causes de l'indivision et précisé l'époque où elle naquit, nous analyserons la transaction signée en 1190, entre le

(1) Cartulaire de l'archevêché de Tours, ch. LXXX.

comte d'Anjou et l'archevêque de Tours, au sujet de la forêt et d'autres droits, et nous chercherons à découvrir son véritable caractère.

Nous ferons ensuite un rapide historique de la propriété du Teillay, sous les ducs d'Anjou et sous les rois de France, en nous attachant surtout aux contestations qui ont pu se produire à l'occasion du principe même de la co-propriété.

Enfin, nous étudierons les droits des propriétaires en suivant leur évolution du ^{xiii}^e au ^{xvi}^e siècle.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE DE LA PROPRIETE

Le 28 mars 1190, le comte d'Anjou, roi d'Angleterre, Richard Cœur de Lion, et l'Archevêque de Tours, Barthélemy II, dit de Vendôme, signèrent à Gisors une *concordia* (1), par laquelle ils confirmèrent et réglèrent certains droits indivis entre eux, et qui avaient fait l'objet de vieilles contestations entre leurs prédécesseurs. Parmi ces droits, qui consistaient en propriétés, péages, coutumes et justices, figuraient ceux relatifs à la forêt de Teillay.

Dans cette charte, les deux signataires reconnaissent parfaitement l'ancienneté de l'indivision ; on doit donc admettre que la forêt était soumise à ce régime depuis un certain temps déjà.

Cependant, deux textes du ^{xii} siècle semblent donner un

(1) *Concordia inter bone memorie Richardum, regem Anglie et comitem Andegavensem, ac Bartholomeum archiepiscopum Turonensem facta*. Cette charte porte le N° LXXX du cartulaire de l'archevêché de Tours. (Edition publiée par M. L. de Grandmaison dans les *Mémoires de la Société archéologique de Touraine*, 1892, tome II, p. 213). Pour tous les actes extraits de ce cartulaire, nous suivrons cette édition, sauf indication contraire. Et pour toutes les citations de cette charte, nous mettons seulement : charte de 1190.

démenti à cette interprétation et attribuer la propriété exclusive du Teillay au comte d'Anjou.

C'est d'abord l'acte de fondation de l'Abbaye de Turpenay (1127) (1). Le comte Foulques accorda à l'abbé Robert des terres et des usages dans la forêt de Teillay ; dans la charte il n'est pas fait mention des droits de l'archevêque, et celui-ci n'intervient pas. Mais on ne peut déduire logiquement de ce silence que le comte était seul propriétaire, d'autant plus que la charte originale de fondation n'existe pas, qu'elle ne nous est connue que par une confirmation de Richard Cœur de Lion en 1190 (2), dans laquelle même l'archevêque d'alors, Barthélemy II, est noté comme témoin (3).

Un autre acte (4), daté de 1141, et portant donation, par un nommé Philippe Gerbaud à l'Abbaye de Turpenay, d'une terre située « *apud Bellam Vallem* », est plus précis et désigne la forêt de Teillay par ces mots « *Nemus comitis quod Tiliacus dicitur* ». Peut-on considérer l'expression « *nemus comitis* » comme une preuve de la propriété exclusive du comte ? Assurément non, car cette donation est une charte privée, faite hors la présence du comte et de l'archevêque et sans leur intervention, et qui par suite est un acte sans valeur à leur égard. A notre avis il ne faut y voir qu'un indice des prétentions du comte sur la forêt, ce qui vient confirmer la phrase suivante de la charte de 1190

(1) Gallia christiana, tome XIV, p. 296. — B. de Tours, mss. 1325, page 165.

(2) Le 19 avril 1190 « apud Chinon » (A. N., K. 186, N° 117).

(3) « Testibus Bartholomeo Turonensi archiepiscopo, Guillelmo Pictavensi episcopo... »

(4) Dom Housseau, tome V, N° 1681,

« *contentio diutius habita fuerat inter comites andegavenses
et turonenses archiepiscopos* ».

Donc l'antériorité de l'indivision à 1190 ne fait aucun doute. Cependant aucun document ne vient nous apprendre d'une manière précise à quelle époque il faut faire remonter cette indivision, quelles en furent les causes, et quels furent les premiers co-propriétaires.

Cette question n'a jamais été étudiée ; et cependant il serait intéressant de connaître l'origine des droits indivis entre l'archevêque de Tours et divers seigneurs, notamment le comte d'Anjou, car on en rencontre un peu partout dans la province de Touraine. et surtout au sud de la Loire.

Nous allons essayer de contribuer à cette étude et d'y apporter quelques éclaircissements.

CAUSES DE L'INDIVISION.

L'indivision pouvait dans l'ancien droit être la conséquence soit d'un héritage, soit d'une convention (1).

Indivision à la suite d'héritage. — La Touraine étant un pays de partage égal (2), l'indivision ne pouvait être que l'ef-

(1) Nous devons également noter l'indivision imposée par testament ou donation ; mais en ce qui concerne la forêt, cette origine est inexplicable, aussi ne nous y arrêtons-nous pas.

(2) L'ancienne coutume de Touraine fait bien mention de droits de *parage*, que l'on a parfois voulu considérer comme une indivision. Mais il ne faut lui reconnaître ce caractère qu'au point de vue féodal dans les relations de vassal à suzerain, car chacun des enfants puînés avait sa part d'héritage en toute propriété, et l'aîné seul rendait hommage pour le fief tout entier, afin d'en maintenir l'intégrité (VIOULET, *Etablissement de Saint-Louis*, I, p. 125-126).

fet de la volonté expresse du *de cuius*; cependant si le bien est impartageable, les héritiers pouvaient décider de rester dans l'indivision, mais il y a alors convention.

Pour voir dans cette première cause l'origine de l'indivision de la forêt de Teillay, il faudrait d'abord trouver un évêque et un comte qui aient été parents, ou qui aient pu hériter d'une même personne, propriétaire de la forêt. Or, si nous parcourons les listes d'évêques et d'archevêques de Tours, nous n'en trouvons aucun qui soit allié à un comte de Touraine.

Cependant, au ^x^e siècle, existait un archevêque, Barthélemy de Chinon, que les généalogistes considèrent comme le frère ou le beau-frère d'un certain Jean de Chinon (1). Ces deux personnages, qui portent le même nom, ne seraient-ils pas les premiers copropriétaires de la forêt ? On nous a soumis cette hypothèse, et nous tenons à y répondre.

Jean, « *oppidanus cainonensis* », c'est-à-dire capitaine du château de Chinon pour le comte, ne semble pas, dans les chartes où il figure, avoir eu d'autres droits dans la région que ceux de sa charge, et de plus, il est qualifié partout de seigneur de Montbazou. Quant à Barthélemy, il était seigneur de Mirebeau. De plus, nous ignorons le nom de leur père, qui pouvait s'appeler X... de Chinon, ce qui, toutefois,

(1) M. de FOUCHIER, dans son *étude sur les seigneurs de Mirebeau*, considère Jean de Chinon comme le frère de Barthélemy ; et M. DE COUGNY, dans *Chinon et ses Environs*, est du même avis. Suivant M. Beauchet-Filleau, dans la 2^e édition du *Dictionnaire des Familles du Poitou* (Poitiers 1895), il ne serait que son beau-frère. Voir l'intéressante notice sur Jean de Chinon, page 474 du Dictionnaire ci-dessus cité (art. de Chinon).

ne permettrait pas de lui attribuer, sans autre preuve, la seigneurie de Chinon.

Et même, si un archevêque avait hérité personnellement de la moitié indivise de la forêt de Teillay, il est peu probable qu'il en ait fait don à son siège. Ainsi Barthélemy de Chinon ne fait pas don de sa seigneurie de Mirebeau à l'archevêché, mais la laisse à son neveu, Payen de Chinon (1).

D'autre part, s'il y avait eu donation à l'archevêché, elle aurait certainement fait l'objet d'une charte, et son souvenir n'aurait pas été effacé en 1190.

Nous devons donc éliminer cette première origine et voir dans la convention la véritable cause de l'indivision.

Indivision par convention des parties. — Avant d'être dans l'indivision, la forêt fut évidemment la propriété d'un seul ; mais est-ce le roi ou le comte qui a associé l'archevêque à sa propriété, est-ce le prélat de Tours qui s'est mis sous la garde d'un seigneur temporel ?

Envisageons d'abord la première hypothèse. Le roi ou le comte a fait don à l'archevêque de la moitié indivise du Teillay.

La Touraine, après avoir été longtemps gouvernée au nom du roi, par un *comes* généralement élu (2), fut donnée à titre héréditaire par Charles le Chauve à Robert le Fort (3). C'est donc le roi d'abord, ou le comte ensuite, qui a pu faire cette libéralité.

(1) BEAUCHET-FILLEAU, *op. cit.*, page 475.

(2) Cf. B. N. mss. fr. 22621. *pass.*

(3) « Sous Charles le Chauve, le domaine de Chinon fut donné à Robert-le-Fort, tige de l'illustre et glorieuse maison de France », (*de Cougny. Chinon et ses monuments*, 1874, p. 6.)

Une donation en indivision est une chose excessivement rare de la part d'un seigneur laïque en faveur d'un ecclésiastique, et il n'en existe aucun exemple en ce qui concerne les forêts.

Généralement, une donation de fonds par un seigneur est faite en toute propriété, sous réserve parfois de certains droits (1). Mais, sous les premiers rois, et même les Carolingiens, les forêts, considérées comme des domaines privés de la couronne, ne furent pas aliénés (2). On ne cite d'ailleurs pour cette époque qu'un seul exemple de donation de forêts, en faveur d'un ecclésiastique (3).

De plus, en ce qui concerne la forêt de Chinon, il ne faut pas séparer, à notre avis, l'indivision de la forêt de celle des autres droits définis en la charte de 1190, et une concession en indivision de semblables droits, de la part d'un seigneur laïque, se comprend difficilement.

Cependant certains textes laisseraient croire que l'origine de la propriété indivise est bien une donation du roi. L'archevêque, dans un procès de la fin du xvm^e siècle (4), allè-

(1) Parfois le donateur, tout en abandonnant la pleine propriété, se réserve quelques droits. En matière forestière, il peut prélever une partie des amendes ou du produit des ventes, et ce sont ces réserves qui ont constitué les droits de gruerie (BORELLI DE SERRES, *Recherches*, t. I, p. 398).

(2) Les donations de forêts faites par les rois à des particuliers ont d'abord été très peu nombreuses et elles n'étaient généralement obtenues que par des ecclésiastiques (MAURY, *op. cit.*, p. 71). On en voit quelques exemples dans la forêt de Roumare.

(3) C'est en faveur de l'évêque d'Osnabruck, par un capitulaire de l'an 804. (BALUZE, *Capitulaires*, t. I, p. 417).

(4) C'est un arrêt du Conseil du roi du 9 janvier 1787, confirmant l'archevêque dans sa propriété et la jouissance de ses droits, principalement en ce qui concerne le partage du produit des adjudications. (A. N., E. 1651 A, N^o 30).

gue que la forêt est « *la plus précieuse et la plus ancienne dotation de son siège* » ; et il fait allusion ailleurs (1) à « *un don à luy faict ou à ses prédécesseurs par les dits roys de France* ». Mais il ne faut pas voir dans ces phrases, prises en elles-mêmes, une preuve de grande valeur, car on peut les interpréter différemment en s'appuyant sur les textes conjoints.

Nous devons donc abandonner l'hypothèse de la propriété exclusive du roi ou du comte, précédant immédiatement l'indivision, et examiner si les droits antérieurs de l'archevêque sont plus facilement explicables.

Dans une requête au Conseil du Roi, en 1787 (2), où l'archevêque considère la forêt comme « *la plus ancienne dotation de son siège* », il ajoute : « *de tous ces titres résulte évidemment que le titre contesté est une propriété foncière qui remonte à des temps antérieurs à la propriété même de Sa Majesté* ».

Quelque temps auparavant, le savant bénédictin dom Housseau, qui rassemblait des documents en vue d'une histoire de Touraine et copiait les chartes des cartulaires tourangeaux, écrit à propos de la forêt : « *L'archevêque avait anciennement en propriété la totalité de la Haute Forêt de Chinon* » (3).

Ces deux témoignages, qui sont relativement récents, peuvent sans doute être considérés comme suspects, car ils contiennent l'exposé de la thèse de l'archevêque. Mais pour nous la propriété antérieure des archevêques est certaine,

(1) Jugement sur les droits d'usages du Pommier Aigré (27 janvier 1513). [A. d'I.-et-L., H. 720].

(2) A. N., E. 1651 A, N° 30.

(3) D. Housseau, t. XIV, p. 177.

et notre opinion se légitime tout à fait par l'examen des causes qui ont pu amener l'archevêque à donner la moitié indivise de ses domaines et droits, et par l'étude approfondie de la convention de 1190. Nous reviendrons en détail sur ces considérations. Pour l'instant nous supposons acquis le fait de la propriété exclusive de l'archevêque avant l'indivision, et nous rechercherons de qui il pouvait tenir lui-même la propriété de la forêt.

Les archevêques possédaient, sous l'ancien régime, et dès les ^x^e et ^{xii}^e siècles, dans toute la Touraine, de grandes étendues de terres et de nombreux droits (1). Ils en avaient concédé en fief (2), et on peut se rendre compte du nombre de leurs vassaux par la liste des feudataires de l'archevêché au ^{xiii}^e siècle (3).

Ces immenses fiefs leur étaient venus de plusieurs manières. certains fideles leur donnaient des terres en pure aumône, *in elymosinam* ; d'autres, propriétaires libres, afin d'avoir un protecteur, se dépouillaient de leurs alleux, et préféraient tenir leurs domaines en bénéfices. Enfin les rois et comtes de Touraine leur accordèrent, eux aussi,

(1) Aux archevêques appartenaient une partie de la forêt de Bréchenay, tous les bois de Larçay, la « nemus Esplenta », la moitié indivise de la forêt de Reugny, et d'autres domaines sur le plateau d'entre Vienne et Indre.

(2) Ainsi le père de Thibault le Tricheur, comte de Blois, possédait la terre de Destilly en bénéfice de l'archevêque de Tours (D. Housseau, t. XIV, fol. 176).

(3) Cartulaire de l'archevêché, tome II, p. 390-391 : *Hec sunt feoda domini archiepiscopi Turonensis.*

d'importantes faveurs (1), et c'est du côté de cette troisième manière qu'il faut chercher l'origine de la propriété de l'archevêque.

L'évêque de Tours fut jusqu'au VIII^e siècle le premier personnage de la ville et de la province (2). Son pouvoir était de beaucoup supérieur à celui du comte, qui représentait cependant le roi. Ainsi le comte Leudastè, qui avait été chassé de son siège, fut rétabli par saint Grégoire de Tours (3). En 580, le roi Chilpéric accorda à l'évêque et au peuple le droit d'élire leur comte, et ce privilège est confirmé un peu plus tard par Dagobert (4) ; le comte est dès lors établi par lettres de l'évêque (5).

Les concessions faites par les rois aux évêques avant

(1) Eudes, duc de France et comte de Tours, qui fut sacré roi en 888, fit de grandes libéralités à l'église de Tours, et donna plusieurs terres et seigneuries au chapitre (B. N. mss. fr. 22621, p. 15). On pourrait peut-être faire remonter jusqu'à lui la propriété de la forêt.

(2) « Les habitants de Tours, ayant d'un commun accord élu pour évêque le prêtre Eufronius, envoient vers le roi Clotaire demander la confirmation de l'élection. (GRÉGOIRE DE TOURS, *Historia Francorum lib* 5, C. 15)... le même peuple de Tours qui élisait son évêque, obtint auprès du roi, du temps de Grégoire, le privilège d'élire son comte, et choisit un certain Eunomius (GRÉGOIRE DE TOURS, *op. cit.*, lib. 5, C. 48). » (RIVIÈRE, *Histoire des Biens communaux*, p. 120). « L'évêque (de Tours) y fut souverain, ou pour mieux dire sous son nom la ville elle-même devint souveraine ». AUGUSTIN THIERRY, *Considérations sur l'histoire de France*, C. 5, p. 201).

(3) B. N. mss. fr. 22621, p. 5.

(4) B. N. id. p. 11.

(5) « Usque hodie (IX^e s.) in eadem urbe per pontificis litteras comes constituatur » (Vita s. Eligii, éd. Hist. de Fr., t. III, p. 555).

Dagobert ne nous sont pas connues; mais la *Vie de Saint Eloi* nous a conservé trace des concessions de ce roi.

« *Eligio rogante, omnem censum, qui reipublicæ solvebatur, ad integrum, Dagobertus rex eidem ecclesiæ indulsit atque per chartam confirmavit. Adeo autem omne sibi jus fiscalis census ecclesia vindicat.* » (1)

A la prière de saint Eloi, le roi Dagobert accorda donc à l'église de Tours tout le cens qui était dû auparavant au fisc romain, et même confirma sa donation par charte. Mais cependant l'Eglise revendiquait en outre tous les droits du fisc, et ceci nous amène à la possibilité d'une autre origine de la propriété épiscopale.

L'expression *census*, au sens strict, désigne les impôts directs perçus sur les personnes. Mais « *omne jus fiscalis census* » comprend tous les revenus du fisc ; or, au fisc romain appartenaient en particulier les forêts et les voies de communication ; il surveillait celles-là et percevait des péages sur celles-ci. Il se peut que, sous les premiers rois, l'évêque de Tours ait joui des domaines et des revenus du fisc romain (2), étant donné surtout son autorité dans la province et l'effacement du comte. Et peut-être dans ses revendications auprès de Dagobert voulait-il se faire confirmer dans cette possession précaire.

Toutefois aucun document ne nous apprend si cette confirmation eut lieu.

Nous nous trouvons donc ainsi devant une double hypo-

(1) *Ex Vita S. Eligii* (Ed. Hist. de Fr., tome III, p. 555). Ce passage est aussi rapporté dans Rivière (*op. cit.*, p. 121, note 1).

(2) Les forêts moins importantes (sous les Carolingiens) finirent par tomber en la possession des seigneurs et des principaux usagers (MAURY, p. 71).

thèse, que nous ne pouvons éclaircir davantage, mais qui laisse cependant intact le principe de la propriété exclusive de l'évêque avant l'indivision.

Il nous reste maintenant à examiner les causes qui déterminèrent cette indivision.

Après les invasions des peuples germaniques (1), après les expéditions des Carolingiens et des premiers Capétiens contre les races du sud de la Loire (2), après les invasions des Normands (3), la Touraine connut encore des guerres sanglantes et dévastatrices lorsqu'elle devint comté héréditaire sous les comtes de Blois.

Dès le ^x^e siècle, la portion de la Touraine qui appartenait au comte de Blois se réduisait à peu de chose, et était comprise entre Tours, Montbazou, Sainte-Maure, Chinon et la Loire. A ce territoire, il faut ajouter quelques terres au nord de Tours et le domaine de Saumur à l'ouest. L'ancien comté électif s'était désagrégé peu à peu par suite de donations des Carolingiens, et de guerres entre seigneurs voisins. Les puissants comtes d'Anjou, rivaux de la maison de Blois et de Champagne, possédaient de nombreuses terres dans toute la contrée. Au ^x^e siècle, ils avaient à l'est Loches et Montbazou, qui leur venaient d'une donation

(1) Les Visigoths occupèrent la Touraine au ^v^e siècle (DE COUGNY, *op. cit.*, p. 123).

(2) Loches fut ainsi repris par Pépin le Bref sur les Aquitains (742).

(3) Les Normands, qui remontèrent la Loire et la Vienne dans la seconde moitié du ^{ix}^e siècle, pillèrent les abbayes de Saint-Louand et de Saint-Mexme (DE COUGNY, *op. cit.*, p. 138-139).

de Charles le Chauve (1), au nord Semblançay et Langeais, au sud le château de Sainte-Maure, La Haye-Descartes et Loudun (2).

Mais leur ambition étouffait dans ces limites et ils cherchèrent à déposséder les comtes de Blois des quelques domaines qui leur restaient. Il en résulta de nombreuses et fréquentes guerres au ^x^e siècle, qui aboutirent au traité de Loches, en 1044, qui donna toute la Touraine au comte d'Anjou.

Et même après la victoire des comtes d'Anjou, la contrée ne fut cependant pas complètement tranquille ; il y eut encore des révoltes de vassaux. Le seigneur de l'Ile-Bouchard se souleva contre le comte (3), et ce seigneur, qui possédait à la fin du ^{xii}^e siècle tout le domaine s'étendant au-dessus de la forêt de Teillay et depuis Cravant jusqu'à Crissay, profita sans doute de cette révolte pour arrondir son domaine et s'emparer de toute cette étendue.

L'archevêque de Tours, voyant ses domaines constam-

(1) Loches fut donné en 840 par Charles le Chauve à un de ses officiers nommé Adalade, dont le fils eut une fille qui eut Loches en dot et se maria avec Foulques le Roux, duc d'Anjou (BUSSEROLLE, *Dict. d'I.-et-L.*, art. Loches).

(2) « Au sud, Foulques Nerra, qui fut un grand bâtisseur de forteresses, avait construit des châteaux qui, depuis Loudun et Mirebeau jusqu'à La Haye-sur-Creuse, aujourd'hui la Haye-Descartes, et Loches, en passant par la Roche-du-Maine, Faye, Sainte-Maure et Montbazou, formaient une ligne d'investissement ininterrompue ». (G. RICHULT, *Les ducs d'Anjou et de Touraine*, dans *Chinon-Touraine*, N° 3, p. 47).

(3) Cf. RICHULT, *op. cit.*, p. 68. « Pendant ce temps, Peloquin de l'Ile-Bouchard, et Lisiard de Sablé, ne s'étaient pas fait faute de ravager les possessions de Geoffroy ». Mais le duc vint à bout de son vassal en 1132, et lui rendit son fief.

ment ravagés par des soldats, et ses droits plus ou moins atteints (1), demanda l'aide du comte pour faire respecter ses propriétés, et, dans ce but, il fit don à ce dernier de la moitié de ses droits et domaines.

Et ce que nous avançons est confirmé par le passage suivant de dom Housseau : « M. l'Archevêque », dit-il à propos de la forêt de Chinon, « avait anciennement en propriété la totalité de la Haute Forêt de Chinon, mais cette forêt étant pillée par les seigneurs voisins, l'archevêque, ainsi que la plupart des bénéficiers, furent obligés d'invoquer la protection du roi de France, pour qu'il fit garder la Haute Forêt ; pour ce, il fit don au roi de la moitié par indivis, aux conditions que le roi se chargeait de la conservation. » (2)

Voilà donc la cause de l'indivision bien établie, mais avant d'étudier la nature de cette association, nous tenons à dire un mot de sa date.

Fut-elle conclue avec le comte de Blois, ou avec le comte d'Anjou, c'est-à-dire avant ou après 1044 ? Nous ne pouvons rien assurer, mais il est certain que l'indivision existait au cours du ^{xii}e siècle.

En effet, d'après la charte de 1190, de nombreux témoins

(1) Ainsi en 1105, le comte Foulques avait construit le château de Montrichard, sur les terres de Gedouin de Saumur et de l'archevêque de Tours. Et sous les comtes de Blois, on voit de fréquentes violations des territoires de l'archevêque. — Cf. LEX, *Eudes I*, comte de Blois, dans *Mémoires de la Société académique de l'Aube*, t. LX, p. 191.

(2) D. HOUSSEAU, t. XIV f° 177. — Il faut noter que D. Housseau dit : que l'archevêque fut obligé d'invoquer la protection du *roi*. Mais il faut lire ici *comte*, car le souvenir précis du protecteur primitif était sans doute effacé au ^{xviii}e siècle.

vinrent affirmer les droits des deux contractants : on recueillit les « *assertiones hominum utriusque nostrorum antiquorum et juratorum* » (1). Et ce fait, à savoir l'existence de témoins de l'ancien état de choses, prouve, d'une part, que l'indivision existait antérieurement et, d'autre part, que les contestations entre les copropriétaires, qui ont motivé l'accord de 1190, n'étaient pas très anciennes, puisque les « *iidem jurati* » déclarent avoir connu un temps où, sur les terres de l'archevêque, il n'y avait pas de garenne, qu'un prédécesseur de Henri II, Geoffroy son frère, y avait établie malgré leurs réclamations (2). Henri II, mieux disposé pour les archevêques, leur reconnut la copropriété de la garenne (3) ; c'est sans doute aussi sous son règne que des pourparlers furent engagés en vue de régler les contestations pendantes. Mais ils n'aboutirent qu'après sa mort, à la transaction de 1190, qui fut signée par son fils Richard Cœur de Lion et qui est la confirmation de l'association originaire.

Des contrats semblables entre laïques et ecclésiastiques se voyaient fréquemment à cette époque. « *Lorsque les anciens ducs, comtes et autres grands seigneurs se faisoient la guerre entre eux, et les gens de guerre portoient leurs ravages au plat pays, même es terres des ecclesias-*

(1) Cart. de l'Arch. p. 214.

(2) Cart. de l'Arch. p. 216. — Cet acte doit se placer entre 1151 et 1156. En effet Geoffroy (1134-1157) devint comte d'Anjou en 1151 — et l'archevêque qui s'opposa à l'installation de la garenne était Engenrud de Preuilly, qui resta sur le siège de Tours de 1147 à septembre 1156.

(3) Cette reconnaissance dûit se produire entre 1157 et 1173, dates entre lesquelles Joscius fut archevêque de Tours.

« tiques, qui n'étoient respectées ni de l'un ni de l'autre
« parti, si que voyant les seigneurs ecclésiastiques leurs
« sujets ruinés et leurs terres quasi désertes et en friche,
« esmeus de pitié envers leurs sujets et de l'utilité qui leur
« proviendrait s'ils étoient exempts et leurs terres des ra-
« vages de guerres, ils mettoient en pariage avec eux pour
« la moitié de leur justice le roi, et aucuns de la moitié des
« autres droits seigneuriaux. » (1)

C'est donc à un contrat de ce genre, à un pariage, que
dut recourir l'archevêque pour se mettre sous la protection
du comte d'Anjou (2).

(1) LA ROCHEFLAVIN, *des Droits seigneuriaux*, ch. 24.

(2) Pour être complet, nous devons dire que M. de Cougny a vu
lui aussi un contrat de pariage dans la charte de 1190. Mais il est
curieux de noter qu'il a été mis sur la voie par une erreur de lecture
et par suite de traduction. Au lieu de *pasnagium*, il a lu *pariagium*
et traduit ce mot par *pariage*. « Le pariage est également commun »
(*op. cit.*, p. 219).

CHAPITRE II

CONTRAT DE PARIAGE DE 1190

« Le pariage », dit RAGUEAU, dans son *Glossaire*, au mot pariage, « est un droit de compagnie ou de société, « quand un évêque, un abbé ou une église, fait une association perpétuelle avec un seigneur temporel pour la justice qui s'exerce sur les sujets, et pour les amendes et tailles qui se lèvent sur eux. » (1) Et il précise davantage au mot appariaison : « *cum princeps, dux, comes, baro, vel alius dominus, et episcopus, abbas vel ecclesie pares sunt domini et socii in eadem civitate et ditione* » (2).

Cependant ces définitions ne sont point complètes, et il y faut ajouter celle de Guyot : « On appelle pariage, accompagnement ou association, la possession par indivis du même domaine, seigneurie ou justice. » (3)

Mais aucune de ces définitions et aucune de celles formulées par les divers auteurs ne donnent une idée exacte du pariage. Aussi proposons-nous la suivante :

(1) *Glossaire de droit Français*, par Ragueau, revu par E. de Laurière (éd. Favre 1882), p. 379.

(2) Id., p. 28.

(3) GUYOT, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, t. XII, p. 563.

Le pariage est une association perpétuelle entre deux seigneurs, laïques ou ecclésiastiques, dont l'un a donné la moitié de ses droits à l'autre plus puissant que lui, dans le but d'être protégé, et qui sont par suite propriétaires indivisement d'un même domaine ou d'une même seigneurie, qui exercent conjointement une justice ou qui reçoivent ensemble et se partagent des revenus : tailles, amendes ou péages. Et le protecteur ne peut aliéner sa part.

Nous allons reprendre cette définition, examiner successivement les caractères fondamentaux d'un pariage, et nous verrons si le contrat de 1190 y répond.

1° *Le pariage est une association entre deux seigneurs laïques ou ecclésiastiques, dont l'un a donné la moitié de sa propriété à l'autre, dans le but d'être protégé.*

Ce caractère lui est reconnu dès le ^{xiii}^e siècle, par Tillemont (1), l'historien de saint Louis, puis par tous ceux qui ont traité la question : Ragueau, Choppin, La Roche-flavin, Guyot, Laurière et Luchaire (2). Mais ces trois der-

(1) LE NAIN DE TILLEMONT, *Vie de saint Louis*, CCCLXXVI. « C'estoit alors une chose assez ordinaire aux ecclésiastiques, et particulièrement aux abbez, d'associer des personnes puissantes à quelque partie de leurs revenus, pour les engager à se rendre les protecteurs de leurs églises, et ces sortes d'associations s'appellent *pariages*. »

(2) *Ragueau et Guyot* : voir les définitions citées ci-dessus. — CHOPPIN, *de sacra politia*, liv. 3, tit. 3, ch. 8, p. 465. — LA ROCHE-FLAVIN, *Traité des droits seigneuriaux*, ch. 24. — LAURIÈRE dans ses additions à Ragueau, dit : « quand un évêque, un abbé ou *quelque autre seigneur* manquait d'autorité... » — LUCHAIRE, *Histoire des Inst. Monarch. de la France sous les premiers Capétiens*, t. II, p. 187 : « A cette époque (xii^e s.), le pariage avait lieu le plus souvent avec des seigneurs ecclésiastiques, cependant les *vassaux laïques* commençaient déjà, eux aussi, à s'assurer l'appui du prince... »

niers seuls ont admis que les associés ne sont pas forcément un ecclésiastique et un laïque, et que deux laïques peuvent fort bien s'associer en pariage. Nous ajouterons même que de tels contrats furent passés aussi entre deux ecclésiastiques, ainsi que le prouve le pariage entre l'abbaye de Saint-Martin de Tours et le monastère de Saint-Yrieix (1).

Quant au protecteur, ce n'est pas forcément le roi, comme semble le croire M. Luchaire, mais tout seigneur assez puissant pour accorder sa protection ; d'ailleurs Choppin dit à ce sujet : « Les rois seuls n'ont pas été admis en telle « société par le consentement des églises, mais aussi les « ducs de grand renom et les comtes plus apparents. » (2)

Mais si les seigneurs se faisaient gloire d'être « *declarez patrons et protecteurs des libertés et franchises de l'église* », leur intérêt les y poussait également, car, suivant Choppin (3), de nombreux protecteurs étaient « *à ce faire attirer et allèchez par cette association volontaire et participation des biens de l'église* ».

En ce qui concerne la charte de 1190, elle répond parfaitement à ce premier caractère, comme nous l'avons vu, tant au point de vue des contractants que du but poursuivi.

2° *C'est une association perpétuelle.*

Les auteurs, sauf Ragueau (4), ne signalent pas ce point, qui leur semble évident, quoique Graverol distingue « deux « sortes de pariage, les uns limités à la vie du protecteur,

(1) V. p. 49, note 1.

(2) CHOPPIN, *de dominio*, liv. 2, tit. 8, art. 7.

(3) CHOPPIN, *de sacra politia*, liv. 3, tit. 3, ch. 8, p. 465.

(4) « ...Quand un évêque, abbé ou église fait association perpétuelle... » (RAGUEAU, *op. cit.*, p. 374).

« et les autres perpétuels » ; mais il ajoute que ces derniers « sont seuls restes » (1).

L'intention de faire une association perpétuelle est clairement indiquée dans la charte de 1190, par les mots suivants : « *Volentes hec a successoribus et ab hominibus nostris imperpertuum conservari* » (2) ; et de fait le pariage a été respecté jusqu'à la fin de l'ancien régime. A aucun moment, il ne fut question de partage ; et c'est par là justement que notre contrat se différencie de l'indivision ordinaire, qui existait dans la coutume de Touraine au ^{xiii}^e siècle (3), et dont on pouvait toujours sortir, sauf le cas où l'un des propriétaires possédait plus de droits, « plus de joutice » que l'autre (4). Or, les droits du comte et de l'archevêque étant identiquement égaux, ils auraient pu demander le partage s'ils avaient été liés par une indivision vulgaire.

3° *Les deux seigneurs sont propriétaires indivisément d'un même domaine ou d'une même seigneurie, exercent conjointement la justice ou perçoivent ensemble et se partagent des revenus : tailles, amendes et péages.*

Les divers auteurs sont d'accord sur ces caractères, qu'ils les aient ou non définis clairement.

(1) LA ROCHEFLAVIN, *Traité des droits seigneuriaux*, ch. 24 (Annotation de GRAVEROL).

(2) Cart. de l'arch. (éd. de Gr.), p. 219.

(3) Coutume de Touraine-Anjou, art. XCIX : « si aucunes gens avaient terres ou vignes qui fussent communes ensemble... » (VIOULET, *Etabl. de St Louis*, t. III, p. 65). On appelait cette possession en commun : *être parçonnier* (*op. cit.* I, p. 20).

(4) « Se einsinc estoit, il ne partiroit pas par droit ». Cf. VIOULET, *op. cit.*, t. IV, p. 89 et 90.

« Le pariage est la possession par indivis d'un même « domaine » (1). Ainsi, dans notre transaction, la forêt est indivise entre le comte et l'archevêque, « *omniuno commune* ». De même, la garenne de Chinon, les îles de la Vienne, etc... (2).

« Au point de vue financier, la règle adoptée est des plus « simples : les revenus de toute nature sont partagés exactement par moitié ». (3). Ainsi les droits d'entrée par terre et par eau à Chinon, Marçay et au port d'Ablevoie sont communs et partagés par moitié (4) ; ainsi des amendes et forfaitures, etc...

« L'Administration de la localité en pariage appartient « aux co-seigneurs qui l'exercent en commun. Tous deux « ont des droits judiciaires et politiques égaux. » (5). Le comte et l'archevêque ont chacun un prévôt à Chinon et à Marçay, qui ne peuvent décider l'un sans l'autre, chacun deux forestiers dans le Teillay, qui sont égaux en droits. Le partage de la justice est fait également, et les ressorts de chaque prévôt sont délimités (6).

4° *Le protecteur ne peut aliéner sa part.*

(1) RAGUEAU, *loc. cit.*

(2) « Tota garena esset communis inter archiepiscopum et comitem. » — « Omnes aque et insule, tam supra pontem quam infra, « sunt communes archiepiscopi et comitis. » (Charte de 1190.)

(3) LUCHAIRE, *op. cit.*, t. II, p. 190.

(4) « Apud Chynonem, recipient omnes consuetudines et emendas equaliter prepositus archiepiscopi et prepositus comitis... » « Eodem modo erit apud Marchaium et apud Pontem Ablevie... » (Charte de 1190.)

(5) LUCHAIRE, *op. cit.*, t. II, p. 191.

(6) Voir paragraphe 4 de la charte de 1190.

Ce principe est formulé dans tous les anciens auteurs. Et même, cette interdiction est souvent spécifiée dans la convention ; mais notre titre n'en contient aucune trace — et nous verrons pourquoi. — D'ailleurs cette règle n'est pas toujours respectée ; il existe des exemples d'aliénation de biens en pariage ; des procès eurent lieu à ce sujet, et même des édits en 1610 et 1641 (1) cherchèrent à arrêter les entorses données à la coutume.

La « *concordia* » de 1190 a donc bien tous les caractères internes d'un pariage, mais il importe de voir également si, en sa forme, elle répond à un contrat de ce genre.

Il n'y avait pas de formule particulière et fixe pour un contrat de pariage : ce mot d'ailleurs n'y figure jamais. Mais certaines expressions précisent le caractère de l'association, par exemple « *ad medietatem nos recepit* », « *nos consociaverunt* », etc... (2), cependant dans certains pariaages on ne trouve que l'expression « *in perpetuum pro indiviso* » (3).

Très souvent le but et la cause de l'association y sont clairement exprimés, ainsi que la défense d'aliéner (4).

(1) Edit. de septembre 1610, art. 10 : « ...nous voulons et ordonnons que pour l'avenir les conditions des pariaages soient gardées... » (Isambert, t. 16, p. 13.) — Arrêt du conseil de 1641, rapporté par GUYOT (*Dict.*, t. XII, p. 566) ordonnant que tous les contrats de pariage, passés entre les rois et les ecclésiastiques, seraient exécutés et fidèlement entretenus.

(2) Cf. LUCHAIRE, *op. cit.*, t. II, p. 190, note 1.

(3) Pariage entre l'abbaye de Saint Remy de Reims et le comte de Rethel, pour la seigneurie de Rancourt. (GUYOT, *op. cit.*, p. 564).

(4) Cf. exemples de LUCHAIRE, *op. cit.*, p. 190, note 2 et 193, note 1.

De tous ces caractères, on en retrouve peu dans la charte de 1190, ni formule de pariage, ni exposé de motifs, ni défense d'aliéner. Seules, les expressions de *communis* et de *perpetuum* se retrouvent à chaque ligne ; mais un exemple servira à montrer combien l'idée d'indivision était poussée loin : les recettes des coutumes et péages étaient déposées avant le partage, dans un coffret fermé de deux clés, dont l'une était entre les mains du prévôt de l'archevêque, et l'autre entre les mains de celui du comte, « *recepta ponentur in pixide firmata duabus clavibus, quarum unam habebit præpositus archiepiscopi. et alteram præpositus comitis* » (1).

Quoique l'expression « *in perpetuum* » ajoutée à l'expression « *communis* » soit suffisante pour caractériser un pariage, nous tenons à nous expliquer sur l'absence des clauses généralement usitées. La charte de 1190 n'est pas un contrat de pariage proprement dit. Il en fut peut-être rédigé un au moment de la première association, ou l'accord resta verbal, — ce qui nous étonnerait cependant ; — mais en 1190 les droits de pariage, contestés depuis peu de temps, sont à nouveau constatés et confirmés, et le principe fondamental d'association perpétuelle y est à nouveau affirmé. La cause déterminante de l'association, la menace de guerre, a disparu, le but, la protection, n'est plus immédiat, on n'y fait donc aucune allusion.

Nous ajouterons encore à toutes ces raisons, une considération purement morale. Le pariage était un contrat très connu du clergé de Touraine. Indépendamment du pariage

(1) Charte de 1190.

de l'abbaye de Saint-Yrieix (1), le chapitre de Saint-Martin de Tours, qui possédait des biens nombreux en Champagne, et particulièrement la ville de Chablis, s'associa le comte de Champagne (2). Par suite, il n'est rien d'extraordinaire que l'archevêque, voyant les excellents résultats de cette protection, ait voulu lui aussi s'associer le comte de Touraine.

Après avoir discuté ainsi les caractères de la convention de 1190 en général, il nous faut étudier maintenant ce qui concerne particulièrement la forêt de Teillay.

La co-propriété de ce bien est un exemple de pariage des plus complets et des plus intéressants. En effet, le pariage ne se limite pas ici au partage de revenus, ou à l'exercice en commun d'une justice, mais il affecte à la fois le fonds, la justice et les revenus.

La condition de la propriété est définie avec précision dans la charte « *nemus de tilieto est omnino commune inter archiepiscopum et comitem* ». L'expression « *omnino commune* » résume à merveille tous les droits qui sont exposés en détail à la suite.

(1) « Le plus ancien pariage que l'on connaisse est consigné « dans le testament de saint Yrieix, fondateur du monastère d'Atane, aujourd'hui appelé Saint-Yrieix, au diocèse de Limoges, « dans lequel il confirme la donation qu'il avait faite à saint Martin « de Tours, pour qu'il se rendit le protecteur de ce nouveau monastère. » (GUYOT, *op. cit.*, t. XII, p. 564). — M. VAUCELLE, dans son *Histoire de la Collégiale de saint Martin* (p. 147 et s. et 263 et s.), ne voit pas en l'abbaye de Saint-Yrieix un pariage, mais une dépendance de Saint-Martin.

(2) Les titres du pariage de la ville de Chablis sont rapportés par Brussel (tome 2, p. 772 et suiv.).

Tout d'abord la qualité de propriétaire permet au comte et à l'archevêque de disposer à leur gré des produits de la forêt ; ils peuvent y prendre chacun le bois qui leur est nécessaire, et le don ou la vente du panage est à la disposition de leurs prévôts qui doivent auparavant se consulter.

En qualité de hauts justiciers, ils ont chacun des forestiers en nombre égal, qui sont chargés de la garde et de la surveillance de la forêt, et chacun un prévôt, à qui incombe l'administration de la justice, et la répression des délits.

Enfin, les revenus divers de la forêt, le panage, les amendes, les forfaitures, se partagent également entre le comte et l'archevêque.

Ces divers droits méritent une étude quelque peu développée, mais comme nous voudrions, après en avoir exposé les fondements juridiques et l'étendue première, en suivre l'évolution pendant toute la période que nous considérons, nous ferons d'abord un rapide historique de la propriété de la forêt et des propriétaires, en étudiant les points qui se rattachent uniquement au principe même de la propriété, en relevant les différends qui sont nés à cette occasion, et les droits qui s'ajoutèrent postérieurement aux droits primitifs.

CHAPITRE III

HISTORIQUE DE LA PROPRIÉTÉ

I. La Forêt sous les Comtes d'Anjou.

Les rois d'Angleterre, de par leur qualité de comtes d'Anjou, sont vassaux du roi de France et lui doivent la foi et l'hommage (1), et, conformément aux principes féodaux, les contrats conclus par eux doivent être confirmés par leur suzerain.

Ainsi la *concordia* de mars 1190 est soumise à l'approbation du roi de France Philippe-Auguste, qui octroie en juillet 1190 (2) ses lettres de confirmation, dont le dispositif rappelle sa qualité de suzerain : « *Nos igitur, de cujus feodo sunt predicta omnia, gaudentes de bono pacis, et utrique eorum jura sua volentes illibata et integra conservari, approbavimus pacem et compositionem istam eamque ad firmitatem perpetui roboris obtinendam confirmavimus...* »

Quelque temps après avoir signé la charte de 1190, Richard Cœur de Lion fait encore acte de propriétaire, en confirmant les donations de ses prédécesseurs à l'abbaye de

(1) Henri II alla à Rouen en 1155, rendre hommage au roi Louis, pour l'Anjou, le Maine et la Touraine.

(2) Cart. de l'arch. (éd. de Grandmaison), p. 219. Cette charte ne porte par l'indication du mois dans les divers recueils. Mais M. DELISLE, dans son *catalogue des actes de Philippe-Auguste*, n° 320, l'attribue au mois de juillet.

Turpenay, notamment les droits d'usage dans la forêt de Chinon (1).

A la mort de Richard Cœur de Lion, sa succession qui devait revenir à son neveu Arthus, fils de Geoffroy, troisième fils d'Henri II, est usurpée, par son frère Jean sans Terre, qui de passage à Chinon, en septembre 1199, y confirme le 26 de ce mois la donation faite par son père aux religieux du Pommier Aigre (2).

Les deux prétendants se disputent la succession, et Jean parvient en 1202 à se saisir de la personne de son neveu et le fait périr. A la suite de ce crime, Jean sans Terre est « *adjourne à comparoir* » par devant les pairs de France, qui rendent par défaut contre lui un arrêt, le déclarant contumax et « *lesdits duchés d'Aquitaine et de Normandie, comté de Poitou et autres terres et seigneuries qu'il tenait du royaume de France, confisqués et acquis à la couronne de France, et dès lors réunis à elle.* » (3)

Pour exécuter cette sentence, le roi Philippe-Auguste se met en campagne contre son vassal rebelle, et après avoir pris successivement la Normandie, l'Anjou, le Maine et une partie de la Touraine, vient mettre le siège, devant le *castrum* de Chinon, dernier rempart de Jean sans Terre, et s'en rend maître en 1205 après un an de siège, « *longa obsidione expugnata, quo facto tota Turonia et Andegavia a regis Angliae dominio liberatur* » (4).

(1) Charte du 19 avril 1190 (Arch. Nat., K. 186).

(2) DE COUGNY, *Chinon et ses monuments*, 2^e éd., p. 20.

(3) JEHAN BOUCHET, *Annales d'Aquitaine*.

(4) Chronique de Guillaume de Nangis (Hist. de Fr., t. XX, p. 751).

II. La Forêt sous les rois de France jusqu'en 1370.

Philippe-Auguste, devenant maître de la Touraine, acquiert de ce fait tous les droits de l'ancien comte, et il se substitue à lui dans le contrat de pariage, que lui-même a confirmé en 1190.

Ce cas de substitution s'est souvent produit lors de la réunion de diverses provinces à la couronne, et La Roche-flavin écrit à ce sujet : « Il y avait de semblables parriages, « et pour les mêmes causes avec les anciens grands ducs « et comtes de Normandie, Guyenne, Tolose, Champagne, « et autres, par l'union desquels duchés et comtés à la « couronne, les parriages ont été unis aussi. » (1)

Pendant près de deux siècles, jusqu'en 1370, la Touraine reste unie à la couronne, et avec elle, Chinon et sa forêt ; et durant toute cette période l'indivision entre le roi et l'archevêque se poursuit paisiblement. Une fois seulement, en 1321 (2), une difficulté s'élève : le bailli de Tours a « *du* « *commandement du roy, mis et assené la main le roy, ou* « *bois en la chace et garenne que li arcevesque de Tours* « *a et pue avoir, en la forest de Chinon* ». Mais c'est plutôt là une question d'exercice de droits ; un enquêteur, Philippe de Betisy, est envoyé sur les lieux « *pour savoir* « *la vérité, savoir, ou non, si li arcevesque avoit fait et* « *faisoit autre chouse qu'il ne deust* », et après s'être « *enformé par grant foison de bonnes gens dignes de foy* « *à Azay et à Chinon* », il constate que l'archevêque n'a pas outrepassé ses droits, et sur son rapport, le roi ordonne que « *l'empeschement qui mis y estoit* » soit oté. A aucun

(1) LA ROCHEFLAVIN, *des droits seigneuriaux*, ch. 24.

(2) *Declaratio super jura foreste*, ch. CXXXIV, Cart. de l'Ar., t. I, p. 278.

moment l'indivision n'a été mise en doute, et on peut même constater combien le roi semble, à cette époque, respectueux de son contrat, car tous les dons de bois faits par lui au ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, sont sous réserve du consentement de l'archevêque (1).

Quant aux divers droits, chasse, usages en bois, partage des revenus, ils restent les mêmes ; mais l'exercice en commun de la justice se restreint au profit du roi, d'une manière insensible au début, mais progressive jusqu'aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, où le roi, alors, l'exerce pour ainsi dire seul. Tel est, d'ailleurs, le sort commun des justices tenues en pariage avec le roi. « La Haute Justice du Seigneur », dit Guyot, « s'efface, est absorbée dans les rayons de la justice royale » (2). Nous assisterons, plus loin, à l'évolution de ces justices (3).

Il n'y a pas à citer, ici, les faits et les actes relatifs aux droits ordinaires, qui seront examinés en leur temps, mais il faut noter cependant deux manifestations nouvelles de la qualité de propriétaire : les donations de bois et les coupes.

Les donations et les ventes n'avaient pas été prévues explicitement dans la chartre de 1190. Les donations se rapportent à la qualité expresse de propriétaire, et nous avons dit plus haut qu'il fallait le consentement des deux seigneurs. Quant aux ventes, les premières n'ont eu lieu qu'au ^{xiii}^e siècle, et le principe de la communauté des revenus s'applique également en cette matière.

(1) V. page 69.

(2) GUYOT, *Traité des fiefs*, t. 6, p. 129.

(3) V. pages 67 et 78 et s.

III. La Forêt de 1370 à 1384.

Le duché de Touraine, qui avait été un instant séparé de la couronne, de 1360 à 1363 (1), est donné, en 1370, par le roi à Louis duc d'Anjou, comme apanage, en échange du comté du Maine et de la châtellenie de Loudun, par lettres données à Vincennes le 16 mai 1370 (2). Et l'on peut constater, par différents titres, que la forêt fut comprise dans la donation.

Mais nous avons dit qu'un des caractères du pariage est son inaliénabilité, aussi devons-nous examiner la question des biens en pariage, constitués en apanage.

En acceptant le titre de protecteur, le roi s'interdit, pour lui et ses successeurs, la liberté d'aliéner un bien qui lui a été donné à ce titre et qui reste indissolublement lié à la couronne ; « il n'est même pas admis », ajoute M. Luchaire, « que le roi puisse transférer sa part à un membre de sa « famille » (3).

Le pariage était, en effet, un contrat volontaire de la part de l'ecclésiastique, et personnel vis-à-vis du protecteur. Les évêques et les églises choisissaient des seigneurs qu'ils considéraient comme pouvant être de bons et puissants patrons. Or, si le roi aliène sa part pour en constituer un apanage, le contrat est altéré par la substitution d'une autre personne.

(1) La Touraine fut donnée en 1360 à Philippe-le-Hardi, fils de Jean-le-Bon, qui la garda jusqu'en 1363, époque où il reçut la Bourgogne.

(2) Cart. de l'arch., t. I, p. 295 : *Littera donationis ducatus Turonie*.

(3) LUCHAIRE, *op. cit.*, t. II, p. 193.

Ce principe d'inaliénabilité est bien reconnu dans l'ancien droit, mais il y a loin des principes aux actes. De telles aliénations se sont produites assez souvent, mais beaucoup ne nous sont pas connues, soit que les religieux n'aient pas formulé de remontrances, soit qu'ils n'aient pas jugé utile de réclamer contre un acte qui les lésait à peine. Aussi, comme on l'a vu plus haut, des arrêts du Conseil de 1610 et 1641 ordonnèrent que les contrats de pariage entre les rois et les ecclésiastiques seraient, à l'avenir, fidèlement exécutés (1).

Si un apanage comprenait rarement des biens en pariage, il comprenait souvent des forêts ; celles-ci étaient soumises à des règles spéciales.

Les princes apanagistes ne peuvent, notamment, faire aucun défrichement, ni convertir les futaies en taillis. Ils doivent couper et administrer les bois, selon les coutumes et les lois du royaume, et les grands maîtres sont autorisés, et même obligés à y veiller au nom du roi.

Parfois, dans les constitutions d'apanage, ou dans d'autres donations, le roi se réserve les droits royaux, la foi et l'hommage et les biens en pariage.

Mais, dans le don de 1370, il n'est fait aucune réserve au sujet des pariaages. Le duc d'Anjou et de Touraine succède ainsi aux droits du roi. Et le 21 novembre 1371, on voit le duc, représenté par le lieutenant du sénéchal de Touraine et le grand maître des eaux et forêts de Touraine, d'une part, et l'archevêque de Tours, représenté par l'official, d'autre part, décider que la réformation de la forêt de Chinon, « *que communis est inter dominos, ducem et archie-*

(1) V. page 47.

piscopum turonensem predictos », se ferait en présence des officiers de ces deux seigneurs (1).

Dans ce même acte du 21 novembre 1371, il est décidé que les amendes de réformation seraient partagées également entre les deux seigneurs, « *quod emende, que ex hoc proveniens, equaliter dividerentur ad commodum predictorum dominorum* ». Les amendes étaient donc, pour partie, la propriété de l'apanagiste ; ce principe subit, par la suite, des restrictions, car les ordonnances de 1587, 1597, 1598, déclarent que les offices vacants par forfaiture et les amendes de réformation appartiennent au roi.

La donation de 1370 ayant été faite avec clause de retour à la couronne, faute d'hoirs mâles, et Louis d'Anjou étant mort le 20 septembre 1384 sans héritier, le duché de Touraine revient entre les mains du roi, pour peu de temps, d'ailleurs.

IV. La Forêt de 1384 à 1576.

En 1386, Charles VI donne en apanage (2) à Louis de France, son frère, le duché de Touraine, à la réserve du chastel de Loudun. Mais, ici, le roi précise davantage les réserves qu'il fait : « *Retenez et réservez à nous et à nos successeurs, roys, ès choses dessus dictes, les foyes et homimages liges, souveraineté et ressort, les gardes des églises cathédraux et les autres de fondation royale et qui sont en pariage, ou sont à ce privilégiez qu'ils ne puissent estre séparés de notre couronne et autres droits royaux...* »

La forêt du Teillay rentre parfaitement dans cette catégorie de droits réservés, puisqu'elle est en pariage avec

(1) Cart. de l'arch., ch. CCLXXVIII. — V. p. 139.

(2) Lettres de novembre 1386. (Ord. t. VII, p. 467.)

l'archevêque, représentant de l'église cathédrale de Tours, qui est sous la sauvegarde royale. Ce bien ne pouvait donc être séparé de la couronne, et aucun acte ne fait, d'ailleurs, mention de la possession du duc.

Au cours des xv^e et xvr^e siècles, la Touraine est plusieurs fois concédée en apanage, mais les mêmes réserves sont toujours faites dans les chartes de donation ; ainsi, dans le don fait en accroissement d'apanage par Charles VI à Jean de France en 1401 (1), de même dans le don fait en 1416 à Charles de France, futur Charles VII (2), de même dans la constitution de douaire en faveur de Marie d'Anjou, en 1423, de même dans le don fait à Douglas pour la récompense de ses services (3), etc...

Pendant cette longue période, jusqu'en 1576, l'indivision ne subit aucune atteinte. En 1517 même, un accord nouveau intervient entre le comte et l'archevêque (4).

Vers 1532, l'archevêque cherche à faire respecter ses

(1) « ...Réservez les^{es} souverainneté et ressort et autres droits « royaulx, audit duché de Touraine, et es villes, chasteaux, chastellenies, appartenances et dépendances d'icellui avecques les « gardes de l'église cathédrale de Tours, et des autres églises estant « de fondacion royale, de pariage et tellement privilégiées... » 12 juillet 1401 (Ord. VIII, p. 451).

(2) Ord., t. X, p. 371.

(3) P. ANSELME, *Maisons de France*, t. III, p. 231. « Le château, « ville et chastellenie de Chinon », furent cependant compris dans le don du 19 avril 1423.

(4) On trouve, à ce propos, un mandement de payer une somme de 35 l. t. à Jean le Comte, pour dépens, écritures et voyages divers, lors de la transaction entre le roi et l'archevêque de Tours, touchant la forêt de Chinon (4 avril 1518). — (A. N., KK. 289, p. 449, v^o).

droits en s'opposant à des coupes décidées par le roi (1). Une commission d'enquête est d'ailleurs nommée pour examiner l'affaire, et un arrêt rendu. Plus tard, en 1569, l'archevêque ayant besoin d'argent demande à faire, dans le Teillay, une coupe, que le roi autorise ; et pour conserver le principe de l'indivision, il ordonne d'en couper autant pour lui (2). Enfin, en 1572, à la suite de difficultés pour la délivrance de deniers provenant des ventes, l'archevêque adresse une requête au Conseil du roi, représente ses titres de propriété et les pièces justificatives, et un arrêt du Conseil le confirme de nouveau dans sa copropriété (3).

C'est également dans cette période que les droits de chasse sont le plus fréquemment exercées par les rois de France, sous Charles VII, Louis XI, Charles VIII.

Quant aux droits de justice, la participation de l'archevêque a presque complètement disparu à la fin du xvi^e siècle ; il a bien toujours un verdier, mais qui ne juge plus ; il ne comparaît que rarement en la personne d'un procureur, qui dépose des conclusions ; tous les procès et les délits sont portés devant la maîtrise. On doit ajouter qu'il se fait représenter aux réformations et aux adjudications.

V. La Forêt de 1576 à 1584.

En 1576, Henri III accorde, pour accroissance d'apanage, à François de France, duc d'Alençon, son frère, le duché de Touraine, « *afin de luy donner moyen de parvenir à quelque grand et heureux mariage et party digne de la maison de France* ».

(1) A. N., Zl^e 321, f^o 137. — V. p. 138.

(2) A. N., KK. 311, v. p. 151 et s.

(3) A. N., E. 1651A, n^o 30.

Dans les lettres patentes de mai 1576, il est fait don des « cités, châteaux..., bois, forêts, étangs... sans aucune chose en excepter, réserver ni retenir, fors le ressort et souverainneté, et les villes, châteaux et baillage d'Amboise » (1).

La forêt n'est donc pas réservée, elle est transmise au duc, qui exerce ses droits de propriété, fait une donation de terre comprise dans le fief de la forêt (2), confirme les privilèges de l'abbaye de Turpenay, et les usages de Saint-Benoit, de Rivarennes et de Cheillé (3).

François se fait autoriser, par lettres patentes de novembre 1580, à engager une partie de son apanage. Et, suivant contrat passé devant François Crochet et Jean Husson, notaires à Paris, le 4 juillet 1581, les commissaires du duc d'Anjou vendent à Henri de Lorraine, duc de Guise, diverses châellenies, entre autres celle de Chinon, avec ses appartenances et dépendances, consistant en domaines, terres labourables, prés, cens, routes, droits et fiefs, arrière-fiefs et autres droits, « *hormis toutefois le château*

(1) Lettres de May 1576. Reg. au parlement le 24, et à la Chambre des Comptes le 28 du même mois. (FONTANON, t. 2, p. 30. — CHOPPIN, *de Dom.*, lib. I, tit. 3, n° 7.)

(2) Par acte du 7 octobre 1583, François accorda à René le Boucher, cinquante arpents de landes dans le Guivray, à charge de les défricher. Cette donation fut confirmée par le roi en janvier 1584, et enregistrée au Parlement le 22 mai 1585. (Arch. Nat. Registre du Greffe civil du Parlement). — *Le fief de la forêt* consistait en terres, vignes, cens, qui se trouvaient sur les rives de la forêt. Autour de la Haute, il était commun avec l'archevêque. Autour de la Basse, il s'étendait à 100 perches de large et relevait du roi seul (Cf. D. Housseau, t. XIV, p. 176).

(3) V. pages 222 et 200, note 2,

dudit Chinon, les bois, tant de haute futaie que taillis, et les terres vaines et vagues » (1).

La forêt de Chinon n'est donc pas comprise dans l'engagement de 1581, et, d'ailleurs, des actes relatifs à la forêt et émanant du comte sont datées de 1583 (2).

Le duc, qui ne s'est pas marié, meurt à Château-Thierry le 10 juin 1584, et son apanage fait retour à la couronne.

VI. La Forêt à partir de 1584.

Peu de temps après, le 5 mars 1586, des lettres patentes du roi confirment la copropriété de l'archevêque et règlent l'exercice de certains droits (3).

Puis, jusqu'à la Révolution, la forêt ne fut jamais séparée de la couronne, mais des procès assez nombreux, notamment à la fin du *xviii*^e siècle, eurent lieu avec l'archevêque, au sujet de l'exercice de ses droits.

(1) Arrêt de la Cour d'Orléans du 4 décembre 1833, entre les communes de Panzoult, Avon, Saint-Benoit et l'Etat. (Brochure imprimée 1833, p. 2.)

(2) Lettres du 19 août 1583, confirmant les droits de l'abbaye de Turpenay (A. N., K. 186, n° 118).

(3) Ces lettres furent enregistrées au greffe de la maîtrise de Chinon, du consentement du procureur, en vertu d'une ordonnance du grand maître du 3 avril 1586. (A. N., E. 1651A, n° 30.)

CHAPITRE IV

DROITS INDIVIS

La charte de 1190 contient l'énumération d'un certain nombre de droits indivis :

- 1° Droit de prendre du bois ;
- 2° Droit de disposer du panage en commun ;
- 3° Droit de chasse ;
- 4° Droit de garde et de justice ;
- 5° Droit de partager le produit des amendes.

A ces droits, il faut ajouter ceux qui ne sont pas clairement exprimés dans la charte, mais qui, attributs naturels de la qualité de propriétaire, se sont manifestés par la suite :

6° Droit commun de disposer d'une partie des produits et du fonds, de faire des dons de bois ou des concessions d'usage ;

7° Droit de partager le produit des ventes ;

8° Droit de mettre des animaux au pâturage.

Ces différents droits peuvent se grouper en deux catégories, suivant qu'ils dérivent de la qualité de propriétaire ou de la qualité de haut justicier.

Un propriétaire peut aliéner, à titre gracieux ou onéreux, tout ou partie de son fonds ; il peut consommer, vendre ou donner les produits ; enfin il peut constituer sur son fonds des servitudes. De ce premier groupe, dépendent donc les droits de prendre du bois, de disposer du panage, de partager le produit des ventes, de disposer

du fonds et des produits, de mettre des animaux au pâturage.

D'un autre côté, le haut justicier a la police de sa justice. Il a des gardes qui surveillent ses domaines, des tribunaux qui jugent et condamnent les délinquants, et il perçoit les amendes. De plus, sous l'ancien régime, le droit de chasse, était un des attributs de la haute justice. Dans ce groupe, il faut ranger : les droits de chasse, de garde, de justice et d'amendes.

I. Droit de prendre du bois.

« *Archiepiscopus ad omnia necessaria, tam ad domos, quam ad alia construenda, ubicunque voluerit, potest et debet uti, et comes similiter* » (1).

L'archevêque peut et doit prendre, partout où il lui plaît, tout ce qui est nécessaire soit à ses édifices, soit à ses constructions nouvelles, et le comte peut et doit faire de même.

Ainsi donc, à la fin du xii^e siècle, quand le comte ou l'archevêque construit une maison ou répare un de ses immeubles, il peut couper, dans la forêt, tous les arbres dont il a besoin pour ses charpentes, planchers, etc. ; il n'a pas à demander l'avis des officiers ; il choisit lui-même. C'est là un droit exorbitant, et qui peut être des plus préjudiciables aux forêts. Aussi fut-il réglementé de bonne heure.

Dès l'ordonnance de 1346 (2), le maître des œuvres du roi et ses charpentiers doivent obtenir délivrance des offi-

(1) Charte de 1190.

(2) Ord. de 1346, art. 17.

ciers, et cette prescription se retrouve confirmée et renforcée dans les ordonnances postérieures. La règle de l'« *ubicunque voluerit* » disparaît aussi, et on lui substitue celle du « lieu le plus aisé et le moins dommageable ».

Cette réglementation, qui a une portée générale, pèse sur les deux propriétaires de la Haute-Forêt, et même au cours des xvi^e et xvi^e siècles, l'archevêque fut quelque peu inquiet dans l'exercice de ses droits.

En effet, des règles restreignant considérablement les usages au bois de construction apparaissent à cette époque : les maîtres des Eaux et Forêts doivent visiter les maisons à construire ou à réparer, avant de faire délivrance. On voulut sans doute appliquer ces mesures restrictives à l'archevêque et l'assimiler à un simple usager, car il s'en plaint lors de la réformation de 1666 (1). Il conteste les conclusions baillées à ce sujet par le procureur du roi, et prétend user de son usage en qualité de propriétaire et sans rapporter l'état des réparations à faire : ce qui ne lui fut pas d'ailleurs accordé.

À côté du bois de construction, il faut dire un mot du droit au bois de chauffage. Il n'en est point parlé explicitement dans la charte de 1190 ; mais comme ce droit est dans le domaine public, il appartient à plus forte raison au propriétaire ; cependant l'exercice en fut aussi réglementé, et les officiers du roi firent même, de temps en temps, des difficultés pour délivrer le chauffage de l'archevêque, qui fut notamment obligé de se faire confirmer dans son droit par une sentence de la Table de marbre en date du 26 novembre 1609 (2).

(1) Cf. jugement rendu contre l'archevêque le 25 janvier 1668

(2) *Loc. cit.*

II. Droit au panage.

« *Pasnagium commune est inter ipsos, ita quod neustrius præpositus sine alterius consensu aliquid inde dare vel vendere debet, et forisfactum de pasnagio similiter est commune.* » (1).

Le panage est commun entre eux, à tel point que le prévôt de l'un ne doit en donner ni en vendre sans le consentement de son collègue, et les forfaitures de panage sont également communes.

Le panage est, en effet, la source la plus ancienne des revenus forestiers, soit qu'il soit vendu, soit que l'on perçoive une redevance sur les usagers.

A l'origine, le panage est vendu par les soins des prévôts, — nous apprend la charte de 1190, — mais ces adjudications de paissions ne se firent pas longtemps dans la forêt de Chinon, car nous n'en trouvons plus trace à partir du ^{xiv}^e siècle (2), et Cabanel d'Anglure, dans des observations qu'il fit sur une requête de l'archevêque vers 1783 (3), dit qu'il ne se fait pas d'adjudications de glandées ni de paissions dans la forêt de Chinon.

Le panage est réservé aux riverains payant à cet effet des redevances, dont le produit fut de bonne heure concédé en fief à certains officiers.

Les amendes provenant des délits de panage sont naturellement partagées entre les copropriétaires, comme toutes les amendes.

(1) Charte de 1190.

(2) Il en est question dans un mandement du grand maître des E. et F. au verdier de la Petite forêt: des porcs appartenant au Pommier Aigre avaient été volés par les marchands de la paission (1336). V. page 210.

(3) Observations... 4^e objet. s. d. (A. N., Q¹. 383).

III. Droit de chasse.

« *In eodem nemore habet archiepiscopus venationem per se vel suos quotiens voluerit et similiter comes.* » (1)

Dans la même forêt, l'archevêque a le droit de chasse pour lui et les siens aussi souvent qu'il le veut et le comte de même.

Le droit de chasse est par excellence attaché à la haute justice. Il est personnel et non réel, il ne peut être divisé. Par suite, suivant de Fréminville, dans un pariage où le roi est devenu propriétaire par association gratuite, si l'un des deux doit avoir la préférence pour la chasse, c'est sans contredit l'ecclésiastique (2). Or, dans la forêt de Teillay, le comte et l'archevêque sont tous deux égaux en droits. Ils peuvent chasser suivant leur bon plaisir et avec leur suite. Cependant l'archevêque a un avantage qui est nettement spécifié dans la charte de 1190. S'il lève une bête dans la forêt de Teillay, il peut la suivre dans la propre forêt du comte et partout où il veut, « *et si archiepiscopus in eodem nemore bestiam moverit per illud, et per forestam, etiam que est comitis, et ubicumque voluerit, insequetur* ».

Mais par suite de certaines défenses spéciales aux ecclésiastiques, ce droit cessa d'être exercé par les archevêques. — et suivit en cela le sort des autres droits dérivant de la haute justice.

IV. Droits de garde et de justice.

« *Archiepiscopus in ipso nemore duos forestarios de*

(1) Charte de 1190.

(2) Cf. LA POIX DE FRÉMINVILLE, *Pratique des terriers*, t. IV, p. 618. — GUYOT, *Rép. de jurisprudence*, t. XII, p. 666.

Cheners habere debet..., et alii duo forestarii quos similiter comes ibi debet et potest. » (1)

L'archevêque doit avoir dans la forêt deux forestiers aux Chéniers, et le comte doit avoir également deux forestiers.

Pendant la première partie du Moyen âge, les copropriétaires exercèrent peut-être tous deux la justice par le ministère de leurs forestiers et de leurs prévôts, mais bientôt elle ne fut plus rendue qu'au nom du roi, conformément au principe de Guyot : « La haute justice tenue en pariage s'efface; elle est absorbée dans les rayons de la justice royale. » (2).

Il y eut bien jusqu'au xvii^e siècle un verdier de l'archevêque, mais il ne semble pas avoir exercé de juridiction.

La seule voie par laquelle l'archevêque pouvait encore manifester son droit de justice, ou plus exactement défendre son droit de propriétaire, consistait dans la présence aux audiences d'un procureur, qui déposait des conclusions et pouvait ainsi faire entendre l'avis de l'archevêque, sans toutefois avoir une part au jugement. Et même cette intervention ne se produisait que dans les procès ayant quelques rapports avec la propriété (3).

Quant au droit ou plutôt à l'obligation de garder la forêt il fut réellement exercé par les deux propriétaires jusqu'en 1669, quoique dès le xv^e siècle les forestiers, devenus seigneurs féodaux, eussent cessé d'être les officiers du roi ou de l'archevêque pour faire partie du cadre de l'administration royale.

(1) Charte de 1190.

(2) GUYOT, *Traité des fiefs*, tome VI, p. 129.

(3) Cf. Réformation de René Le Blanc en 1513 (A. d. E. et L., H. 720).

V. Partage des amendes.

« *In forisfactis nemoris habet dimidiam partem comes.* » (1)

Dans les forfaitures de la forêt, le comte a la moitié et l'archevêque aussi.

L'expression forfaiture s'applique aux délits commis contre le bois, mais il y a lieu de ranger sous le nom de forfaitures, et par suite dans la catégorie des revenus partagés entre les propriétaires, les amendes, confiscations, dommages et intérêts, etc.

Ce droit, qui dérive de la qualité de haut justicier, s'exerce normalement dans toute notre période et ne se restreignit qu'au xviii^e siècle, où l'archevêque ne participa plus que dans les dommages-intérêts et restitutions (2).

VI. Droits de disposer du fonds et des produits.

Ces droits ne figurent pas explicitement dans la charte de 1190, mais dérivent de la qualité même de propriétaire.

Dans toute notre période, il n'est pas d'exemple de donation ou de vente d'une partie du fonds; ce n'est qu'en 1655 qu'un certain nombre d'arpents de la Haute Forêt furent aliénés (3).

Mais, par contre, nous trouvons de nombreuses donations de bois, soit pour un objet déterminé, soit à titre de

(1) Charte de 1190.

(2) Observations de Cabanel d'Anglure, 2^e et 3^e objets. (A. N. Qr 383).

(3) Il avait été aliéné 600 arpents dans la Basse Forêt. Dans la Haute Forêt, furent aliénés les Cent arpents, la vente du Marchais du Jonc, la vente Pommaceau, la vente des Pelottes, le Hureau, en tout 170 arpents. (B. N., fr. 8731, f^o 4 v^o.)

pure libéralité, ou encore des concessions et des confirmations d'usages permanents.

Le cartulaire de l'archevêché de Tours nous a conservé quelques chartes du ^{xiii}^e siècle relatives à des donations particulières (1). C'est le roi qui, pour honorer un seigneur, récompenser des services, ou simplement déférer à une requête, accorde une certaine quantité de bois à prendre dans la forêt sous délivrance.

Le roi ajoute toujours dans la charte une formule par laquelle il fait dépendre son don du bon vouloir de l'archevêque. Ainsi « *si dictus archiepiscopus istud velit* » (2) ou « *si dictus archiepiscopus in hoc consenserit* » (3) ou « *dum tamen ad id ipsius archiepiscopi accedat assensus* » ou encore « *dum tamen procedat de voluntate et assensu archiepiscopi memorati* ».

Le donataire doit alors obtenir l'accord de l'archevêque avant de demander délivrance de son usage.

Au ^{xvi}^e siècle, le roi fait quelques donations particulières, mais il n'est plus question d'autorisation à demander à l'archevêque : le roi dispose seul. La même non-intervention de l'archevêque se manifeste dans les concessions et confirmations d'usages permanents, dont les plus anciennes datent du ^{xiv}^e siècle. Mais l'état d'indivision y est toujours rappelé, et les usages sont concédés dans le Teillay « *com-*

(1) Cinq chartes de dons ont été conservées dans le cartulaire de l'archevêché. (Ch. CXXIII, t. I, p. 277. — Ch. CXXI à CXXIV, t. I, p. 303/5.)

(2) Charte CXLII (t. I, p. 303).

(3) Charte CXLIII (t. I, p. 304).

mun entre nous et notre feal conseiller l'archevêque de Tours » (1).

De même les vassaux de l'un ou l'autre seigneur, qui possèdent en fief des droits dans la forêt, en font seulement l'aveu à leur seigneur respectif ; mais là encore il est fait allusion à la communauté du Teillay. Et même, le seigneur de Cravant ajoute dans son aveu au roi : « J'avoue mes droits d'usage... dont il me garantit devers le dit sieur l'archevêque » (2).

Comme on le voit, la puissance royale a toujours prévalu dans la disposition des produits, et s'est même développée aux xv^e et xvi^e siècles.

VII. Partage du produit des coupes.

Jusqu'au xiii^e siècle, il n'y eut pas de ventes de bois dans la forêt de Chinon ; c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il n'en est point parlé dans la charte de 1190.

Mais d'abord qui peut ordonner une vente ?

Ce sont évidemment les propriétaires. Mais il n'apparaît pas que l'archevêque ait exercé ce droit, qui resta toujours un privilège royal. Sur l'avis de ses officiers, le roi réglait les ventes ordinaires ; et par lettres patentes spéciales (3), il ordonnait des coupes extraordinaires. Mais l'archevêque pouvait s'opposer à une coupe ordonnée par le roi (4), et d'autre part, il pouvait solliciter pour lui le bénéfice d'une vente extraordinaire.

(1) V. les diverses lettres de confirmation des habitants de Saint-Benoît (A. de St-Benoît, Titres des Communaux, t. I, f^o 1 à 20).

(2) Aveu du 15 novembre 1574. (A. N., P. 352, cote 311).

(3) Cf. A. N., KK. 311.

(4) A. N., Z1^o 321, f^o 137.

Le roi fixait les diverses conditions de la vente (nombre d'arpents, etc.) ; et le grand maître faisait l'adjudication, à laquelle cependant l'archevêque avait le droit de déléguer un officier qui assistait également aux opérations de mesurage, arpentage, balivage, etc.

Il fut confirmé dans ce droit de présence par des lettres patentes de 1586 (1).

En ce qui concerne le partage des deniers de la vente, le droit de l'archevêque reste entier. Jusqu'au xvi^e siècle, la moitié du produit net lui est remise par l'agent du trésor royal, receveur des deniers royaux ou receveur des bois du roi. Mais au xvi^e siècle, des difficultés s'élèvent à ce propos ; l'archevêque adresse une requête au conseil du roi ; intervient alors un arrêt, confirmé par des lettres patentes qui accordent à l'archevêque un avantage particulier : au lieu de toucher sa part des mains du receveur des bois, il peut la toucher directement des mains des adjudicataires.

Cette situation continua jusqu'en 1668, où un jugement du 25 janvier fit reparaitre l'état de choses ancien, qui disparut de nouveau en 1787, où un arrêt du Conseil du roi les autorisa encore à toucher directement leur part (2).

VIII. Droit de pâture.

A l'origine, ce droit est dans le domaine public, aussi aucune allusion n'y est faite en 1190. Mais dès le xiv^e siècle, les aveux des seigneurs des Chéniers nous apprennent que le roi et l'archevêque avaient des animaux au pâturage dans la forêt, et que les usagers devaient attendre pour met-

(1) A. N., E. 1651A, n° 30.

(2) A. N., E. 1651A, n° 30.

tre les leurs dans le deffais (1) que ceux des propriétaires y fussent.

Au xv^e siècle, dans un compte, il est question de la porcherie du roi qui se trouvait près des Loges (2). C'est peut-être même de là que vient le nom de ce village.

(1) Par *deffais*, on entendait un lieu réservé au propriétaire (Cf. DU CANGE, *op. cit.*). Celui de la forêt de Chinon, dont nous ne connaissons la position que par des textes du xviii^e siècle, était situé dans le Teillay, au sud du chemin de Chinon à Azay.

(2) « A Menault Le Duc, porcher dudit seigneur, pour une maison de bois qu'il a fait faire en la forest de Chinon, près des Loges, pour loger les pourceaulx d'udit sieur, 70 s. t. » (A. N., KK. 64, f^o 120, v^o.)

SECTION II

BASSE FORÊT

De 1190 jusqu'à la Révolution, le régime de la Basse Forêt n'a pas varié ; elle n'eut jamais qu'un propriétaire unique, qui fut toujours le compagnon de pariage de l'archevêque.

La première mention de cette propriété se trouve dans la charte de 1190 (1) ; la Basse Forêt est alors la « *propria foresta comitis* ». Bien auparavant, en suivant l'hypothèse que nous avons émise plus haut, elle dut appartenir à l'archevêque seul avec le Teillay, dont elle fut séparée pour des causes et à une époque que nous ignorons.

Est-ce à la suite d'une guerre, d'une révolte ? Nous ne le pensons pas, car la Basse Forêt, qui dépendait du château de Chinon, en était séparée par une bande de terres appartenant en propre à l'archevêque, et qui, dans cette hypothèse, auraient été certainement annexées à la Basse Forêt (2).

Nous y voyons plutôt le résultat d'un accord, d'un compromis entre le comte et l'archevêque, et nous pensons que toute cette région fut ainsi divisée à la suite du premier contrat de pariage. Et d'ailleurs, la limite purement arbi-

(1) Et même la propriété n'est pas exprimée explicitement ; il est seulement fait allusion à la Basse Forêt, à propos du droit de chasse de l'archevêque.

(2) V. page 39.

traire entre la Haute et la Basse Forêt ne peut être que le résultat d'une convention.

Au milieu du ^{xii}^e siècle, la Basse Forêt dépassait au sud les limites de 1190 qui sont les limites actuelles, s'avancait jusqu'à la vallée de la Vienne, et englobait la forêt donnée par Henri II aux religieux du Pommier Aigre.

C'est entre 1179 et 1189 que cette donation fut faite ; et la charte, qui indique les bornes de la forêt concédée, est précieuse pour la topographie ancienne du pays (1). On constate que, dès cette époque, la Basse Forêt était entourée de fossés du côté de Chinon (2).

Cette donation fut faite en toute propriété, « *libere et quiete* » ; aussi les religieux y coupèrent du bois pour construire leurs maisons et pour leur chauffage ; et même, afin d'augmenter leurs terrains de culture, ils défrichèrent et vendirent du bois aux habitants du voisinage (3).

Au comte avait succédé le roi, comme propriétaire de la Basse Forêt ; ses officiers s'opposèrent au trafic des moines, et arrêtaient des charrettes pleines de bois que ceux-ci sortaient de chez eux. Il en résulta une enquête dont nous parlons plus loin, et qui reconnut les droits des religieux. (4)

(1) A. N., K. 186, n° 127.

(2) « ... et fossata claudunt deversus Chinonem... »

(3) « ... dicti fratres ducebant merramentum et ligna apud Chinonem, Riveriam... » — « fratres vendebant et donabant de nemore suo... » (Enquête du P. A., v. page 209).

(4) Arch. d'I. et L., H. 720.

Droits du propriétaire.

Le comte, puis le roi, ont exercé dans la Basse Forêt tous les droits d'un propriétaire.

Le roi l'administrait, y rendait la justice. Les officiers inférieurs, les simples gardes seuls, étaient spéciaux à la Basse Forêt. Mais le siège, puis la maîtrise de Chinon eurent la haute main sur les deux forêts.

Le roi avait aussi le droit de chasse. Mais à ce propos il faut noter le privilège spécial de l'archevêque, qui avait le droit de poursuivre, à travers la Basse Forêt, toute bête levée par lui dans le Teillay. C'est encore là une preuve de l'antériorité de la propriété épiscopale et de l'origine conventionnelle de la propriété du comte (1).

Le roi jouissait également des revenus, des amendes et du montant des coupes.

Enfin, il pouvait disposer du sol forestier et des produits, soit aliéner une partie du fonds, soit concéder des usages, comme à l'Hôtel-Dieu de Chinon ou au sieur de Coulaines par exemple (2).

Comme les diverses questions d'administration et d'usage seront étudiées plus loin, la propriété de la Basse Forêt ne présente aucune particularité.

(1) Charte de 1190.

(2) V. page 229.

DEUXIÈME PARTIE

ADMINISTRATION

L'administration forestière, fort rudimentaire aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, se développa peu à peu, et acquit au ^{xvi}^e siècle son organisation définitive.

Nous étudierons d'abord l'évolution de cette administration ; puis nous examinerons séparément chacun des groupes d'officiers ordinaires et extraordinaires.

CHAPITRE PREMIER

EVOLUTION DE L'ADMINISTRATION (1)

I. Des origines au commencement du XIV^e siècle.

Sous les Carolingiens, la garde des forêts et des chasses royales était confiée à des officiers domestiques appelés *forestarii*.

Les autres propriétaires de forêts et les grands officiers, qui s'inféodèrent alors, copièrent sans nul doute l'organisation royale ; et l'archevêque de Tours eut, dès les premiers temps de sa propriété, des *forestarii* dans la forêt de Chinon : à la fin du XII^e siècle, ils étaient deux et résidaient aux Chéniers.

Puis, lorsque le prélat eut associé à sa propriété le comte de Touraine, celui-ci eut le droit de mettre aussi dans le Teillay deux *forestarii*, mais nous ignorons le lieu de leurs demeures.

Ces quatre *forestarii* furent, vers la fin du XII^e siècle, gratifiés par les copropriétaires d'une certaine étendue de terres et, peu après, leurs fonctions devinrent héréditaires.

Quant à la Basse Forêt, devenue propriété du comte, elle était surveillée par un *forestarius*, placé auprès du castellan de Cainonensis.

(1) Nous présentons, en ce chapitre, un tableau d'ensemble de l'évolution de l'administration dans la forêt de Chinon, sans nous attacher aux détails que l'on trouvera dans les études particulières sur chaque officier. — Nous n'avons mis aucune référence qu'il aurait fallu répéter plus loin.

Au-dessus de tous ces forestarii, il y avait les prévôts des propriétaires qui rendaient la justice et touchaient les revenus ; enfin les officiers du comte étaient sous la dépendance du sénéchal d'Anjou et de Touraine.

En 1205, après la prise de Chinon et la réunion de la Touraine à la couronne, la royauté installa dans chacune des forêts de Chinon un forestarius royal qui avait sous ses ordres des *servientes*. L'administration locale était alors entre les mains du bailli de Touraine et du prévôt de Chinon, qui remplissaient en outre diverses fonctions forestières : tous deux rendaient la justice conjointement d'ailleurs avec les forestarii ; le bailli décidait les ventes, faisait les adjudications et touchait directement les revenus de la forêt.

Donc à cette époque, la garde seule est confiée à des officiers forestiers ; l'administration supérieure et presque toute la juridiction sont confondues avec l'administration et la juridiction ordinaires. Mais au-dessus de toutes ces charges locales et provinciales, apparaît le grand maître des Eaux et Forêts, officier de la Couronne, qui réside à la cour et qui est chargé de la centralisation des questions forestières et de la surveillance des rouages administratifs.

II. Du commencement du XIV^e siècle au milieu du XVI^e siècle.

Des transformations importantes dans l'administration forestière se produisent au commencement du xiv^e siècle.

Dans la forêt de Chinon, les forestarii de 1190, qui avaient disparu au xiii^e siècle, reparaissent en 1314 avec la qualité de sergents fieffayers. Ils tiennent leurs charges en fief : et comme gages ils ont des usages dans la forêt et

prélèvent des redevances sur les usagers. Ils sont alors, et ils resteront l'organisme principal de la garde du Teillay.

Puis les deux forestarii royaux du ^{xiii}^e siècle deviennent successivement les mestre-sergents et les verdiers des Haute et Basse Forêts ; et ils sont aussi pourvus d'attributions définitives.

Voilà pour le cadre local.

En ce qui concerne l'administration supérieure, la royauté, attachant un prix chaque jour plus grand à la conservation de ses forêts, crée d'abord plusieurs maîtres généraux réformateurs, qui sont chargés de parcourir les provinces pour veiller à l'observation des premières ordonnances sur les Eaux et Forêts.

Bientôt, en 1346, le roi transforme ces maîtres en officiers provinciaux à circonscription déterminée, et trois d'entre eux sont affectés à la Touraine et aux provinces voisines.

C'est là un fait important, qui vient rendre plus efficaces certaines prescriptions royales un peu antérieures, relatives à la séparation des juridictions : en effet, Charles le Bel avait, par son ordonnance de 1326 (1), défendu aux baillis, sénéchaux et autres juges ordinaires de prendre connaissance des Eaux et Forêts. Les baillis continuent toutefois pendant quelque temps à remplir les fonctions de trésoriers forestiers.

Ainsi, dès le milieu du ^{xiv}^e siècle, la garde de la forêt est assurée d'une façon définitive ; c'est la grande maîtrise de Touraine qui va alors évoluer.

Le grand maître, chargé, dans un ressort étendu, d'attributions de plus en plus nombreuses, est bientôt doublé

(1) Elle confirme une autre ordonnance de 1223, contenant les mêmes prescriptions, mais qui fut peu appliquée.

d'un lieutenant général, qui apparaît à la fin du ^{xiv}^e siècle et s'occupe plus particulièrement de la distribution de la justice dans les diverses forêts : Chinon, Loches, Amboise, Montrichard, etc.

Puis, au cours du ^{xv}^e siècle, cette juridiction, qui était antérieurement ambulante, devient stable ; et un lieutenant particulier est installé à Chinon ; il a retenu auprès de lui un procureur du roi et un greffier. Ainsi se constitue à Chinon une juridiction spéciale et permanente des Eaux et Forêts.

Au-dessus du grand maître de Touraine et de son lieutenant à Chinon, veille le souverain maître enquêteur et général réformateur des Eaux et Forêts du royaume. Auprès de lui et sous sa présidence, la Table de Marbre, fondée au cours de cette période (1), sert de juridiction d'appel.

Quelle est, à cette époque, la part de l'archevêque dans l'administration ?

Elle est à peu près nulle. Il a cependant un verdier, qui assiste aux assises du Teillay ; et il peut se faire représenter à toutes les opérations de ventes, arpentages, réformations, etc.

Il faut encore dire un mot de l'administration de la forêt pendant l'apanage du duc d'Anjou. Il ne fut rien changé aux sergents et verdiers ; seul, un maître enquêteur du duc, assisté du sénéchal de Touraine, remplaça le grand maître royal.

III. Deuxième moitié du ^{xvi}^e siècle.

Lorsque paraît l'ordonnance de 1554, prescrivant l'érec-

(1) On fait généralement remonter sa fondation à Charles V.

tion d'une maîtrise particulière en chaque baillage et sénéchaussée, le siège des Eaux et Forêts de Chinon existe : il ne manque qu'un maître particulier.

Le maître du baillage de Touraine d'alors, Gabriel de Beauvau, se fait recevoir à cet office. Auprès de lui, il y a un lieutenant, un procureur, un greffier et un garde-marteau.

Les verdiers existent toujours, ainsi que les fieffayers, mais ceux-ci, devenus grands seigneurs, n'exercent plus eux-mêmes leurs fonctions dont sont chargés des sergents roturiers.

A la tête de la province, est placé, en 1575, un des six grands maîtres créés par l'ordonnance du mois de mai : il surveille les officiers des maîtrises et fait les adjudications de bois et de poisson.

Au cours du xvi^e siècle, l'administration financière des Eaux et Forêts s'est aussi séparée de l'administration ordinaire. Un receveur des bois est installé à Tours, et il y a à Chinon un sergent collecteur des amendes, confiscations et restitutions.

Dans les autres forêts de la Touraine, la même transformation s'est opérée, et des maîtrises ont été créées à Loches et Amboise.

Telle est, à la fin du xvi^e siècle, l'organisation forestière de la Touraine.

CHAPITRE II

FORESTARIII · SERGENTS FIEFFAYERS · SERGENTS VERDIERS

I. — Forestiers et sergents fieffayers

Les premiers officiers qui furent chargés de l'administration des forêts s'appelaient des *forestarii*.

On trouve ce nom dans les Capitulaires, où leurs fonctions sont assez bien définies : ils n'avaient aucune attribution judiciaire, mais veillaient à la conservation des forêts et s'occupaient plus exactement des chasses royales (1).

Les grands officiers qui s'inféodèrent aux x^e et xi^e siècles copièrent l'administration royale et eurent, eux aussi, des *forestarii*. Ainsi l'on trouve au xi^e siècle un certain Adelmus, qui s'intitule, dans une charte, « *forestarius Joannis*

(1) Capitulaire de 813, XVIII : « *de forestis, ut forestarii bene illas defendant simul et custodiant bestias et pisces* » (BALUZE, t. I, p. 510). — Capitulaire de Villis, de l'an 800, X et XXXVI (id., p. 333 et 336).

de *Cainone* » (1). Ce Jean de Chinon était capitaine du château pour le comte ; mais nous ignorons tout de son forestier, et ne pouvons dire quels bois étaient soumis à sa surveillance : était-ce toute la forêt de Chinon, ou même toutes les forêts de la *vicaria Cainonensis*, ou seulement la Basse Forêt ?

C'est à la fin du ^{xii}^e siècle, que nous avons quelques renseignements précis sur les forestarii du Teillay, qui sont restés jusqu'en 1669 les bases de l'administration et de la garde de la Haute Forêt, non sans évoluer toutefois jusqu'au ^{xvi}^e siècle. De simples officiers domestiques au ^{xii}^e siècle, ils devinrent bientôt de petits seigneurs héréditaires, puis grâce à des alliances avec de riches familles voisines, ils agrandirent leurs domaines et furent, au ^{xvi}^e siècle, parmi les plus puissants riverains de la forêt.

Nous allons suivre cette évolution, en étudiant d'abord la condition des forestiers au ^{xii}^e siècle, puis aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, et enfin aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles.

(1) Nous devons cette indication à M. DE COUGNY (*Chinon et ses environs*, p. 177), et par suite du manque total de références de son ouvrage, nous avons supposé que la charte se trouvait dans le cartulaire de St-Florent de Saumur ; mais nous ne l'y avons pas trouvé. — Dans D. Housseau (n° 10329), il y a la note suivante : « Ce Jean de Chinon, chevalier, était un seigneur de conséquence, car au verso on voit son sénéchal *Adelmus* ». A notre avis, cet Adelmus est la même personne que le forestier mentionné par de Cougny, attendu que les forêts entraient dans les attributions du sénéchal. — D'autre part, Salmon a consigné dans ses notes le nom d'Adelard, comme forestier de Jean de Chinon. (B. T., mss. 1343, f° 153).

§ 1. — XII^e SIÈCLE. *Forestarii du comte
et de l'archevêque.*

« *Archiepiscopus in ipso nemore duos forestarios de Cheners habere debet, qui..., et alii duo forestarii quos similiter comes ibi debet et potest habere* » (1).

L'archevêque doit avoir dans ladite forêt les deux forestiers des Chéniers, et le comte doit et peut de même y en avoir deux.

Ces quatre forestiers étaient spécialement affectés à la garde de la forêt du Teillay ; et nous ne savons pas s'il en existait aussi un dans la propre forêt du comte, ce qui, cependant, est très vraisemblable.

Où demeuraient alors ces forestiers ? Pour deux d'entre eux, les forestiers de l'archevêque, nous pouvons répondre avec certitude : ils avaient leurs habitations aux Chéniers (2), là où plus tard leurs descendants se firent construire des châteaux.

Quant aux deux forestiers du comte, en l'absence de tout document, nous pensons qu'ils demeuraient aux mêmes endroits que leurs successeurs, c'est-à-dire à Beaufou et au Plessis-Alais (3). Ce n'est cependant pas l'avis de M. de Cougny, qui interprète l'adverbe « *ibi* » du passage cité plus haut, par « *Cheniers* », mais cette traduction est grammaticalement fausse (4). Et, d'ailleurs, Beau-

(1) Charte de 1190.

(2) Dans la charte de 1190, ils sont appelés forestarii de Cheners.

(3) V. pages 98 et 99.

(4) « Le comte aura également à Cheners deux forestiers... » (de COUGNY, *op. cit.*, p. 219). — L'adverbe *ibi* se rapporte à « *in ipso nemore* », et non à « *de Cheners* ».

fou et le Plessis-Alais étaient fort bien situés sur le bord même de la forêt et à proximité des lieux à surveiller.

Les forestiers du comte dépendaient du prévôt de Chinon, peut-être même directement du sénéchal d'Anjou, car dans la suscription d'une charte de Richard Cœur de Lion (1190), les *forestarii* sont nommés avant les *praepositi* (1). Quant aux forestiers de l'archevêque, ils relevaient de lui seul.

Ils étaient chargés de la police de la forêt, devaient surveiller les usagers, arrêter les délinquants, les juger eux-mêmes ou les mener devant le prévôt de l'un ou l'autre seigneur.

Ils ne semblent pas avoir touché des gages à cette époque, mais ils avaient le droit d'user à leur volonté du bois mort de la forêt, et même ils pouvaient prendre du bois vif, mais seulement pour leurs besoins personnels, sans pouvoir en vendre ni en donner (2).

Quel était le rang social de ces officiers ?

Dans la charte de 1190, les *forestarii* de l'archevêque sont appelés « *servientes* ». Ce sont des officiers domestiques comme le « *tabernarius* », le « *furnarius* » (3). Ils

(1) A. N., K. 186, n° 117 : « ... vigoriis, ballivis, forestariis, prepositis et omnibus aliis... »

(2) « ... Qui de nemore mortuo suam debent facere voluntatem, et de vivo ad suos usus ita quod non dent neque vendant... » (Charte de 1190).

(3) « Proprii servientes archiepiscopi, videlicet prepositus de Marchaio, prepositus de Caynone, tabernarius, furnarius, duo forestarii de Cheners... » (Charte de 1190). — Cf. Capitulaire de Villis, X : « *Ut majores nostri et forestarii, poledrarii, cellularii, decani et cæteri ministeriales ea faciant.* » (BALUZE, t. I, p. 333).

étaient choisis, à l'origine, parmi les serfs de l'archevêque résidant sur le bord de la forêt ; et une certaine mense était affectée à ces offices ; de plus, ils étaient l'objet d'exemptions et ne devaient au comte ni « *exercitum* » ni « *cavaucheiam* » (1). On peut, dès 1190, les considérer comme héréditaires, mais ce n'est qu'au cours du xiii^e siècle que leur possession servile s'est transformée en fief (2).

En ce qui concerne les *forestarii* du comte, nous avons quelques doutes sur leur existence antérieure à 1190, car la charte dit seulement « le comte peut et doit avoir aussi deux forestiers ». Peut-être à cette époque, l'hérédité n'était pas encore établie pour cet office, et le comte les nommait suivant son bon plaisir. En tous cas, nous voyons là une nouvelle preuve de l'antériorité de la propriété épiscopale.

§ 2. — xiii^e SIÈCLE. *Forestarii. Magister forestæ communis.*
Forestarius domini regis.

Après la réunion de la Touraine à la couronne, il se produisit quelques changements dans l'administration.

Pendant tout le xiii^e siècle et jusqu'en 1314, on ne retrouve plus trace des quatre forestiers de 1190 ; nous

(1) Charte de 1190.

(2) Une communication des plus intéressantes sur le rang social des *ministeriales* a été faite récemment à l'Académie des inscriptions (séance du 24 février), par M. Piranne, professeur à l'Université de Gand. — M. Prou a constaté le bien fondé des conclusions en ce qui concerne les officiers forestiers.

essaierons plus loin d'expliquer ce qu'ils sont devenus pendant cette période (1).

La forêt est alors sous la surveillance d'officiers royaux, appelés aussi *forestarii* ; et grâce aux documents qui nous sont parvenus, on peut se faire une idée exacte de leur condition et de leurs attributions.

Nombre et compétence. — En dépouillant les différents actes du ^{xiii}^e siècle (2), on constate la présence soit d'un, soit de deux forestiers. A notre avis, il y en eut toujours deux : l'un surveillait la Basse Forêt, l'autre la Haute Forêt.

Dans le premier quart du ^{xiii}^e siècle, un certain Johandus Ferré, *forestarius domini regis*, fut chargé d'une enquête sur les droits du Pommier Aigre (3). Mais sur le procès-verbal de cette enquête, trois autres personnages (4), qui prennent également le titre de *forestarius*, comparaissent comme témoins. On pourrait croire que ce sont les quatre *forestarii* du ^{xiii}^e siècle, mais nous ne le pensons pas, et considérons les témoins comme des « *servientes* » du forestier.

Le titre de Ferré n'indique pas le secteur dont il avait la garde ; mais comme il s'agissait d'usages exercés dans la Basse Forêt, l'officier chargé de l'enquête fut vraisemblablement le *forestarius* de celle-ci ; et cette opinion se

(1) V. page 96.

(2) Les enquêtes de St-Louis nous ont fourni de nombreuses indications ; nous avons suivi l'édition des Historiens de France.

(3) A. d'I.-et-L., H. 720. — V. page 209.

(4) Guillermus de Javernam (peut-être Javernon) ; Renondus ; Reginaldus. — Un nommé Renelmus de Cheners vient également déposer.

trouve appuyée par un acte qui montre Ferré réprimant un délit commis dans la Basse Forêt (1).

Et pourtant la compétence des officiers qui, dans les enquêtes de saint Louis, s'intitulent « *forestarii domini regis* », paraît s'être étendue aux deux forêts.

Au milieu du ^{xiii}e siècle, les *forestarii* sont généralement deux et l'un prend le titre de « *magister forestæ domini regis* » (2), et semble avoir exercé seul la justice ou avoir eu la prééminence sur les autres. Mais à aucun moment il n'y eut un seul forestier ; sur les lettres de donation, la suscription porte « *forestariis* » (3) ; dans un acte du Parlement, il est aussi question des « *forestarii foreste de Chinon* » (4).

A la fin du ^{xiii}e siècle, nous sommes renseignés d'une manière plus précise grâce à un compte de l'année 1285 (5). Il y a alors d'une part un forestier pour la Basse Forêt « *custos propriæ forestæ regis* », et d'autre part un forestier pour le Teillay « *forestarius forestæ communis* ».

Ces deux forestiers ont donc chacun un secteur spécial ; et cette division de la surveillance a dû se produire

(1) Hist. de Fr., t. XXIV, p. 179. « Petronilla, relicta defuncti Guillermi Balie, parochiana S. M. de Regneio, d. q. Johannes Ferré, ab annis XVII citra (1230) extorsit a defuncto Guillermo LX et I denarium, hac occasione qui a falso imponebat ei quod invenit ipsum venantem feras nemoris domini regis. »

(2) Hist. de Fr., t. XXIV, p. 177. Enquête contre Johannes Vellard, magister forestæ domini regis de Caynone.

(3) Cart. de l'arch., ch. CXXIII, du 4 janvier 1273.

(4) *Olim* (éd. BEUGNOT) p. 428, n° XVIII.

(5) Hist. de Fr., t. XXII, p. 662. — Computus Dyonisii de Paredo.

dans la seconde moitié du XIII^e siècle, puisque jusqu'en 1247 on les voit s'occuper des deux forêts.

Attributions. — Les attributions du forestarius étaient à la fois d'ordre administratif, judiciaire et financier (1).

Dans la hiérarchie administrative, ces agents royaux venaient après le prévôt de Chinon qui administrait toute la chatellenie, et le bailli ou sénéchal de Touraine, qui relevait directement du roi (2).

Mais pour tout ce qui concernait les forêts, le roi s'adressait directement aux forestiers ; les lettres de dons, notamment, leur étaient envoyées à fin de délivrance. Parfois, ils étaient chargés d'assister les officiers ordinaires dans les enquêtes, comme cela se produisit pour le Pommier Aigre (3). De leur ressort étaient encore les délivrances de bois aux usagers : dans l'enquête du Pommier Aigre, un témoin dit : « *Nescit si licentiam querebant a forestariis* » (4).

Mais leurs principales fonctions étaient la garde de la forêt et la justice. Ils devaient surveiller les bois, voir si aucun délit ne s'y commettait, arrêter les délinquants et, au besoin, les déléguer à l'assise. Ils exerçaient cette sur-

(1) Plusieurs titres du XIII^e siècle nous renseignent sur les fonctions des « forestarii » en Touraine, notamment une charte de Louis IX. en date à Loudun d'octobre 1255, qui porte donation aux chanoines de Saint-Martin de Loches d'usages en bois dans la forêt de Loches (Ord., t. XVI, p. 35). — Les forestiers, sur la requête des charpentiers de l'église, devaient aller avec eux dans la forêt et leur délivrer le bois choisi.

(2) Pour les attributions du prévôt et du bailli, v. p. 112 et 113.

(3) V. page 137.

(4) A. d'I.-et-L., H. 720.

veillance tantôt par eux-mêmes, tantôt par des sergents qui prenaient le titre de « *servientes forestarii* » (1), et qui, après avoir pris les coupables en flagrant délit, les amenaient devant le forestier, pour les faire juger par lui. Mais ces sergents ne formèrent jamais, comme dans d'autres forêts, des bandes organisées qui prenaient le nom de leur garde (2).

Non seulement les forestiers et les sergents devaient parcourir toute la forêt, mais ils pouvaient perquisitionner chez les riverains qui, d'ailleurs, se sont plaints de ces abus aux enquêteurs de saint Louis (3).

Comme officiers de justice, ils tenaient les assises tantôt seuls, tantôt avec le prévôt de Chinon. Il se peut qu'à l'origine le prévôt fût seul compétent, à l'exclusion du forestier, mais au cours du ^{xiii}^e siècle, on chercha à spécialiser les officiers et à empêcher les empiètements des juridictions ordinaires : une ordonnance de 1223 ordonna aux juges ordinaires de renvoyer les faits de bois aux officiers des forêts ; cette ordonnance fut confirmée et renforcée en 1326 (4).

Le forestier eut alors seul la connaissance des délits de bois, des vols et dégâts causés par les usagers. Il jugeait également les délits de pâturage et de panage : des bestiaux avaient été trouvés la nuit dans la forêt, ou pacageaient en temps prohibé ; ou encore, l'usager n'avait pas payé sa redevance de panage.

(1) On en voit beaucoup dans les enq. de saint Louis. — V. la liste que nous donnons dans les Annexes.

(2) DE MEAULDE, *op. cit.*, p. 330 et s.

(3) Cf. Hist. de Fr., t. XXIV, p. 177, n° 935.

(4) V. page 114.

Les délits de chasse étaient encore de sa compétence : la chasse, en effet, était réservée au roi et à l'archevêque, et aucun habitant des environs n'avait le droit de chasser dans la forêt.

Tous ces délits étaient punis d'amendes, généralement de 60 sols (1), chiffre auquel s'élevait leur compétence ; et c'est alors qu'ils intervenaient comme agents financiers. Ils étaient chargés de percevoir les amendes, qu'ils versaient directement entre les mains du bailli, sans passer par l'intermédiaire du prévôt de Chinon.

Quant à l'étendue de leur compétence, il semble qu'elle n'était pas circonscrite aux deux forêts, et que leur surveillance et leur juridiction s'exerçaient également dans tous les bois de la châtellenie de Chinon. En effet, dans les enquêtes de saint Louis, on voit le forestier du roi intervenir à propos des bois de Cravant, pour la coupe desquels le propriétaire devait un droit de ségréage (2). Un peu plus tard, en 1258, un arrêt du Parlement de Paris condamna le seigneur de Cravant à payer ce droit de ségréage (3).

Gages. — Nous n'avons malheureusement qu'un seul document pour nous renseigner sur le montant des gages

(1) Cf. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *op. cit.*, t. II, p. 450. — En Anjou, le taux des amendes était de 60 sols pour chaque pied de chêne coupé, et moins pour les autres essences. Nous avons vu dans la charte de 1190, l'amende : *sexaginta de quercu*.

(2) « Item dicit Guillermus le Paumer, miles, de parochia de Cravent, quod Johannes Veillart extorsit ab eo injuste in hoc anno XX s., hac de causa quod nemus suum proprium absque licencia sua vendiderat, quod tamen sibi licebat. » (Hist. de Fr., t. XXIV, p. 177, n° 949).

(3) *Olim* (éd. BEUGNOT), p. 69, n° XVII.

des officiers. C'est le compte de la baillie de Touraine pour le terme de la Toussaint de l'année 1285 (1).

Johannes l'Espagnol, forestier de la Basse Forêt, touchait deux sols par jour (2), et son sergent, Radulphus de Cormeriaco, huit deniers.

Le forestier et les sergents de la forêt commune avaient ensemble trois sols par jour.

De plus ils percevaient, pour frais d'uniforme, comme tous les officiers de cette époque, des droits de robe qui s'élevaient, pour le terme de la Toussaint 1285 et pour les deux forestiers et leurs sergents, à huit livres deux sols huit deniers.

Indépendamment de ces gages en argent, ils jouissaient d'un certain usage en bois, qu'ils prélevaient sur les ventes. En 1254, les marchands de la forêt s'y opposèrent, et la contestation fut portée au Parlement, qui donna gain de cause aux forestiers (3).

Recrutement, Avancement, Hiérarchie. — Les forestiers étaient nommés généralement par le roi et, dans certaines forêts, par le bailli. Mais nous n'avons aucun renseignement sur le mode de nomination en usage dans la forêt de Chinon.

(1) Hist. de Fr., t. XXII, p. 662.

(2) Ce taux est en quelque sorte général. « En 1285, ils (les maîtres de gardes) avaient en général 2 sous par jour, soit 36 l. 10 s. par an et de plus une livrée, c'est-à-dire qu'ils percevaient pour frais d'uniforme, *pro roba sua*, le droit fixe de cent sous, payable en deux termes; par exception, les forestiers d'Orléans recevaient 3 sous par jour pour eux deux et 70 sous perçus par trimestre pour leurs robes » (DE MEAULDE, *op. cit.*, p. 327).

(3) *Olim* (éd. BEUGNOT) p. 428, n° XVIII : « cum forestarii dicerent quod habebant usagium in dicta foresta... »

Comment étaient-ils recrutés ? En faisant la liste des officiers du ^{xm}e siècle, nous en avons trouvé qui, après avoir été sergents, étaient devenus forestiers. Cependant, le recrutement ne se faisait pas toujours ainsi, et on choisissait parfois des personnes ayant rendu service au roi, car tout ce qui touchait aux forêts était tenu pour honorable.

Les forestiers restaient parfois forestiers toute leur vie : mais ils pouvaient aussi être appelés à d'autres fonctions, qui constituaient une sorte d'avancement. Johannes Ferré fut favorisé d'une mesure de ce genre et, après avoir été forestier, devint bailli du roi dans sa terre de Parilly (1).

Quant à l'avancement proprement dit dans l'administration forestière, il n'en fut pas question au ^{xm}e siècle, car l'administration était alors purement locale, et les grands maîtres n'existaient pas encore.

Malversations des forestiers. — Les enquêtes de saint Louis nous révèlent toute une série de malversations et d'extorsions d'amendes.

La plupart des plaintes ont pour objet des condamnations prétendues injustes, des saisies de bestiaux, ou des amendes perçues indûment. Mais ces plaintes, malgré le nombre des témoins, ne sont pas exemptes d'une certaine part d'exagération, et les officiers eurent parfois à réprimer de véritables délits.

Sans doute, ils se livrèrent à des excès et à des abus d'autorité dont on peut citer de nombreux exemples : deux frères, chez qui on trouva de la fougère, furent condamnés

(1) Il a cette qualité en 1247 (Hist. de Fr., t. XXIV, p. 179, n° 956).

à treize sols d'amende (1) ; un habitant de Marçay, Gervasius Bruneau, qui ramassait de la bruyère dans la forêt du seigneur de Cravant, dut payer sept sols six deniers (2) ; on extorqua six sols tournois à Girard d'Auson, qui avait été trouvé coupant un rameau d'épine blanche sur une route, à l'extérieur de la forêt (3), etc.

Enfin, le trait suivant peint à merveille les mœurs du ^{xiii}^e siècle et les audaces des officiers royaux. A cette époque, la chasse dans une forêt ou une garenne prohibée était considérée comme un crime. Un jour de l'an de grâce 1229, un manant de Villaine, Guillelmus Chardon-neau, tua un cerf dans la forêt. — Devant les enquêteurs, il soutient que cette accusation est fausse. — Pour venger ce crime, le forestier prit d'abord à Guillelmus sept bœufs, qu'il trouva pacageant dans la forêt ; mais le châtelain de Chinon, défenseur vigilant des privilèges royaux, trouva la punition bénigne, et, pour faire un exemple, mit le feu aux deux maisons de l'infortuné chasseur (4).

§ 3. — *Transformation des forestarii du ^{xii}^e siècle en sergents fieffayers. — Leur condition au ^{xiv}^e siècle.*

En 1314, Estienne Bontis, seigneur du Grand Chénier, et Estienne Le Duc, seigneur du Petit Chénier, font aveu

(1) Id., p. 177, n° 935.

(2) Id., p. 177, n° 947. « Gervasius Bruneau, parochianus Sancti Petri de Marchaio, dicit... » Nous devons signaler ici une erreur qui se trouve en note dans le recueil des Historiens : « Sanctus Petrus de Marchaio » est saint Pierre de Marçay, du canton de Richelieu, et non Marray, c° de Neuvy-le-Roi.

(3) Id., p. 177, n° 953, « Reginaldus invenerat eum deferentem quemdam ramum albae spinæ in via extra nemus ».

(4) Id., p. 179, n° 957.

à l'archevêque de Tours de leurs hébergements des Chéniers, dépendances et appartenances, et, dans ces actes, ils s'intitulent « *sergens faēz* » (1). Telle est la première mention de ces fieffayers, qui existèrent jusqu'en 1669.

Dès cette époque, ils sont quatre, et par leur nombre, leur lieu de résidence et leurs devoirs, on reconnaît facilement les quatre forestarii de 1190 (2).

Que sont-ils devenus pendant l'éclipse du ^{xiii}^e siècle ? Ils ont changé de condition ; et, par une lente évolution, à côté des officiers royaux, des forestarii *domini regis*, ils sont devenus des seigneurs : ils forment un corps spécial, indépendant des gardes, sergents et verdiers, et ne relèvent, pour leurs fonctions, que des grands maîtres.

De ces quatre fieffayers, les deux sergents des Chéniers sont les mieux connus, et nous allons analyser la transformation qui s'opéra en eux.

Nous avons dit plus haut qu'au ^{xiii}^e siècle, l'archevêque choisissait ses forestiers dans des familles de souche servile, habitant sur son fief, et que, peu à peu, le principe de l'hérédité s'était établi. Au ^{xiii}^e siècle, entraînés par le courant de féodalisation qui avait déterminé, aux siècles précédents, la constitution des grandes seigneuries, les forestarii des Chéniers se transformèrent en propriétaires féodaux, rendirent hommage à l'archevêque pour leurs demeures et les droits d'usages dont ils jouissaient dans la forêt et qui, antérieurement, constituaient leurs gages. Mais ils continuèrent leurs fonctions de garde, sans

(1) Aveu de Le Duc, *Cart. de l'arch.*, ch. CCLVII, t. II, p. 169.
Aveu de Bontis, id., ch. CCLVIII, t. II, p. 171.

(2) V. pages 85 et 86.

dépendre d'aucune façon des forestiers royaux, devant qui, toutefois, ils amenaient les délinquants pris par eux. Au cours du ^{xiii}^e siècle, leurs domaines s'agrandirent par suite de donations ou d'achats ; l'archevêque leur donna quelques bois et quelques terres ; des usages importants leurs furent concédés ou confirmés (1) ; et au commencement du ^{xiv}^e siècle, ils étaient déjà de petits seigneurs, ayant eux-mêmes des vassaux.

Les forestarii du comte d'Anjou, devenus, en 1205, forestarii du roi, durent subir la même évolution, car, d'après les aveux des seigneurs de Chéniers, les quatre faëz avaient des attributions semblables (2).

De telles inféodations de charges forestières ne sont point un fait isolé au ^{xiii}^e siècle : d'autres provinces en fournissent des exemples. Le duc d'Aquitaine, par un acte de 1273, donna en fief des bois, sous la condition de surveiller et de garder la forêt et la chasse (3). Dans la forêt d'Orléans, on connaissait les « serjans fiévés » (4). Et en

(1) « ... mon hebergement, en quel il demeure et les appartenances en terres, vignes, bois et autres chouses... » — Nous verrons plus loin les importants droits d'usages dont ils jouissaient.

(2) « ... moy et les autres faëz... » (Av. de Le Duc).

(3) « Arnaud d'Espagne était forestier héréditaire du duché d'Aquitaine pour la forêt de Sault. S'il y trouvait quelqu'un chassant sans en avoir le droit, il était tenu de l'arrêter et de le conduire au château de Pruveaux. Le cheval et les chiens du délinquant appartenaient au forestier, et s'il était nanti de quelque pièce de gibier, le premier quartier de la bête était remis au connétable du Duché » DUNOYER DE NOIRMONT, *Histoire de la chasse en France*, t. II, p. 6).

(4) « Le gruyer de Seichebrières n'est à vrai dire qu'un sergent fiévé ; il rend hommage au duc pour son office, dans lequel il sous-inféode à son tour des sergenteries » (DE MEAULDE, *op. cit.*, p. 346).

Anjou, les « sergents fieffés » partageaient certains droits avec le prévôt (1).

Les auteurs qui rapportent ces faits n'ont pas eu l'occasion — que les documents nous ont offerte — d'étudier de près la condition de ces seigneurs et leurs attributions. Aussi, après avoir établi la situation de leurs demeures, nous examinerons leurs droits et leurs devoirs.

Situation des seigneuries. — Au xiv^e siècle, nous n'avons de détails précis que sur deux sergenteries, celles des Chéniers. Quant aux deux autres, leur nom ne nous est révélé que par un procès-verbal de la réformation de 1669, lors de la comparution des officiers de la forêt (2) : c'étaient celles de Beaufou et du Plessis-Alais.

Aux Chéniers, situés au Nord-Est de la forêt, il y avait, au Moyen âge, deux modestes « hébergements », le Petit et le Grand, sur l'emplacement desquels furent construits, vers le xvi^e siècle, des châteaux importants. Le Petit Chénier était adossé à la forêt, et distant d'environ mille pas du Grand Chénier. Leur position, entre une petite vallée descendant vers le bourg de la Chapelle et la profonde ravine de la Vaunoire, était excellente.

Beaufou était pittoresquement posé sur le bord nord du plateau de la forêt ; et, de cette demeure, la vue s'étendait sur la vallée de l'Indre et ses châteaux : à droite, Azay, et plus près, au milieu de la verdure, l'Islette. A gauche, par delà le coteau de Lignières, on apercevait le cours tranquille de la Loire et les bras innombrables du Cher. En se

(1) BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *op. cit.* t. II, p. 424.

(2) A. d'I.-et-L., B. 171, f^o 21. — Réformation faite par FLORIMOND HUNAUT de St-Denis, et LE FÉRON.

tournant vers le sud, on voyait se profiler, à quelques centaines de mètres, les lignes sombres de la forêt.

Il nous a été moins facile de retrouver le Plessis-Alais. Il était mentionné sur plusieurs titres des ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles ; mais sur les documents modernes, cartes, cadastre et autres, ce nom n'existe plus. Et même, il s'est presque effacé de la mémoire des gens du pays. Enfin, après une enquête sur place, et à l'aide des souvenirs de quelques indigènes, nous avons pu établir sa situation.

A un kilomètre environ du beau château de la Cour, au-dessus du vallon de l'antique « Aqua de Chailleio », et près du lieu dit « les Vallées », on voit encore, dans un taillis, des substructions : ce sont les restes du Plessis-Alais. Le forestier s'y trouvait sur le lieu même de sa surveillance, et à peu de distance du bourg de Cheillé, dont le clocher se dresse au bord du ruisseau.

Les seigneurs des Chéniers relevaient à foi et hommage lige des archevêques de Tours, à cause de leur baronnie de Chinon ; ils devaient, conjointement, à leur suzerain et à sa suite, un dîner annuel, à la condition d'être prévenu vingt et un jours à l'avance. Cependant, les deux seigneurs n'étaient pas égaux ; et le seigneur du Grand Chénier avait, en plus de sa part, le tiers des avantages et revenus du seigneur du Petit Chénier (1).

Le Plessis-Alais relevait du roi à cause de son château de Chinon (2). Enfin, sur Beaufou, nous ne possédons aucune indication (3).

(1) «...et le tiers en la partie que le Duc de Chiniers y a doudit archevesque en la dite forest. » (Av. de Bontis, 1314).

(2) V. page 104, note 2.

(3) Cf. CARRÉ DE BUSSEROLLE, *Dict. d'I.-et-L.*, art. Beaufou, t. I, p. 162.

Fonctions des fieffayers. — Tout d'abord, il est un point curieux à noter. Dès 1314, les sergents fieffayers, malgré leur qualité de vassaux des propriétaires, ne s'intitulent pas sergents du roi ou sergents de l'archevêque ; ils ne prétendent point exercer de surveillance au nom de l'un ou de l'autre. Mais, dans tous les actes, ils sont appelés « *compagnons faëz* » ou sergents fieffayers du Teillay. Ne faisant pas partie de l'administration ordinaire, ils s'incorporent à la forêt, se préoccupent seulement de la conservation des bois et de la police des usages. Ce fait explique pourquoi, aux xv^e et xvi^e siècles, l'origine des fieffayers était complètement tombée dans l'oubli. Leur puissance s'étant accrue, ils considéraient leurs fonctions de garde, point de départ de leur fortune, comme secondaires ; devenus grands seigneurs, ils ne firent plus de visites eux-mêmes ; et prirent des sergents ; et la surveillance des forêts en souffrit : telle est, d'ailleurs, la raison qui motiva leur suppression.

Leurs fonctions étaient doubles :

- 1^o Garder la forêt ;
- 2^o Annoncer le panage.

1^o Garder la forêt était leur principale fonction. « J'advoye que je puis sergenter par toute la dicte forest », déclare Estienne le Duc dans son aveu.

Mais ils n'étaient pas les seuls gardes du Teillay, car le « *forestarius* » ou le « *magister forestæ communis* » du xiii^e siècle existait encore, mais sous un autre nom. En 1321, il s'appelle le mestre sergent ; puis il est remplacé par le verdier qui apparaît dans un acte de 1336 (1). Mais le fieffayer ne dépendait d'aucun de ces officiers et n'était responsable que devant le grand maître, ou son suzerain.

(1) V. page 107.

Leur surveillance s'étendait à toute la forêt, qui n'était pas encore divisée en gardes (1). Ils devaient faire des visites, arrêter les délinquants, les voleurs ou les usagers qui commettaient des dégâts ; mais, n'ayant aucune attribution judiciaire, ils ne pouvaient les juger, et les « adjournaient » seulement à l'assise.

2° « Toutefois qu'il y a pesson, il en doibt faire le passage crier. »

Cette annonce de l'époque du panage se faisait dans tous les villages riverains de la forêt qui avaient des droits d'usages. Et parfois, lorsque tous les habitants n'avaient pas payé la redevance, il fallait faire une seconde, puis une troisième annonce.

Pour la première publication, chaque forestier touchait deux sols six deniers, et pour chaque publication supplémentaire, douze deniers (2).

Droits des fieffayers. — Ils jouissaient d'usages en bois très étendus ; bois de construction, bois de chauffage, bois mort, bois à merrain, ils pouvaient tout prendre. L'aveu d'Estienne Le Duc contient à ce propos des détails intéressants :

« Item advoe que je puis coper et faire coper par toute la forest empres pié, excepté le deffays, à mon user, à faire tonneaux, huges et autres choses nécessaires au dit

(1) « Item ledit Estienne advoe que il puet sergenter par toute la dite forest... » (Av. de Bontis).

(2) « ... et en doit avoir ledit Estienne deux soulds six deniers, et ce ledit pernage est cemons plus d'une fois, moy et mesdis compaignons avons chacun douze deniers pour chacune fois qui sera cemons » (Av. de Bontis).

hebergement et appartenances d'icelui sans vendre ni donner » ;

« Item advoe le bois mort par toute la dite forest, excepté le deffais, à vendre, à donner et à faire ma volonté pour telle partie comme je y ai. »

« Item advoe le briseis et l'arrageis, pour quoi il ne tienge en terre, pour telle partie comme je y ay, quar je le puis prandre, et vendre et en faire ma volonté, et se aucuns arbres qui soient arragiés tiengent en terre, je ne les puis prandre devant que l'an et le jour soit passé, et puis em puis faire ma volonté. »

« Item, se aucuns arbres cheent par feu, je ne les puis prandre jusques l'an et le jour soit passé, et après em puis faire ma volonté, pour la part que je y ay. »

« Item advoe le remeignant des arbres que le roy et vous faites copier, quant l'en en a pris ce que mestier leur est, en telle manière que, se il y a aucuns cimaïs desquelx l'en puisse faire merrieau, il convient que les dis cimaïs demeurent ou lieu par vint et un jour avant que je le puisse prandre, et après em pus faire ma volonté, pour telle partie comme il m'en touche. »

« Item, advoe le remeignant des arbres que les usagers font copier, que ils lessent en la manière dessus dite excepté ce que les quatre faez y font copier (1). »

De plus, ils peuvent envoyer leurs bêtes aux pâturages, et leurs porcs au panage :

« Item advoe mon pasturage, par toute la dite forest et le dit defay, à toutes manières de bestes pour quoy elles soient moies et de mon nourrier de mon hebergement dessus dit, et, se il a peeson ou dit deffais, ge n'y puis mettre

(1) Pour la définition des divers usages, voir page 173.

mes bestes devant que le roy et l'arcevesque ou ceulx qui de par eulx auront cause, y mettent leurs bestes, »

Indépendamment de ces usages en nature, ils touchaient certains droits en argent. Nous avons déjà vu plus haut leur rétribution pour l'annonce du panage (1).

Ce même panage qui était obligatoire pour les usagers donnait lieu à la perception d'un droit :

« Item, quant il a pesson en la forest commune, moy et les trois autres faez avons le pasnage de quatriesme pors et de mains, que l'on appelle le tercousage (2). »

Egalement lorsqu'ils prenaient un « malfaiteur copant en la dite forest o coignée », ils touchaient douze deniers pour la cognée (3).

§ 4. — *Les fieffayers aux xv^e et xvi^e siècles.*

Au cours de cette nouvelle période, leurs domaines s'agrandissent encore, leur puissance se développe, leurs droits se fortifient et leurs privilèges s'accroissent (4).

La seigneurie du Petit Chénier seule reste indépendante. Au milieu du xvi^e siècle, elle appartient à Claude Le Goux, qui en rend hommage à l'archevêque en 1556 ; par un acte de vente en date du 23 mars 1575, elle passe entre les

(1) V. page 101.

(2) On trouve ailleurs tréfontaige, v. page 197.

(3) Nous ne parlons ici que des fieffayers de Cheniers. Il est évident que les deux autres fieffayers avaient les mêmes droits.

(4) On peut s'en rendre compte par l'aveu de Claude Le Goux, s^r du Petit Chéniers, rendu le 18 juin 1556 (A. d'I.-et-L., G. 10, f^o 84). Il avait le droit de tenir l'assise 4 fois l'an et, de lui dépendaient les fiefs de la Peloquinière, du prieuré d'Azay, etc.

maines de Jehan Tardif, échevin de Tours (1).

Le Grand Chénier devient au xvi^e siècle, la propriété du seigneur d'Azay-le-Rideau, Antoine Raffin, dit Poton, et reste ensuite dans la maison d'Azay.

Le Plessis-Alais, après avoir été longtemps dans la famille de Boisjourdain, dont un représentant rend hommage au roi en 1539 (2), passe par alliance dans la famille Le Simple, seigneur de la Cour-au-Berruyer, qui devient ainsi le siège de la sergenterie.

De même, c'est le seigneur de l'Islette qui remplit les fonctions de fléffayer de Beaufou (3).

De somptueuses demeures témoignent de la richesse de ces officiers. Le Petit Chénier est entouré de douves pleines d'eau où se reflètent les tours de l'enceinte (4). Le Grand Chénier a un portail fortifié (5). Le sergent de Beaufou est

(1) Cf. CARRÉ DE BUSSEROLLE, *op. cit.*, art. Cheniers, t. II, p. 225.

(2) A. N., P. 13, n° 4432. Aveu rendu au roi le 28 juin 1339 par Guillaume de Boysjourdain, pour son fief, terre et bois du Plessis-Aletz. — Pour les différents propriétaires, cf. CARRÉ DE BUSSEROLLE, art. Plessis-Alais, t. V, p. 95.

(3) En 1403, le sieur de l'Islette, Jean de Maillé se maria avec Anne du Puy-du-Fou (ANSELME, t. VII, p. 505) ; peut-être Puy-du-Fou, est-ce le nom primitif de Beaufou. — Les sieurs de l'Islette rendaient hommage au roi pour leurs droits d'usage dans la forêt (LEDUC, *Généalogie de Maillé*, t. I, p. 262 ; passage erroné ne concordant pas avec le n° 498 des preuves). — Cf. A. N., p. 13, n° 4434. Av. de Charles de Maillé du 25 mars 1540.

(4) Le Petit Chénier existe encore avec son porche, ses douves et ses tours d'enceinte. Il appartient à la famille du Laurent de Puységur.

(5) Le Grand-Chénier a été démoli il y a une dizaine d'années.

descendu dans la vallée, et les tours imposantes de l'Islette remplacent les avantages d'une position inaccessible (1). Enfin, le Plessis-Alais devient un petit rendez-vous de chasse pour les hôtes de la Cour-au-Berruyer.

Droits et revenus nouveaux. — Quelques droits et revenus nouveaux apparaissent dans les aveux du xvi^e siècle.

C'est tout d'abord le droit de chasse :

« Item peut et doit chasser ou faire chasser, tendre réseaux à prendre goupils, lièvres, connils, chevreuils et toutes autres bestes de pied rond, excepté cerf, biche et bestes noires par toutes les garennes communes au roy et à monseigneur (2). »

Puis on voit les usagers au bois mort payer certaines redevances aux seigneurs fieffayers. Nous étudierons plus loin ces redevances, et déterminerons à quelle époque on peut les faire remonter ; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'elles constituent pour les forestiers une source de revenus nouveaux que les propriétaires leur ont abandonnés (3).

A la fin du xvi^e siècle, trois fieffayers seulement touchaient encore ces redevances, car le seigneur d'Azay les avait échangées, en 1519, avec François I^{er}, contre la prévôté d'Azay.

Fonctions. — Quant aux fonctions des sergents, elles sont toujours les mêmes, et les aveux du xvi^e siècle ne font que préciser certains détails. On distingue maintenant les

(1) L'Islette a conservé l'aspect qu'il avait jadis, et appartient à M. Boyer.

(2) A. d'I.-et-L., G. 10, f^o 84. Av. de Claude Le Goux en 1556.

(3) V. page 203.

malfaiteurs pris en cas civil, qui sont simplement ajournés à l'assise, et les malfaiteurs pris en cas criminel, qui doivent être confiés à la garde des habitants de la Boissière, petit village riverain, qui sont tenus de les mener en prison à Chinon. Il est curieux de noter cette intervention des usagers dans la police de la forêt.

Une autre modification importante se produit alors dans l'exercice de la police. Ce n'est plus le sergent fieffayer en personne, qui visite la forêt et arrête les délinquants — il est maintenant trop grand seigneur — il délègue ses pouvoirs à un sergent (1).

Celui-ci doit rédiger des procès-verbaux de ces visites, et les déposer au greffe du siège des E. et F. de Chinon. Malheureusement ces sergents ne s'acquittèrent pas avec beaucoup d'exactitude de leurs fonctions ; on constate dans la forêt de Chinon, le même laisser-aller que dans les autres forêts, où il y avait des fieffayers ; aussi, malgré des tentatives infructueuses faites en 1413 et 1563, pour les supprimer, un nouvel édit fut promulgué le 8 août 1669, qui les supprima définitivement (2).

II. — Sergents.

Nous avons vu qu'au ^{xiii}^e siècle, il y avait, à côté des forestarii, des officiers appelés « servientes ». Dans la haute forêt, on en compte tantôt trois, tantôt quatre ; et dans la basse, il n'y en a qu'un seul (3).

Leurs gages étaient payés par le trésor royal. Le sergent

(1) « ... garder ou faire garder par luy ou son sergent, et adjourner ou faire adjourner à l'assise... » (Av. Le Goux).

(2) BAUDRILLART, t. I, p. 92. — Cf. PECQUET, préface, p. ix.

(3) V. pages 91 et 93.

de la *propriæ forestæ regis* touchait huit deniers par jour. Ils prélevaient, en outre, un droit de robe.

Ils pouvaient bénéficier d'un certain avancement et devenir *forestarius*.

Leurs attributions se bornaient à la surveillance des forêts. L'un d'eux remplissait peut-être le rôle de greffier dans les assises.

Dans les siècles suivants, on trouve encore des sergents, notamment en 1321, 1384 et 1513 ; ils sont sous les ordres du verdier, puis du maître particulier ou de son lieutenant, et jouent le rôle d'un huissier ; ils font les notifications aux justiciables, exécutent les jugements. L'un d'eux est chargé de recueillir les amendes, forfaitures et confiscations.

III. — Verdiers.

L'origine du verdier doit être cherchée au ^{xiii}^e siècle, dans le *forestarius*, le *magister forestæ* ou le *custos forestæ*.

Le titre de verdier apparaît, pour la première fois, dans les actes de la forêt, en 1336, où Perrin Lespeigne est qualifié « verdier de la petite forest de Chinon » (1).

Il y eut, en effet, un verdier du roi dans la Basse Forêt, et un autre dans la forêt de Teillay, où l'archevêque était aussi représenté par un officier de même nom (2). Mais celui-ci fut-il créé en même temps que le verdier royal ? Nous n'en savons rien.

Attributions des verdiers. — Leurs fonctions restèrent

(1) A. d'I.-et-L., H. 720. Mandement du souverain maître. — Ce titre apparut plus tôt en d'autres forêts, dès 1248 dans la forêt de Roumare.

(2) « *Viridarius* » (Cart. de l'arch. ch., CVIII).

toujours à peu près les mêmes ; mais leur autorité diminua lors de l'établissement d'un lieutenant particulier à Chinon, et plus tard lors de la création d'une maîtrise.

Ils agissaient tantôt comme gardes, tantôt comme délégués du roi ou du grand maître, tantôt comme juges.

Chargés de la surveillance de la forêt, ils faisaient en quelque sorte double emploi avec les fieffayers. Ils devaient eux aussi faire des visites de quinze jours en quinze jours, suivant l'ordonnance de 1376 (1).

Les verdiers pouvaient également, sur l'ordre du grand maître, procéder à certaines ventes de bois (ordonnance de 1346) (2). Ils faisaient, en outre, les livrées de bois aux usagers : il en est souvent question dans les titres, notamment dans les procès qui eurent lieu à l'occasion des usages du Pommier-Aigre en 1336, 1393 et 1410, etc. (3).

Pendant longtemps, alors qu'il n'y avait pas de maître enquêteur provincial à Tours, le roi ou le souverain maître adressaient leurs ordonnances ou leurs mandements directement au verdier, soit de la Basse Forêt, soit de la Haute Forêt (4) ; plus tard, lorsque l'administration fut plus complexe, le maître du pays de Touraine servit d'intermédiaire et devint le chef hiérarchique des verdiers ; enfin, après l'établissement d'une maîtrise particulière à Chinon, ils furent complètement sous la dépendance des officiers locaux.

Les fonctions les plus importantes du verdier et celles

(1) Ord. de 1376 art. 5. Cf. SAINT-YON, p. 94.

(2) Ord. de 1346, art. 9.

(3) Cf. A. d'I-et-L., H. 720.

(4) Mandements de 1336 et de 1393. A. d'I-et-L., H. 720.

qui survécurent à tous les changements de l'administration forestière sont la surveillance des usages, la constatation des délits et l'arrestation des malfaiteurs.

Ils avaient bien encore un autre rôle à remplir, celui de juge ; mais la centralisation administrative les dépouilla peu à peu de leurs attributions judiciaires. Succédant au forestarius, le verdier hérita de ses devoirs : il tint l'assise de la forêt (1), y jugeant les petits délits ne dépassant pas 60 sols. L'appel de ses jugements était porté devant les maîtres enquêteurs (2).

Nous possédons malheureusement fort peu de documents sur les assises des forêts de Chinon ; la Haute et la Basse avaient, en effet, leurs assises propres. Nous savons, par la réformation de 1666, que le verdier de la Basse Forêt tenait les assises soit dans la paroisse de Huismes, soit dans la paroisse de Saint-Mexme-les-Champs (3). Mais à quelle époque ? Avec quelle régularité ? Nous l'ignorons.

Quant au verdier de la Haute Forêt, nous ne trouvons qu'en 1539, un jugement rendu par lui pour l'abbaye de Turpenay (4).

Son collègue, verdier de l'archevêque, tenait peut-être des assises séparées, ou l'assistait ; mais il avait aussi des

(1) Ord. de 1318, art. 1. — Ord. de 1376, art. 7. — Ord. de 1388, art. 6. — Ord. de 1402, art. 7.

(2) Ord. de 1346, art. 9. — Ord. de 1402, art. 69. — Ord. de 1515, art. 86. — Ord. de 1554, art. 14.

(3) B. N. fr. 8731, f^o 8. — Le Verdier se plaint de ne pas tenir souvent l'assise « et la raison est qu'il ne s'est commis aucun délit dont la cognaissance luy appartienne, le lieutenant des E. et F. prenant cognaissance de tout. »

(4) B. N., fr. 8731, f^o 139.

attributions judiciaires, car, d'après un acte de 1424, les sergents du seigneur de Cravant devaient amener les mal-fauteurs pris par eux devant les officiers du roi ou de l'archevêque (1).

En outre de leur juridiction ordinaire, qui s'étendait à presque toutes les questions d'usages, les verdiers pouvaient être chargés, par le souverain maître ou le maître de Touraine, soit de faire une enquête, soit de juger un point de la compétence du grand maître. Ainsi, en 1336, le verdier de la Basse Forêt est chargé d'examiner une réclamation des religieux du Pommier Aigre, qui se plaignaient d'avoir eu leurs pores volés par les marchands de la paisson (2).

Gages. — Les verdiers royaux touchaient des gages fixes dont nous ne connaissons pas le montant, et avaient droit à du bois de chauffage.

Lieutenants de verdiers. — Sur plusieurs lettres patentes et mandements, la suscription est ainsi libellée : au verdier ou à son lieutenant (3).

L'habitude d'avoir un lieutenant était devenue générale dans toutes les classes de la hiérarchie administrative (4). Cependant, une ordonnance de Philippe-le-Long de 1318

(1) Avett de Charles de Maillé de 1424 (Ar. de St-Benoît. Titres des Communaux, I, f° 1 et 2).

(2) «... Vous mandons... que vous faciez restituer ledict prieuré de ses diz pourceaulx... » (A. d'I.-et-L., H. 720).

(3) Nous en trouvons la première mention dans un mandement de 1410. (A. d'I.-et-L., H. 720).

(4) Dans la forêt de Roumare on trouve un sergent, lieutenant du Verdier dès 1373.

et une autre en 1388 avaient obligé tous les officiers des E. et F. à exercer eux-mêmes leurs charges (1). Mais ces interdictions ne subsistèrent pas toujours, il y eut des licences et même des autorisations, comme en Normandie.

Toutefois, malgré l'indication des chartes, il ne semble pas que les verdiers des forêts de Chinon aient eu des lieutenants, étant donné le peu d'étendue de leurs gardes.

(1) Les ord. de 1346, 1402 et 1515 les rendaient responsables de leurs lieutenants.

CHAPITRE III

PREVOTS, BAILLIS ET SENECHAUX

Au-dessus du corps local des officiers inférieurs, forestarii, sergents et verdiers, il n'y avait, aux ^{xii}^e, ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, aucune organisation forestière centralisée.

L'administration des forêts, la connaissance des procès, des délits d'usages ou de chasse, l'appel étaient de la compétence des officiers ordinaires royaux et seigneuriaux, prévôts, baillis et sénéchaux.

Lorsque les enquêteurs provinciaux furent créés au ^{xiv}^e siècle, les officiers royaux cessèrent de connaître les matières des Eaux et Forêts.

§ 1. — ^{xii}^e Siècle.

Sous les comtes d'Anjou, rois d'Angleterre, la Touraine n'avait pas une administration particulière, mais dépendait du sénéchal d'Anjou, sous la surveillance duquel étaient placées toutes les forêts. Cette surveillance, en effet, « était considérée comme un droit appartenant à tout sénéchal en sa qualité de sénéchal » (1).

De lui relevaient les prévôts du comte, établis dans les principales localités de la province. Il y en avait un à Chinon et un à Marsay, où l'archevêque de Tours, à cause de ses droits et justices communs, en avait aussi.

(1) BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *Juridictions de l'Anjou*, t. II, p. 422.

La charte de 1190 nous a laissé des détails intéressants sur leurs fonctions, leur compétence en matière civile, criminelle ou financière ; et on voit qu'ils intervenaient parfois dans les questions forestières.

Le panage du Teillay était à la disposition des prévôts du comte et de l'archevêque à Chinon, qui pouvaient, à leur gré, le donner ou le vendre, mais qui, toutefois, devaient agir de concert.

Leur juridiction sur les voleurs pris aux Cheniers laisse supposer une compétence plus générale sur les délinquants de la forêt ; et, d'ailleurs, ils touchent, en quelque sorte, une rémunération payée par la forêt, sous la forme d'un chauffage. Ils ont chacun le droit d'aller chercher du bois avec deux ânes (1), sans pouvoir ni le vendre, ni le donner.

§ 2. — XIII^e et XIV^e siècles.

Après la réunion de la Touraine à la couronne, le prévôt du comte est remplacé par un prévôt royal ; et, à la tête de la province, se trouve un bailli ou sénéchal, dont la juridiction s'est parfois étendue sur des provinces voisines, l'Anjou, le Maine ou le Poitou ; certains s'intitulent bailli de Touraine et d'Anjou, bailli de Touraine, Anjou et Maine, bailli de Touraine, Anjou et Poitou (2).

Vers 1219-1228, cet officier est chargé, par le roi, de faire avec le castellan de Chinon et le forestier une enquête sur

(1) « De branchiis nemoris capicerius Cainonensis et præpositus archiepiscopi calefagium habent uterque cum duobus asinis, nec inde aliquid possunt dare vel vendere, et similiter præpositus comitis de Cainone » (Charte de 1190). Le « capicerius » de Chinon n'exerça jamais aucune fonction dans la forêt.

(2) BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *op. cit.*, t. I, p. 346.

les droits d'usage des religieux du Pommier Aigre dans la forêt, et sur leurs droits de propriété sur leurs domaines (1). C'est là une juridiction exceptionnelle, et les baillis et sénéchaux de Touraine ne semblent pas avoir rendu la justice ordinaire dans la forêt (2). Mais des attributions qu'ils ont conservées longtemps sont celles d'agent financier des Eaux et Forêts pour la province : ils reçoivent le produit des ventes et des amendes, paient les officiers, etc. (3).

Les véritables juges des Eaux et Forêts, à cette époque, sont les prévôts royaux, qui siègent soit seuls, soit avec le forestier. Les enquêtes de saint Louis nous en montrent de nombreux exemples.

Mais cette connaissance des Eaux et Forêts par les officiers ordinaires fut de bonne heure restreinte. Dès l'année 1223, une ordonnance royale (4) recommande aux juges ordinaires de renvoyer les faits de bois aux officiers des forêts. Cette mesure était des plus logiques, mais ne fut pas appliquée aussitôt, par suite de la mauvaise volonté des juges ordinaires, et par suite de la tolérance royale.

Ainsi, en 1310, le roi de France charge encore le bailli de Touraine, auquel il adresse des lettres patentes, de

(1) A. d'I.-et-L., H. 726, v. page 269.

(2) Cependant, M. Beautemps-Beaupré (t. I, p. 296), dit : « La surveillance des forêts, cette propriété violemment attaquée par ceux qu'elle gêne, était dans les attributions du bailli ; c'est plus tard qu'elle fut confiée à des officiers spéciaux. »

(3) Cf. le compte de Petrus Baro pour le terme de l'Ascension 1234 (Hist. de Fr., t. XXII, p. 575), le compte de Dyonisius de Paredo, pour le terme de la Toussaint 1285 (Hist. de F., t. XXII, p. 662).

(4) PECQUËT, *op. cit.*

délivrer aux habitants de Tours du bois dans la forêt de Chinon (1).

Un peu plus tard, en 1321, l'enquête du sieur de Béthisy rapporte encore que les ordres royaux, au sujet des droits de l'archevêque dans le Teillay, ont été exécutés par le bailli (2).

Aussi l'ordonnance de 1223 fut-elle de nouveau confirmée par une ordonnance de Charles le Bel de juin 1326, qui défendait aux « *ballifs, sénéchaux et autres juges ordinaires* » de prendre connaissance du fait des Eaux et Forêts et de ce qui en dépend. Et le même principe se retrouve dans les ordonnances de 1346, 1402, 1515, 1531, 1535, 1544 et 1545 (3).

§ 3. — *Apanage du duc d'Anjou.*

Lorsque la forêt fut comprise dans l'apanage du duc d'Anjou, son administration passa aux mains du sénéchal du duc, qui avait de plus un enquêteur de ses Eaux et Forêts. On les voit intervenir conjointement dans une réformation en 1371 (4).

En 1384, dans un jugement rendu à Chinon, la présence du lieutenant du sénéchal est également mentionnée (5).

(1) Cart. de l'arch., charte CXLIV. Ce bois était destiné à la reconstruction des ponts de Tours.

(2) Id., ch. CXXIV.

(3) L'édit de 1544 ajoute : même en matière criminelle.

(4) Cart. de l'arch., ch. CCLXVIII.

(5) Jehan Contentin, lieutenant du sénéchal à Chinon (A. d'I.-et-L., H. 720).

§ 4. — xv^e et xvi^e siècles.

En 1371, aussitôt après la constitution de l'apanage du duc d'Anjou, le roi de France créait, en Touraine, une juridiction des exempts et des cas royaux (1). Le bailli résidait à Tours et avait un lieutenant à Chinon.

En 1424, des lettres du roi, confirmant les usages du Pommier Aigre, sont adressées au bailli des exempts, en même temps qu'au maître des forêts et au verdier. Homologation de ces lettres fut faite à Chinon, le 14 octobre 1424, par Jehan Pepinot, lieutenant général du bailli (2).

Il se peut que cette juridiction ait empiété quelquefois sur les attributions des officiers forestiers, notamment lorsqu'il y avait une réformation de la forêt et qu'il fallait obtenir des usagers production de leurs titres. Car un jugement en dernier ressort du 7 mars 1548 défendit au bailli de Touraine ou à son lieutenant à Chinon de connaître de la réformation des forêts (3).

A part ces exceptions peu nombreuses, et dès le xv^e siècle et même avant, les juges ordinaires ne se sont plus occupés, à Chinon, de la juridiction des Eaux et Forêts.

(1) Règlement pour la juridiction du bailli des exempts et ressorts de Touraine, Anjou et Maine (ORD. t. V, p. 369 et 428).

(2) A. d'I.-et-L., H. 720.

(3) SAINT-YON, p. 799. « Arrêt défendant au ballif de Touraine et son lieutenant à Chinon de cognaitre de la réformation des forêts, pour raison desdites landes et bruières de Richard, Panzou et Landerousse, qui sont joignantes et contiguës et dans la dépendance des forêts de Chinon... »

CHAPITRE IV

DU GRAND MAITRE DE TOURAINE ET DE SON LIEUTENANT A CHINON

Les origines des grands maîtres provinciaux sont assez obscures, et les auteurs n'ont pas approfondi la question.

A notre avis, il n'y en eut point avant 1346 (1). Les officiers, qui prennent antérieurement le titre de « *maistre et enquesteur des Eaux et Forêts* », avaient une compétence générale sur tout le royaume, résidaient à la cour et, suivant les besoins, se transportaient dans les provinces pour faire des enquêtes ou procéder à des réformations avec l'assistance des officiers locaux.

Et notre opinion se trouve confirmée par les textes, car, dans les actes de cette époque relatifs à la forêt de Chinon,

(1) Suivant M. Delisle, ils auraient été créés en Normandie au commencement du xiv^e s. « Leur principale et presque unique fonction consistait à maintenir les droits du roi vis-à-vis des usagers. ceux-ci, en effet, ne cessant d'empiéter sur leurs droits... » (DELISLE, *Etude sur la condition de la classe agricole en Normandie*, p. 340). — En ce qui concerne la forêt d'Orléans, M. de Meaulde est d'avis que l'institution de la grande maîtrise ne remonte qu'au xiv^e s., car au xiii^e s., c'est le bailli d'Orléans qui avait l'administration des forêts (MEAULDE, *op. cit.*, p. 307). — « C'est vers la seconde moitié du xiii^e s., que l'on a confié tout ce qui était relatif aux eaux et forêts à un fonctionnaire d'un rang élevé, auquel on a donné le nom de Maître des Eaux et Forêts ». (BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *op. cit.*, t. II, p. 424).

il n'est jamais question d'un « maître de Touraine ». Et pourtant, l'administration supérieure intervint à plusieurs reprises. En 1321, les officiers, chargés d'une enquête, s'intitulent « inquisiteur des Eaux et Forêts du roy » et « mestre et enquesteur des Eaux et Forêts du roy » ; en 1336, le « *maistre et enquesteur des forestz du roy pour tout son royaume* », adresse un mandement directement au verdier de la Basse-Forêt (1).

C'est en 1346 que l'on voit apparaître pour la première fois des enquêteurs à circonscription déterminée. Par ordonnance de mai 1346 (2), Philippe VI réduisit à dix le nombre des maîtres des Eaux et Forêts, et trois d'entre eux : Pierre du Port, Thomas du Guénin et Bertaud Bardilly (3), chevaliers, furent nommés maîtres pour la Touraine, l'Anjou, le Maine, la Saintonge, le Berri et l'Auvergne. Il est d'ailleurs impossible de savoir lequel des trois s'occupa spécialement de la Touraine.

A partir de ce moment, on trouve constamment des « maîtres enquêteurs et généraux réformateurs des Eaux et Forêts de Touraine », qui dépendaient d'ailleurs du souverain maître et général réformateur des Eaux et Forêts du royaume.

Lorsque la Touraine fut donnée en apanage au duc d'Anjou, celui-ci y établit un officier qui prit le titre de « *maistre et enquêteur des Eaux et Forêts de M. le duc de Tou-*

(1) Cart. de l'arch., ch. CXXIV. — A. d'I. et L., H. 720. — Ces divers enquêteurs, Philippe de Béthisy, Odard de Crues, Joulin Guénault, Henry de Meudon, figurent dans la liste des souverains maîtres, dressée par le P. Anselme (t. VIII, p. 849 et s.).

(2) Ord. de 1346, art. I. (ST-YON, p. 193). BEAUTEmps-BEAUPRÉ, t. II, p. 425.

(3) P. ANSELME, t. VIII, p. 846.

raine » (1), mais nous ne savons pas si, pendant cette courte période, le maître royal resta en fonctions.

Par la suite, et dès la fin du ^{xiv}^e siècle, le nombre des grands maîtres provinciaux s'accrut considérablement.

L'autorité du grand maître de Touraine s'étendait uniquement sur la province ; en effet à l'ouest, il y avait un enquêteur spécial pour l'Anjou et le Maine (2) ; à l'est, le Blésois faisait généralement partie de la grande maîtrise de l'Orléanais. Cependant sa compétence devait dépasser au sud les limites de la Touraine, et comprendre une partie du Poitou, car nous verrons que le Poitou, jusqu'aux portes mêmes de Poitiers, était du ressort de la maîtrise de Chinon.

Le grand maître provincial était à la fois un officier d'administration et un officier de justice.

En tant qu'officier d'administration, il exécutait les ordres du roi et du souverain maître, et avait la haute main sur tous les autres officiers de la province. Les lettres patentes, déclarations, mandements lui étaient adressés. Ainsi des lettres de Charles VII en 1424 (3), un mandement du souverain maître en 1429 (4) portent comme suscription : « *Au maistre des Eaux et Forêts du pays de Touraine* ». Il devait en outre procéder aux adjudications de bois et de paisson. Il avait aussi à veiller à la conservation du domaine, à empêcher les empiètements des riverains sur la forêt et à réprimer les abus. C'est ce que le souverain maî-

(1) Dans la réformation de 1371, il est fait mention de Gaufrius de Viau Valle, magister et inquisitor forestarius domini ducis (Cart. de l'arch., ch. CCLXXVIII).

(2) BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *op. cit.*, t. II, p. 430.

(3) A. d'I. et L., H. 720.

(4) A. N., Q¹ 389.

tre prescrivit au maître de Touraine dans ses ordonnances de 1410 et 1429 (1).

Il n'avait pas d'attributions financières car, dès le milieu du xiv^e siècle, celles-ci furent nettement séparées de l'administration. Cependant il relevait directement de la Cour des Comptes devant laquelle il prêtait le serment que Pecquet nous a conservé (2).

Comme officier de justice, il devait tout d'abord procéder aux enquêtes et réformations prescrites par le roi ou le souverain maître. Ainsi dans un acte de 1410, il est fait allusion à une réformation ordonnée par le roi et confiée au maître de Touraine, Guillaume de Nonroy (3). Puis, il tenait des audiences, des « plaids » (4), jugeait les contestations, délits et crimes qui n'étaient pas de la compétence des forestiers et des verdiers.

Au xiv^e siècle, le grand maître est un juge ambulant, comme tous les magistrats de cette époque : il va, comme le bailli de Touraine, tenir ses plaids dans chacune des villes importantes de la province, et nous le voyons ainsi plusieurs fois à Chinon rendre des jugements et des ordonnances, le 29 novembre 1393, par exemple (5).

Mais bientôt la juridiction forestière subit la même transformation que la juridiction ordinaire et passa par les mêmes phases que les baillages.

(1) A. d'I. et L., H. 720.

(2) Pecquet, t. I, p. 188.

(3) A. d'I. et L., H. 720.

(4) Les audiences s'appelaient des « plaids de réformation ». On trouve à la fin de nombreux jugements l'expression « donné es plaids de réformation ».

(5) Ord. rendue par Jehan Vezille, maître et enquêteur des E. et F. de Touraine (A. d'I. et L., H. 720).

Les grands maîtres, qui étaient en général des gens de condition, n'étaient pas très versés dans les coutumes provinciales et dans le droit en général. Et, de plus, ils résidaient souvent à la cour, si bien que plusieurs ordonnances les obligèrent à rester dans leurs circonscriptions. Pendant longtemps ils furent ainsi forcés de rendre la justice eux-mêmes, et il leur était interdit d'avoir des lieutenants. Mais cette prohibition devint bientôt moins absolue et dans le cours du xv^e siècle, on vit le nombre des lieutenants s'accroître peu à peu. Ils étaient nommés par le maître de la province, qui, suivant l'ordonnance de juillet 1376, en était responsable. Le roi les reconnaissait, mais exigeait d'eux certaines capacités ; ils devaient être licenciés ès lois et connaître parfaitement les coutumes (1).

En 1384, nous voyons le lieutenant du maître enquêteur de Touraine rendre un jugement à Chinon dans un procès contre les religieux du Pommier Aigre (2). Ce Guillaume du Plessis était sans doute lieutenant général du maître et ne résidait pas à Chinon.

Mais la distribution de la justice demandant des officiers plus nombreux, il y eut bientôt un lieutenant particulier du maître en résidence à Chinon. On en trouve la première trace en 1466, où il rend un jugement pour les habitants des paroisses (3). Le lieutenant jugeait au nom

(1) Ord. de Melun de 1376.

(2) A. d'I. et L., H. 720.

(3) A. de St Benoît. Titres des Communaux, t. I, f^o 4. — Ce jugement rendu par le lieutenant était signé : Paumart. — On trouve de fréquentes mentions du lieutenant dans la suite, en 1490 (A. N. Q¹ 389) — en 1525 (St Benoît f^o 3). — Les lettres et mandements de cette époque sont toujours adressés au maître ou à son lieutenant.

du maître ; mais quand celui-ci venait à l'audience, il prenait la présidence.

Il faut voir, dans cette juridiction sédentaire et continue (1), l'embryon de la maîtrise particulière de Chinon, qui ne prit ce titre qu'après l'ordonnance de 1554, qui érigea en office toutes les maîtrises particulières et en établit dans chaque bailliage ou sénéchaussée.

Le grand maître de Touraine, qui, d'ailleurs, depuis un demi-siècle, ne s'intitulait plus que « maître des Eaux et Forêts du baillage, ou du duché de Touraine », devint maître particulier. Cette fonction était alors remplie par Gabriel de Beauvau. En 1572 (2), il s'intitule maître particulier du duché et pays de Touraine, et dans les lettres patentes de 1569 (3), il est désigné comme maître particulier à Chinon, charge qui est d'ailleurs restée dans sa famille pendant tout le *xvii^e* siècle. Ces deux actes sont contradictoires, mais à notre avis, de Beauvau, qui était maître de Touraine en 1554, acheta alors l'office de maître particulier à Chinon, mais continua néanmoins à remplir la charge de maître particulier de la Touraine jusqu'en 1575.

Par l'édit d'Henri III, du mois de mai 1575, il fut créé six grands maîtres enquêteurs et généraux réformateurs des Eaux et Forêts du royaume, qui fut ainsi divisé en six départements, — et le cinquième était formé des pays, provinces, sénéchaussées et gouvernements de Bretagne, Anjou, Touraine et Maine (4).

(1) En 1525, Antoine Ribot s'intitule « lieutenant du maistre des E. et F. au ressort de Chinon ».

(2) A. de Rivarennes. Partage du 30 octobre 1572.

(3) A. N., KK. 311.

(4) « Le cinquième es pays, provinces, senéchaussées et gouvernemens de Bretagne, Anjou, Touraine et Mayne » (ST-YON, p. 12).

Le premier grand maître de ce département fut Pierre de Hacqueville, seigneur de Pomponne, pourvu par lettres patentes du 25 juin 1575 (1).

Un peu plus tard, en mai 1587, la Bretagne fut séparée du reste du département, et le ressort de l'Anjou, Touraine et Maine eut un grand maître enquêteur et général réformateur des Eaux et Forêts (2). Cette organisation a d'ailleurs subsisté jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Ces officiers eurent les mêmes attributions que les anciens grands maîtres ; et leur autorité ne fit que grandir, grâce à l'importance que prirent aux siècles suivants la conservation et l'aménagement des forêts.

(1) ST-YON, p. 12. — Pierre de Hacqueville ne figure pas dans la liste dressée par Carré de Busserolle (Dict. d'I. et L., art. Touraine).

(2) ST-YON, p. 16.

CHAPITRE V

DE LA MAITRISE PARTICULIERE DE CHINON

La création à Chinon d'un tribunal forestier date de la présence permanente en cette ville d'un lieutenant particulier du grand maître de Touraine, auprès duquel se trouvaient, dès cette époque, un procureur et un greffier.

Mais c'est seulement au xvr^e siècle, et même après l'ordonnance de 1554, que le siège des Eaux et Forêts de Chinon fut érigé en maîtrise particulière, dont l'organisation fut de suite complète et resta la même jusqu'à la fin de l'ancien régime, sauf toutefois quelques modifications par suite de la création d'offices alternatifs, triennaux et quadriennaux, ou de la suppression d'autres charges en 1669.

A la fin du xvr^e siècle, la maîtrise de Chinon comprenait : un maître particulier, un lieutenant, un procureur du roi et un greffier, qui composaient le tribunal.

A côté d'eux, il y avait encore un garde marteau, dont la charge fut exercée par un officier spécial après l'ordonnance de 1583, deux verdiers, quatre sergents sieffayers, des sergents royaux et des huissiers.

Etendue de la maîtrise. — « La juridiction des Eaux et Forêts de Chinon est fort étendue », écrit Dom Housseau. « Elle comprend une partie du ressort de Saumur, en ce qui est en deçà de la rivière du Thoué, la ville de Saumur jusqu'au milieu du pont sur la Loire (1), ensuite en remon-

(1) Les officiers de Chinon tenaient leurs assises « à l'auberge de la Croix de Pardieu, sur lesdits ponts » (A. d'I. et L., E. 215, signification de 1752 dans un procès contre les officiers d'Angers).

tant le long de la rive du Nord (1), tout le pais et l'élection de Loudun et de Richelieu, jusques aux portes de Poitiers (2), presque jusqu'à Preuilly (3), et à cinq lieues aux environs de Tours » (4).

L'étendue de ce ressort ne nous est connue que par des actes postérieurs à notre période. En effet, avant l'établissement des maîtrises, la justice était rendue dans tout ce pays par le maître de Touraine ou son lieutenant ; et en 1554, vu le peu d'importance des bois, il ne fut créé qu'une maîtrise dans la partie ouest, à Chinon.

Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, la connaissance des officiers de Chinon fut fréquemment contestée, soit par ceux de Poitiers, soit par ceux d'Angers ; et ces conflits de juridiction furent toujours tranchés par la Table de Marbre en faveur de Chinon.

Officiers de la maîtrise.

Maître particulier. — L'ordonnance de février 1554 instituait une maîtrise particulière dans chacun des bailliages, sénéchaussées et autres jugeries du royaume. C'est évidemment de cette époque que date la maîtrise de Chinon qui, depuis mai 1544, était le siège d'un bailliage indépendant du bailliage de Touraine (5).

(1) Leur juridiction s'étendait aussi sur les bois de l'abbaye de Bourgueil (A. d'I. et L., E. 210, adjudication du 3 mars 1788).

(2) Il y eut en 1783 un procès avec les officiers de Poitiers, à propos des communaux de Vendœuvre ; les 2 maîtrises avaient rendu chacune un jugement ; l'exécution était impossible, il fallut recourir à la Table de marbre (E. 215, mémoire du 20 décembre 1783).

(3) De ce côté, on était borné par la maîtrise de Chatellerault.

(4) DOM HOUSSEAU, t. XIV, f^o 177.

(5) Le roi érigea le siège royal de Chinon en bailliage par lettres de mai 1544, dans le seul but de se procurer la finance de l'office de bailli, soit 6.000 livres. Le lieutenant général, Jean de la Barre, qui se trouvait ainsi lésé, racheta cet office.

Y eut-il à Chinon, comme en beaucoup d'autres sièges forestiers importants, un maître particulier avant 1554 ? (1) Nous ne le croyons pas, malgré le titre de maître particulier des Eaux et Forêts à Chinon, trouvé dans quelques actes (2). Et même après cette date, Gabriel de Beauvau qualifié ici de maître particulier à Chinon, est appelé là maître particulier de Touraine (3).

Les maîtres particuliers devaient, suivant les ordonnances, faire des visites de la forêt, une ou deux fois l'an, rendre la justice et surveiller l'exploitation. En fait, comme ils étaient souvent retenus aux armées du roi, à cause de leurs grades, leurs fonctions étaient remplies par le lieutenant (4).

(1) Dès l'an 1500, il y avait à Loches « un maistre des eaux et forêts en la chastellerie de Loches ». Cet office était occupé par le capitaine de la ville et du château (Cf. CTE BOULAY DE LA MEURTHE, *Histoire des guerres de religion à Loches et en Touraine*, t. I, p. 22, note 1, et p. 309. — Mém. soc. arch., t. XLV). — Dès 1523, il y avait aussi un maître des E. et F., dans la maîtrise d'Amboise, Montrichard, Chaumontois. En 1523-1535, Louis Thibault, dit Biesseau, exerça cette charge (*Cat. des Actes de François I^{er}*, t. VIII, p. 218).

(2) A. d'I-et-L., H. 720. Jugement de 1513 et requête de 1517.

(3) La charge de maître particulier fut exercée successivement par Gabriel de Beauvau, Louis de Beauvau (1608-1641), François de Beauvau (1641-1664).

(4) « Il n'a fait que cinq ou six visites, ayant été employé pendant plusieurs années dans les armées au service de sa majesté, ce qui a été cause qu'il n'a pas fait exactement les fonctions de sa charge » (*déposition du m^e part. à la réformation de 1666*, B. N. fs 8731, f^o 5). Une autre déposition curieuse est celle du m^e alternatif : « ayant été occupé pendant sa jeunesse à faire ses études et à suivre les exercices de l'académie de Paris, il n'a jamais exercé en fait les fonctions de sa charge. »

Dans toute notre période, le maître particulier de Chinon n'est pas intervenu, sauf cependant en 1569, où Gabriel de Beauvau, par lettres patentes du roi, fut commis avec le président du présidial de Tours, pour faire une vente extraordinaire dans la forêt.

Par édit de février 1586 (1), il fut créé en chaque bailliage et sénéchaussée un maître particulier alternatif; et c'est messire Jean d'Armagnac, premier *vallet* de chambre du roi (2), qui en fut pourvu par lettres patentes du 27 mai 1603, et qui fut reçu à la Table de Marbre le 4 juillet 1603 (3).

Lieutenant. — Le lieutenant est le véritable officier de la maîtrise.

Lorsqu'un maître particulier remplaça à Chinon le lieutenant particulier du maître de Touraine, il eut naturellement un lieutenant, qui remplit toutes les charges d'administration et de justice.

Pendant tout le *xvi^e* siècle, nous le voyons rendre des jugements, et surtout en matière d'usages. Sa compétence s'étendait à tous les procès et il avait le droit de prendre connaissance de tous les délits qui lui plaisaient et de les juger lui-même, si bien que le verdier ne remplissait plus

(1) SAINT-YON, p. 62.

(2) Les offices forestiers étaient toujours remplis par des gens de haute noblesse, car « tout ce qui touchait à la vénerie, à la conservation ou à l'exploitation des forêts était tenu pour honorable » (J. ROMAN, *Sceaux des forestiers au Moyen âge*, p. 4).

(3) SAINT-YON, p. 54, note 1. — Cette charge resta dans la famille d'Armagnac jusqu'en 1669. A la réformation de 1666, comparait Jean d'Armagnac, qui déclare avoir été pourvu en 1656 et l'avoir recueilli « par succession de ses prédécesseurs qui en ont joui pendant plus de soixante ans » (B. N. fr. 8731, f^o 6).

de fonctions judiciaires. Celui-ci s'en plaint d'ailleurs lors de la réformation de 1666 (1).

Le lieutenant est en outre chargé de surveiller les adjudications et les coupes de bois qui sont de la compétence du grand maître, et il doit aussi faire des visites dans la forêt.

Procureur du roi. — Aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, les procureurs chargés de défendre les droits du roi devant les juridictions royales et seigneuriales ne sont pas des fonctionnaires publics, pourvus exclusivement de cette fonction, mais des officiers ordinaires, baillis ou prévôts, ayant un mandat spécial pour une affaire déterminée (2).

C'est au ^{xiv}^e siècle seulement que les fonctions de procureur sont définitivement constituées, et on en trouve non seulement auprès des justices ordinaires, mais encore auprès des tribunaux d'exception, comme les Eaux et Forêts.

Les grands seigneurs ne tardèrent pas à imiter l'organisation royale, et eurent eux aussi, des procureurs. Ainsi, en 1384, alors que la forêt de Chinon était dans l'apanage du duc d'Anjou, on voit intervenir, dans une instance contre les religieux du Pommier Aigre, le « procureur de monseigneur le duc » qui défend les droits du propriétaire (3).

Pendant les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, il n'y eut point à Chinon de procureur y résidant ; cet organisme était attaché au

(1) B. N. fs 8731 f° 10.

(2) Cf. ESMEIN, *Histoire du droit français*, 5^e éd., p. 398.

(3) Le duc d'Anjou avait dans son apanage un fonctionnaire appelé le procureur d'Anjou, qui s'occupait de toutes les questions d'E. et F. (BEAUTEUPS-BEAUPRÉ, *op. cit.*, t. II, p. 448). Celui qui intervint en 1384 était plutôt un procureur spécial.

grand maître de Touraine, avec lequel il se déplaçait pour aller tenir les assises. Cependant, dans un acte de 1490, il est question d'un procureur du roi « *sur le fait des Eaux et Forêts à Chinon* » (1).

Un peu plus tard, en 1513, lors de la réformation de René Le Blanc, le « procureur du roi à Chinon » intervient dans le jugement (2).

Cet officier existait donc à Chinon, d'une façon permanente, bien avant l'ordonnance de mai 1523 (3), qui créa en chaque siège des Eaux et Forêts un procureur chargé de « *poursuivre nos droits (du roi) tant esdits sièges que autres juridictions des Eaux et Forêts ressortissants par appel auxdits sièges* ».

Ce sont en effet là les principales attributions du procureur dont « le concours et le ministère », dit Pecquet, « sont si nécessaires qu'on peut le regarder comme l'âme des maîtrises » (4).

Il doit toujours prendre la défense du roi et du domaine ; lorsqu'il considère que les usagers abusent de leurs droits, il les dénonce au maître ou à son lieutenant, qui, sur sa requête, rendent une ordonnance interdisant l'usage, comme cela se produisit en 1490 pour le seigneur de Cravant, et en 1517 pour les religieux du Pommier Aigre (5).

L'ordonnance de main levée d'interdiction ne peut être également rendue qu'après avis conforme du procureur.

(1) A. N., Q¹ 389.

(2) A. d'I.-et-L., H. 720.

(3) Edit. de mai 1523 (ISAMBERT, t. XII, p. 209).

(4) PECQUET, t. I, p. 235.

(5) A. d'I.-et-L., H. 720. — En 1517, le procureur du roi est un nommé Cochart ; et à la réformation de la coutume de Touraine, en 1559, on trouve un Jacques Cochart, procureur du roy à Chinon.

Lorsqu'un procès est pendant devant la maîtrise, le procureur intervient, peut requérir une enquête supplémentaire, assiste aux audiences et dépose des conclusions.

Plus tard, il s'occupe aussi des ventes.

Une de ses plus anciennes attributions consiste dans la vérification et l'approbation du rôle des amendes, dont il touche une partie comme rémunération. Une ordonnance de 1499 y fait allusion (1), et Beautemps-Beaupré le signale à propos du procureur des Eaux et Forêts du duc d'Anjou (2).

Jusqu'à la fin du xvi^e siècle, il y avait parfois des procureurs, remplissant les mêmes fonctions auprès de plusieurs juridictions, un bailliage et une maîtrise par exemple ; l'ordonnance de mai 1597 déclare ces fonctions incompatibles et donne aux officiers trois mois pour opter (3).

Greffier. — Pendant longtemps les greffiers furent inutiles, car les procédures du Moyen âge étaient purement orales, et il n'y avait pas grand intérêt à conserver trace des jugements. On dressait seulement une liste des amendes, et après le recouvrement ces listes étaient détruites. C'est ce qui explique le peu de documents forestiers anciens qui nous soient parvenus.

Si nous connaissons quelques enquêtes ou jugements des xiii^e et xiv^e siècles, c'est grâce à des actes royaux con-

(1) « Qu'amendes ne seraient taxées qu'appelés les avocats et procureurs du roi » (PECQUET, t. I, p. 235).

(2) « A l'issue de chaque assise et avant qu'on se séparât, les exploits et amendes de l'assise devaient être taxés ; et incontinent après, ladite taxation signée des juge, procureur, greffier et segraiier devait être remise audit segraiier pour en faire le recouvrement. » (BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, t. II, p. 449).

(3) Art. 10 de l'édit de mai 1597.

firmant la solution d'un procès, grâce à des copies délivrées aux abbayes ou aux seigneurs, qui les ont conservées dans leurs cartulaires ou leurs chartriers.

Ceux qui, à l'origine, étaient chargés de noter les jugements et les condamnations s'appelaient « *clercs de verderie ou de foresterie* » (1), et c'était souvent un sergent qui remplissait ces fonctions.

A Chinon, il a dû exister un clerc de verderie qui accompagnait le verdier dans les assises, mais nous n'en avons conservé aucune trace.

Plus tard, lorsque la justice fut rendue par le maître de Touraine ou son lieutenant, le greffier se déplaça avec eux. Il est certain que dès le milieu du xv^e siècle, à côté du lieutenant particulier résidant à Chinon, il y eut un greffier, mais nous n'en trouvons une mention expresse qu'en 1513, où il s'intitule « greffier des Eaux et Forêts au ressort de Chinon » (2). A partir de ce moment, nous le voyons apparaître dans presque tous les actes.

Il assiste aux audiences ou assises, signe les jugements avec le lieutenant, délivre les expéditions, donne acte du dépôt des pièces que les parties produisent dans leurs procès, etc. Il est, en outre, chargé de faire les recolements pour les ventes et d'en rédiger les procès-verbaux.

Garde-marteau. — Avant la création des maîtrises, il y

(1) ROMAN, *Sceaux des forestiers au Moyen âge*, p. 3.

(2) A. d'I. et L., H. 720: les productions des religieux du Pomier Aigre doivent être faites au greffier. A cette époque c'était Pierre Delif dont la famille occupa la charge pendant le xvi^e s. ; puis elle passa à la famille Dusoul, qui fournit un grand nombre des officiers forestiers de Chinon (lieutenant, procureur, greffier).

avait dans chaque forêt et souvent dans chaque section de forêt un officier chargé de la garde du marteau (1).

A Chinon, il n'y avait qu'un seul marteau pour les deux forêts ; et si, dans beaucoup d'actes, il est question de celui « qui a le marteau du roi », nous ne savons pas à quelle époque il y eut un officier spécial.

Aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, c'était généralement un sergent ou le « mesureur » qui était chargé de marquer les bois suivant l'ordonnance de 1376 ; puis un édit de février 1532 confia la garde du marteau au maître forestier et enfin une ordonnance du 21 janvier 1583 (2) créa dans chaque juridiction un garde-marteau qui fut seul compétent.

Leur fonction consistait à marquer, avec le marteau qui restait entre leurs mains, les arbres à vendre par adjudication, ou les arbres à délivrer aux usagers (3).

Sergents fieffayers, Verdiers, Sergents. — Nous avons étudié plus haut ces officiers.

Autres officiers.

Agents financiers. — Nous avons vu que les revenus des forêts de Chinon n'étaient pas, à l'origine, touchés par les prévôts de Chinon, mais directement par le bailli de Tou-

(1) PECQUET, t. I, p. 252. « Les fonctions du garde-marteau n'étaient originellement attachés à aucun office particulier, et nous voyons seulement que celui qui les remplissait en partie, c'est-à-dire pour marquer la contenance des ventes et les arbres en réserve, était nommé « mesureur ».

(2) Edit. de 1583, art. 21 (PECQUET), t. I, p. 253).

(3) Les gardes-marteau n'avaient point de part aux épices, et par suite, ne supportaient aucune part des contributions en argent que les maîtrises pouvaient avoir à supporter ; un arrêt du conseil du 16 juin 1673, rapporté par Pecquet (t. I, p. 253), dispensa le garde-marteau de Chinon de contribuer aux frais de réunion des offices de conseillers vérificateurs des défauts.

raine qui soldait également les dépenses des Eaux et Forêts. L'agent local était le *forestarius*. Au ^{xiii}^e siècle, cependant, il y avait à Chinon, un « *receptor vendarum* » pour le roi, mais nous ignorons ses attributions (1).

Lorsque les baillis ne s'occupèrent plus des finances, et que des officiers spéciaux furent institués pour recevoir les deniers du roi dans les bailliages, c'est à ces receveurs royaux, créés par une ordonnance de 1320, que les versements furent faits (2).

Au ^{xvi}^e siècle, un édit de 1518 défendit aux verdiers, gruyers, maîtres et autres de recevoir les deniers provenant de la vente des bois et forêts, qui devaient être versés directement aux receveurs ordinaires du domaine (3).

Mais bientôt on reconnut la nécessité de créer des agents spéciaux pour les finances des Eaux et Forêts. Dès 1572, il y avait à Tours un receveur spécial des bois du roi nommé Jehan Tramain, qui touchait directement le produit des ventes et payait les divers frais d'adjudication, recolement, martelage, etc. (4).

En 1574, puis en 1581, il fut créé des receveurs généraux des finances provenant des ventes de bois de haute futaye, et un de ces officiers fut installé à Tours pour la Bretagne, l'Anjou, la Touraine et le Maine (5).

A Chinon, comme dans chaque forêt, il était nécessaire d'avoir un agent chargé de percevoir les amendes et le

(1) « Johannes Jaguelin, tunc receptor vendarum domini regis Caynonis... » Enq. de St-Louis (Hist. de Fr. t. XXIV, p. 185 f.).

(2) Cf. ESMEIN, *op. cit.*, p. 358. — ORD., I, p. 705.

(3) PECQUET, t. II, p. 336.

(4) A. N., KK. 311.

(5) PECQUET, t. II, p. 306.

produit des confiscations ou forfaitures (1). Ce sergent devait tenir un registre. Il versait sur ce qu'il touchait la part revenant à chaque officier, et remettait le surplus au receveur des deniers royaux à Chinon, qui était chargé de payer les gages des officiers.

Procureur de l'archevêque. — Il n'y avait pas auprès de la juridiction des Eaux et Forêts de Chinon un procureur de l'archevêque permanent, mais lorsque, dans un procès, son intérêt de copropriétaire était engagé, il déléguait un procureur spécial à l'effet de présenter sa défense, généralement conjointement avec le procureur du roi. C'est d'ailleurs ce que nous voyons en 1513, lors de la réformation de Le Blanc, à propos des droits que le Pommier Aigre prétendait avoir dans la Haute Forêt de Chinon (2).

Sergents du seigneur de Cravant. — D'après ses aveux, le châtelain de Cravant avait dans la forêt, à cause de ses droits d'usages, deux sergents, qui pouvaient arrêter les délinquants :

« Item, j'ai droict de mectre et instituer deux sergents pour la garde et défense de la dicte forest de Chinon, aiens pouvoir de prandre et desgaiger tous forsaiteurs par eulx trouvés tant en icelle forest que dehors et les amener en justice par devant les officiers d'icelle forest. » (3)

(1) L'ord. de 1554, art. 17, institua en chaque recette ou vicomté un sergent collecteur des amendes.

(2) A. d'I.-et-L., H. 720. — Dans ce procès, c'est le procureur de l'archevêque qui défend seul la cause des propriétaires contre les religieux, le procureur du roi ne trouvant rien à dire.

(3) Aveu d'Adam de Houdon de 1572 (A. N., P. 352, cote 310).

CHAPITRE VI

JURIDICTIONS EXTRAORDINAIRES

Après les officiers ordinaires, nous devons examiner ceux qui furent soit pourvus d'une fonction temporaire, soit chargés d'une mission spéciale : les enquêteurs, les commissaires extraordinaires et les réformateurs.

I. — Enquêtes.

Lès enquêteurs sont des fonctionnaires royaux, forestiers ou non, chargés de rechercher et de réprimer les malversations et les délits commis par les officiers ordinaires des forêts : gardes, sergents, verdiens et autres.

Au ^{xiii}^e siècle, il n'y eut pas d'enquête spéciale sur les E. et F. mais dans les enquêtes générales, auxquelles saint Louis fit procéder dans les diverses provinces, on trouve une foule de plaintes contre les officiers forestiers.

Ainsi les *Querimoniae Turonum, Pictavum et Santonum* (1) ont conservé de longues et nombreuses dépositions contre les forestarii du Teillay, les prévôts de Chinon et les baillis de Touraine.

Ces enquêtes eurent lieu en 1247, par les soins de commissaires ecclésiastiques, dont les noms n'ont pas été conservés (2). Devant eux, défilèrent tous les riverains de la forêt, les habitants d'Azay, Villaines, Cheillé, Rivarennnes, Rigny, Huismes, St-Mexme-les-Chinon, St-Benoît ; et ils recueillirent des dépositions contre Joscius de Bonnes,

(1) Hist. de Fr., t. XXIV, p. 94-252.

(2) Dans un compte de 1248, on trouve seulement un paiement fait à Tours, « *pro expensis fratrum inquisitorum*, xxx l. xiiii s. »

bailli de Touraine, Philippe Coraut, châtelain de Tours, Martinus de Bilengis, charpentier du roi, Aubertus de Argentolio, Petrus Paumardus, Johannes Veillart, forestiers du roi et contre de nombreux sergents.

La plupart des réclamants se plaignaient des exactions des officiers, qui leur avaient confisqué leurs bestiaux, extorqué des amendes ou infligé des châtimens exagérés. D'autres habitants avaient fait des fournitures et n'avaient pas été payés. D'autres avaient été victimes d'abus de pouvoir, et la proie de la rapacité des forestiers (1).

Nous avons cité plus haut quelques exemples de ces dépositions, que chacun s'engageait à prouver, « *et hoc se offert probaturum* ».

Plus tard, à la fin du xv^e siècle, le seigneur de Cravant se plaignit que les gens du roi avaient exigé de ses fermiers, avant de leur délivrer leurs usages, « *certaine grante somme d'argent et aultres choses comme blé, poisson, lamproyes* ». Le roi, par ses lettres du 4 août 1490 (2), enjoignit au maître des Eaux et Forêts du duché de Touraine ou son lieutenant à Chinon de « *informer ou faire informer sur lesdites pilleries* » ; et « *de ceux que, par ladite information, vous en trouverez chargés et coupables, faites telles et si graves punitions que ce soit exemple à tous autres* ». Nous n'avons aucun renseignement sur l'exécution de cette ordonnance.

Au xvr^e siècle, en 1535, le roi fut encore informé « *de plusieurs grants abus, malversations et pillages et autres forfaitz qui ont pu estre ou sont encore ce jour poursuivis en la forest de Chinon* », et il chargea alors Coynard, maître et général réformateur des Eaux et Forêts, d'informer

(1) Cf. pages 94 et 95.

(2) A. N., Q¹ 389.

d'iceux abus et malversations. Il devait faire comparaître devant lui les gardes, sergents, verdiers, les interroger, citer des témoins, les confronter et enfin juger ; mais aucun procès-verbal ne nous est parvenu (1).

Les enquêtes suivantes n'eurent lieu qu'au ^{xvii}^e siècle, en même temps que les réformations (2).

II. — Commissions extraordinaires.

Elles étaient instituées pour vérifier ou juger une question spéciale, soit de fait, soit de droit.

La première que l'on trouve est celle qui enquête sur les droits du Pommier-Aigre dans ses bois et sur les usages de l'abbaye dans la forêt de Chinon « *super jure nemoris fratrum de Pomerio Acri Grandimontensis ordinis et super usuagio quod habent in foresta Chynonis* » (3).

Le roi avait spécialement commis, pour cette enquête « *de mandato domini regis* », Terricus de Gallart, sénéchal de Touraine (4), Guy Sagette, châtelain de Chinon (5) et

(1) Lettres de commission données à Amiens le 9 juin 1535, et enregistrées à la Table de Marbre le 25 juin 1535 (A. N., Z^{1e} 323, f^o 120).

(2) Lors de la réformation de 1666, Voisin de la Noiraye eut à enregistrées à la Table de Marbre le 25 juin 1535 (A. N. Z^{1e} 323, passim.)

(3) A. d'I.-et-L., H. 720.

(4) Terricus de Gallart, ou Galardon, Gualardon, ou Thierry de Gualardon eut de 1219 à 1227, le titre de sénéchal de Touraine et Poitou. En 1225, il fait une enquête sur les droits du roi à Azay-le-Rideau. — Cf. Layettes du Trésor des chartes, t. I, p. 498. — Table des diplômes, t. V, p. 137. — Hist. de Fr., t. XXIV, p. 159.

(5) Guido Seete ou Sagette était *Castellanus Cainonis* en août 1216 (Cart. de Fontevault, t. V, p. 349, mss lat. 5480).

Jehan Ferré, forestier du roi. Nous reviendrons plus loin sur cette enquête (1).

Une autre commission fut nommée au xvi^e siècle. En 1531, le roi avait ordonné à Loys le Roy, maître des Eaux et Forêts de Touraine, de faire certaines coupes dans ses forêts de Chinon, les Hayes, Reugny et autres ; « *ausquelles ventes et coupes desdits boys en ladite forest de Chinon se sont opposés tant l'archevesque de Tours que autres* ». Ces autres opposants étaient Marguerite d'Ambuges, veuve de Charles de Boysjourdain, seigneur du Plessis-Alais, et Loys le Goux, seigneur des Chéniers, deux des sergents fieffayers (2). Nous ignorons, d'ailleurs, les raisons qui avaient été alléguées.

L'archevêque et les deux fieffayers s'étaient pourvus contre les ventes devant le maître de Touraine, qui, se déclarant incompetent, les avait renvoyés au conseil du roi. Le roi, qui tenait à presser le jugement de cette affaire, préféra ne pas attendre les résultats d'une enquête, et envoya sur place une commission munie de pleins pouvoirs, composée de Pierre Hotman, lieutenant général de la Table de Marbre, André Sanguin, lieutenant particulier du grand maître, Estienne Fornebues, Henry Barbeau, Augustin de Thou, avocats au Parlement. Il leur était recommandé dans leurs lettres de commission, d'agir au plus vite, « *incontinent et sans delay* ».

Par lettres du 3 janvier 1531 (n. s. 1532), le roi informa le maître des Eaux et Forêts de Touraine, et régla le paiement des frais de la commission extraordinaire, qui devaient

(1) V. page 209.

(2) V. pages 103 et 104.

être prélevés sur les deniers des ventes contre lesquelles il n'y avait pas d'opposition (1).

Par ordonnance du 22 janvier 1531 (n. s. 1532), le maître fit, par l'huissier de Chinon, signifier aux opposants la commission. Mais nous ignorons la suite donnée à cette affaire.

III. — Réformations:

La réformation a plus particulièrement pour objet la forêt en elle-même, sa superficie, l'état des bois, les droits des usagers, etc. Le réformateur est, soit le grand maître local spécialement député à cet effet, soit le souverain maître ou son lieutenant, soit un conseiller de la Table de Marbre.

La première réformation qui eut lieu dans la forêt de Chinon date de 1371, et fut faite par l'administration seigneuriale. Nous en avons parlé plus haut (2).

La première réformation royale fut faite au commencement du xv^e siècle, par Guy Chrestien, maître des comptes du Roy, et Guillaume de Nonroy, maître des Eaux et Forêts audit pais de Touraine. Par lettres patentes, portant l'attache de Guillaume de Tancarville, grand maître des Eaux et Forêts, il leur fut ordonné de « *faire generale visitation desdites Eaux et Forests aud. pais, veoir et visiter les tiltres des coustumiers et usaigiers des Eaux et Forêt* » (3). Ils ne durent pas examiner les limites de la forêt et l'état des bois, car on se préoccupait encore bien

(1) A. N., Z¹^o 321, f^o 157.

(2) Cart. de l'arch. ch. CCLXXVIII. V. p. 57.

(3) A. d'I.-et-L. H. 720, Mandement de Guillaume de Tancarville du 28 mars 1410. — Guillaume de Nonroy est noté par Busserolle comme étant grand maître de Touraine en août 1413 (CARRÉ DE BUSSEROLLE, *Armorial de Touraine*, t. II, p. 708).

peu de l'aménagement. Il ne nous est resté aucun renseignement sur cette réformation.

Puis, pendant un siècle, on ne trouve plus trace de réformation. C'est seulement en 1513 que René Le Blanc, conseiller du roi, est désigné comme « commissaire à faire la réformation des forests de Chinon » (1). Il semble que son rôle se soit borné à l'examen des titres des usagers ; car, au dire des réformateurs de 1666, les procès-verbaux ne renfermaient aucune indication sur les bornes, contenance et figure de la forêt (2). René Le Blanc rendait ses jugements dans l'auditoire royal de Chinon, en présence des autres officiers du siège, et était assisté du greffier ordinaire. Nous possédons quelques-uns des jugements qu'il a rendus.

A partir de cette époque, les réformations se succèdent nombreuses. Indépendamment de l'enquête de 1535 sur les malversations des officiers et de la commission de 1531 pour les oppositions aux ventes, le roi nomma, par lettres du 11 janvier 1536, une commission, composée de Augustin de Thou et de plusieurs conseillers au Parlement, pour juger souverainement les procès de plusieurs forêts, et en particulier celle de Chinon. Mais aucun acte constatant le fonctionnement de cette commission ne nous est parvenu (3).

Sept ans plus tard, le roi, ayant été « *advisé des grandes*

(1) A. d'I.-et-L., H. 720, Jugement rendu par René Le Blanc, 21 janvier 1513.

(2) B. N. fr. 8731, f° 15.

(3) Ces commissaires devaient juger les procès relatifs aux forêts de Gault, de Traconne, au baillage de Sézanne, de Retz au duché de Valois, de Nyon-s.-Seine et de Pont-s.-Seine et de Chinon. (A. N. Z¹e 869, f° 8 v°). De Thou fut également chargé de la réformation de la forêt d'Orléans le 4 avril 1537 ; les opérations durèrent quatre ans. (DE MEAULDE, *op. cit.* p. 392).

entreprises, degatz et depopulations qui se sont cy-devant faictes et font en nos boys, foretz, buissons et landes de Chinon, et buisson de Reugny au pays de Touraine », délégua le maître des Eaux et Forêts de Touraine, Loys de Chavigny (1), pour clore lesdites forêts et pour faire à tous les riverains « *expresse inhibition et défense à son de trompe et cry publicq* » d'aller dans la forêt « *ny user de leurs pretendus droicts* », jusqu'à ce qu'ils aient montré leurs titres et privilèges. Ce mandement fut lu et publié en l'auditoire royal de Chinon le 14 avril 1543, en présence des gens du roi, « *à la requête desquels avons clos les bois, forests, buissons et landes de cette ville de Chinon* ». Ce bornage fût-il suivi d'une réformation ? Nous n'en savons rien. Mais, au mois de décembre 1545, des lettres patentes chargèrent Pierre Papillon, grand maître enquêteur et général réformateur des Eaux et Forêts, de faire la réformation des forêts de Loches, Reugny, Chastillon et Chinon, au pays et duché de Touraine (2).

Il devait connaître les abus des usagers et les empiétements des riverains, voir les titres et juger. Par les archives du Pommier-Aigre, nous apprenons qu'il avait fait signifier à tous les riverains de la forêt, « habitants des paroisses de Cheillay, Rivarennès, St-Benoît, Reigné, St-Mexme et

(1) Lettres du 1^{er} avril 1543 (Z^{1e} 328, f^o 270 v^o). Dans le catalogue des Actes de François I^{er}, il faut noter une erreur ; on a lu « buisson de Rigny », et on a mis en note : Rigny, C^o du canton d'Azay (*Cat.* t. IV, p. 417) ; on doit lire la forêt de Reugny, qui appartenait au roi. A Rigny, en effet, les landes et bois appartenaient au sieur d'Ussé.

(2) Lettres du 16 décembre 1546 (Z^{1e} 330, f^o 49). — Même remarque pour Reugny qu'à la note précédente.

autres paroisses, ou autres demeurant et ayant terres, manoirs, bois, garennes, prés, vignes aux environs des Haute et Basse Forêts, circonstances et dépendances à une demi-lieue aux environs », de lui apporter leurs titres. Tous ne répondirent pas à la première injonction, et il convoqua les retardataires une deuxième fois, pour le 25 janvier 1546, à l'hôtel du Cheval Blanc d'Azay (1).

Telle fut la dernière réformation de la forêt de Chinon avant celle de 1666, qui fut le digne prélude de l'admirable ordonnance de 1669.

(1) A. d'I.-et-L., G. 1065, f° 11.

TROISIÈME PARTIE

EXPLOITATION

La forêt était, pour ses propriétaires, une source de revenus et de plaisirs. Ils y trouvaient le bois nécessaire à leurs constructions. Les ventes ordinaires et extraordinaires alimentaient le Trésor royal et la cassette de l'archevêque. Enfin, la chasse était leur passe-temps favori.

CHAPITRE I

COUPES DES PROPRIETAIRES

Aux termes de la convention de 1190, le comte et l'archevêque pouvaient faire couper, dans la forêt, tous les bois qui leur étaient nécessaires, tant pour construire qu'autrement, et ce, dans n'importe quelle partie de la forêt (1).

Ils usèrent assez souvent de leurs droits, comme nous l'avons vu plus haut, mais, en ce qui concerne le mode d'exploitation aux diverses époques, peu de renseignements nous sont parvenus, sauf pour le treizième siècle.

Coupe de 1237. — Les enquêtes de saint Louis, en effet, nous ont conservé des détails très intéressants qui nous permettent de reconstituer l'économie d'une coupe au XIII^e siècle (2).

A cette époque, le roi faisait réparer ses châteaux de Saumur et de Tours. Il avait, à Chinon, un *magister carpentarius*, du nom de Martinus de Bilengis, qui était chargé de diriger les opérations d'exploitation et de transport.

Ce Martinus de Bilengis avait sous ses ordres des charpentiers, des ouvriers et des manœuvres, dont la plupart étaient des habitants de Rivarennnes, Cheillé et Azay.

(1) V. page 63.

(2) C'est l'enquête « contra Martinum de Bilengis », qui nous fournit ces renseignements (Hist. de Fr. t. XXIV, p. 177, n° 920 à 933). Toutes les citations que nous faisons à propos de cette coupe sont extraites de ce passage.

Les bois abattus dans la forêt étaient débités sur place. Martinus Bureau, de la paroisse de Saint-Pierre de Rivarennes, était occupé dans la forêt « *ad faciendum ligna domorum regis domini Salmurii* », et, pour ce travail, touchait 15 deniers par jour (1). Un autre paroissien de Rivarennes, Foquetus Bodier, travaillait aussi « *ad faciendum ligna ad conducendum apud Salmurium* », mais ne touchait que 10 deniers. Les bois étaient donc préparés pour l'usage qu'on en attendait avant d'être conduits à destination.

D'après les réclamations formulées contre le maître charpentier Martinus, on peut induire qu'il devait nourrir ses ouvriers. Un nommé Gaufridus Gojard, paroissien de St-Symphorien d'Azay, réclame 11 sols et 6 deniers pour une mesure de vin qu'il a fournie à Martinus de Bilengis. Un autre, Martinus L'Aumon, de la paroisse de St-Pierre de Rivarennes, réclame 57 sols pour avoir, sur l'ordre de Martinus, « *de mandato Martini* », apporté aux ouvriers du pain, du vin et « *alios necessarios* ». Un autre, Martinus Bureau, réclame 30 sols pour du pain et du vin apporté aux charpentiers et ouvriers.

Les ouvriers de cette époque touchaient des salaires peu élevés, mais étaient nourris. De plus, ils étaient considérés comme au service du roi (2).

Une fois façonnés, les bois devaient être transportés, soit à Tours, soit à Saumur, et on les chargeait sur des charrettes, ou on les emmenait dans des bateaux. Nous avons vu qu'il existait, au ^{xiii}e siècle, à travers la forêt, quelques chemins, auxquels venaient aboutir les routes de vidange

(1) « qui lucratus erat cotidie XV denarios usque ad XIX dies ».

(2) « Martinus de Bilengis posuit dictum Foquetum in servicio domini.. »

conduisant aux ports de l'Indre. Le port de Quinçay, situé près de Rivarennnes, était encore utilisé au XVIII^e siècle (1).

Pour le transport des bois, soit par terre, soit par eau, on avait recours aux habitants du pays. Les paroissiens de Cheillé et de Rivarennnes, qui élevaient des bœufs dans la forêt, trouvaient dans ces coupes un moyen d'utiliser leurs animaux ; ils se louaient avec leurs bœufs et leurs charrettes. Michael Gurberge, qui allait à Saumur avec 4 bœufs, touchait 4 sols par jour, et Petrus Rofejeau, de St-Pierre de Rivarennnes, avec ses 2 bœufs, 3 sols (2). Une seule fois, un cheval est utilisé pour le transport des bois, et Stephanus Travalart, avec sa charette et son cheval, ne touchait que 12 deniers par jour. Il est vrai qu'il conduisait seulement ses chargements jusqu'à l'Indre (3).

Il y avait, sur cette rivière, de nombreux bateliers qui habitaient Rivarennnes et mettaient leurs services à la disposition du magister carpentarius. Morellus Teste réclame 40 sols pour avoir conduit un « ramiculam » jusqu'à Sau-

(1) C'est à Quinçay, que les adjudicataires des coupes de la forêt entassaient les bois à emmener par bateau. En 1707 « la Loire avait débordé en la rupture des levées, avait fait remonter les rivières du Cher et de l'Indre, de manière qu'il s'était trouvé douze pieds d'eau au port de Quinçay, dont le torrent avait emmené quantité de bois. » (A. N., E. 805 n° 199). A propos de cette crue de 1707, V. DE CLÉREMBAULT, *Tours et les Inondations*, (B. de la S. A. de T., t. XVIII, p. 143).

(2) «... cepit dictum Michael cum sua quadriga et cum quatuor bobus ad conducendum ligna de nemore domini regis Cainonis apud Salmurium, qui lucratus erat cotidie quatuor solidos, usque ad XIII dies... »

(3) Au XVIII^e siècle, on voit les habitants de Rivarennnes se plaindre des dégâts que les marchands causent aux communaux de la paroisse, en les traversant avec leurs charrettes (A. de Rivarennnes, t. II f° 13. Assemblée des habitants du 15 août 1751).

mur. Et ce même Morellus réclame encore contre Philippe Coraud, *Castellanus Turonensis*, 9 livres et demie pour sept petits bateaux de bois, « *septem naviculatis lignorum* », conduits sur son ordre au château de Tours (1).

Martinus de Bilengis, *magister carpentarius*, devait toucher des gages, mais nous n'en connaissons pas le montant. Le compte de 1285 nous parle d'un autre *carpentarius domini Regis* à Chinon, nommé Richard, qui toucha 44 livres pour les travaux qu'il avait exécutés dans les châteaux (2). Le *carpentarius* touchait également les droits de robe.

(1) Hist. de Fr., t. XXIV, p. 122, n° 211.

(2) « Pro denariis tradidis magistro Richardo, carpentario, ad opera castrorum, XLIIII l. ». (Hist. de Fr., t. XXII, p. 662, Compte de Dyonisius de Paredo).

CHAPITRE II

VENTES DES BOIS

Il nous est parvenu peu de documents sur les ventes de la forêt de Chinon, et nous ne sommes renseignés que sur celles des ^{xiii}e et ^{xvi}e siècles.

Au ^{xiii}e siècle, c'est le bailli de Touraine qui est chargé de la vente : les adjudicataires ne sont pas des gens du pays, mais des marchands du nord de la province ; souvent, ils sont associés, *socii*, et l'un d'entre eux se porte adjudicataire de la coupe.

Les ventes se faisaient aux enchères, et on attendait toujours quelque temps après la première adjudication, pour voir si un surenchérisseur ne se présenterait pas. En 1243, Joscius de Bonnes, bailli de Touraine et d'Anjou, vendit à Nicholaus Amardi, paroissien de Monnaie, 61 arpents dans le Teillay, pour un prix de 1.100 livres. Et ils convinrent que, si la coupe était adjugée à un prix plus élevé, Nicholaus toucherait le quart de l'augmentation. Or, la coupe fut vendue 1.180 livres, soit 80 livres d'augmentation, dont Nicholaus réclama le quart ; mais le bailli ne voulut rien entendre. Et Nicholaus se plaint aux enquêteurs d'avoir

perdu 10 livres tournois en s'occupant de cette vente, pour laquelle il dut même fournir des cautions au bailli (1).

En 1244, Mathaeus de Chenuçon était associé avec onze de ses compagnons pour l'exploitation de la coupe du Teillay. Or, Mathaeus avait à verser au roi 16 livres tournois entre les mains de Philippus Coraut, châtelain de Tours; celui-ci, pour se payer de cette dette, fit saisir à Bléré une somme de 21 livres tournois, qui étaient dues à Mathaeus, qui, à son tour, réclama le surplus, soit 5 livres. Mais Coraut prétendit que Mathaeus avait commis des dégâts dans la vidange de sa coupe, et déclara qu'il conservait les 100 sols comme indemnité (2).

En 1247, c'est Mathaeus de Chenuçon et Stephanus Petist qui sont associés pour la vente de la forêt « *socii ad vendicionem forestæ de Teilloi faciendam* » (3).

Les comptes royaux, d'autre part, nous ont conservé le montant de quelques ventes :

(1) Hist. de Fr., t. XXIV, p. 100, n° 37. Joscius de Bonnes était encore bailli de Touraine et d'Anjou en 1248. — C'était une coutume générale d'attendre un nouvel enchérisseur ; et aux secondes enchères, appelées *renchières*, la coupe était adjugée au plus offrant. Il s'écoulait parfois un long délai entre les deux adjudications, par exemple, de la St-Michel d'une année à la Pentecôte de l'année suivante. Cf. GUILLEMOT, *op. cit.*, p. 260 ; PRÉVOST, *op. cit.*, p. 253 ; DE MEAULDE, *op. cit.*, p. 417.

(2) Hist. de Fr., t. XXIV, p. 122, n° 242 ; Chenuçon est du canton de Chateaurenault. «dicens quod centum solidi qui supersunt super sexdecim dictas libras vult retinere, et retinet, eo quod ipse Philipus dampna quædam sustinerat in dilatione solutionis dictorum lignorum... »

(3) Hist. de Fr., t. XXIV, p. 177, n° 952.

En 1234 : 120 livres.

En 1238 : 80 livres, 66 sols, 8 deniers.

En 1285 : 187 livres pour le second terme (1).

Telles sont les indications que nous possédons sur les ventes du ^{xiii}^e siècle dans la forêt de Chinon.

Aux siècles suivants, les ventes se font toujours aux enchères, par les soins des grands maîtres de Touraine, qui délèguent rarement leurs pouvoirs au verdier ou à son lieutenant.

Jusqu'à l'établissement des receveurs royaux, le prix des coupes est versé entre les mains des baillis, auxquels les maîtres doivent envoyer les comptes de ventes dans le délai d'un mois (2).

Lorsque la forêt est comprise dans l'apanage d'un prince, ce sont les officiers de ce prince qui règlent les coupes, touchent les deniers, etc.

Dans le compte général des Eaux et Forêts de France pour l'année 1373, aux recettes et dépenses du « *baillage et pais de Touraine* », il est écrit : « *néant pour ce que tout le dit pais, les bois, forez et revenues sont baillés à mons. le duc d'Anjou en assiette de terre sicôme il est contenu es comptes precedens* » (3).

Les ventes ne pouvaient être faites que sur l'ordre du roi, qui en fixait l'importance. L'archevêque n'avait aucune qualité pour décider une coupe, mais il en sollicitait parfois le bénéfice, comme en 1569.

(1) Id., t. XXII, p. 375, § 77 (année 1234), — t. XXI, p. 255, § 22 (année 1238), — t. XXII, p. 666 (année 1285).

(2) Ord. de 1318, art. 33. SAINT-YON, p. 300.

(3) A. N., P. 2877, f^o 61 v^o et 91 v^o.

Le pape avait permis aux bénéficiaires et au clergé du royaume de vendre et aliéner une partie de leurs biens, jusqu'à concurrence de 50.000 écus, pour subvenir aux affaires de la guerre (1), et l'archevêque de Tours avait été compris pour 900 écus dans cette contribution.

Il exposa en vente « *du plus beau et meilleur revenu de son archeveché, à quoy toutesfois, à cause de la calamité des tems, il ne s'est présenté personne qui y eut mis enchère.* »

Aussi, pour satisfaire à la taxe, il sollicita du Roy l'autorisation de faire une vente extraordinaire dans la forêt, et le roi consentit (2) à ce qu'il soit vendu pour 3.000 livres de bois au profit de l'archevêque; et le roi profita de l'occasion pour en faire vendre aussi pour 3.000 livres pour lui, car, dit-il dans ses lettres patentes, « *laquelle vente ne pourrait être faite plus à propos, ni les deniers en provenant versés en plus grand besoin qu'à celles des affaires qui sont à l'occasion de la guerre que nous avons à présent sur les bras.* »

(1) A. N., G 8^a 1262.

(2) Lettres patentes du roi données à Orléans le 11 juillet 1569, nommant les commissaires députés pour faire la vente extraordinaire. Tous les détails qui suivent nous sont connus par le compte, que dressa le receveur de Touraine, Jehan Tramain, et dont l'original est aux A. N., KK. 311. Ce compte, qui porte trace de la vérification de la Chambre des Comptes, forme un cahier de parchemin de 22 feuillets. Sur la première page est écrite :

Vente extraordinaire
de boys faicte en la forest
de Chinon en l'année mil V C
soixte neuf. dont les paiements sont
eschus en l'année mil cinq cents
soixte dix.

Le roi commit, pour faire cette vente, le président du Présidial de Tours, Gilles Duverger (1), et le maître particulier des Eaux et Forêts à Chinon, Gabriel de Beauvau.

Avant la vente, les officiers devaient se transporter en la forêt de Chinon pour « *voir et visiter les lieux et endroits de la dite forêt où plus de commodités et moindre dégât d'icelle vente se pourra faire* » (2).

Ils étaient accompagnés dans leur tournée par les officiers de la maîtrise et les sergents des gardes.

Lorsque les coupes furent décidées, la vente fut annoncée à Azay par le trompette de cette ville, qui toucha 40 sols, et à Chinon par le sieur Chidaine, trompette de la ville, qui reçut 50 sols « *pour avoir publié les ventes par plusieurs jours* ». Plusieurs habitants du pays furent aussi employés aux opérations d'arpentage, balivage, etc. ; les uns quatre jours, les autres huit jours. On les payait environ 8 sols par jour.

Les cantons désignés, la Fosse du Cheval Perdu, la Fosse au Chapt, la Fosse de la Tranche, le Chêne fourchu étaient situés près d'Azay ; aussi, les officiers descendirent-ils à l'auberge du Cheval Blanc (3) ; pour ne pas perdre de temps, ils déjeunaient souvent dans la forêt, où maître Michel Delacroix l'aîné, l'aubergiste, leur apportait le pain, le vin et la viande. Pour ces diverses fournitures et l'entre-

(1) Le présidial, créé par édit d'Henri II, fut installé à Tours le 7 juin 1552. Les premiers présidents furent : Jehan Bourgeau, 1562 — Emery Binet, 1569 — Gilles Duverger 1569-72.

(2) Cf. Ord. de 1376, art. 15 et 16. — Ord. 1383, art. 14 et 15. Ord. 1402, art. 14 et 15. — Ord. 1515, art. 31 et 32.

(3) Le Cheval-Blanc était, au xvi^e siècle, la première hôtellerie d'Azay. Nous avons déjà vu, en 1513, Pierre Papillon y procéder à la vérification des titres des usagers,

tien de 4 chevaux pendant 10 jours, il toucha 47 livres 10 sols.

La vente eut lieu à la fin de l'année 1569 (1) ; elle porta sur environ 175 arpents, et produisit 6.892 livres 10 deniers, que les acquéreurs payèrent par moitié, un mois après et à la Saint-Jean-Baptiste 1570. L'argent était versé entre les mains du sieur Tramain, receveur des bois à Tours, qui effectuait les divers paiements (2).

3.000 livres furent remises au commis à la réception des deniers provenant de la vente des biens et revenus d'églises, et 3.000 livres à M^e Guillaume Misnages, receveur général des Finances du Roi à Tours, qui devait les envoyer à l'Epargne.

Maître Tramain rédigea un compte très détaillé de cette vente, s'alloua des honoraires considérables, frais de présence aux ventes et balivages, transport en voiture des deniers, fournitures de parchemins, etc. (3). Il dut aller à

(1) Cette vente présenta un petit incident. Duverger avait mis en vente 300 pieds d'arbres, qui furent adjugés au sieur Daviau pour 675 livres. Mais le maître des Eaux et Forêts ne voulut pas en permettre la délivrance, le procureur du roi s'y opposant, et disant qu'il est défendu de vendre « aucun arbre par le pied, mais par arpentage, mesurage et monstree ». La vente dût être annulée, et l'argent ne fut pas encaissé. La théorie du procureur du roi était d'accord avec les édits royaux, notamment l'art. 10 de l'Ord. de 1544, ainsi conçu : « Les ventes de bois seront faites par arpens, à tire et aire, et non par pieds d'arbres » (S. YON, p. 304).

(2) Tramain avait droit à 4 deniers par livre sur le montant de la vente, et toucha, de ce fait, 103 livres 12 sols 6 deniers.

(3) La fourniture du parchemin et l'écriture du compte coûta 7 livres 4 sols. Tramain avait compté aussi « son voyage exprès et à cheval à Paris, pour affirmer et assister à la clôture de son compte », pour 70 livres, que la Chambre des Comptes raya,

Paris affirmer son compte devant la chambre des Comptes, qui réduisit de beaucoup ses honoraires. Après la clôture définitive, qui eut lieu le 31 mars 1576, il restait à revenir sur la vente une somme de 358 livres.

Les opérations qui se passèrent pour cette vente extraordinaire avaient également lieu pour les ventes ordinaires dont l'étendue nous est connue par le règlement général des ventes de bois du Roi de 1573 (1) :

Chinon

Es forest tant haute que basse 50 arpens.

Le produit des ventes du Teillay était encaissé par le receveur des bois du roi, qui en remettait la moitié au trésorier de l'archevêque, et nous avons vu plus haut les revendications de l'archevêque à ce sujet.

(2) La vente des forêts d'Orléans, Blois, Amboise, Loches et Chinon devait produire 60.000 livres ; le règlement s'appliqua le 1^{er} janvier 1574 (DE CHAUFFOUR, *Instruction...*, p. 168).

CHAPITRE III

CHASSE

Au temps où les ducs d'Anjou, rois d'Angleterre, résidaient à Chinon, puis lors des séjours que firent les rois de France aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles dans le château, il y eut sans doute de grandes chasses dans le Teillay : mais ni les documents, ni les chroniques n'en ont perpétué le souvenir.

Charles VII, Louis XI et Charles VIII, qui demeurèrent une grande partie de leur règne, soit à Chinon, soit aux environs, prirent souvent, dans la forêt, les « déduitz » de la chasse. Ils y firent même construire des pavillons (1), et les comptes de l'hôtel nous renseignent sur leurs dépenses.

Le roi Charles VII, qui chassait volontiers dans la

(1) Quelques auteurs ont voulu voir, dans les châteaux des Chéniers et de la Cour-au-Berruyer, des rendez-vous de chasse. D. Housseau, dans ses notes sur Chinon, dit : « On remarque encore aux environs plusieurs maisons de chasse ; en outre, ils (les rois) établirent plusieurs chenils pour leurs chiens. Il reste encore deux de ces maisons dans la paroisse de Cheillé ; l'une s'appelle le Haut-Chénier, et l'autre, le Bas-Chénier. » (t. XIV, f^o 177). — Salmon a noté ceci au mot Cheillé : « commune renfermant deux châteaux, qu'on croit avoir été bâtis par Charles VII ; le premier, situé près du bourg, servait, dit-on, de rendez-vous de chasse de ce prince, qui y descendait avec sa cour : il en a retenu le nom de la « Cour-au-Berruyer » ; le second, moins considérable, appelé Bas-Chénier, du mot chenil, paraît avoir été une maison de chasse pour les gardes et les meutes du roi. » (B. de Tours, mss 1343, f^o 98). Ces opinions ont erronées, et nous avons déterminé plus haut le véritable caractère de ces châteaux, qui étaient les résidences des fieffayers.

garenne de Chinon, fit construire, entre celle-ci et la Basse Forêt, un petit château, nommé « Bonne Adventure » (1) ; selon un vieux mémoire, cité par dom Housseau, il faudrait l'attribuer à Louis XI, qui, d'ailleurs, y séjourna aussi, puisqu'il y signa une ordonnance en 1480 (2). Il était situé au bord des fontaines d'Ozon, et un chemin, qui garda longtemps le nom de « Chemin faulconnier », conduisait à la forêt.

Son successeur Louis XI, qui avait la même prédilection pour la forêt, s'établit au logis des Forges, situé à peu de distance de la forêt et de la paroisse de Saint-Benoist. Il y fit faire de nombreuses réparations, des maçonneries, des boiseries (3), et, même, un serrurier confectionna 200 chausse-trappes, pour mettre aux envi-

(1) Une légende un peu libertine veut que ce lieu ait été le témoin de la première rencontre et des premières amours de Charles VII et d'Agnès Sorel ; et le roi, heureux de cette bonne fortune, en avait nommé le théâtre « Bonne Adventure ». — « Charles VII avait fait bâtir pour la favorite ce pavillon, où il venait souvent lui demander l'hospitalité du soir, pour se livrer le lendemain, avec elle, au plaisir de la chasse. » (STEENACKERS, *Agnès Sorel et Charles VII*, page 222). Une gravure de Gaignières nous a conservé l'aspect de cette maison (B. N. Estampes, Topographie d'Indre-et-Loire). Les rois y entretenaient des capitaines ou gouverneurs, dont le dernier fut Le Roulx de Rassay, capitaine de cavalerie. En 1742, le Conseil du roi rendit un arrêt ordonnant la donation à rente de ce domaine, qui fut acquis par Joseph Bert, garde général des forêts du roi, moyennant une rente annuelle de 40 livres (A. d'I.-et-L., C. 383, 653). — Cf. B. de Tours, mss 1308, p. 464.

(2) B. N. fs. 21443, p. 6. — Ord. t. XVIII, p. 520.

(3) « A plusieurs maçons qui ont habillé et mis au point les huisseries, chaussepieds et les cuysines du logeis des Forges, où ils ont vacqué par plusieurs journées. Et aussi pour avoir faict nectoyer ledict logeiz et boys et icellui avoir fait amener audit lieu, pour faire chauffer les chambres... 11 livres 7 sols 11 deniers. » (Compte de l'hôtel 1479, éd. S. d. Hist. d. Fr., p. 358 — Cf. *id.*, p. 384).

rons des Forges (1). Il y signa de nombreuses ordonnances (2), et même, en 1479, au retour d'une chasse, suivant les uns, ou au sortir de la messe, suivant les autres, il y fut frappé d'apoplexie (3). Ce petit domaine des Forges relevait, au xv^e siècle, du château de Chinon, et ses seigneurs jouissaient de droits d'usage dans la forêt.

Après cette période brillante, on chassa encore dans la forêt, mais aucun document ne vient nous donner de détails (4).

Droit de l'archevêque. — Suivant la charte de 1190, il avait droit de chasser, lui et sa suite, aussi souvent qu'il

(1) « A Jehan Forgier, serrurier, pour deux cens chausse trapés qu'il a faictes par l'ordonnance et commandement dudit seigneur, pour mettre aux Forges, 4 livres 10 sols. » (*Id.*, p. 358.)

(2) En janvier, février, mars 1479, novembre 1480, février 1481 (*Cf. Ord.*, t. XVIII, p. 436, 438, 439, 444, 447, 452, 598, 599, 605, 606).

(3) Mémoires de Commynes, ch. VI (*Ed. de S. de Hist. de Fr.*, t. II, p. 212).

(4) Cependant, DE CHAUFFOUR, dans son *Recueil des lieux où l'on a accoutumé mettre les relais pour faire la chasse au cerf*, donne quelques renseignements sur la chasse dans la forêt de Chinon (page 32):

« Pour courre à la forest de Chinon en la Basse Forest. L'assemblée estant à l'abbaye de Turpenaye.

Deux relais, l'un pour le dextre entre les deux forests de la Croix Ferrée, et l'autre entre les deux jouës.

Un autre au Chene Percé.

Et un autre aux estangs d'Ucé.

Pour courre à la Haute Forest dudit lieu de Chinon

Un relais à la mare Hedin.

Un autre à la mare Espine.

Un autre à la Blanche route.

Et un autre au Marché au breton. »

lui plaisait. Et même, il jouissait d'un certain privilège vis-à-vis de son copropriétaire : il pouvait, lorsqu'il levait une bête dans le Teillay, la forcer à travers la propre forêt du comte, et même la suivre sur les terres environnantes (1). Lorsque la forêt devint royale, les mêmes droits subsistèrent.

En 1321, des gens de l'archevêque se plaignirent au roi de l'exercice de son droit de chasse et de garenne. Nous ignorons la nature de ces plaintes, mais il est probable que l'archevêque avait exigé d'eux aide et assistance pour les battues, comme c'était de règle autrefois, et qu'il en avait abusé. Comme nous l'avons dit plus haut, une enquête eut lieu, et Philippe de Bethesy, l'« inquisiteur », trouva que l'archevêque n'avait pas outrepassé ses droits (2).

L'archevêque chassait-il souvent dans la forêt ? Nous n'en savons rien. La redevance que lui payaient les seigneurs de Chéniers à cause de leurs fiefs, contient peut-être une indication. Chaque année, l'un et l'autre vassal devaient un dîner à l'archevêque et à sa suite (3) ; ce dîner avait peut-être lieu à l'origine à l'occasion d'une chasse.

De la garenne. — Le duc Geoffroy, frère d'Henri de Plantagenet, avait fait établir une garenne auprès du château de Chinon, sur les terres de l'archevêque (4).

(1) Charte de 1190.

(2) V. page 53.

(3) A. d'I.-et-L., G. 10, f° 79.

(4) « ...Adjecerunt etiam se vidisse quando nulla garenna erat in terra archiepiscopi juxta castrum Cainonense, sed facta fuit à Gaufrido fratre bone memorie Hanrici, illustris Anglorum regis, contra prohibitionem Engilbaudi, archiepiscopi Turonensis... » (Charte de 1190). La création de cette garenne se place entre 1147 et 1156, dates de l'épiscopat d'Engelbault de PréUILly.

La charte de 1190 n'en mentionne point l'emplacement, mais des titres du xv^e siècle nous apprennent qu'elle s'étendait depuis Chinon au sud jusqu'au port d'Ablevoise et la Loire au nord, de la Bassé Forêt à l'est au bourg d'Avoine à l'ouest (1). Ce n'était pas une garenne renfermée, mais plutôt un territoire grevé de droits de garenne, qui étaient alors un privilège de grand seigneur (2).

Henri de Plantagenet avait reconnu la copropriété de l'archevêque sur la garenne (3) ; ils y avaient chacun un sergent et se partageaient les amendes, forfaitures et revenus (4).

L'archevêque avait le droit d'y chasser avec sa suite (5) ; mais nous ne le voyons pas plus exercer ses droits dans la garenne que dans la forêt.

On ne pouvait chasser dans cette garenne sans autorisation du roi ; au xv^e siècle, Charles VII, pour récompenser le sieur de Razilly de ses « bons et agréables services » lui permit de « chasser et giboyer en ça par tous

(1) V. ci-dessous la concession faite au seigneur de Razilly.

(2) La coutume de Touraine veut que le simple seigneur de fief puisse avoir sa garenne, ce qui suppose toujours la permission du souverain (PECQUET, t. II, p. 495). Les seigneurs de Cravant, de la Roncée-Négron, l'abbaye du Pommier-Aigre avaient droit de garenne.

(3) « *Et statutum est postmodum, tempore Joscii archiepiscopi, de voluntate jam dicti regis (Henri) quod tota garena esset communis inter archiepiscopum et comitem.* » (Charte de 1190).

(4) « *Joscius archiepiscopus et idem rex Angliæ suos in eâ servientes proprios posuerunt, archiepiscopus Rabastenum et rex Érnaudum de Parilleio, qui equaliter dividerunt emendas et forfacta et quecumque de garena proveniebant.* » (Ch. de 1190).

(5) « *Similiter habet archiepiscopus venationem suam in garena per se vel per suos.* » (Ch. de 1190.)

les lieux de la ditte garenne, à tels chiens et oyseaulx que bon lui semblera » (1) ; Charles VIII, en souvenir de son père Louis XI, qui logeait souvent à Razilly, accorda à Jehan de Razilly le droit de chasser en quatre arpents de la garenne, « deux arpens au boys du Port d'Ablevoye, et les deux autres arpens au boys de Beaumont » (2).

Officiers. — La garde de la chasse fut toujours au nombre des attributions des agents forestiers ordinaires (3). Cependant, dans certaines forêts, il y eut, vers le xiv^e siècle, des officiers qui s'intitulèrent « maîtres des Chasses », « lieutenant des Chasses du Roi », ou simplement « gardes des Chasses » ; mais ce ne sont là, souvent, que des titres portés par des officiers ordinaires.

Sous François I^{er}, vers 1530, furent expédiées quelques lettres, pourvoyant des gentilshommes de charges relatives aux chasses. Ainsi, de 1530 à 1538, nous trouvons, dans la forêt de Chinon, un capitaine et principal garde

(1) Lettres patentes données à Razillé-lez-Chinon, le 8 octobre 1446 (DE RAZILLY, *Généalogie de la famille de Razilly*, Laval 1903, p. 61). Dans cette chartre, la garenne est appelée: garenne du Verron.

(2) Lettres patentes données à Razilly, en mars 1488 (D. HOUSSEAU, t. IX, n^o 4103). Ces lettres, qui avaient été signées par Louis XI, le 28 juillet 1473, n'avaient pas été expédiées.

(3) A côté des officiers chargés de la surveillance des chasses, il y avait ceux qui préparaient les chasses du roi. Au xiii^e siècle, nous trouvons deux veneurs du roi à Chinon, Guillelmus de Bethesi et Petrus de Vilers, « *venatores* », qui extorquèrent au « major de Oximis » un dîner valant 50 sols, en lui disant que, faute de leur offrir ce dîner, ils l'empêcheraient de prendre son chauffage dans la forêt du roi. (H. de Fr., t. XXIV, p. 191, n^o 1115). Les veneurs sont des valets de vénerie, de chiens, et sont des personnages importants (Cf. DE MEAULDE, *op. cit.*, p. 462).

des chasses de la forêt, Loys le Roy, qui est assisté de quatre gardes (1). Il avait sous sa surveillance, non seulement la forêt, mais encore la garenne de Chinon.

Cet office, qui s'appelait la capitainerie des chasses de Chinon et de la plaine d'Ablevoie (2), fut supprimé par la déclaration du 12 octobre 1699, en même temps que les capitaineries d'Amboise, de Montrichard, de Plessis-lez-Tours et de Loches (3).

Gibier. — Il y eut peut-être, aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, beaucoup de gibier dans la forêt de Chinon : les enquêtes de Saint Louis mentionnent les cerfs et les grosses bêtes, *feras* (4). Mais au ^{xv}^e siècle, les comptes de chasse de Louis XI nous montrent combien la forêt et la garenne

(1) « 4 mars 1530. Au capitaine de la forest de Chinon, VI.XX livres, et aux quatre gardes d'icelle forest, à chacun LX livres pour leurs gaiges d'icelle année et à venir, à prandre sur led. quartier d'octobre pareille somme de III. C. L. livres. » (A. N., J. 960, n° 31).

Pour 1532, mandement du 16 janvier 1533 (B. N. fr. 15628, n° 617).

Pour 1533, mandement du 17 mars 1534, de payer « à Louis Le Roy, seigneur de Chavigny, capitaine de la forest de Chinon. » (B. N., fr. 16629, n° 544).

Pour 1534, mandement du 5 mai 1535 (B. N., fr. 15632, n° 329).

Pour 1538, mandement du 31 décembre 1538, « Louis Le Roy, cappitaine et principal garde » (A. N., J. 962¹⁴, n° 10).

(2) A côté du capitaine des chasses, il y avait un lieutenant des chasses. En 1645, on voit Louis Dusoul prendre cette qualité, et expédier la juridiction des Eaux et Forêts de Chinon « pour la maladie du sieur lieutenant des Eaux et Forests » (A. de Rivarennes, t. I). Un des gardes de chasses était, en 1638, Jacques Pousset (A. d'I.-et-L., G. 791).

(3) PECQUET, t. II, p. 41.

(4) V., ci-dessous, *Délits de chasse*.

étaient dépeuplées, puisque, pour les plaisirs du roi, on y lâchait des perdrix, des lièvres et même des sangliers.

Le pays fournissait parfois ce gibier : on voit Estienne du Boys aller « *en Brehemon pour faire prendre des perdrix visves et icelles faire porter toutes visves alentour des Forges* ». Mais, souvent, les officiers de l'hôtel du Roi faisaient, dans le même but, de plus grands voyages (1).

En 1479, un écuyer fut envoyé en Limousin faire des achats de « *grant quantité de perdrix visves* », qui furent amenées jusqu'aux Forges « *en grandes caiges* ». Et, pour cet achat et son transport, il toucha une somme de 420 livres tournois (2).

Pour les lièvres, on s'approvisionnait surtout à Thouars. C'étaient les gens du pays qui devaient les prendre, et les officiers de l'hôtel se chargeaient de leur transport, qui s'effectuait généralement à dos de cheval (3).

En septembre 1478, on mit plusieurs bestes noires dans la garenne de Chinon, ce qui coûta 32 sols 1 denier (4).

Si le roi regardait peu à la dépense pour le peuplement de sa garenne, il était encore plus généreux pour ses chiens. Un chien courant tomba malade aux Forges ; on le transporta avec précaution à Rivarennnes, et de là, en une litière, il fut emmené à Tours par eau, sous la garde d'un habitant qui reçut, pour ce voyage, 32 sols 4 deniers (5).

(1) *Comptes de l'hôtel aux XIV^e et XV^e siècles*, p. 359.

(2) *Id.*, p. 375.

(3) *Id.*, p. 352 et 359.

(4) En 1479, le roi fit chasser, par ses chiens et lévriers, une « *grant truye sauvage* », que Ymbert Boesselier, verdier, avait nourrie longtemps. Il lui remboursa 4 livres 16 sols 3 deniers (*Id.*, p. 374.)

(5) *Id.*, p. 352.

Louis XI chassait aussi au faucon, et les comptes de l'hôtel notent souvent que le gibier mis alentour des Forges était « *pour faire voler les oyseaulx du dit seigneur* ». Un fauconnier était attaché au roi, et reçut, une fois, 9 livres 12 sols 6 deniers pour avoir ramené « deux sacres » de Valence aux Forges (1).

Loups. — Il a dû y avoir, autrefois, beaucoup de loups dans la forêt de Chinon, car les archives de Saint-Benoist du xvi^e siècle font encore mention d'enfants dévorés par des loups (2). Mais, à la suite de battues qui eurent lieu au xviii^e siècle, ils disparurent complètement (3).

Concession du droit de chasse. « Il est de maxime certaine et incontestable », dit Pecquet, « que le droit de chasse est un droit royal et par lui-même incessible » (4).

A cette règle, il y a toujours eu des exceptions, et l'on voit les seigneurs de Chéniers jouir de droits de chasse dans la forêt ; mais ils n'ont pas les droits complets de leurs

(1) *Id.*, p. 357. En 1478, le fauconnier était Jehan de Valence.

(2) Décès de Saint-Benoît (A. de Saint-Benoît).

27 juillet 1678, Marie Marais, 12 ans, prise par une bête féroce et emportée à 50 pas du chemin de Saint-Benoît à Rivarennès et à 100 pas de la Chanterie ; l'animal qui, par ses traces, a été reconnu pour un loup, a mangé le tout, à la réserve de la tête et du corps jusqu'au nombril.

12 juillet 1679, Besanceau, 18 ans, os trouvé dans le grand chemin de Chinon à Tours, dans la forêt, à 200 pas au-dessus de la Fosse Sèche ; reconnu grâce au justaucorps et au chapeau.

(3) Vers 1750, on tuait encore annuellement une vingtaine de loups dans la forêts et aux environs ; il était distribué des gratifications aux chasseurs (A. d'I.-et-L., C. 312).

(4) PECQUET, t. II, p. 27.

suzerains (1). La « *chasse aux menues bestes* », seule, leur a été concédée, et ils ne peuvent « *chasser à grosses bestes noires et rouges* » (2).

Ils tiennent ces droits en fiefs, en font aveu à l'archevêque : « *Item peut et doit chasser ou faire chasser, tendre réseaux à prendre goupils, lièvres, connils, chevreuils et toutes austres bestes de pied rond, excepté cerf, biche et bestes noires, par toutes les garennes communes au Roy et à Monseigneur* » (3).

Un seigneur, haut justicier voisin, le seigneur de Cravant, qui a droit de chasse et de garenne en sa châtellenie, jouit d'un certain privilège dans la forêt : « *Item suivre bestes noires et fauves à corps et à cry, depuis le lieu où elles seront levées en la dite chatellenye, que mectier et fin d'icelle jusque au fil de l'eau, tant de la dite rivière de Vienne que de l'Aindre, en suivant la retraicte et quand les dites bestes passent par les foretz de Chinon* » (4).

Délits de chasse. — La chasse, qui assura l'existence des premiers hommes, subit, à partir des Carolingiens, des restrictions successives ; et l'interdiction de chasser dans

(1) Les droits de chasse, concédés en fief, l'ont toujours été d'une manière restreinte. Cf. MEAULDE, p. 483, pour le privilège de l'évêque d'Orléans.

(2) On distinguait en effet, autrefois, deux sortes de chasses : la chasse à la grosse ou à la grande beste, et la chasse aux menues bestes sauvages ; ou la chasse à grandes bestes noires et rouges, et la chasse aux connins. Ces deux groupes correspondent à la chasse à courre, et la chasse à tir d'aujourd'hui. Le second groupe était, en général, concédé.

(3) Les seigneurs des Chéniers n'eurent pas, dès l'origine, des droits de chasse ; on ne les voit apparaître que dans les aveux du xvi^e siècle (A. d'I.-et-L., G. 10, f^{os} 79 et 84).

(4) Aveu du 15 novembre 1574 (A. N., P. 352, cote 311).

les forêts du roi sans son autorisation devint une maxime d'ordre public.

La vieille coutume de Touraine faisait cette défense, et édictait une amende. « *Hom costumiers si paie LX sols d'amende que chace en la garane sou seigneur...* » (1).

Les enquêtes de Saint Louis nous montrent des délits commis dans le Teillay. Un habitant de Rigny avait été pris par les forestiers, chassant la grosse bête « *venantem feras* », et condamné à 60 sols 1 denier d'amende. Un habitant de Villaine, Guillermus Chardonneau, pour avoir tué un cerf, fut dépouillé par le forestier de ses sept bœufs (2).

Si la chasse, dans les endroits réservés, était défendue aux roturiers, ils pouvaient cependant chasser dans leurs récoltes (3). Mais, au milieu du xv^e siècle, en 1451, la chasse fut complètement interdite aux non nobles (4).

Ces défenses, cependant, n'étaient pas très respectées ; les délits tendaient à se multiplier, ainsi que le constate l'ordonnance de 1516, dans son préambule, « *plusieurs, n'ayans droit de chasse ne privilege de chasse, prennent les bestes rousses et noires, connins, lievres, faisans, perdrix et autres gibyers, en commettant larecyn et en nous frustrant du desduict et pasetemps que prenons à la chasse ; en quoy faisant ainsi perdent leur temps que debvraient employer à leurs labourages, ars mécaniques ou*

(1) VIOLLET, *Droit du XIII^e siècle dans les coutumes de Touraine-Anjou*, p. 12.

(2) H. de Fr., t. XXIV, p. 179, n^{os} 957 et 957.

(3) Ord. du 10 janvier 1396. C'est la première loi générale sur les chasses (ISAMBERT, t. VI, p. 772).

(4) Ord. du 18 août 1451 (*Id.*, t. IX, p. 177).

autres, selon l'estat de vaccacion dont ils sont » (1). Aussi, l'ordonnance édicte-t-elle des amendes et des peines.

Jusqu'au xvi^e siècle, les délits de chasse étaient jugés par les officiers ordinaires de la forêt, les verdiers des Haute et Basse Forêts, et le lieutenant à Chinon. Mais au xvi^e siècle, la législation en cette matière fut quelque peu hésitante. En 1538, François I^{er} accorda la connaissance de ces délits aux prévôts des maréchaux, charge qui existait à Chinon ; Henri II la leur retira en 1547, en faveur des maîtres particuliers, et la leur redonna en 1549. Enfin, suivant l'ordonnance de Charles IX de 1561, les capitaines et gardes de chasses pouvaient prendre les délinquants, mais devaient les amener devant les officiers des Eaux et Forêts, qui les jugeaient en présence des officiers des chasses (2).

(1) Actes de François I^{er}, t. I, p. 349.

(2) Cf. CHAUFFOUR, *Instr.*, p. 434.

QUATRIÈME PARTIE

USAGES

« Il serait très important », dit M. Viollet, dans son introduction aux *Etablissements de Saint-Louis* (1), « de suivre de siècle en siècle les restrictions apportées aux droits d'usage dans les forêts. »

Mais jusqu'à ce jour, les historiens des forêts n'ont généralement pas envisagé la question à ce point de vue. Ils se sont contentés d'étudier les usagers d'une forêt, leur nombre, leur qualité, l'étendue et l'exercice de leurs droits ; mais ils n'ont pas cherché à replacer ces monographies locales dans l'ensemble de l'histoire forestière, à harmoniser les faits avec les actes du pouvoir central, qu'il est cependant nécessaire de bien connaître pour expliquer de nombreuses mesures qui peuvent sembler arbitraires.

Aussi pour les forêts de Chinon, nous étudierons d'abord l'évolution des usages pris dans leur ensemble, en cherchant les liens qui peuvent exister entre les actes des officiers de la forêt ou de la province et les ordonnances royales. Nous essaierons aussi de montrer que la mesure restrictive qui frappe un usager n'est pas généralement une mesure individuelle, mais qu'elle fait partie d'un plan dont

(1) T. I, p. 99, note 2.

les applications varient suivant les arguments opposés avec plus ou moins de bonheur par tel ou tel usager.

Et ce tableau nous amènera à étudier en second lieu chacun des usagers séparément. Nous les verrons se débattre contre l'administration, introduire des requêtes en délivrance, produire des titres, — nous verrons aussi des officiers interpréter avec étroitesse les textes royaux, faire des défenses, commettre des abus, rendre des jugements iniques.

En un mot, nous essaierons de suivre pas à pas les restrictions apportées aux droits d'usage.

Mais auparavant il nous faut définir l'usage, sa nature juridique, et les différentes sortes que l'on rencontre.

CHAPITRE I

DEFINITION. — CLASSIFICATION

« L'usage forestier », dit M. Guyot (1), « est le droit par lequel le propriétaire d'un domaine ou les habitants d'une communauté rurale peuvent prendre dans la forêt d'autrui, après délivrance du propriétaire de cette forêt, certains produits dans la limite de leurs besoins. »

Telle est la définition que l'on peut donner de l'usage d'après les principes du Code forestier. Mais elle n'est pas assez générale et ne s'applique ni à tous les cas, ni à tous les temps ; en effet, certains caractères, comme la délivrance et la limite des besoins personnels (2), n'ont pas toujours existé. Aussi proposons-nous la définition suivante :

L'usage forestier est le droit, pour le propriétaire d'un fonds ou les habitants d'une communauté rurale, de prendre certains produits dans les forêts d'autrui, en se conformant à l'usage établi, à l'acte de concession ou aux règlements.

(1) CHARLES GUYOT, *Cours de droit forestier*, t. II, p. 209.

(2) L'obligation de délivrance existe, il est vrai, dans la première ordonnance sur les Eaux et Forêts de 1280, mais, dans nombre de cas, les usagers prenaient leurs nécessités sans contrôle. D'autre part, pendant longtemps, l'usage ne fut pas limité aux besoins personnels, car nous voyons les habitants de Saint-Benoit prendre, encore au xvi^e siècle, du bois pour leur industrie.

Nature juridique. — L'usage forestier est une *servitude*. Ce caractère a toujours été admis depuis le droit romain et le droit féodal jusqu'à nos jours (1). Proudhon cependant y voyait une copropriété, mais il s'appuyait sur un texte révolutionnaire, qui a été abrogé par le Code forestier. Son opinion n'est donc pas à retenir (2).

Cette servitude est *réelle, discontinue, non apparente, réglée par des lois spéciales* (3).

Les trois derniers caractères sont l'évidence même, mais la « réalité » a fait l'objet de controverses dans l'ancien droit.

Pecquet déclare que « l'usage est réel quant au titre qui le produit, et personnel quant à la façon d'en user » (4), et il cite à l'appui de son dire un arrêt du Parlement de 1270 qui décide que le locataire ne peut jouir de l'usage. Mais il ne faut voir là qu'un cas isolé, car, dans la forêt de Chinon, nous trouvons les locataires du Pommier-Aigre jouissant des droits de l'abbaye (5).

Le Président Bouhier, dans son Commentaire sur la Coutume de Bourgogne (6), distingue l'usage donné pour

(1) Cf. *Rép. alph. de jurisprudence*, art. Usages forestiers, t. XXXVI, p. 461.

(2) Cf. *Traité des droits d'usufruit et d'usage*, t. VIII, n° 3537. *Droits d'usages*, 2^e éd., t. VI, n° 218. Proudhon tirait son argument de l'art. 5 de la loi des 28 août-14 septembre 1792. — Cf. BEQUET, *Rép. de dr. adm.*, t. VII, p. 129.

(3) Cf. LÉTRANGE, p. 16 (il ajoute le caractère : affirmatif). — TÊTU, p. 46. — *Pandectes*, t. XXXIV, p. 663.

(4) PECQUET, t. I, p. 527.

(5) Les baux généraux du prieuré des 5 mars 1705, 20 mars 1724, 17 mars 1741, comprennent les droits de chauffage dans la forêt de Chinon (A. d'I.-et-L., G. 1065, p. 53).

(6) Ch. LXII, n° 26.

considération personnelle et l'usage donné par rapport au domicile du donataire : et il reconnaît dans le second cas une servitude réelle. Les deux sortes de servitude ont en effet existé, mais la servitude personnelle n'a jamais été qu'une servitude temporaire. On en voit un exemple dans la forêt de Chinon, où François I^{er} donna à Antoine Raflin le droit de prendre du bois de chauffage pour son château d'Azay (1).

La raison qui faisait considérer l'usage forestier comme une servitude personnelle est la suivante : les anciens auteurs avaient l'habitude de désigner l'usage, l'usufruit et l'habitation, sous le nom collectif de *servitudes personnelles* (2). Ainsi Cottereau, dans son *Commentaire sur la Coutume de Touraine*, dit quelques mots de l'usage forestier dans le chapitre de l'usufruit (3), quoique en Touraine l'usage forestier soit considéré comme réel, car on voit ces droits compris dans les ventes ou les locations de fiefs (4).

Donc, à part quelques opinions divergentes, la majorité des auteurs s'est prononcée pour la réalité. Coquille, dans son commentaire de la Coutume du Nivernais, déclare les usages forestiers réels et perpétuels : de même Salvaing, Merlin, etc. (5).

À côté de la réalité, il faut aussi noter la perpétuité. De

(1) A. N., J. 962, n° 35.

(2) Cf. PLANIOL, *Droit civil*, t. I, p. 888.

(3) COTTEREAU, t. I, p. 503, n° 5811.

(4) Dans l'adjudication de la terre de Cravant, par suite du décret forcé du 22 décembre 1594, les droits d'usage du seigneur de Cravant dans la forêt sont nettement spécifiés (A. N., T. 657).

(5) COQUILLE, t. II, p. 208. — SALVAING, *Traité de l'usage des fiefs*, ch. 97. — MERLIN, *Questions de droit, Usages*, § 7.

plus ils sont perpétuels et non viagers », dit M. Planiol (1), « et ceci tient à ce qu'ils ne sont pas établis au profit d'une personne déterminée », mais au profit d'une communauté. Cependant, à partir du xvii^e siècle, il est question du cantonnement et du rachat comme modes d'extinction des droits d'usages. Mais pendant toute notre période on ne peut retirer à un usager fondé en titres l'exercice de son droit.

Classification. --- Il faut distinguer deux grandes classes d'usages :

1^o) Usages au bois.

2^o) Usages au pâturage.

1^o) *Usages au bois.* — On en compte trois sortes (2).

a) Bois de chauffage. — Cette expression s'entend généralement du bois mort et mort-bois (3), dont la définition précise a été donnée d'abord par la charte normande de 1315, puis dans l'article 5 du titre 23 de l'ordonnance de 1669. Et l'usage au bois mort et mort-bois comprend lui-même plusieurs variétés suivant la manière dont les usagers exercent leur droit :

a) avec charrette attelée d'un bœuf ;

b) avec charrette attelée d'une bête chevaline ;

c) avec un âne ; c'est ce qu'on appelle une « asnée » ;

d) sans le secours d'un animal, c'est-à-dire à dos ou à col.

(1) *Droit civil*, t. I, p. 930.

(2) On n'en trouve généralement que deux sortes, car on ne fait pas mention du bois à charbon.

(3) « *Mort-bois est bois qui ne porte point fruit ni pesson.* » (Enq. de Neuville, — DE M., p. 143). Le mort-bois comprend : le charme, le tremble, l'aulne, l'érable, l'orme et la coudre.

Pendant longtemps, l'usage au bois mort et mort-bois fut le plus commun ; ce n'est qu'au xv^e siècle, que l'on fit des dons de chauffage ayant pour objet une certaine quantité de bois à prendre dans une coupe, ou certains arbres à abattre. On vit même des usages au bois mort se transformer en une autorisation de couper un ou plusieurs arbres.

A côté du bois de chauffage, il faut ranger divers usages que l'on rencontre notamment dans la forêt de Chinon : usages au brancheis, briseis, arracheis, aux cimetz, ramages, aux arbres tombés par feu (1). Il faut noter qu'un délai soit de vingt et un jours, soit d'un an et un jour, sont toujours fixés pour l'enlèvement de ces bois.

Le brancheis et le briseis s'entendent des petites branches laissées par les usagers au bois vif. Le mot « ramages » a la même signification, mais sert aussi à désigner les rameaux verts que certains usagers ont le droit de détacher des arbres sur pied.

L'arracheis s'applique aux « cicots », que les usagers ont le droit de déraciner après l'abatage des bois.

Les cimetz sont les têtes des arbres.

Enfin par arbre tombé par feu, il faut entendre les arbres renversés par la foudre.

b) Bois d'œuvre. — Il faut encore faire ici des sous-distinctions :

a) bois de service, comprenant les bois destinés aux constructions ou aux réparations, charpente, menuiserie, etc.

(1) On trouve toutes ces expressions dans les aveux des Chéniers. V. pages 96 et 100.

b) bois de travail, désignant les matières premières des diverses industries.

c) merrain, pour la tonnellerie, les paiseaux, les échallas, etc. Cet usage était d'ordinaire limité à la fabrication des barriques destinées à loger la récolte de l'avant-droit.

c) Bois à charbon. — Le droit de charbonner était tout à fait particulier et assez rare. Il consistait généralement dans la faculté de couper, soit avec une cognée, soit — et plus fréquemment — avec une serpe, du bois que les charbonniers transportaient en dehors des forêts pour le transformer en charbon. Pour la forêt de Chinon, les meules étaient faites au sud dans les landes du Ruchard, ce qui d'ailleurs occasionna plusieurs incendies dans le Teillay.

2°) *Usages au pâturage.* — Le mot pâturage s'applique à toutes sortes de bêtes, tandis que l'expression pacage désigne spécialement le droit d'introduire dans une forêt des bêtes aumailles et chevalines à l'exclusion des moutons et des porcs.

Le panage s'entend assez improprement du parcours des porcs. Nous préférons à ce mot l'expression païsson, ou glandée, quoique la glandée soit plutôt le droit de ramasser le fruit du chêne.

CHAPITRE II

EVOLUTION DES DROITS D'USAGE

Les premiers habitants, qui se sont fixés au voisinage des forêts, y ont puisé toutes les choses nécessaires à la satisfaction de leurs besoins (1). C'est l'époque de la liberté absolue. Plus tard les invasions, qui ont transporté sur notre sol des peuplades germaniques, ont amené avec elles quelques règles, quelques coutumes, mais point de réglementation sévère (2).

A ces usagers, de temps immémorial, sont venus s'adjoindre, à partir des x^e et xi^e siècles surtout, ceux que la faveur royale ou seigneuriale a voulu combler de privilèges. Il y a là une concession, un acte, et c'est déjà une première restriction.

Sans doute les dispositions sont très élastiques, mais on doit dans une certaine mesure rester dans les limites de la concession, et si dans la charte est insérée quelque réglementation, c'est toujours à titre purement particulier, car aucune disposition générale n'existe encore. Il faut arriver à 1280 pour trouver la première ordonnance générale, qui consacre le principe de la délivrance, et marque un grand pas dans la voie des restrictions.

Mais cette ordonnance ainsi que celles de 1319 et 1346, qui l'ont suivie, furent peu appliquées. Elles prouvent cependant combien la question des forêts préoccupait la

(1) Cf. MAURY, op. cit., p. 26 et s.

(2) *Id.*, p. 66 et s.

monarchie, qui envoyait fréquemment des officiers spéciaux visiter ses domaines, et c'est d'ailleurs après avoir « ouï les relations » des généraux réformateurs (1), que le roi Charles V promulgue en juillet 1376 une ordonnance très importante qui resta le fondement de la légalisation forestière pendant près de deux siècles.

Au cours du xv^e siècle, l'ordonnance de 1376 est d'abord confirmée en 1402 ; les officiers deviennent alors plus stricts, « font des empêchements aux usagers » et ont une tendance à n'autoriser l'usage que par marc et montrée. Il y a même quelques réformations, mais cette opération ne revêt aucun caractère général. Mais au commencement du xvi^e siècle, dès l'avènement de François I^{er}, une nouvelle ordonnance sur les Eaux et Forêts est publiée, où des dispositions très détaillées sont consacrées aux délits de chasse.

Puis à partir de cette époque « la première richesse du royaume » est le souci constant de la monarchie qui cherche à remédier « au grant détryment et dyminucion du bien de la chose publique » (2). Plusieurs ordonnances de plus en plus sévères sont promulguées, les réformations se succèdent, les arrêts de confirmation précisent les conditions d'exercice, et enfin Henri III, en 1583, signe une ordonnance qui restera le texte fondamental des usages jusqu'au Code forestier.

L'ordonnance de 1583 est confirmée et complétée sur certains points par celle de 1597 ; et depuis, les usages sont réduits de plus en plus, les quantités délivrées sont diminuées.

(1) Préambule de l'ordonnance de 1376.

(2) Préambule de l'ordonnance de 1516.

Enfin les réformations générales qui précédèrent l'ordonnance de 1669, fixèrent définitivement les usages dans la forêt de Chinon, et dans les forêts de toute la France, et ces confirmations furent réunies dans l'état général des usages arrêté au Conseil en 1673.

I. — Des origines aux premières concessions.

Nous ne discuterons pas ici la question si controversée de l'origine des droits d'usage : de nombreux ouvrages et d'excellents ont été écrits sur la matière (1) ; mais la division même que nous adoptons indique clairement notre opinion.

Sans affirmer que la forêt de Chinon fut encore commune entre les habitants, aux temps de la domination romaine, il semble certain que les produits inférieurs, le bois mort, le mort-bois, le pâturage étaient alors dans le domaine public.

Plus tard la Touraine a connu les anciennes lois des envahisseurs germains, — elle fut d'ailleurs au ^{vi}^e siècle sous la domination des Wisigoths (2), — et il en est resté

(1) FLACH, *Origines de l'ancienne France*, t. II, p. 140. — SCHMIDT, *Les seigneurs, les paysans et la propriété rurale en Alsace au moyen âge*. — DELISLE, *Etude sur la condition de la classe agricole en Normandie*, p. 155. — LÉTRANGE, *Droits d'usages dans les Ardennes*, p. 60 et s. — BRUAND, *Des droits d'usages dans les forêts*, p. 46. — DE MEAULDE, *op. cit.*, p. 127 et s. — PRÉVOST, *op. cit.*, p. 323 et s.

(2) « Non content d'avoir porté jusqu'au Rhône les limites de ses états, Théodoric, roi des Wisigoths, envoya Frédéric, son frère, pour les étendre du côté de la Loire. Ce général s'empara d'abord du château de Chinon. Cægidius Afranius, gouverneur de la Gaule pour les Romains, connaissant l'importance de cette place, située sur la frontière du Poitou, résolut de ne rien négliger pour la reprendre. Il rassembla des troupes et en fit le siège en 462 ou 463. » (CHALMEL, *Histoire de Touraine*, t. I, p. 92.)

dans les habitudes et la coutume de la province quelques traits encore reconnaissables aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles (1). Ainsi, l'amende fixée par la charte de 1190 pour la coupe d'un chêne n'est pas sans analogie avec la composition que devait payer, d'après la loi des Wisigoths, celui qui, à l'insu du propriétaire coupait un arbre appartenant à autrui (2).

De même le parcours des porcs que réglementait sévèrement la *lex Wisigothorum* (3) était également dans l'ancienne Touraine l'objet de règles coutumières précises et restrictives.

De cette époque lointaine il ne reste malheureusement aucun document sur les usages et les usagers de la forêt de Teillay.

Tout autour s'étaient fixés quelques habitants, à Rivarennès, Villaine, Panzoult, Cravant (4), qui demandaient à l'ancienne forêt les ressources de leur vie quotidienne. C'est l'époque de la pleine liberté, tempérée cependant par des

(1) Suivant M. VIOLLET, *Etablissements de Saint Louis*, t. I, p. 15), le droit germanique et le droit romain ont eu, en Touraine, une influence réciproque ; mais, à partir du ^v^e siècle, le droit germanique gagne du terrain.

(2) « *Si quis inscio domino alienam arborem inciderit : si pomifera est, det solidos III, si olivea det solidos V, si glandifera maior est duos solidos det...* » (*Lex Wisigothorum*, VIII, 3. 1.). — « *In forifactis nemoris... tam in sexaginta solidos de quercu, quam in aliis forifactis.* » (Charte de 1190.)

(3) Le parcours des porcs était restreint ; il n'était permis qu'aux animaux du propriétaire ou des co-propriétaires, qui pouvaient même saisir les porcs errants dans leurs forêts (*Lex Wisigothorum*, VIII, 5. 4 et 5).

(4) Rivarennès existait en 887, Villaine au ^{ix}^e siècle (CHAUVIGNÉ, *Recherches sur les noms des lieux*). Cravant, qui a une église carolingienne, remonte assurément à cette époque.

restrictions coutumières qui en fait sont très peu respectées.

II. — Premières concessions. Premières restrictions.

Sous les Carolingiens, quelques droits d'usage sont concédés, soit à des communautés rurales, soit à de puissants ecclésiastiques ; mais ces libéralités sont assez rares. Et dans la plupart des concessions faites à des habitants, nous voyons plutôt la reconnaissance d'un état antérieur.

Vers les ^x^e et ^{xi}^e siècles, le grand mouvement cénobitique, qui peuple de monastères tous les coins du pays, détermine toute une série de concessions. Les faveurs royales et seigneuriales vont à ces hommes qui se retirent du monde et se cachent souvent à l'ombre des grandes forêts : on leur donne des terres, parfois des bois, et toujours d'importants droits d'usage (1).

Ainsi, au cours du ^{xii}^e siècle, deux abbayes s'élèvent sur les rives de la forêt de Chinon ; celle de Turpenay, au nord, est dotée par le comte Foulques ; celle du Pommier-Aigre, au sud, est fondée par Henri II. C'est la forêt qui fournit et leurs matériaux, et leur bois de chauffage, et la nourriture de leurs bestiaux (2).

Les lettres de dons, à cette époque, sont conçues dans les termes les plus larges ; parfois, tous les cas sont prévus, toutes les formes d'usages définies, comme dans la charte de Foulques en faveur de Turpenay ; tantôt la formule est plus générale, plus vague : ainsi, aux religieux de Grammont, Henri II permet de prendre toutes leurs nécessités

(1) Cf. GUYOT, *Forêts lorraines*, p. 72. — MAURY, *op. cit.*, p. 58 et s. — LÉTRANGE, *op. cit.*, p. 68 et s. — PRÉVOST, *op. cit.*, p. 330

(2) V. pages 208 et 220.

« *omnia necessaria ad edificationem et usus ejusdem domus* », et non seulement dans la forêt de Chinon, « *per totam forestam aliam* », mais encore dans toutes ses forêts, « *et universas forestas meas* » (1).

Les religieux peuvent user de leurs droits, « *libere et quiete* », c'est-à-dire sans délivrance ni redevance; et leurs vassaux de même « *in aliis domibus seu allodiis ad eosdem (monachos) spectantibus* ». La liberté est donc complète.

Quant aux habitants des environs de la forêt, ils continuent à y prendre, eux aussi, toutes leurs nécessités, mais les restrictions dérivant de la coutume s'appliquent avec plus de force qu'auparavant, car les *forestarii* sont chargés de la surveillance des usages et de la répression des délits.

Le pâturage, seul, est entièrement libre, et cependant, d'après la vieille coutume de Touraine, il est interdit, sous peine d'amende, de faire pacager des animaux pendant la nuit. « *Se il garde nuitantre bues ou vache, il en paie LX sols d'amende* » (2).

Pour le panage, il faut payer une redevance, soit à l'adjudicataire de la paisson, soit au propriétaire, soit au forestier. Cependant, les habitants de Cheillé prétendent n'avoir rien à payer, avoir le panage « *immune et liberum* ». Mais ce détail ne se trouve que dans les enquêtes de Saint Louis et est fort sujet à caution (3).

Quant aux usages en bois, le bois mort et le mort-bois sont toujours dans le domaine public, mais la coupe de

(1) On retrouve les mêmes formules générales dans différentes chartes de Normandie. « *Pasnagium quietum per omnia foresta mea...* » PRÉVOST, *op. cit.*, p. 338).

(2) VIOLLET, *op. cit.*, p. 16.

(3) V. page 196.

certaines arbres est considérée comme délictueuse, s'il n'y a pas autorisation du propriétaire ou du forestier. Pour cette catégorie d'usages, il n'est pas encore question, à cette époque, de redevances, qui pouvaient cependant exister, car on les trouve deux siècles plus tard, et elles sont même, alors, assez importantes.

Tous les riverains de la forêt ne jouissent pas des mêmes droits ; les habitants de Cravant, de Panzoult et de Villaine n'y peuvent aller, et conduisent leurs animaux dans les bois qui sont devenus, par la suite, le Ruchard (1) ; ceux de Huismes et de Rigny sont également écartés ; seuls, les villages de Cheillé, Rivarennnes et Saint-Benoît peuvent faire pacager leurs bêtes dans la forêt.

A côté de ces usagers, pour qui le nombre des animaux, ni la quantité du bois n'étaient fixés, il y en a quelques autres dont les droits sont restreints. Ce sont les forestiers et les prévôts des propriétaires, pour qui, d'ailleurs, le chauffage était un complément de gages.

Pendant les ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, il n'existe pas de réglementation générale des usages. Les seules règles dérivent de la coutume de chaque province.

En Touraine il n'y a pas un ensemble de dispositions analogues aux *Leges forestarum* (2) de Normandie, mais

(1) Leurs droits sur le Ruchard s'affermirent peu à peu. Au ^{xvii}^e siècle, les habitants de Villaine sont considérés comme les propriétaires des landes ; de même ceux de Panzoult ; mais, en ce qui concerne le Ruchard de Cravant, il donna lieu à de nombreux procès, qui ne se terminèrent qu'au milieu du ^{xix}^e siècle, et il fut partagé entre la commune de Cravant et les représentants des anciens seigneurs du lieu.

(2) HOUARD, *Coutumes anglo-normandes*, t. II, pp. 563-567.

les chartes et les enquêtes révèlent des restrictions et une réglementation.

La délivrance, qui était déjà connue bien antérieurement, se précise au cours de cette période ; il y est fait allusion notamment dans une enquête sur les droits du Pommier Aigre (1). Sans doute les abbayes n'y sont pas astreintes, mais les simples usagers doivent s'y soumettre et l'amende de 60 sols « *de quercu* » contient le principe de la délivrance.

Et c'est à la fin du ^{xiii}^e siècle, en 1280, qu'un arrêt du Parlement pose comme règle générale l'obligation de la délivrance (2).

III. — Les premières réglementations des droits d'usage de 1280 à 1376.

Jusqu'à cette époque les usages ont été soumis à une réglementation purement locale et coutumière : mais les rois s'aperçoivent de la richesse considérable que constituent les forêts, et par leurs enquêteurs apprennent combien ces biens précieux sont dévastés. Le besoin d'une législation générale se fait sentir, et se traduit par des ordonnances peu importantes d'abord, puis très détaillées comme celle de 1376.

(1) « ...*si licenciam querebant a forestariis...* » (A. d'I.-et-L., H. 720. Enquête du ^{xiii}^e siècle.)

(2) « *In parlamento omnium sanctorum anno domini 1280* ».

« Des livrées qui se doivent faire aux usagers. »

« Aux usagers des forêts du Roy, seront faites livrées en lieux propres et commodes ; et si esdites livrées ne se trouve marrein ou matière et bois nécessaire audit usage à suffisance, leur en sera délivré ailleurs esdites forêts par les forestiers, sans préjudice de leurs privilèges si aucuns en ont » (SAINT-YON, *op. cit.*, l. I, t. XXIX, p. 377).

Les concessions d'usages n'ont plus la généralité qu'elles avaient auparavant ; on précise la quantilé, on précise le lieu. Ainsi dès le début du xiv^e siècle, le roi Philippe IV, de passage à Chinon, octroie à l'Hôtel-Dieu des droits d'usage dans la Basse-Forêt (1). Le nombre des porcs à mettre au panage est déterminé, la quantité de bois à prendre est fixée. Mais du pâturage on n'en parle toujours pas. La délivrance non plus n'est pas exigée (2).

Jusqu'à ce moment, il n'a pas été question de l'âge des bois défensables. Seules les coutumes locales le fixaient. En 1319, le roi Philippe V signe une ordonnance prescrivant que « *nulle beste ne yra en taillis jusqu'à tost que le bois se pourra deffendre des bestes; pour ce que une beste, qui ne vaudra pas soixante sols, y peut faire dommage de cent livres et de plus en une année* » (3). Une règle coutumière analogue existait en Touraine, mais ne fut consignée par écrit qu'en 1460, lors de la rédaction de la coutume qui fixa même une amende (4).

Le panage lui aussi est réglementé ; déjà au xiii^e siècle il était question du temps de la paisson, « *in tempore pastionum* » (5), mais maintenant on voit comment cette épo-

(1) V. page 229.

(2) Il est vrai qu'il s'agissait là d'usage au bois mort.

(3) Ordonnance de Philippe le Long, donnée à Asnières, le 2 juin 1319, art. 15. (Ord., t. I, p. 687).

(4) Rédaction de 1460, ch. 35, art. 17: « *Pour dommages de bestes, faicts aux taillis du seigneur en dedans de 3 ans et un mois, y a amende de 60 sous tournois.* » Lors de la réformation de 1559, et comme conséquence de l'édit de Charles IX, qui changea le commencement de l'année, les mots « ...et un mois » furent remplacés par « ...et un mai ». Cf. DUFRÉMENTEL, *Conférence sur la coutume de Touraine*, t. I, p. 471.

(5) Hist. de Fr., t. XXIV, p. 192, n° 1186.

que est annoncée aux usagers, comment les sergents fieffayers doivent « *cemondre le pasnaige* », et les habitants sont obligés de mettre leurs porcs dans la forêt pour payer une redevance. Seules les abbayes et l'Hôtel-Dieu, qui sont des francs panageurs, ne paient aucun droit, mais sont cependant obligés de respecter le temps de la paison. Il n'y a encore aucune réglementation générale des droits de panage, mais des coutumes locales existent partout ; elles sont d'autant mieux appliquées, et les délits d'autant mieux réprimés, que le panage est généralement vendu, et que les marchands, chargés de percevoir les amendes, ne laissent passer aucun abus.

Quant aux usages en bois, les habitants prennent toujours le bois mort et le mort bois, et coupent des arbres pour leurs constructions et leurs métiers, sous délivrance vraisemblablement des forestiers ou du verdier. Ils ne paient pas de redevance au sergent fieffayer, mais sans doute au roi, ainsi que le font les habitants de la Bailleu, de la Boissière et de la Bodinière, qui obtiennent des lettres patentes de confirmation en 1394, et payent des redevances au domaine du roi (1).

A cette époque apparaît une catégorie d'usagers, qui sont eux aussi des riverains de la forêt, mais qui jouissent d'avantages particuliers. Ce sont les vassaux des propriétaires, le seigneur de Jaunay, les seigneurs des Chéniers ; ces derniers sont de plus des officiers de la forêt. Ils jouissent d'avantages tout à fait remarquables pour eux et leurs gens, sans payer aucune redevance ni subir aucune délivrance.

C'est donc encore presque la pleine liberté, quoique la

(1) B. N., fr. 8731, f^o 151.

délivrance soit devenue une mesure quasi générale ; les propriétaires, les abbayes et les sergents fiellayers seuls prennent leur bois sans marc ni montrée.

Mais des abus considérables se produisent sans cesse, la surveillance est peu active ; ainsi Charles V, dans son ordonnance de 1376, se plaint d'avoir « *esté par la coulpe défaut ou négligence des maistres et enquesteurs, défraudé de son droit, en grant appétissement et détryment du domaine* » (1), et il édicte une longue ordonnance contenant de nombreux articles relatifs aux usages.

Il ajoute encore que cette ordonnance a été faite après l'audition des relations des réformateurs, mais on ne voit aucune réformation générale à cette époque. Dans la forêt de Chinon il n'y eut qu'une réformation faite par le duc d'Anjou apanagiste, en 1371, dont les résultats ont peut-être été portés à la connaissance du roi (2).

Pour la première fois, il est prescrit aux maistres de voir et d'examiner les titres des usagers qui prétendent droit et coutumes de mener leurs bêtes au pâturage et de prendre bois pour ardoir et pour édifier, ou pour leurs autres usages (3).

Le vieux principe de la délivrance y apparaît toujours vivace, et même l'usage ne peut être délivré qu'au lieu « par raison duquel il (l'usager) peut exercer ledit usage », et il ne peut être transporté d'un lieu au profit d'un autre lieu (4).

(1) Préambule de l'ord. de 1376. Un quart de siècle auparavant, en 1346, Philippe VI avait rendu une ordonnance sur les Eaux et Forêts, contenant quelques prescriptions pour les usages.

(2) V. page 56.

(3) Ord. de 1376, art. 30.

(4) Ord. de 1376, art. 31 et 35: « *Deffendons à nos officiers de transmuer usages de lieu en autre...* »

Les ouvriers en bois ne peuvent plus ouvrir ou tenir d'ateliers au bord ou à l'intérieur des forêts ; il est interdit d'abattre les arbres dits d'entrée (1).

Le panage lui-même doit être vendu en présence des officiers.

C'est là un mouvement important dans la législation forestière : il y a enfin un texte général (2), bon dans l'ensemble et qui, bien appliqué, aurait donné les meilleurs résultats, mais nous allons voir le peu d'attention que l'on portait à ces sages prescriptions.

IV. — De 1376 aux ordonnances du XVI^e siècle

Aussitôt la publication de l'ordonnance de 1376, les officiers examinent les titres des usagers ; et beaucoup parmi ceux-ci demandent au roi confirmation de leurs droits. Aussi le Pommier Aigre fut confirmé en 1380 par le duc d'Anjou ; puis en 1384 par le roi.

Le roi Charles VI, dès qu'il monte sur le trône, s'empresse de reproduire dans son ordonnance de septembre 1388 (3) l'ordonnance de 1376.

Le Pommier Aigre est encore confirmé dans ses droits par le grand maître de Touraine en 1393, et à chacune de ces confirmations, la question de marc et montrée est bien discutée, mais toujours éludée.

(1) *Id.*, art. 34 et 37.

(2) L'ordonnance de 1376 est intitulée: *Ordonnance générale sur les forêts royales, la juridiction des officiers, le martelage, les droits des usagers, les droits du roi dans les forêts particulières*, et qui confirme les ordonnances sur les eaux, rivières et étangs.

(3) Elle reproduit celle de 1376, avec quelques additions aux articles 47, 48 et 49.

Les habitants de la Boissière obtiennent également des lettres patentes en 1393.

En 1394 arrive au pouvoir, en qualité de grand maître enquêteur et général réformateur des Eaux et Forêts du royaume de France, Guillaume de Tancarville (1), homme fort instruit des questions forestières, dont le père avait d'ailleurs été grand maître des Eaux et Forêts et qui entreprend de refondre la législation ancienne, « les ordonnances étant souvent mal observées et mal interprétées ». En 1402 le travail est achevé, et le roi promulgue la grande ordonnance des Eaux et Forêts, qui résume les textes antérieurs et précise des points intéressants ; on ne peut vendre son usage, il faut en hériter et on ne peut le transporter à une personne qui puisse en user plus largement.

L'examen des titres est encore prescrit ; dans chaque région des officiers sont députés pour faire une réformation ; ainsi par ses lettres visées par le grand maître, le roi désigne Guy Chrestien, maître de ses comptes, et Guillaume de Nonroy, maître des Eaux et Forêts au pays de Touraine, « *pour faire generale visitation des dites Eaux et Forêts du pais de Touraine, voir et visiter les titres des coutumiers et usaigiers des dites Eaux et Forêts* » (2).

Ces réformateurs accomplissent leurs missions, adressent leurs rapports au grand maître, qui confirme à nouveau les privilèges. Ainsi est fait pour les usagers de la Boissière, et ceux du Pommier Aigre en 1410.

Mais l'esprit qui existait dans l'ordonnance de 1402 s'est

(1) Guillaume IV, vicomte de Melun et comte de Tancarville, fut institué souverain maître par lettres du 1^{er} juillet 1394. En 1402, il fut pourvu de l'office de grand bouteiller — et il mourut à la bataille d'Azincourt en 1514 (P. ANSELME, *op. cit.*, t. VIII,

(2) V. page 139.

reflété dans la confirmation de l'abbaye. Les religieux, qui auparavant prenaient leurs usages sans marc ni montrée ne peuvent plus en user que par marc et montrée, et par livrée des maîtres ou verdiers es lieu déclaré, attendu que, — et ces considérations sont intéressantes, — « *la dicte forest est moult foulée et que dure chose serait et moult dangereuse pour le dit seigneur qu'ils puissent prendre par leurs mains et à volonté en la dicte forest et par tout où il leur plairait tant de bois comme ils voudraient* ». (1)

Pour les autres usagers il n'existe plus de titres, mais sans nul doute il y eût également confirmation.

A partir de cette époque il n'y a plus de réglementation générale nouvelle jusqu'à l'ordonnance de 1516. Mais les officiers surveillent de plus près les usagers, et même des entraves sont souvent apportées par eux dans l'exercice des droits des habitants : c'est même parfois dans un but malhonnête afin d'obtenir de l'argent (2).

En 1424 le roi Charles VII étant à Chinon, les religieux du Pommier Aigre lui présentent une requête pour obtenir des lettres de confirmation ; le roi leur accorde les termes des anciens actes, c'est-à-dire sans marc ni montrée ; et même le bailli des Exemptions de Touraine y porte son attache. Mais le grand maître veillait, et en 1429, ayant reçu les lettres au vidimus, il restreint l'usage à marc et montrée et aux livrées des officiers, « *es lieux les moins dommageables* ».

Une autre manière d'être confirmé dans ses usages était l'aveu. Le roi confirme ainsi dans leurs droits le seigneur

(1) A. d'I.-et-L., H. 720.

(2) Charles VIII, par une ordonnance de décembre 1485, défendit aux maîtres d'exiger des sommes d'argent à titre de confirmation,

de Cravant, le sieur de Coulaines ; l'archevêque, ses vassaux des Chéniers.

Là encore ce sont des usages restreints : le seigneur de Cravant ne peut prendre du bois que par marc et montrée, celui de Coulaines n'a droit qu'à une asnée. Pour les droits de panage, les animaux doivent être du crû.

Lorsqu'il y a lieu d'inquiéter un usager, de restreindre ses droits, c'est au procureur qu'il appartient d'introduire l'action ; c'est ce qui fut fait contre les habitants de Cheillé en 1460, et plus tard contre le seigneur de Cravant, qui fut confirmé dans ses droits, mais toujours avec marc et montrée. Cette dernière règle est d'ailleurs générale.

Lorsque l'on demandait la délivrance à un officier, on se heurtait parfois à un mauvais vouloir : ils essayaient même d'extorquer aux usagers des présents, en les menaçant de ne rien accorder, s'ils ne recevaient de l'argent, du blé ou des poissons, si bien que le seigneur de Cravant, auquel pareille aventure arriva, adressa une requête au roi qui lui envoya les lettres patentes de confirmation de 1490 (1).

Comme on le voit, les droits sont à cette époque fort diminués ; leur exercice est tempéré par les formalités de délivrance, par les restrictions des ordonnances.

Cependant les usagers ont toujours tendance à outrepasser leurs droits, et Louis XII prescrit une sorte de réformation générale, qui fut effectuée en Touraine par René Le Blanc en 1513 (2).

C'est la première réformation réellement importante qui eut lieu en Touraine. Dès la nomination du réformateur, le procureur du roi met opposition à l'exercice de tous les

(1) A. N., Q¹. 389, Lettres du 4 août 1490.

(2) V. page 140.

droits ; aussi toute une série de procès en confirmation sont portés devant Le Blanc ; les usagers produisent leurs titres, présentent des requêtes, des conclusions ; le procureur du roi et l'archevêque se déclarent opposants ; et après instruction, les jugements sont rendus dans l'auditoire royal de Chinon, par le commissaire départi à la Réformation de la forêt. Ils sont tous du mois de janvier 1513.

Certains usagers furent confirmés facilement, mais cependant on peut voir par le texte de l'arrêt en faveur du Pommier-Aigre, combien la question était examinée de près ; combien de titres furent produits, d'enquêtes et contre-enquêtes faites, de conclusions baillées, de plaidoiries prononcées, etc.

Et là encore une nouvelle restriction se fait jour : les usagers sont bien confirmés dans le droit de prendre du bois par marc et montrée, mais pour les arbres nécessaires à la construction, il faut que les réparations ou les édifices soient visités par des gens « *expers et congnaisans* » qui doivent déclarer la quantité de bois nécessaire, et doivent en faire serment devant le maître des Eaux et Forêts.

Cette obligation de visitation ne fut jamais l'objet d'une ordonnance, mais seulement de règlements de la Table de Marbre à la fin du xvr^e siècle (1).

Nous connaissons les jugements de René Le Blanc pour le Pommier-Aigre, Coulaines et les habitants de Saint-Benoist, Rivarennés et Cheillé.

(1) Il existe plusieurs arrêts consacrant ce principe: Règlement pour Saint-Germain-en-Laye du 26 février 1598 (art. 18). Jugement pour les habitants de Mesnil-le-Roy du 8 may 1599 (ST-YON, p. 1066).

V. — Les Ordonnances du XVI^e siècle

Dès son avènement, François I^{er} « *deuement avertiz et informez des pilleries, larrecins et abbus qui se font aux eaux et forestz de nostre royaume, au grant dégast et destruction d'icelles, tant par nos officiers que autres* » (1), publie en 1516 une ordonnance générale sur le faict des Eaux et Forestz, qui, en matière d'usages, renouvelle les prescriptions antérieures.

Mais pendant la première moitié de ce siècle, les usagers sont constamment troublés dans l'exercice de leurs droits. Ils essaient de s'affranchir des règles de « marc et mons-
« trée », prennent du bois en fraude. Aussitôt les officiers leur suppriment leurs usages : d'où procès avec mémoire, production de pièces, plaidoiries, conclusions du procureur du roi et de l'archevêque, etc. (2).

Tantôt, comme en 1525, pour les habitants de Saint-Benoît, en 1536 pour le Pommier-Aigre, le siège des Eaux et Forêts de Chinon leur donne gain de cause, et de nouveau ils jouissent paisiblement.

Tantôt, comme en 1532 pour Saint-Benoît, et 1550 pour Turpenay, le lieutenant fait droit aux conclusions du procureur et les usagers sont obligés de faire appel devant la Table de Marbre.

Si les usagers mettent une certaine insistance à outrepasser leurs droits, les officiers ne négligent aucune occasion de leur susciter des désagréments et de les empêcher :

(1) Préambule de l'ordonnance de mars 1516. (*Actes de François I^{er}*, t. I, p. 349).

(2) Pour cette tendance à restreindre les droits d'usage au commencement du XVI^e siècle, cf. MAURY, p. 239, 262 et s. — DOMET, *Forêt de Fontainebleau*, p. 194 et s.

en 1535, le roi est obligé d'envoyer une commission d'enquête pour surveiller les officiers qui commettent toutes sortes d'abus (1).

La délivrance est alors générale ; personne ne prend plus ses usages sans marc ni montrée. Les abbayes ont bien quelques velléités d'user librement ; mais la perspective d'une suppression et d'un procès les calme. Pour le pâturage même, on commence à fixer des cantons défensables.

Dans la jurisprudence de la Table de Marbre, un principe déjà ancien réapparaît avec plus de force ; l'usage doit être proportionné à la personne, à son domaine, et surtout à la possibilité de la forêt ; sa quotité doit être fixée par le maître particulier ou son lieutenant. Ces idées ressortent nettement de l'enregistrement des lettres de confirmation d'Ogier de Faultray, seigneur des Forges (2).

Une ordonnance de 1529 (3) défend aux usagers de vendre leurs usages ou d'en disposer, et de mettre en pâture d'autres bêtes que de leur « nourry ».

En 1543, le maître de Touraine est chargé par le roi de visiter les forêts de la province, de voir les titres, etc. ; mais nous ignorons si cette mission a été remplie (4).

Deux ans plus tard, Pierre Papillon, lieutenant à la Table de Marbre, est chargé de la réformation des forêts de Touraine, se fait montrer tous les titres des usagers et les confirme (5).

Survient alors l'ordonnance de 1554, qui érige les sièges

(1) V. page 136.

(2) A. N., Z¹e. 328, f^o 269.

(3) S. YON, p. 378 ; ord. de janvier 1529.

(4) V. page 141.

(5) V. *id.*

en titre d'office ; le siège de Chinon devient maîtrise. Presque aussitôt les usagers produisent à nouveau leurs titres, déposent au greffe des copies collationnées aux originaux, avec un bordereau, et le maître particulier rend un jugement de confirmation ; en 1556 cette procédure eut lieu pour les habitants de la Baillière-Boissière ; le 26 octobre 1556, pour Coulaine ; en 1558, pour le Pommier-Aigre.

Pour remédier à l'accroissement considérable des droits d'usage dans les forêts, Henri III publie en 1577 une ordonnance supprimant toutes les concessions faites depuis François I^{er} (1). Il n'y avait dans la forêt de Chinon aucun usage de ce genre.

Aussitôt après, en janvier 1583, apparaît l'ordonnance fondamentale en matière d'usages (2).

Cette ordonnance prescrit d'abord une mesure immédiate, la production des titres et la confirmation dans les trois mois. Nous avons des preuves que les usagers de la forêt de Chinon s'y sont conformés, notamment l'abbaye de Turpenay, qui obtint des lettres du roi en décembre 1584.

Elle contient des dispositions générales très intéressantes, que les officiers s'efforcèrent d'appliquer : « *défendons très expressément à tous lesdits prétendants droits d'usage, particuliers, communautés, tréfonciers et autres, à peine de privation de leurs droits, de doresnavant couper aucun bois, si ce n'est par la permission de nosdits officiers, et es termes et saisons convenables, y pareillement envoyer leurs bestiaux esdits bois sinon qu'ils eussent atteint l'âge*

(1) Cette ordonnance prescrivait aussi la revision et le rachat des droits constitués à titre onéreux.

(2) Ordonnance de 1583. V. notamment art. 1, 2, 10, 11. (FONTANON, t. II, p. 323).

compétent, et, comme dit est, déclarez défensables par nosdits officiers, à peine aussi de confiscation du bétail, et de payer le dommage qui se trouvera y avoir esté fait (1). »

Ces sages prescriptions sont souvent reproduites dans les lettres et les procès de confirmation.

Enfin par l'article dix, il est recommandé aux officiers de tenir compte de « *la possibilité et impossibilité desdictes forests* ». — Cet article servira de base aux instructions futures. — Les officiers fixent souverainement la quantité de bois à délivrer, le nombre d'animaux à mettre au pâturage et au panage. Cette disposition est complétée par l'ordonnance de 1597 qui, dans le même esprit, décide que l'état des animaux à mettre dans les forêts sera dressé, et que les usagers devront s'y conformer (2). Il y a beaucoup d'états de ce genre, mais il ne nous en est pas resté pour notre forêt.

Les usages, dont nous venons de suivre l'évolution depuis les premiers temps, apparaissent au seuil du xvii^e siècle singulièrement réduits dans la forêt de Chinon. Leur étendue fut définitivement fixée par la réformation de 1666, complétée par l'état arrêté au Conseil du roi en 1673.

(1) Art. 2.

(2) Cette prescription existe déjà dans l'ordonnance de 1583 « *de tous lesquels prétendus droits sera fait et dressé estat au vray, pour estre veu et examiné en nostre conseil, ou par tels commissaires ou députez que nous adviserons...* » (Art. 11).

CHAPITRE III

ETUDE DES USAGERS

Après avoir suivi l'évolution de la législation des usages, nous allons étudier les usagers en eux-mêmes. Nous les diviserons en deux groupes : les usagers sans titre, et les usagers à titre, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas de titre de concession et ceux qui en ont un ; et pour éviter des répétitions, nous n'examinerons en détail qu'un usager de chaque sorte : les habitants de Saint-Benoît, Rivarennnes et Cheillé d'une part, et les religieux du Pommier-Aigre d'autre part.

Quant aux autres privilégiés, nous nous contenterons d'énumérer leurs droits, en mentionnant les particularités que l'on peut rencontrer.

I. — Usagers sans titre

§ I^{er}. — *Habitants de Cheillé, Rivarennnes et Saint-Benoît de la Mort*

Nous examinerons successivement :

- 1° Les droits des habitants jusqu'au xvi^e siècle ;
- 2° Leurs droits au xvi^e siècle.

A. — DES DROITS DES HABITANTS JUSQU'AU XVI^e SIÈCLE

1° *Droit au pâturage*. — Il n'y est fait allusion nulle part, mais ce droit étant dans le domaine public est exercé par tous librement et sans redevance. Les habitants doivent cependant se conformer à la coutume, à savoir : de ne pas

mener nuitamment les bestiaux au pacage, et de ne pas les conduire dans des taillis de moins de trois ans et un mois (1).

2° *Droit au pacage*. — Là l'usage est réglementé et le fut même de tout temps.

D'après la charte de 1190, le pacage est à la disposition des prévôts du comte et de l'archevêque qui peuvent le donner ou le vendre (2) et qui fixent aussi l'époque de la paisson.

Au xiii^e siècle, ce soin est réservé aux forestiers; et à partir du xiv^e siècle, ce sont les fieffayers qui sont chargés de l'annonce de la paisson; ils touchent même une indemnité pour ce travail (3).

Si la paisson est vendue, les habitants des trois paroisses peuvent néanmoins y mettre leurs porcs; mais ils doivent respecter le « *temps de la paisson* » (4), et payer des redevances.

Au xiii^e siècle, un certain nombre d'habitants de Cheillé ont protesté contre une amende de sept livres que leur avaient infligée le prévôt de Chinon et les forestiers en 1236, pour n'avoir pas payé les redevances dues pour des porcs trouvés dans la forêt. Et ils ajoutent que le pacage était pour eux « *immune et liberum* » (5).

(1) V. pages 180 et 183.

(2) V. page 65.

(3) Qui payait cette indemnité? Si l'on considère le pacage comme obligatoire, on doit admettre que c'étaient les usagers, et voir dans les indemnités pour nouvelles criées une sorte de dommages-intérêts.

(4) « *In tempore pastionum* » xiii^e siècle (Hist. de Fr., t. XXIV, p. 192, n° 1186).

(5) Hist. de Fr., t. XXIV, p. 192, n° 1186.

Nous ignorons la suite donnée à cette réclamation ; mais à notre avis les habitants de Cheillé n'étaient pas dispensés de redevances au xiii^e siècle. D'ailleurs, dès le commencement du xiv^e siècle, en 1314, tous les usagers paient aux quatre fieffayers ces redevances, perçues antérieurement par les *forestarii* au profit des propriétaires, et concédés en fief à la fin du xiii^e siècle.

Cette redevance est appelée « *tresfontaige* » (1), c'est-à-dire « droit perçu au profit du propriétaire d'un bien-fonds » : c'est le « *pasnage de quatre pors et de mains* » (2) dont font aveu les seigneurs de Chéniers. Sur le montant et le mode de paiement de cette redevance, nous n'avons aucun renseignement (3).

Les délits de panage donnent lieu à des amendes. En 1190, elles sont partagées par moitié entre le comte et l'archevêque (4).

3^e *Usage au bois*. — De l'absence de toute plainte aux enquêteurs de Saint-Louis de la part des habitants des trois paroisses, au sujet d'amendes pour les bois, on peut conclure qu'à cette époque ils en jouissent librement ; d'autant plus qu'il est question de nombreux délits de bois commis

(1) On trouve aussi le mot « *tercousage* » (Cart. de l'arch., ch. CCLVII). Cf. GODEFROY, *op. cit.*, t. VIII, p. 50.

(2) C'est-à-dire, « quand une personne en met quatre et au-dessous. » (A. d'I.-et-L., G. 10, p. 84, aveu de 1556).

(3) Il faut admettre ici le même taux qu'au xvi^e siècle : 3 deniers. Ils devaient être perçus au moment de la constatation de l'usage ; on cachait souvent les redevances sous le nom d'amendes (V. PRÉVOT, *op. cit.*, p. 369 et s.). Quand la paisson était vendue, elles étaient payées à l'acheteur.

(4) V. page 65.

par les habitants de Huismes, Rigny, Saint-Mexme-les-Champs, Cravant (1).

Ils doivent prendre toutes leurs nécessités, sans demander délivrance et sans payer de redevances. Celles-ci n'ont pas toujours existé et ont commencé à être perçues au cours des ^{xiv}^e et surtout ^{xv}^e siècles.

B. — DES DROITS DES HABITANTS AU ^{xvi}^e SIÈCLE

Dès la seconde moitié du ^{xv}^e siècle, le 28 novembre 1466, le lieutenant des Eaux et Forêts à Chinon rend en leur faveur une sentence de confirmation, dont nous n'avons malheureusement pas le texte.

Lors de la réformation de René Le Blanc, ils obtiennent de nouveau confirmation le 28 janvier 1513 (2).

Le 16 juillet 1522, intervient en leur faveur un arrêt de la Table de Marbre. Mais il faut croire que les officiers de Chinon étaient bien peu respectueux des décisions de la Cour souveraine, car peu de temps après le procureur défend aux habitants d'user de leurs droits. Ceux-ci, « doutant se méprendre, ont cessé d'en jouir et un grand préjudice leur a été causé » (3). Mais au commencement de l'hiver 1525, les habitants des trois paroisses s'assemblent, décident de présenter une requête au lieutenant des Eaux

(1) Hist. de Fr., t. XXIV, p. 177, n° 935: Hamaricus Berleis et Odo Berleis, de Viliers, paroissiens de Saint-Mexme de Chinon, avaient pris du bois mort, *lignum siccum*; n° 936: Stephanus Champaig, paroissien de Cravant, fut trouvé coupant du bois; n° 953: Girardus le Cante de Ausonio, paroissien de Huismes, avait coupé un rameau d'épine blanche, etc.

(2) Ces confirmations sont rapportées dans le jugement de 1525.

(3) Requête des habitants, v. n. suivante.

et Forêts de Chinon, et à cet effet élisent trois procureurs, Guertin, Dubois et Deschamps (1).

La requête est faite ; le lieutenant examine cet exposé des droits et devoirs des usagers, demande production des titres, et le 16 décembre rend un jugement confirmatif, lève la main-mise, mais introduit cependant quelques restrictions dans l'exercice des droits (2).

Ce jugement leur accordait encore le bois mort et mort bois sans marc ni montrée ; mais les procureurs du Roy et de l'archevêque s'avisent que ce droit est exagéré, et déposent des conclusions tendant à le restreindre par marc et montrée : ce que le lieutenant des Eaux et Forêts ratifie par sa sentence du 6 mars 1533. Aussitôt les habitants en font appel à la Table de Marbre qui, le 25 janvier 1534, déclare : « *la sentence avoir été mal jugée* » (3).

Mais pendant l'instance à la Table, les officiers de Chinon continuent à « troubler et empêcher de jour en jour les habitants de jouir de leurs droits ». Aussi le 1^{er} février 1534 adressent-ils une requête à la Table de Marbre (4) qui, six jours après, rend un jugement « *faisant défense aux officiers de les troubler* » et leur enjoignant de les laisser « *jouir suivant le jugement du 16 décembre 1525* » (5).

C'est ce dernier jugement qui constitue le fondement des droits des trois paroisses.

(1) Dans leur requête, ils exposent leurs droits antérieurs et leurs titres. Elle se trouve en tête du jugement du 16 décembre.

(2) A. de Saint-Benoît, *Titres de communaux*, t. I, f^o 3 à 6. Copie collationnée par DESPAGNE, notaire à Chinon.

(3) *Id.*, f^o 6.

(4) *Id.*, f^o 6 et 7, copie collationnée.

(5) *Id.*, f^{os} 7 à 10. Jugement rendu par Pierre Desbaty. — Ces diverses pièces forment un cahier de papier de huit feuilles.

A cette époque, leurs usages sont circonscrits dans le Teillay, non compris même le Deffais. Mais les habitants de Saint-Benoît imaginent au cours du xvi^e siècle d'user également de leurs droits dans la Basse Forêt et font une déclaration en ce sens en 1594 (1).

Et lorsque les trois paroisses se font confirmer par le duc d'Anjou et les rois Henri III et Henri IV, ils obtiennent des lettres portant qu'ils jouiront de leurs droits « *tant en la basse forêt qu'en celle du Tillay* » (2).

Dans les siècles suivants, les habitants ne sont pas moins troublés qu'au xvi^e siècle. On trouve constamment des vexation des officiers et des gardes, des interdictions à la suite d'un délit ; et il en résulte des procès interminables, devant toutes les juridictions du royaume.

Nous allons examiner maintenant les divers droits des habitants au xvi^e siècle.

1^o *Droit au pâturage*. — Aucune particularité à signaler, si ce n'est l'extension du droit à la Basse Forêt.

2^o *Droit au panage*. — Le temps de la païsson est toujours annoncé de la même manière ; et les usagers doivent encore leurs redevances, dont le taux est précisé : ils paient trois deniers par porc.

3^o *Droit au bois*. — Les habitants, dans leur requête adressée au lieutenant en 1525, prétendent à tous les usages sans marc ni montrée ; mais le jugement du 16 décembre ne leur permet de prendre ainsi que du bois mort et du mort bois. Pour le bois de ligne et de charpente, ils ne

(1) A. N. P. 773⁹⁶.

(2) Lettres patentes du 14 avril 1601 (A. de St-Benoît, t. I, f^o 20). Dans ces lettres, il est fait mention des lettres du roi Henri III de mars 1580 et du duc d'Anjou de mai 1580.

peuvent rien « *prendre ny couper sinon par ordre et montrée qui leur en sera faite par l'autorité de mondit sieur le maistre, ou son lieutenant audit siège, ou celui qui aura son marteau selon les ordonnances, qui en sera tenu en marker et en faire registre.* » Le jugement ajoute même : « *sans qu'ils en puissent transférer et transporter ailleurs ny autre part et sans en vendre ny aliéner sous peine d'amende arbitraire et privation d'usage.* » On peut voir par ces citations combien les restrictions étaient grandes, et avec quel soin les officiers de Chinon appliquaient les ordonnances.

Ces usages en bois étaient de trois sortes :

A) *Bois de Chauffage.* — Il faut distinguer ici suivant qu'il s'agit de chauffage personnel ou de chauffage industriel.

a) *Chauffage personnel.* — Chacun des habitants des trois paroisses peut prendre du bois mort et du mort-bois pour son chauffage avec « *bœuf, charrette et aussi bestes chevalines, asnes et avec paubourde* (1), *et autrement ainsi que bon leur semblent* » : ils paient leurs redevances suivant le mode d'usage. Nous avons vu qu'ils triomphèrent des obstacles que le procureur voulut mettre à l'exercice de ce droit, et qu'ils continuèrent d'en jouir sans marc ni montrée.

b) *Chauffage industriel.* — Le prieur de Rivarennnes a le droit de prendre du bois pour chauffer « *son four à ban* », ainsi que les boulangers des trois paroisses « *pour faire chauffer le four pour cuire leur pain qu'ils font pour*

(1) La paubourde était une sorte de civière. Mais, en Touraine, on désignait plutôt par ce mot le pieu porté sur l'épaule, dans lequel on fichait les fagots.

vendre. » C'est là un très grand privilège, car la plupart du temps l'usage est considéré comme strictement personnel, c'est-à-dire pour les besoins exclusifs de l'usager et de sa famille, et même souvent l'emploi du bois pour une industrie est formellement défendu. Mais nous verrons que, pour la forêt de Chinon, cette exception n'est pas isolée.

Le prieur et les boulangers doivent payer à chaque fief-fayer un sol de service annuel.

B) Bois à bâtir. — Les habitants ont tous le droit de prendre du bois « *pour maisonner* » ; mais depuis 1525, ils doivent faire marquer les arbres, dont ils ont besoin, par le garde-marteau, qui en tient registre.

Cet usage leur fut confirmé à la fin du xvi^e siècle, mais disparut en 1666.

C) Bois d'œuvre. — Il faut encore distinguer ici les besoins personnels et les besoins de l'industrie.

Les habitants ont le droit de prendre du bois pour faire leurs « *vaisseaulx, bancs, tables, chalis, rouelles, pelles et aultres ustancilles* », mais seulement par marc et monstrée après 1525.

Quant aux artisans, aux « *champusiniers* » qui existaient nombreux autour de la forêt, « *sibelliers, bastiers, palliers, fuseliers, roytiers, boicelliers*, etc. » (1), et qui ouvraient « *bois mort et mort bois* », ils revendiquent leur usage dans

(1) Le terme de « champusinier » servait à désigner tous ceux qui travaillaient le bois ; ce mot vient de « chapuis », qui signifie bois à charpentier ou menuisier (Cf. GODEFROY, *op. cit.*, t. II, p. 64). Les sibelliers fabriquaient des objets creux ; des bastiers, des bâts et des selles ; les palliers, des pieux (*id.* t. V, p. 71) ; les fuseliers, des fuseaux (*id.*, t. IV, p. 179) ; les roytiers, des roues (*id.* t. VII, p. 225) ; les boicelliers, des boisseaux et autres instruments de mesure.

la requête de 1525 ; le jugement ne le leur accorde pas explicitement, mais comme il confirme les redevances à payer, on peut voir là une reconnaissance tacite. En tout cas, ils doivent demander congé aux officiers.

Les « *roytiers et boicelliers* » ont à payer à chaque fieffayer 3 sols par an, soit au total 12 sols ; et les autres « *champusiniers* » 12 deniers, soit au total 4 sols.

Redevances. — En dehors des artisans, boulangers et prieur, qui paient des redevances supplémentaires, tous les usagers au bois mort et mort bois, c'est-à-dire tous les habitants sont répartis en trois catégories (1) :

1^o Ceux qui vont chercher du bois avec bœuf et charrette, paient une redevance en nature.

Les uns, demeurant entre la vallée ou Rouëve de la Noiraye, et le guetz de Ratz, doivent un septier d'orge, soit trois boisseaux à chaque fieffayer.

Les autres, demeurant à Rivarennés et à Saint-Benoît, s'acquittent avec un septier de seigle.

2^o Ceux qui prennent le bois de chauffage « *avec bestes chevalines, asnes et crochets* », paient chaque année douze deniers à chaque sergent.

3^o Ceux qui prennent leur usage avec une paubourde donnent une *geline* à chaque fieffayer.

Toutes ces redevances sont requérables à la saint Michel.

Elles durèrent autant que les fieffayers, mais ne furent plus perçues après la réformation de 1666.

§ 2. — *Habitants de la Boissière, la Bailleu et la Bodinière*

La Boissière, la Bailleu et la Bodinière formaient trois

(1) Le seigneur d'Azay ayant échangé ses droits avec le roi en 1519, la part lui revenant était versée au domaine.

petits hameaux, situés à l'est de la Haute Forêt, à peu de distance de Villaine (1). On ne retrouve plus aujourd'hui que la Bailleu, dont le nom s'est transformé en Ballière, et qui fait partie de la commune de Cheillé (2).

L'origine de leurs droits remonte au temps des premiers habitants. Mais dès la fin du ^{xiv}^e siècle, ils se firent confirmer dans leurs droits ; ils obtinrent des lettres patentes en 1393 (3), puis en avril 1539 ; par deux jugements des Eaux et Forêts de Chinon, en 1556 et 1572, ils furent maintenus dans leurs usages.

Ils jouissaient du bois mort et du mort bois pour leur chauffage, du pâturage pour leurs bêtes *aumailles* et du panage pour leurs porcs. Ils avaient à payer des redevances au domaine de Chinon (4).

Une particularité seule rend ces usagers intéressants. Lorsqu'un sergent fieffayer avait pris un malfaiteur, ou plus exactement un criminel, il le remettait entre les mains des habitants de la Boissière, qui étaient tenus de le conduire à la prison du roi à Chinon (5).

(1) On les voit sur la carte de la forêt de 1673.

(2) Hameau de 30 habitants, appelé Bullière sur la carte d'état-major.

(3) B. N. fs. 8731, f^o 151

(4) *Id.* « Maintenons... à la charge de payer les redevances dûes par eux au domaine à Chinon, suivant leurs titres. » (Confirmation de 1666.)

(5) « *S'il s'en trouve en cas criminel, sont tenus (les sergents) les prendre et bailler en garde aux usagers de la Boissière, qui les doivent rendre à la prison du roy à Chinon.* » (A. d'I. et L., G. 10, p. 84).

§ 3. — *Habitants de Huismes, Rigny et
Saint-Mexme-de-Chinon*

Au XIII^e siècle, ces paroisses qui entourent la Basse-Forêt (1) n'y avaient aucun droit d'usage. Dans les enquêtes de Saint-Louis, on voit de nombreuses amendes infligées par les forestiers aux habitants de ces paroisses, pour pacage dans la forêt du roi, *in nemore domini regis*.

Mathæus de Ausonio, paroissien de Huismes, fut condamné, en 1243 par Johannes Veillart, à deux septiers d'avoine et 6 sols tournois, pour avoir fait paître ses bœufs dans la forêt (2). Johannes Paumart, sergent de Veillart, trouva dans la forêt les bêtes de Philippe Aubépin, de Saint-Mexme-de-Chinon, et le fit condamner à 15 s. 7 d. (3). Et ce qui prouve que les habitants n'avaient aucun droit, c'est que pour leur défense ils soutenaient que leurs animaux n'avaient pas été trouvés dans la forêt.

Ils ne pouvaient pas non plus prendre du bois mort, ni même de la fougère ; car Hamericus Berleis et Odo Berleis, paroissiens de Saint-Mexme-de-Chinon, durent payer une amende de 13 sols, parce que les sergents de Veillart trou-

(1) Les habitants de Huismes avaient des pâturages abondants en dehors de la forêt. — Rigny formait une chatellenie relevant de Chinon. — Saint-Mexme, monastère fondé au V^e siècle, était situé « *in suburbio Cainonis castri* » (cart. de St-Florent) ; et cette paroisse s'étendait sur toutes les terres situées à l'est jusqu'à la forêt, les fontaines d'Auson et les terres de Cravant.

(2) « *Mathæus de Ausonio, par. de Oximis, d. q. Johannes Veillart extorsit ab eo injuste, duo sextaria avenæ et VI solidos turo-nensium, eo quod falso dicebat dictus Johannes boves Mathæi pas-centes invenisse in nemore domini regis. Et hæc se offert proba-turum.* » (H. de Fr., t. XXIV, p. 177, n^o 954.)

(3) *Id.*, p. 177, n^o 943.

vèrent dans leurs demeures quelques feuilles de fougère et du bois sec.

Mais cependant dès cette époque, ils pouvaient envoyer leurs porcs au panage dans la Basse-Forêt, à condition toutefois de payer une redevance au forestier.

Dans les siècles suivants, ces habitants continuèrent d'envoyer leurs porcs au panage, et réussirent même à y faire pacager leurs bestiaux. Mais ils n'eurent jamais droit au bois.

Jusqu'au xvr^e siècle, aucune pièce officielle ne constate leurs usages ; et le 4 avril 1588 seulement, les habitants de Huismes font aux commissaires des francs-fiefs la déclaration suivante :

« Plus déclarent lesdits habitants avoir droit de pannaige, pessonnage et herbage en la Basse forest de Chinon, pour lequel droit ils doivent au roy la somme de cinq sols pour chaque pourceau pessonnant esd. forests ayant l'age d'un an (1). »

Peu après, les trois paroisses représentèrent au roi Henri IV qu'ils avaient *« de tout temps et ancienneté droit de pacage et paturage pour leurs bestiaux, et les mener et faire mener en basse forêt de Chinon, toutesfois et quant bon leur semblera, et sans pour ce payer aucune chose, sinon quand il y a glandée ils sont tenus de mettre leurs porcs et payer par pièce du dessus de l'age de un an cinq sols seulement au fermier de la glandaison »*, et le roi leur octroya des lettres de confirmation (2).

(1) A. N., P. 773⁹⁶.

(2) Ces lettres ne nous sont connues que par une confirmation du roi Louis XIII, du mois de mars 1625, et même les lettres de mars 1625 sont un duplicata, *« d'autant que telles et semblables*

Ils ne continuèrent à jouir de ces usages que jusqu'à la réformation de 1666 (1); car ils furent dans l'impossibilité pour se faire confirmer, de produire des titres antérieurs à 1560.

II. — Usagers à titre

Les usagers, par suite de concessions royales et seigneuriales, ont toujours essayé d'outrepasser leurs droits et de sortir des limites de leur titre, et ces tendances amenaient naturellement des interventions des officiers qui, devant l'imprécision du titre, tentaient non seulement de réprimer les abus, mais encore de réduire les usages antérieurs.

Toute l'histoire des usagers réside en ces procès continuels suivis de confirmation ; et l'abbaye du Pommier Aigre fournit un exemple intéressant en même temps que rare, d'un usager qui, en trois siècles, a considérablement agrandi le fonds de sa servitude.

§ 1^{er}. — *Pommier Aigre*

Le roi Henri II fonda à la fin du xii^e siècle le prieuré du Pommier Aigre. Il donna aux Bons Hommes de Grandmont, richement dotés par lui déjà en Normandie et en

lettres que lesdictes présentes ont été ci-devant expédiées et lesquelles ont été perdues par les chemins durant le siège de Saint-Jean-d'Angely. » Elles étaient adressées à « nos chers et bien aimés les manants et habitants des paroisses de Huismes, Rigne et Saint-Mexme de Chinon. » (A. d'I.-et-L., G. 41).

(1) Il existe encore une déclaration des habitants de St-Mexme du 1^{er} juillet 1641 (A. N., T. 741).

Anjou, le lieu « *de Pomerio Acri* » et une partie de la Basse Forêt (1).

Ce monastère reçut dès le début un nombre considérable de donations, et à l'aide des titres parvenus jusqu'à nous, on pourrait aisément suivre l'évolution de sa propriété, de ses revenus et de sa richesse. Il eut des abbés illustres, entre autres le cardinal de Richelieu.

Ce prieuré fut supprimé en 1774 par un décret de l'archevêque de Tours en date du 22 mars, et la mense conventuelle fut unie au grand séminaire du diocèse.

La charte de fondation permet aux religieux d'utiliser à leur gré la forêt qui leur est donnée, « *ad utendum pro voluntate sua* » ; ce droit, comme nous le verrons, leur fut contesté au ^{xiii}^e siècle.

En outre, ils peuvent prendre dans toute l'étendue de l'autre forêt « *in totam forestam aliam* », et en général dans toutes les forêts du comte « *universas forestas meas* », tout le bois nécessaire à la construction et aux usages du prieuré et des autres maisons de l'ordre (2).

C'est donc une concession très étendue, et peu précise. L'expression « *in totam forestam aliam* » désigne-t-elle la Basse forêt seulement, ou la forêt de Chinon tout entière ? Cette ambiguïté fut la source de nombreux conflits.

(1) « *Locum de Pomerio Acri, et totum nemus liberum et quietum ad utendum pro voluntate sua sicut distinguit via vetula quæ incipit a via tironensi et venit in viam episcopalem, et fossata claudunt deversus Chinonem...* » (D. HOUSSEAU, t. IV, f° 183 v°, n° 1926). (A. N., K. 186, n° 127). Cette pièce porte le numéro 537 du catalogue des « Actes d'Henri II », par DELISLE, qui la place entre les dates de 1178 et 1189.

(2) « *Omnia necessaria ad ædificationem et usus ejusdem domus et aliarum domorum ejusdem ordinis.* »

Cette donation fut confirmée dans les mêmes termes par Richard Cœur de Lion en 1196 (1).

Dans le domaine du Pommier Aigre, il n'y avait pas une grande étendue de terres cultivables ; aussi les religieux se mirent à défricher leurs bois. Les officiers royaux s'en aperçurent, et émirent l'idée que les religieux n'en étaient pas propriétaires ; le roi naturellement ordonna une enquête et commit à cet effet le sénéchal de Touraine Terricus de Gallart, le châtelain de Chinon Guy Seete, et le forestier Johandus Ferré (2). De cette enquête il résulta que les religieux étaient bien propriétaires et avaient le droit de disposer de leurs domaines, de couper et de vendre leurs bois.

L'enquête porta également sur les usages du Prieuré dans la forêt de Chinon « *Super usuagio quod habent in foresta chinonis* ». L'expression de « *foresta chinonis* » montre qu'à cette époque le droit des religieux était circonscrit dans la Basse forêt, que la « *foresta alia* » de la Charte était interprétée au sens restrictif.

Plusieurs témoins vinrent déposer que les « *dicti fratres* » pouvaient y prendre du bois pour leurs constructions, mais l'un ajouta : quand ils n'en peuvent trouver dans leur

(1) D. HOUSSEAU, t. V, n^{os} 2089 et 2090. Lettres datées à Chinon du 15 décembre 1196.

(2) « *Hec est inquisitio qui facta fuit de mandato domini regis Francie et domini episcopi Silvanectensis per Terricum de Gallart, seneschallum Turonensem, Guidonem Sagutam, castellanum Chinonensem et per Johandum Ferre forestarium domini regis...* » (A. d'I.-et-L., H. 720). Cette enquête n'est pas datée, mais la présence de Terricus de Galardon permet de lui assigner, comme date approximative, de 1219 à 1227, période pendant laquelle il fut sénéchal de Touraine. V page 137.

forêt (1), et un autre déclara ignorer s'ils devaient requérir la délivrance des forestiers (2).

D'après ce texte, leurs droits seraient donc des plus restreints. Il n'est même pas question de pâturage ni de panage. Mais par la suite, lorsqu'ils ne trouvèrent plus sur leurs domaines de quoi satisfaire leurs besoins, ils usèrent davantage de la Basse forêt.

Pour le ^{xiii}e siècle, nous n'avons pas d'autres détails, mais un acte de 1336 nous donne des renseignements complets sur leurs droits au commencement du ^{xiv}e siècle.

Les religieux avaient mis quelque temps auparavant des pourceaux dans la Basse forêt, et les marchands, qui avaient acheté la paisson, avaient pris lesdits pourceaux « *au grand grief, préjudice et domaige du dit prieur* », qui s'en était plaint à Henry de Meudon, maître en enquêteur des Eaux et Forêts. Celui-ci avait délégué le verdier de la « *Petite Fourest* » pour faire une enquête qu'il ne fit pas, et Jolin Guenault, souverain maître, dut réitérer l'ordre d'Henry de Meudon. En dehors de ces détails sur la paisson, cet acte est intéressant par la phrase suivante : « *Ils (les religieux) avaient leur usage en la dite fourest en bois sec et vert et de mectre en la pesson tant de pourccaulx comme il leur plaist.* » Tels sont les droits d'usage qui résultent des chartes et dont ils sont « *en saisine et pos-*

(1) « *Guillermus de Janervam, int. dixit quod vidit quando Henricus, rex Angliae, donum fecit ad usagium domus in alio bosco ad ædificationem suam nisi in illo possint invenire* » (Enquête ci-dessus).

(2) « *Philippus de Gorreio, miles... nescit si licenciam querebant a forestariis.* »

session » « des si loin temps qu'il ne estoit mémoire du contraire » (1).

Ils peuvent prendre du bois sec pour leur chauffage, du bois vert pour leurs constructions, et aucune délivrance n'est requise. Comme tous les riverains ils ont droit assurément de mettre leurs bêtes au pâturage, mais de plus au moment de la paisson ils y conduisent autant de porcs *« comme il leur plaist »*. Mais ces droits s'exercent uniquement sur la Basse forêt, la *« Petite Fourest »*.

C'est au cours de ce siècle que furent promulguées les premières ordonnances importantes des Eaux et Forêts. Le principe de la délivrance tendait à se généraliser et hantait l'esprit des officiers réformateurs et des juges.

En 1384, deux ouvriers, Jehan Champart et Jehan Colleau, furent trouvés abattant des bois dans la propre forêt du duc pour l'usage du prieur et couvent du Pommier-Aigre, qui aussitôt les prirent sous leur protection, *« en garentage »*. L'affaire vint aux plaids des réformations à Chinon et le procureur du prieuré Geoffroy Minier exposa les droits des religieux en faisant surtout ressortir qu'ils pouvaient prendre du bois *« sans marc et sans monstree et sans y appeler le verdier ni les sergents »* : ce que le Procureur du duc nia en soutenant que les verdiers et officiers sont *« en saisine et possession de leur bailler et livrer*

(1) Mandement du lundi après la Chandeleur 1336 (A. d'I.-et-L., H. 720 — copie; l'original était scellé sur simple queue de cire verte). A quelle date faut-il placer l'intervention d'Henry de Meudon? Sans doute dans l'année précédente, puisqu'il fut institué souverain maître le 24 septembre 1335, alors que Joulin Guénet ou Guenault l'était depuis le 14 août 1331 (P. ANSELME, *Maison de France*, t. VIII, p. 846). Henry de Meudon devint, peu après, maître de la vénerie du roi.

boys ». Une enquête fut faite qui donna raison au prieuré ; celui-ci produisit ses titres ; et le samedi 30 avril 1384, après avoir pris « *l'avis des saiges assistans* », le lieutenant du maître des Eaux et Forêts de Touraine confirma les religieux dans leurs droits (1).

Quelque temps plus tard, en 1393, ils furent encore confirmés mais seulement par provision (2).

Après la promulgation de l'ordonnance de 1402, le souverain maître, Guillaume de Tancarville, suspendit jusqu'aux réformations l'exercice de tous les usages. Il délivra seulement au prieuré du Pommier Aigre « *leur usaige par la livrée du verdier et par manière de provision* ».

Il y eut alors dans la forêt une réformation faite par Guillaume de Nonroy, qui reconnut les droits du prieuré. Les enquêtes, le rapport furent transmis à Guillaume de Tancarville et les religieux le supplièrent « *tout empeschement leur estre osté* ». Mais celui-ci voyant avant tout le bien du royaume et s'appuyant sur le mauvais état de la forêt, pensa que « *la manière de leur user estoit à restreindre* » et décida « *que dorénavant ils aient et preignent leurs dits*

(1) A. d'I.-et-L., H. 720. « ...Nous avons dit et disons par nostre jugement et par fin d'enqueste que ledit prieur et couvent et ses successeurs devront jouir et user doresnavant de leur usage en la forme et manière que contenu est en leurs dictz privileges, et partant leur avons donné congé d'en user... et doresnavant ledit prieur et couvent et ses successeurs pourront prendre dudit boys en ladite propre forest sans marc et sans monstree pour leurs necessités... »

(2) Ordonnance de Jehan Vezille, maître et enquesteur des Eaux et Forêts de Touraine, donnée à Chinon le 29 novembre 1393 (A. d'I.-et-L. H. 720). Elle fut rendue lors d'une session de justice forestière tenue à Chinon, « es plaids de reformation », et les religieux furent confirmés jusqu'aux « secondes réformations », pour permettre sans doute une enquête.

usaiges en la dite propre forest par marc et par monstrée par la livrée des maistres des forêts ou par le verdier d'icelle forest es lieux déclarez en leurs tiltres anciens avec moins de grièfs qu'il se pourra faire » (1). Le système général est donc appliqué, mais les droits du prieuré sont sensiblement réduits : aussi les religieux n'acceptèrent-ils pas de bon gré le nouvel état de choses, et chaque fois que l'usage revint en question, ils réclamèrent la complète liberté.

Ils étaient même très adroits et aussitôt l'arrivée au trône de Charles VII, ils lui adressèrent une requête, lui exposant qu'ils jouissaient « *de si anciens temps qu'il n'est mémoire du contraire* » de leurs usages en bois dans la Basse Forêt « *sans marc ni congé* » du verdier. Mais « *ils doutent* », ajoutaient-ils, « *qu'on ne leur voulust mettre empeschement ores ou au temps à venir, s'ils n'en avaient lettre ou confirmation* » du roi. Aussi Charles VII leur octroya, le 18 août 1424, des lettres de confirmation (2) en chargeant le bailli des exemptions et le maître des Eaux et Forêts de Touraine de vérifier les droits des religieux. Guillaume Dunninger « *bailli de Touraine et des ressorts et exemptions d'Anjou et du Maine* » trouva « *suffisantes* » les preuves contenues dans la requête et rendit à Chinon, le 14 octobre 1424, une ordonnance accordant aux religieux les usages réclamés sans marc ni monstrée (3).

(1) Ordonnance de Guillaume, comte de Tancarville, donnée à Paris le 28^e jour de mars après Pasques l'an mil quatre cent et dix (A. d'I.-et-L., H. 720).

(2) Lettres patentes données à Poitiers le 18 août 1424 (A. d'I.-et-L. H. 720) « *mandons que... s'il vous appert des dits privilèges que les dits suppliants ayent joy et usé en temps passé, vous les en faites jouyr et user paisiblement...* »

(3) Ordonnance donnée à Chinon en présence de Jehan Pepinot, « *lieutenant général du bailly* » (A. d'I.-et-L. H. 720).

Mais les religieux comptaient sans le souverain maître Charles de la Rivière, comte de Dammartin, qui, recevant les lettres de Charles VII au vidimus, jugea que « *dure chose serait et dangereuse pour le dit sire qu'ils pussent prendre par leurs mains et à leur volonté, et par tout où il leur plairait tout le bois qu'ils voudraient* ». Aussi décida-t-il que les religieux « *preignent leurs dits usaiges par marc et monstree, par la livrée des maistres des foretz ou par le verdier d'icelle forest es lieuls declarez en leur titres anciens au moins dommageables de la dite forest que faire se pourra* ». Le souverain maître adressa le 11 mai 1429 un mandement conforme au maître des Eaux et Forêts de Touraine et au verdier de la Basse Forêt de Chinon, et leur ordonna de laisser les religieux jouir de leurs usaiges « *par la manière que dessus est dict* » (1).

Jusqu'à présent les moines du Pommier Aigre n'avaient pris du bois que dans la Basse Forêt, et même dans le dénombrement du temporel du prieuré, rendu au lieutenant du bailli de Touraine à Chinon le 10 janvier 1486, il n'est question que d'usages dans la Basse Forêt (2). Mais à la fin du xv^e siècle, ils durent ne pas y trouver les arbres dont ils avaient besoin et allèrent dans le Teillay ; et après avoir examiné leurs titres, ils prétendirent avoir aussi des droits sur le Teillay.

(1) Ordonnance donnée à Chinon le 11 mai 1429 (A. d'I.-et-L., H. 720). Le comte de Dampmartin avait été institué grand maître par lettres données à Tours le 21 mai 1428.

(2) La copie de ce dénombrement existe aux A. d'I.-et-L. (G. 1065 f^o 45). Il a pour titre : « Dénombrement du temporel et revenu du prieuré du Pommier Aigre, de fondation royale, sujet en spiritualité du saint Siège apostolique, exempt de toute juridiction ordinaire ecclésiastique... »

Au commencement du xvi^e siècle, en 1513, nous assistons à un procès de réformation, où cette question est discutée. Le procureur de l'archevêque avait inquiété à plusieurs reprises les religieux, et ceux-ci se présentèrent devant René le Blanc, « *commissaire du roi à faire la réformation de ses forets à Chinon* », afin d'obtenir justice.

Les procureurs du roi et de l'archevêque comparaissaient comme défenseurs opposants. C'est surtout ici qu'il faut admirer l'habileté des religieux de Grammont. Tous les procès de confirmation, toutes les ordonnances des grands maîtres, toutes les enquêtes qu'ils avaient entre les mains, ne faisaient mention que d'usages dans la Basse Forêt. Un titre seul, par ces termes vagues, pouvait s'interpréter d'une manière plus large : c'était la charte de fondation d'Henri II, confirmée par les rois de France.

Ce titre seul servit de base à l'argumentation des religieux ; ils ne produisirent aucune confirmation, aucune ordonnance, aucune enquête.

Le procureur des religieux exposa d'abord les conditions de la donation, montra que l'usage « *par toutes les foretz de Chinon* » s'était toujours exercé « *au veu et sceu des officiers du Roy et du dit très Révérend* », et « *sans contredict ou empeschement* ». Là-dessus le procureur « *dudit sire n'a eu que dire ne justifier* », mais celui de l'archevêque, — « *sans cause et contre raison* » disent les religieux, — « *se serait efforcé vouloir les empescher en leurs dits droicts d'usaiges en la haulte forest* », et le procureur du Pommier Aigre conclut que : « *par la sentence just dict et déclaré que le dit procureur du dit Très Révérend torsionnièrement, follement et à tort quoy que soit sans cause raisonnable, avait donné opposition ou empeschement à la jouissance de droictz d'aulmosne perpétuelle* ».

« *La partie du dict Très Révérend Père en Dieu l'archevesque* » risposta alors, que les rois avaient donné aux religieux l'usage en « *la plus proche forest de leur prieuré* », et non dans la haute forêt parce qu'elle était indivise et que lui, copropriétaire, n'avait jamais fait de dons. Et à cet argument, le procureur du Pommier Aigre répondit victorieusement : « *qu'à l'époque du don, la forest appartenait pour le tout aux roys de France* » et que si « *le dit Révérend y eut une porcion, ils ne concevaient double qu'ilz n'en eussent faict mention par le dit don* » — et même, disait-il, s'il est propriétaire actuellement, c'est « *par don à luy faict ou à ses prédécesseurs par les dits roys de France* », et ce don « *ne povait de rien préjudicier à iceulx religieux, ni à leurs dits dons d'usaiges précédant* ».

Cette plaidoirie, bien qu'inexacte, convainquit le tribunal ; le procureur du roi déclara n'avoir rien à dire « *au contraire* », mais le procureur de l'archevêque fit ses réserves.

René le Blanc invita alors les parties à produire leurs moyens par écrit. En dehors de leurs mémoires et conclusions, les religieux apportèrent au tribunal une enquête qu'ils avaient fait faire et l'original de leur charte de donation.

Après avoir entendu les dernières observations du procureur de l'archevêque et la « *renonciation du procureur du Roy de ne bailler aucuns reproches, lettres, tiltres* », le réformateur prononça l'arrêt suivant, le 21 janvier 1513, en l'auditoire royal de Chinon :

« *Les dits demandeurs joyront du droict par eulx prétendu tant du boys du chaufage que du boys à édifier et à faire merrin tant à la Haulte Forest que en la Basse Fo-*

rest par marc et monstrée, appelé les verdiers..., quant à l'usage à eddifier les dits demandeurs seront tenuz leur en faire marquer par les dits verdiers, premièrement visitation faicte des réparacions ou eddifices nécessaires que voudront faire faire les dits demandeurs et ce par gens experts et cognaissans, lesquels seront tenuz faire le serment par devant le maistre des Eaux et Forêts de justement visiter et raporter en leur conscience la quantité de boys qu'il fault pour faire le dit eddifice ou réparacions, pour le dict raport veu par le dict maistre des Eaux et Forests et verdiers estre délivré du boys es lieu plus aisé et moins dommageable et sera escript la place et les chesnes ou aultres arbres selon que besaing sera, lesquelz arbres aussi marquez seront justement pris et delivrez aux dicts demandeurs et si les dits arbres delivrés ne satisferont au dict eddifice seront tenuz les dits verdiers en bailler d'aultres... ». (1)

Ce jugement les confirma dans un droit qu'ils n'avaient pas antérieurement et dont ils ne cessèrent d'user par la suite. Mais leurs usages en bois à bâtir furent restreints.

Et d'ailleurs le procureur du roi à Chinon les troubla souvent dans l'exercice de leurs droits. Dès 1517, ils furent obligés d'adresser une requête au maître des forêts, qui, après avis du procureur, leur accorda du bois de chauffage par provision « *et jusques à troyz ou quatre arbres convenables à leurs affaires* » (2).

(1) A. d'I.-et-L., H. 720. Copie. — L'original était signé : Le Blanc, Delif, et scellé sur double queue de cyre rouge.

(2) A. d'I.-et-L., H. 720, original. Ordonnance donnée à Chinon le 10 août 1517 ; la signature de Cochart, procureur du roi, y figure.

A la Noël 1535, le procureur du roi, Cochart, requit le lieutenant du maître des Eaux et Forêts, Antoine Ribot, de faire défense aux verriers et autres officiers de bailler et laisser prendre du bois aux religieux. Et Ribot rendit une ordonnance conforme.

Aussitôt le prieur et les religieux requièrent délivrance ; mais le lieutenant leur demanda d'abord de faire leur requête « *par escript* » et de produire leurs titres. Requête et titres furent communiqués à l'avocat du roi, qui déclara la requête « raisonnable » et les titres « bons et valables ». Mais toutes ces formalités demandaient du temps, et le procès ne fut en état d'être jugé qu'en mai 1536. Le lieutenant, considérant l'état de la forêt qui était « *hors dépeuplée* » rendit le 12 mai le jugement suivant : « *Leur avons permys et permettons en la présence desdits gens du Roy jouyr de leur droict d'usage modérément scavoyr est pour leur chauffaige par marc veue et monstrée par les officiers du Roy qui ont acoustumé ce faire et pour leur edifice et batiment aussi par marc, veue et monstrée, visitation préalablement faicte par mondit sieur le maistre ou son lieutenant ou par aultres chargez et deputez à ce faire* » (1).

A quelque temps de là, eut lieu la réformation de Pierre Papillon, qui, par son ordonnance du 14 janvier 1546, signifiée le 23 janvier, somma les religieux de produire leurs titres. Ils se rendirent à Azay à l'hôtel du Cheval-Blanc, et obtinrent un arrêt de confirmation (2).

Peu après, le procureur du roi à Chinon les empêcha

(1) Jugement rendu en l'auditoire royal de Chinon, en présence de P. Juette, procureur des religieux, le 12 may 1536 (A. d'I.-et-L., H. 720, copie collationnée le 24 février 1553).

(2) A. d'I.-et-L., G. 1065, f° 11.

encore d'user de leurs droits. Ils perdirent leur procès devant le maître particulier et furent obligés de se pourvoir devant la Table de Marbre, qui rendit une sentence en leur faveur le 2 janvier 1549. Aussitôt, le 1^{er} février, ils produisirent cette sentence à Antoine Ribot en demandant délivrance de leurs usages (1).

De nouveau en 1553, ils furent obligés de produire leurs titres, et de fournir des copies, que Charles Delif le greffier collationna avec les originaux le 24 février (2).

Cinq ans plus tard, en 1558, nouveau procès avec le procureur du roi, nouvelle production.

Depuis ce temps jusqu'à la Révolution de 1666, ils continuèrent à jouir de leurs usages dans la même mesure, troublés cependant de temps en temps par le procureur.

Par le rapide historique que nous venons de faire des droits d'usage du Pommier Aigre, on peut voir à combien de procès, d'ordonnances, de lettres patentes pouvait donner lieu un usage forestier. A partir du xvr^e siècle surtout, les édits généraux sur les Eaux et Forêts rendent les officiers plus vigilants, plus tracassiers ; pour un rien, on empêche les usagers de jouir de leurs droits ; il leur faut présenter une requête, soutenir un procès et attendre toujours plusieurs mois, parfois même une année, avant d'obtenir délivrance.

D'un autre côté, si l'on met à part l'extension subite de

(1) C'est Juette, procureur de l'abbaye, qui est venu requérir l'enregistrement de l'arrêt de la T. de M., et la délivrance des usages (A. d'I.-et-L., H. 720).

(2) Tous les actes contenus dans la liasse H. 720 portent la mention du collationnement de Charles Delif, greffier, fait le 24 février 1553.

l'usage au xvi^e siècle, de la Basse Forêt aux deux forêts, on peut remarquer que les usages au bois ont toujours été en diminuant. Jusqu'en 1410, c'est la pleine liberté : les religieux prennent toutes sortes de bois, de chauffage, de charpentes, d'œuvre, sans marc ni montrée. Puis de 1410 à 1513, il leur faut obtenir la délivrance des officiers. Enfin, à partir de cette époque, le bois de chauffage et le merrain seuls peuvent être pris à volonté sous délivrance du verdier ; pour le bois de construction, il faut un rapport d'expert qui visite les lieux à construire ou à réparer.

Dans tout ce qui précède, il n'a été question que d'usages au bois ; cependant un titre du xiv^e siècle, cité plus haut (1), faisait allusion à des droits de panage. Or ceux-ci existèrent toujours, mais ne donnèrent lieu à aucun procès. De même le pâturage était libre, et les religieux comme les autres riverains en usèrent abondamment.

§ 2. — *Abbaye de Turpenay*

L'abbaye de Turpenay doit son origine à un certain Robert, qui se retira vers 1108, en ce lieu, où quelques disciples vinrent le rejoindre. Ils se construisirent de petites cabanes « *tugoriola* » et un petit oratoire en bois (2). Le comte Foulques, en 1127, leur fit don de quatre bonniers de terre, et de droits d'usages dans le Teillay. Deux ans plus tard, l'archevêque de Tours, Hildebert, consacra la nouvelle abbaye, « *abbatiæ nomen imposuit* ». Son successeur, Hugues II d'Etampes, approuva la fondation, leur

(1) V. page 210.

(2) Gallia Christ, t. XIV, p. 296. — Cf. Bibl. de Tours, mss 1325, p. 165.

accorda aussi des terres « *quantum quatuor bobus suffi-*
cial » et fit construire en pierre leur église (1).

Au cours du ^{xii}^e siècle, l'abbaye reçut de grandes libéralités, en terres, dîmes, etc. (2). Et le 19 avril 1190, Richard Cœur de Lion confirma la donation de son aïeul, le comte Foulques, et en général toutes les donations (3).

La charte du Pommier Aigre contenait une indication vague et générale des droits d'usages ; ici nous avons une confirmation de Richard Cœur de Lion qui précise et énumère tous les droits donnés à Teillay.

1° *Usages en bois*. — Les religieux pouvaient prendre à leur gré, « *quando sibi viderint expedire* » (4) :

Du bois de construction, *ligna ad faciendum domos eorum et reficiendum* ;

Du bois de chauffage, *ad calefaciendum monachos* ;

Et du bois d'œuvre, *ad omnia alia necessaria et utensilia facienda*.

2° *Pâturage et panage*. — Ils pouvaient aussi faire pacer leurs bêtes dans le Teillay et y envoyer leurs porcs au panage, « *pascua ad animalia sua pascenda et pasnagium de porcis suis* ».

Tous ces usages, en bois, pâturage et panage étaient limités à la forêt du Teillay.

(1) Charte de Hugues II de 1134 (D. Housseau), t. IV, n° 1576.

(2) D. Housseau, n° 1552, 1589, 1634, 1681, 1682, 1715, 1719, etc.

(3) A. N., K. 186, n° 117. Copie faite le 7 janvier 1749.

(4) Toutes les citations suivantes sont extraites de la charte de 1190. V. note précédente.

Pour en jouir ils n'avaient à payer aucune redevance, ni à demander aucune délivrance, et même Richard, dans sa charte, défend aux baillis et aux forestiers de les troubler dans leurs droits : « *prohebitus ne ballivi sive forestarii vel etiam aliquis prædictis monachis, super hiis vel super aliis rebus suis molestiam inferre presumant aut gravamen* ».

Et de fait ils conservèrent leurs droits instacts jusqu'au xvi^e siècle ; on ne trouve en effet dans leurs archives le souvenir d'aucun procès, d'aucune difficulté avec les officiers.

Mais au xvi^e siècle, ils n'échappèrent pas aux tracasseries communes, — et furent de temps en temps inquiétés dans la seconde partie de ce siècle.

En 1539, nous trouvons un jugement du verdier de la Haute Forêt portant délivrance aux religieux de bois à bâtir : la restriction imposée au Pommier Aigre apparaît donc ici ; il faut une visite des lieux à réparer ou à construire avant la délivrance (1).

En 1550, ils furent empêchés dans l'exercice de leurs droits et durent même obtenir un arrêt de confirmation de la Table de Marbre le 21 juin 1550 (1).

En 1583, alors que la Touraine était dans l'apanage de François, frère du roi, les religieux lui adressèrent une requête pour se plaindre d'avoir été « *troublés et empêchés* » depuis environ deux ans, et pour solliciter une confirmation. Par lettres du 19 août 1583, adressées au maître particulier de Chinon, il fut fait droit à leur demande, et

(1) B. N. fs 7831, f^o 139.

même le duc leur fit délivrer ce qui leur était dû pour les deux années précédentes (1).

La même année fut promulguée la grande ordonnance sur les Eaux et Forêts, qui prescrivit une confirmation générale des usages après production des titres. Aussitôt les religieux prouvèrent leurs droits, payèrent une somme de cinquante « *escus soleil* » comme deniers de confirmation et reçurent des lettres du roi en date du 18 décembre 1584, les autorisant à « *prendre boys pour bastir et faire edifier en la dite abbaye, chauffage, pasturage et pascage de toutes sortes de bestes, en la forest de Chinon* » (2).

§ 3. — Coulaines.

Le château de Coulaines (3) était situé dans le Verron, à quatre kilomètres de Chinon ; ce n'était donc pas un rive-rain de la forêt.

Le sieur de Coulaines tenait du roi, à cause de son château de Chinon, certains droits de pêche, de chasse et d'usage, au nombre desquels figurait l'usage du bois mort dans la Basse Forêt :

« *Item, j'ay droit d'usage en la Basse Forêt de Chinon, c'est assavoir d'y envoyer quérir par chacun jour de l'an par un de mes serviteurs du bois mort et mort bois en ladite forest pour l'amener sur asne court en mon hotel de Coulaines pour mon usaige et autres mes nécessités.* »

(1) A. N., K. 186, n° 118 «... vous mandons que sans vous arrêter à aucune formalité, vous faites pleine et entière délivrance du surplus du bois qui leur est deub pour chacune des deux années mentionnées dans leur requête et autres qui écherront par cy-après... »

(2) A. N., K. 186, n° 119.

(3) Le château a été construit au xv^e siècle par la famille de Guarguesalle, et était autrefois plus important (B. de Tours, mss. 1308, p. 356).

Nous ignorons à quelle époque le roi fit don de ces droits au sieur de Coulaines, mais il se pourrait que Charles VII fût le bienfaiteur de Jehan de Guarguesalle, chez qui il allait souvent se reposer ; et nous voyons celui-ci faire l'aveu *des dites choses, héritaulx et droicts* le 11 janvier 1427 « *es plaids royaulx dudict Chinon* » (1).

Pour cet usage et les autres droits de pêche et de chasse, le sieur de Coulaines devait payer au roi quatorze tourtres chaque année au jour et feste de saint Michel.

A côté de ce service féodal, l'usage en bois entraînait un devoir analogue à celui des usagers de la Boissière ; si le sieur de Coulaines ou ses gens et serviteurs trouvaient « *aucuns forçaisants et délinquants* » soit dans la forêt, soit dans la garenne qu'ils traversaient pour aller au bois, ils devaient les arrêter et les conduire « *prisonniers es prisons dudict lieu de Chinon pour reparer et amender lesdicts forçaits* ».

Le 7 avril 1456, Jehan de Guarguesalle rendit hommage à la reine pour ces droits (2). Lors de la réformation de 1513,

(1) Jehan de Guarguesalle II, écuyer de Charles VII, posséda Coulaines indivisément avec la famille Le Boucher, qui en furent les propriétaires jusqu'au commencement du xiv^e siècle. — Au xvi^e siècle, par suite de mariage, la terre de Coulaines entra dans la famille de Méaussé, et par les femmes passa à la fin du xvii^e siècle dans la famille des Quirit, dont la propriétaire actuelle, Mme la baronne de Clock de Coulaines, est une descendante. Nous profitons de l'occasion pour remercier l'aimable châtelain de l'empressement avec lequel elle a mis à notre disposition les riches archives de sa famille.

(2) « Déclaration des choses héritaulx que j'ai, Jehan de Guarguesalle au nom et comme ayant le bail, garde, gouverne et administration des enfants mineurs tant de moy et de feue Jeanne Bouchère, jadis ma femme. » (Ar. de Coulaines). Ce Jean de Guarguesalle, 3^e du nom, fut grand écuyer de France, gouverneur des ville et château de Chinon.

René le Blanc prononça en faveur du seigneur de Coulaines une sentence de confirmation et le 26 octobre 1556, le maître particulier de Chinon renouvela cette confirmation.

Au xvii^e siècle, les droits d'usage, après avoir un instant changé de forme, furent maintenus (1).

§ 4. — *Cravant*.

Le manoir de Cravant, perché sur le coteau, dominait de ses tours le petit village blotti au fond du vallon autour de la vieille église carolingienne. De nombreux bois, les bois féaux, les bois communs encerclaient le château au nord et rejoignaient les forêts de Chinon. Vers le sud les terres de la chatellenie allaient jusqu'à la Vienne, sur laquelle le seigneur du lieu avait des pêcheries et des écluses à Briançon. Il avait également droit de haute, moyenne et basse justice, avait un prévôt, juge ordinaire et gardien des prisonniers ; et à l'aide de ses fourches patibulaires, il punissait les criminels (2).

(1) Suivant un jugement de la maîtrise de Chinon en date du 2 janvier 1635 (Ar. de Coulaines), le droit à une ânée fut changé en la permission de prendre un certain nombre d'arbres à marquer par les officiers ; mais ce mode d'usage ne subsista pas longtemps.

(2) « le sieur de la Prévosté dudict Cravant me doit foy et hommage lige et les loyaux aydes pour raison tant de son hostel, fief, seigneurie, vignes, jardins et appartenances dudict lieu de la Prévosté, à la charge de tenir en bonne et seure garde toutes personnes menées ou envoyés es prisons... tenir les prisons de sadite prévosté bien closes, et les fourches patibulaires de madite chastellenye à ses diligences et despens, en bon estat, en luy faisant dellivrer en mon usaige en vostre forest de Chinon, les bois nécessaires pour l'entretenement desdictes choses. » (Aveu de Jehan Lenain du 3 août 1595).

La chatellenie de Cravant relevait à foi et hommage lige du roi, à cause de son château de Chinon.

Malgré l'étendue des forêts appartenant au sieur de Cravant, il possédait dans le Teillay des usages très importants, dont on trouve la première mention dans un aveu de Charles de Maillé du 2 novembre 1424 (1).

« Item j'ai droict d'usage en la forest de Chinon, appelée le Teillay, appartenant à vous mon souverain seigneur et à Mgr l'archevesque de Tours, lequel usage vous me garantissez devers ledit archevesque sous ledict hommage que je vous dois, à prandre en icelle forest le bois qui m'est nécessaire tant pour mon chauffeage, que pour vérifier et entretenir mondit moulin banquier, tant de bois de fouraine et autres boys audit moulin nécessaire, esditz écluses, ports et pescheries, aussi pour bastir et reeddiifier en mon chastelet de Cravant, aussi pour faire ma justice patibulaire et autres boys à moi nécessaires, lesquels boys je suis tenu de prendre par marc et monstree de vosdits officiers audit lieu. »

« Item j'ai droict de personner en vos forestz tant haulte que basse, au temps de glandayson, mes porcs estant d'icru et revenu de madicte seigneurie, sans en payer aucune chose. » (2)

Il faut noter que cet usage au bois s'exerce par marc et monstree des officiers, et qu'il est strictement personnel ; ainsi avec le merrain pris dans la forêt, le sieur de Cravant ne peut fabriquer des barriques que pour loger le vin

(1) Charles de Maille succéda à son frère Moreau de Maillé qui fut tué à la bataille de Verneuil (1424).

(2) Aveu de Charles de Maillé du 2 novembre 1424 (Arc. de St-Benoît. *Titres de Communaux*, t. I, f^o 1 et 2, copie).

récolté dans sa seigneurie : les porcs qu'il met au panage doivent être aussi du crû.

Comme corollaire de ces usages, il doit coopérer à la garde de la forêt :

« Je suis tenu et ai le droit de mettre deux sergents de madite seigneurie pour la garde et la défense de votre dite forêt et j'ai pouvoir et puissance de prendre et faire prendre tous les forçaitteurs qu'ils trouveront en cette forêt et dehors et les amener en justice par devant vos officiers et ceux dudit archevêque. »

A la fin du xv^e siècle, le procureur du roi à Chinon s'efforça de troubler dans leurs droits les seigneurs de Cravant, Dunande de Régnier, Hardy le Roux et René de Mauléon (1). Ils durent se faire confirmer par une sentence du lieutenant des Eaux et Forêts à Chinon, qu'ils obtinrent à l'encontre du procureur *« qui n'avait eu cause de contredire »*. Mais peu de temps après, les seigneurs de Cravant et leurs métayers, ayant besoin de bois pour réparer leurs édifices, vinrent demander aux officiers de leur en délivrer : mais ceux-ci, auparavant, les contraignirent à leur *« bailler certaine grande somme d'argent et autres choses, comme blé, poisson, lamproies et autres choses »*. Les seigneurs vinrent aussitôt s'en plaindre au roi qui leur octroya le 4 août 1490 des lettres de confirmation par lesquelles il enjoignit au maître de Touraine et à son lieutenant à Chinon d'enquêter sur les *« abus et pilleries »* des

(1) Ils étaient tous trois co-seigneurs de Cravant par indivis ; mais Hardy le Roux et René de Mauléon sont seuls indiqués par Carré de Busserolle, comme propriétaires d'une partie de la terre de Cravant, l'un en 1483, l'autre en 1490 (*Dict. d'I.-et-L.*, t. II, p. 418).

sergents et autres, et de leur infliger « *si grieve punicion que ce soit exemple à tous aultres* ».

Les seigneurs qui possédèrent ensuite Cravant ne furent plus troublés dans leurs usages, et en rendirent aveu au roi ; Adam de Houdon, le 15 novembre 1574 (1) ; Jehan Lenain, le 3 août 1595 (2).

§ 5. — *Ussé.*

Le château d'Ussé (3) est situé au nord de la Basse Forêt sur les bords de l'Indre. Dans son parc, se trouvait un four à chaux, et c'est ce four qui avait droit à un usage dans le Teillay.

« *Celui qui tient et chauffe le fourneau à chaux d'Uce peut prendre et avoir du boys excepté audit Deffais.* » (4)

Pour cela, chaque année, il devait inviter les quatre sergents fieffayers à dîner, et après le dîner il leur donnait à chacun 5 sols.

(1) Adam de Houdon acheta les trois quarts du domaine de Cravant en 1556 et s'intitule « sieur des Troys Quartes parties de la chastellenye de Cravant » (Aveu de 1574. A. N., P. 352, cote 311).

(2) Jehan Lenain, qui avait acquis Cravant lors de l'adjudication sur saisie faite en 1594 sur la veuve d'Adam de Houdon, revendit cette terre le 6 février 1624 à la duchesse de Montpensier. Après être restée un siècle dans la famille d'Orléans, elle fut vendue en 1750 à Alexis Barjot de Roncée et demeura jusqu'à la Révolution entre les mains de cette famille.

(3) Le château d'Ussé relevait du château de Chinon à foi et hommage lige.

(4) Aveu du Petit Chénier, 1556 (A. d'I.-et-L., G. 10, f° 84). — «... Tels droits en la forêt de Chinon, au lieu appelé le Tillay pour le fournissement du four à chaux estant en le parc d'Ussé » (Vente du château du 18 mai 1657. A. d'I.-et-L., G. 10, f° 6).

§ 6. — *Hôtel-Dieu de Chinon*

L'Hôtel-Dieu de Chinon existait dès la première moitié du xiii^e siècle : on en trouve une mention dans les enquêtes de saint Louis (1).

Le roi Philippe IV, de passage à Chinon en mai 1302, y souscrivit des lettres de donation d'usages dans la Basse Forêt, au profit de l'Hôtel-Dieu et des pauvres, « *ad opus domus et pro utilitate pauperum ejusdem.* » Il permit aux frères de l'Hôtel-Dieu d'envoyer chaque année vingt-quatre porcs dans sa forêt pendant le temps de la paison, et sans payer de redevance « *absque pasnagio vel alius redibenæ præstatione* ».

Au mois de juillet de la même année, le roi, par ses lettres datées de Poitiers, compléta cette donation, en autorisant le « *magister* » et les « *fratres* » de l'Hôtel-Dieu à aller chercher chaque jour du bois mort dans la Basse Forêt avec un âne, « *quantum cum uno asino poterunt dicta die ducere ad Domum Dei prædictam* ». (2)

Ces deux usages, qui avaient été donnés à titre perpétuel « *in perpetuum* » ne furent jamais discutés.

(1) « *Rector et fratres Domus Dei de Chinon...* (av. 1247). (Hist. de Fr., t. XXIV, p. 182). La plus ancienne mention connue jusqu'à ce jour datait de 1317 (Cf. CARRÉ DE BUSSEROLLE) et M. GRIMAUD, dans une note sur l'Hôtel Dieu (*B. de la S. Ar. de T.*, t. XV, p. 113) dit que « l'existence de cet établissement charitable est constaté dès le commencement du xiv^e siècle. Il fut détruit par un incendie en 1637, et reconstruit en 1641. Il appartenait à la collégiale de Saint-Mexme, dont le chapitre nommait le prieur de l'Hôtel-Dieu.

(2) A. N., JJ. 44, f^o 73 v^o et 97 r^o. Ces deux chartes dont nous parlons sont inédites.

§ 7. — *Jaunay.*

Le fief de Jaunay était situé sur le rebord sud de la Haute Forêt, au nord de la dépression de Saint-Benoît et à peu de distance du village de ce nom.

Ce lieu s'est appelé jusqu'au xv^e siècle, « La Mort » et de là est venu le nom du village « Saint-Benoît de la Mort », qui a subi à travers les siècles toute une série de déformations (1). Au cours du xv^e siècle, le vocable sinistre de « la Mort » fut changé en « Jaunay », nom qui est resté jusqu'à nos jours.

Dans un aveu rendu à l'archevêque vers 1314, Geoffroy de la Mort déclare avoir, à cause de son hébergement, « *son usage en la forest du Teilloi à chauffer et à édifier, et le pasnage dudit bois à son usaige et à ses hommes qui demeurent ou fié l'arcevesque* ». (2)

En 1559, Philippot Paumart fait aveu du fief de Jaunay, « *qui fut à feu Geoffroy de la Mort* », et de ses usages dans le Teillay (3).

Ce seigneur et ses hommes avaient les mêmes droits que les autres habitants de Saint-Benoît, mais ils étaient quittes de toute redevance.

(1) Le nom de « la Mort » se changea en Jaunay lors de la possession de ce fief par un membre de la famille de Jaunay ; on trouve au bas de la charte citée à la note suivante « cest fié à présent à monseigneur Pierre d'Avoir, chevalier († 1390), à cause de fame qui est de ceulx de Jaunay, comme on dit. » Le village s'appela d'abord « Mors », puis St-Benoît de la Mort ou More ; puis l'origine du nom étant tombé dans l'oubli, les habitants le déformèrent et il devint St-Benoît-du-lac-mort, ou du lacq-mort. On trouve ces deux formes dans tous les actes des xvii^e et xviii^e siècles.

(2) Cart. de l'arch., ch. CCLXI.

(3) A. d'I.-et-L., G. 10, f^o 89. Aveu du 7 avril 1559.

§ 8. — *Les Forges.*

Les Forges étaient une petite métairie qui servait de rendez-vous de chasse au roi Louis XI (1). Elle ne lui appartenait pas, et il y était l'hôte du propriétaire, Jean Venault, fourrier de ses logis (2).

Vers 1480, le roi lui fit don de droits d'usage et de chauffage en bois mort et mort bois. M. de Cougny nous rapporte une sentence du 30 juillet 1481, portant entérinement des lettres de donation (3).

En 1543, Ogier du Faultray, maréchal des logis du roi, qui venait d'acquérir les Forges d'Adrien de Cadilhac, fut maintenu dans ces droits ; et François I^{er}, par ses lettres du 20 août 1543 (4), chargea le grand maître des Eaux et Forêts du royaume de donner son avis sur la quantité de bois mort et mort bois à délivrer au sieur des Forges pour son chauffage ; le grand maître, par son ordonnance du 16 novembre 1543 (5), délégué à cet effet le maître des Eaux et Forêts de Touraine et son lieutenant à Chinon, qui décidèrent, en mars 1544, que le sieur des Forges jouirait de trente charretées de bois mort par an.

Il avait également droit au panage pour six porcs « *nourris en sondit hostel des Forges* ».

Par lettres patentes de 1560, il fut encore confirmé dans ses droits (3).

(1) V. page 156.

(2) Le roi fit don à Jean Venault de 200 arpents de landes situées près de la maison des Forges, en rappelant qu'il a souvent pris chez lui « le deduit de la chasse » (DE COUGNY, *Chinon et ses environs*, p. 328).

(3) DE COUGNY, *op. cit.*, p. 328.

(4) A. N., Z¹^é. 328, f^o 269. Ledit du Faultray rendit aveu au roi pour sa seigneurie le 20 septembre 1545. (A. N., P. 13, n^o 4443).

(5) B. N., fr. 8731, f^o 147.

CONCLUSION

Nous avons mené notre étude jusqu'au seuil du xvii^e siècle. A cette époque, le régime de la propriété est toujours le même, l'administration est organisée d'une façon complète, l'exploitation méthodique et régulière de la forêt est décidée, enfin les droits des usagers, dont quelques-uns disparurent en 1666, ont été réduits dans une mesure presque définitive.

L'histoire des xvii^e et xviii^e siècles serait cependant très intéressante à faire, car de l'exploitation et des usages de cette époque dépend assurément l'état de la forêt au xix^e siècle. Les abus commis par les habitants des paroisses riveraines, les ventes extraordinaires souvent désastreuses pour la forêt (1), l'avaient mise dans l'état de dévastation lamentable, dont s'émeut en 1791 le Directoire de Chinon (2).

Mais au cours du xix^e siècle, grâce à de sages aménagements, la forêt est redevenue une richesse domaniale, tout en restant une ressource pour les populations voisines.

(1) CARRÉ DE BUSSEROLLE, *op. cit.*, t. II, p. 278.

(2) A. d'I.-et-L., L. 100³. Séance du 9 août 1791.

VU :

Le Président,
A. ESMEIN.

VU :

Le Doyen,
P. CAUWES.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
J. COMBARIEU

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
I. — GÉOGRAPHIE ACTUELLE.....	5
Aspect physique, p. 5. — Géologie, p. 6. — Rivières, p. 6. — Marchais, p. 7. — Forêt de Chinon, p. 8. — Routes, p. 9.	
II. — GÉOGRAPHIE HISTORIQUE.....	10
Limites de l'ancienne forêt, p. 11. — Déboisements, p. 13. — Anciennes routes, p. 15. — Etendue, p. 16. — Cartes, p. 18. — Noms, p. 21.	
PREMIÈRE PARTIE : Propriété	25
SECTION I ^{re} . — <i>Haute Forêt</i>	25
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Origine de la Propriété</i>	27
Causes de l'indivision, p. 29.	
CHAPITRE II. — <i>Contrat de pariage de 1190</i>	42
CHAPITRE III. — <i>Historique de la propriété</i>	51
I. La forêt sous les comtes d'Anjou.....	51
II. La forêt sous les rois de France jusqu'en 1370.	53
III. La forêt de 1370 à 1384.....	55
IV. La forêt de 1384 à 1576.....	57
V. La forêt de 1576 à 1584.....	59
VI. La forêt à partir de 1584.....	61
CHAPITRE IV. — <i>Droits indivis</i>	62
I. Droit de prendre du bois.....	63
II. Droit au panage.....	63
III. Droit de chasse.....	66
IV. Droits de garde et de justice.....	66
V. Partage des amendes.....	68
VI. Droits de disposer du fonds et des produits..	68
VII. Droit du produit des coupes.....	70
VIII. Droit de pâture.....	71
SECTION II. — <i>Basse Forêt</i>	73

DEUXIEME PARTIE : Administration	77
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Evolution de l'administration</i>	78
I. Des origines au commencement du xiv ^e siècle.	78
II. Du commencement du xiv ^e siècle au milieu du xvi ^e siècle.....	79
III. Deuxième moitié du xvi ^e siècle.....	81
CHAPITRE II. — <i>Forestarii, sergents fieffayers, sergents, verdiere</i>	83
I. <i>Forestiers et sergents fieffayers</i>	83
§ 1 ^{er} . — xii ^e siècle : Forestarii du comte et de l'archevêque	85
§ 2. — xiii ^e siècle : Forestarii, Forestarius do- mini regis	87
§ 3. — Transformation des forestarii du xii ^e siècle en sergents fieffayers. — Leur condition au xiv ^e siècle.....	95
§ 4. — Les fieffayers aux xv ^e et xvi ^e siècles.....	103
II. <i>Sergents</i>	106
III. <i>Verdiere</i>	107
CHAPITRE III. — <i>Prévôts, baillis et sénéchaux</i>	112
§ 1 ^{er} . — xii ^e siècle.....	112
§ 2. — xiii ^e et xiv ^e siècles.....	113
§ 3. — Apanage du duc d'Anjou.....	115
§ 4. — xv ^e et xvi ^e siècles.....	115
CHAPITRE IV. — <i>Du grand maitre de Touraine et de son lieutenant à Chinon</i>	117
CHAPITRE V. — <i>De la maîtrise particulière de Chinon : ..</i>	125
<i>Officiers de la maîtrise</i>	125
Maitre particulier, p. 125. — Lieutenant, p. 127. — Procureur du roi, p. 128. — Greffier, p. 130. — Garde-marteau, p. 131.	
<i>Autres officiers</i>	132
Agents financiers, p. 132. — Procureur de l'arche- vêque, p. 134. — Sergents du seigneur de Cra- vant, p. 134.	
CHAPITRE VI. — <i>Juridictions extraordinaire</i>	135
I. Enquêtes	135
II. Commissions extraordinaires.....	137
III. Réformations	139

TROISIEME PARTIE : Exploitation	143
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Coupes des propriétaires</i>	144
Coupe de 1237, p. 144.	
CHAPITRE II. — <i>Ventes des bois</i>	148
CHAPITRE III. — <i>Chasse</i>	155
Droit de l'archevêque, p. 157. — De la garenne, p. 158. — Officiers, p. 160. — Gibier, p. 161. — Concessions, p. 163. — Délits, p. 164.	
QUATRIEME PARTIE : Usages	167
CHAPITRE I ^{er} — <i>Définition, Classification</i>	169
Nature juridique, p. 170. — Classification, p. 172.	
CHAPITRE II. — <i>Evolution des droits d'usages</i>	175
I. Des origines aux premières concessions.....	177
II. Premières concessions ; premières restrictions.	179
III. Les premières réglementations de 1280 à 1376.	182
IV. De 1376 aux ordonnances du xvi ^e siècle.....	186
V. Les ordonnances du xvi ^e siècle.....	191
CHAPITRE III. — <i>Etude des Usagers</i>	195
I. <i>Usagers sans titre</i>	195
§ 1 ^{er} . — Habitants de Cheillé, Rivarennès et Saint- Benoît-de-la-Mort	195
Droits des habitants jusqu'au xvr ^e siècle, p. 195. — Droits des habitants au xvi ^e siècle, p. 198.	
§ 2. — Habitants de la Boissière, la Bailleu et la Bodinière	203
§ 3. — Habitants de Huismes, Rigny et Saint- Mexme-de-Chinon	205
II. <i>Usagers à titre</i>	207
§ 1 ^{er} . — Pommier Aigre.....	207
§ 2. — Abbaye de Turpenay.....	220
§ 3. — Coulaines	223
§ 4. — Cravant	225
§ 5. — Ussé	228
§ 6. — Hôtel-Dieu de Chinon.....	229
§ 7. — Jaunay	230
§ 8. — Forges	231
CONCLUSION	232

ANNEXES

ANNEXE I

LISTES D'OFFICIERS DES EAUX ET FORETS DE CHINON ET DE TOURAINE JUSQU'AU XVI^e SIÈCLE

1. — FORESTarii DU XIII^e s.

Johannes Ferré (1229 (?) 1230).
Aubertus de Argentolio (1229-1237).
Johannes Veillart (1236-1246).
Petrus Paumardus (1236-1244).
Reginaldus Baggolart (1246).
Johannes l'Espagnol (1285).

2. — SERVIENTES.

Paumardus (1232).
Robinus Paumart (1241).
Petrus Forestarius (1241).
Reginaldus dictus Cervus (1241).
Robinus de Nemore Rotondo (1241).
Johannes de Bois Commun (1243).
Rodulphus de Cormeriaco (1285).

3. — SERGENTS DE LA HAUTE-FORÊT.

Jehan Bollin (1384).
Girasien Charpentier (1539).
Nicolas Barlemon (1539).
Martin Vosinger (1543).

4. — SERGENTS DE LA BASSE-FORÊT.

André Gaultier (1384).

Jean Joly (1537).

Nicolas Boullon (1547).

5. — VERDIERS DE LA HAUTE-FORÊT.

Robert de Chiron (1321).

Jehan Colleau (1384).

Estienne Presteau (1413).

Jehan de Maillé (1413).

Ymbert Boesselier (1479).

6. — VERDIERS DE LA BASSE-FORÊT.

Perrin Lespegne (1336).

Jehan Bouchier (1384).

7. — GREFFIERS.

P. Delif (1525-26).

Joubert (1543).

Charles Delif (1553-1572).

8. — PROCUREURS DU ROI A CHINON.

Cochart (1517).

Gallet (1525).

9. — LIEUTENANT DES E. ET F. A CHINON.

Paumart (1466).

Antoine Ribot (1525-1549).

Jehan Ribotteau (1572).

10. — MAITRE PARTICULIER A CHINON.

Gabriel de Beauveau (1569).

11. — GRANDS MAITRES DE TOURAINE.

Pierre du Port, Thomas du Quénin et Bertaut Bardilly,
(1346).

Guillaume de Bueil (1384-1387).

Jehan Vézille (1393).

François de l'Hôpital (1400).

Thibault de la Grange (1400).

Gaudrier du Chastel (1407).

Jean de Beaumont (1407).

Guillaume de Nonroy (1413).

Raoulant de Lescouet (1461).

Urbain de Méaulne (1469).

Jacques d'Espinay (1514).

Jacques Dupuis (1524).

Loys le Roy (1524-1547).

Guillaume Chaussade (1537).

Gabriel de Beauvau (1572).

Pierre de Hacqueville, seigneur de Pomponne (1575).

Nicolas Morin, seigneur de la Basne (1595).

ANNEXE II

BIBLIOGRAPHIE D'HISTOIRE

ET DE LEGISLATION FORESTIÈRES

I. BIBLIOGRAPHIES FORESTIÈRES GÉNÉRALES

JACQUEMARD (D. A.). — Bibliographie forestière française, ou catalogue chronologique des ouvrages français ou traduits en français, et publiés depuis l'invention de l'imprimerie jusqu'à ce jour, sur la sylviculture... — Paris, 1852, in-8° (1).

SCHWAPPACH (A.). — Forstpolitik, Jagd- und Fischereipolitik (Hand- und Lehrbuch der Staatswissenschaften, t. X). — Leipzig, 1894, in-8° (2).

N.-B. — On pourrait encore citer : la bibliographie qui se trouve dans PECQUET, *Lois forestières* (t. II, p. 405-420), et celle du *Rép. gén. alp. du droit français* (t. XXII, p. 859-861) concernant plus particulièrement la législation.

(1) La même bibliographie avait paru l'année précédente sans nom d'auteur.

(2) La bibliographie est aux pages 365-396.

II. BIBLIOGRAPHIE DE LA LÉGISLATION FORESTIÈRE FRANÇAISE DES ORIGINES AU XVI^e SIÈCLE

*Textes et commentaires, publiés jusqu'à nos jours et rangés
par ordre chronologique (1)*

- *1. — Les Ordonnances royaulx sur le faict des chasses, eaues et forestz, nouvellement faictes et publiées en la court de Parlement. Imprimées à Paris pour Jehan Petit, avec privilège exprès... — Paris, 1517, in-8° (2).
- *2. — Les loix, statutz et ordonnances du royaulme de France touchant le faict et administration de la justice, mises et rédigées par tiltres et rubriques, pour plus facilement trouver les matières sur chaque article, avec les ordonnances du Roy François premier de ce nom. — Paris, s. d., in-4° (3).
- *3. — S'ensuyvent les nouvelles ordonnances faictes par le Roy nostre sire François premier de ce nom, sur le faict des eaues, forestz, chasses, gabelles, tailles, guerres et autres bonnes ordonnances nouvellement publiées en la court de Parlement. — Paris, s. d. in-4° (4).

(1) Nous avons compris dans notre bibliographie tous les textes d'édits et d'ordonnances imprimés au xvi^e siècle, et les commentaires et recueils de ces textes publiés jusqu'à nos jours. Les numéros marqués d'un astérisque ne figurent pas dans la bibliographie Jacquemard. — Pour la législation des xvii^e et xviii^e siècles, on pourra se reporter à cette bibliographie, dans laquelle ne figurent pas toutefois les textes imprimés des ordonnances, qui furent alors publiés en grand nombre avec ou sans commentaires.

(2) Imp. en car. goth. (B. N., Vélins 1860).

(3) Porte la marque du libraire Jehan Petit (B. N., Rés. F. 851). Les ordonnances des prédécesseurs de François I^{er} sont au folio cxiv; et les ordonnances de 1516 et 1518 ont une nouvelle pagination.

(4) Imp. en car. goth., chez Lotrian. (B. N., Rés. F. 913). Il contient les deux ordonnances de 1516 et 1518, du f^o 1 v^o au f^o xxx 1^o; l'ordonnance de 1516 est datée de 1517.

- *4. — Ordonnances et instructions faictes par feux de bonne mémoire les roys Charles VII^e, Loys XI^e, Charles VIII^e, Loys XII^e et François premier du nom, extraictes et collationnées aux registres de la souveraine court de Parlement à Paris... jusques en l'an mil cinq cens XXXIX, — Paris, s. d. in-4^o (1).
- *5. — Edict du Roy sur le règlement de eaues et forestz de ce royaume et création de nouveaux officiers. — Paris, 1554, in-8^o (2).
6. — CLAUDE MALLEVILLE : In regias aquarum et silvarum constitutiones commentarius. — Paris, 1561, in-12 (3).
7. — PIERRE DE REBUFFI : Les Edicts et Ordonnances des rois de France, depuis l'an 1226, jusqu'à présent. — Paris, 1573, in-fol. (4).
- *8. — Edicts du Roy (de février 1554 et juin 1575) portans création des arpenteurs et mesureurs de terres, bois, eaues et forêts. — Paris, s. d., in-4^o (5).
9. — GUILLAUME MARTIN : Recueil des ordonnances générales faictes par les roys de France sur le faict des eaues et forestz, avec aucuns arrestz, jugemens et règlements conformes à icelles, observez en la plupart des forestz de ce royaume, même au duché d'Orléans. — Orléans, 1582, in-8^o.
- *10. — Edict du Roy contenant reiglement sur le faict des eaux et forests, chemins publics, entretenement des rivières, turcies et levées, avec création d'officiers attribué

(1) B. N., Rés. F. 1822. Il comprend des extraits d'ordonnances des autres rois, et les ordonnances de 1516 et 1518 aux f^o CCXLII v^o-CCXLII r^o.

(2) B. N., F 46812 (4). C'est l'ordonnance de février 1554 (n. s. 1555).

(3) C'est un commentaire latin de l'ord. de 1516.

(4) Les Eaux et forêts forment le titre XVII du livre II (p. 423-453).

(5) B. N., F 23610 (361). Vers 1575.

tion et augmentation de gages et hérédité à aucuns officiers desdictes forests. Publié en Parlement le 7^e de mars 1583. — Paris, 1583, in-8° (1).

11. — Edicts et ordonnances des eaues et forests, augmentées de nouveau de plusieurs ordonnances, arrests et reiglemens tant généraux que particuliers non encores par cy-devant imprimez, et illustrées d'apostilles et aĩnotations. — Paris, Houzé, 1588, in-8°.
- *12. — Lettres patentes du Roy, par lesquelles Sa Majesté a transféré la justice et juridiction des grands maistres, enquesteurs et généraux réformateurs, qui souloit tenir au Palais à Paris au siège de la Table de marbre, en sa cour de Parlement de n'aguères establee à Tours. — Tours, 1589, in-8° (2).
- *13. — Edit de suppression des officiers des eaues et forests créés depuis le décès du roy Charles IX, révocation des nouveaux chauffages, et autres réglemens sur le faict desdictes forests. — Paris, 1598, in-8° (3).
14. — JACQUES DE CHAUFFOURT. — Instruction sur le faict des eaues et forests contenant en abrégé les moyens de les gouverner et administrer selon et en suivant les ordonnances des rois tant anciennes que nouvelles... — Paris, 1609, in-8°.
15. — SAINCTYON. — Les Edicts et Ordonnances des roys, coutumes des provinces, réglemens, arrests et jugemens notables des eaues et forêts, recueillis et divisez en trois livres, avec observations de plusieurs choses dignes de remarque. — Paris, 1610, in-fol.

(1) B. N., F 46874 (7). C'est l'ordonnance fondamentale en matière d'usages.

(2) B. N., F 46889 (4). Lettres datées à Tours du 18 avril 1589.

(3) B. N., F 46901 (4). Edit daté à Rouen de janvier 1597.

16. — DURANT : Edicts et ordonnances des eaux et forests, revues et augmentées, tant d'aucunes ordonnances anciennes oubliées en la précédente édition que des nouvelles, mesmes des ordonnances du roy Henry-le-Grand sur le fait des chasses et port d'arquebuses. Plus un recueil d'arrests et reiglemens concernans la juridiction des eaues et forests, les officiers, usagers et mesnagement d'icelles. — Paris, 1614, in-8°.
17. — CHRISTOPHE BERAULT. — Des droits de tiers et danger, grurie et grairie. — Rouen, 1625, in-4°.
18. — CLAUDE ROUSSEAU : Edicts et ordonnances, arrests et réglemens des eaues et forests, reveus et augmentez d'anciens et nouveaux, avec annotations sommaires. — Paris, 1633, in-8°.
- *19. — JACQUES DE CHAUFFOUR : Recueil des lieux où l'on a accoustumé mettre les relais pour faire la chasse au cerf. — Rouen, 1642, in-4°.
20. — DE FROIDOUR : Ordonnances des eaux et forests, mises en ordre..., avec des notes et observations. — Toulouse, 1683, in-8°.
21. — Recueil des édits, ordonnances, arrêts et réglemens concernant les eaux et forêts, rendus depuis 1518 jusqu'en 1702. — Paris, 1702, 4 vol. in-4°.
22. — GALON : Conférences de l'ordonnance de Louis XIV, du mois d'août, sur le fait des eaux et forêts, avec celles des rois prédécesseurs de Sa Majesté ; les édits, déclarations, coutumes, arrêts, réglemens et aucuns jugemens tant anciens et modernes rendus avant et en interprétation de ladite ordonnance, depuis l'an 1115 jusqu'à présent... — Paris, 1725, 2 vol. in-4°.
23. — LA POIX DE FRÉMI VILLE : Pratique universelle sur la rénovation des terres et des droits seigneuriaux. — Paris, 1748, in-4°, 2^e é^d. de 1752 à 1759, 5 vol. in-4° (1).

(1) Le troisième volume traite spécialement des Eaux et Forêts.

24. — PECQUET : Lois forestières de France... — Paris, 1753, 2 vol. in-4°.
25. — CHAILLAND : Dictionnaire raisonné des Eaux et Forêts. — Paris, 1769, 2 vol. in-4°.
- *26. — HOUARD : Traité des Coutumes anglo-normandes publiées en Angleterre (tome II : Leges forestarum). — Rouen, 1776, in-4°.
27. — BAUDRILLART : Recueil chronologique des règlements forestiers, contenant les ordonnances, édits et déclarations des rois de France, les arrêts du Conseil et des cours souveraines. — Paris, 1821, in-4°.
- N.-B. — Les recueils d'Isambert et des Ordonnances des Rois de France contiennent aussi de bons textes des ordonnances forestières.

III. BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE D'HISTOIRE FORESTIÈRE (1)

A. *Histoires générales.*

1. — ROUGIER DE LA BERGERIE : Les forêts de la France. — Paris, 1817, in-8°.
2. — MAURY : Les grandes forêts de la Gaule. — Paris, 1850, in-8°.
3. — MAURY : Les Forêts de l'ancienne France. — Paris, 1869 in-4°.
4. — DE KIRWAN : La France forestière depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. — Paris, 1869, in-8°.
5. — DEPELCHIN (F). : Les forêts de la France. — Tours, 1886, in-4°.

(1) Nous avons adopté l'ordre chronologique.

B. *Monographies.* (4)

1. — JOLYET : Etude archéologique sur la chasse en Franche-Comté (Rev. des E. et F., 1864, p. 369.).
2. — LALESQUE : Etude sur la forêt de la Teste. — Bordeaux, 1866, in-8°.
3. — VIDIER : Administration des E. et F. dans le Gers au XVIII^e siècle (Rev. des E. et F., 1866, p. 337, 391.).
4. — DE MEAULDE : La condition forestière de l'Orléanais au moyen-âge et l'époque de Renaissance. — Orléans, 1873, in-8°.
5. — DOMET (P.) : Histoire de la forêt de Fontainebleau. — Paris, 1873, in-18°.
6. — BERTIN (J.) et VALLÉE (G.) : Etude sur les forestiers et l'établissement héréditaire du comté de Flandres. — Arras, 1876, in-8°.
7. — CATHELOT (J.) : Les forêts du Morvan. (Rev. des E. et F., 1876, p. 409).
8. — PICARD : Les forêts du Charolais. — Autun, 1876, Broch. in-8°.
9. — PICARD : Compte de la gruerie d'Autun pour 1419. — Autun, 1877, in-8°.
10. — BERTIN (J.) et VALLÉE (G.) : Annexes sur « l'Etude sur les forestiers... » — Lille, 1879, in-8°.

(1) Nous n'avons pas enregistré dans cette bibliographie les nombreuses notices forestières, parues dans la Revue des Eaux et Forêts ou publiées après l'exposition de 1900, qui ne fournissent aucun aperçu historique. Mais nous avons réuni ici tout ce qui est parvenu à notre connaissance, comme histoires publiées en volume, articles de revue ou de publication de sociétés savantes, etc. Quelques-unes de ces monographies ne contiennent cependant que quelques lignes d'historique.

11. — LIÈVRE (A.) : La Boixe, étude d'une forêt. — Angoulême, 1881, in-8°.
12. — GUIOT : Les droits de bandite dans le comté de Nice. — Nice, 1884, in-8°.
13. — GUYOT (Ch.) : Les forêts lorraines jusqu'en 1789. — Nancy, 1886, in-8°.
14. — PERDRIZET (A.) : Buffon et la forêt communale de Montbard. — Dijon, 1888, in-8°.
15. — DOMET (P.) : Histoire de la forêt d'Orléans. — Orléans 1892, in-18°.
16. — BAILLY : Les forêts des Vosges à travers les âges. (Rev. des E. et F., 1893, p. 337).
17. — BOUROTTE : La forêt de Châteauevers (id., p. 97).
18. — BÉCOURT (H.) : Histoire de la forêt de Mormal. — (B. de la Soc. de Géogr. de Lille, 1895).
19. — DESJOBERT : Forêt de Dreuille (Rev. des E. et F., 1895, p. 97.)
20. — DOMET : Recherches sur l'étymologie des noms de lieux dans l'ancienne forêt d'Orléans. — Orléans, 1896, in-18°.
21. — MEYRAC (A.) : Forêt des Ardennes. — Paris, 1896, in-8°. (1)
22. — MEYRAC (A.) : Le Grand bailli du Bois du Hainault. — (Rev. des E. et F., 1897, p. 577).
23. — DE SAILLY : Fors et Coutumes de Béarn. (Rev. des E. et F., 1897, p. 321.)
24. — CHARLEMAGNE (E.) : La forêt domaniale des Andaines. — (Rev. des E. et F., 1898, p. 161.)
25. — CHARLEMAGNE (E.) : La forêt de Bourse. — (id., p. 657).

(1) C'est plutôt un recueil de légendes et de souvenirs qu'une histoire proprement dite.

26. — CHARLEMAGNE (E.) : La forêt d'Ecouves. — (id., p. 465.)
27. — CHAUVIGNÉ : Limites comparatives de la forêt de Brechenay au moyen-âge et à l'époque actuelle (B. de Géogr. hist. et descr., n° 2, 1897). — Paris, 1898, in-8°.
28. — PICARD (E.) : Histoire d'une forêt communale. La forêt des Crochères à la ville d'Auxonne. — Dijon, 1898, in-8°.
29. — TOUSSAINT (O.) : Histoire des forêts dans les hautes vallées de l'Ornain et de la Saulx. — Bar-le-Duc, 1898, in-8°.
30. — CHARLEMAGNE (E.) : La forêt de Perseigne. — (Rev. des E. et F., 1899, p. 33).
31. — CHARLEMAGNE (E.) : La forêt de Bercé. — (id., p. 417):
32. — CHAUVIGNÉ : Limites comparatives de la forêt de Chenevosé au moyen-âge et à l'époque actuelle. — (B. de Géogr., hist. et descr., n° 2, 1899).
33. — BRUAND (L.) : Causerie sur la forêt de Compiègne. — Besançon, 1900, in-4°.
34. — BUFFAULT (P.) : Le régime forestier de 1669 en Béarn. — (Rev. des E. et F., 1900, p. 513).
35. — CHARLEMAGNE (E.) : La forêt de Bellême. — (id., p. 225).
36. — DESJOBERT : La forêt de Chœurs. — (id., p. 161).
37. — REUSS (E.) : La forêt de Fontainebleau. — (id., p. 390).
38. — ALLARD (F.) : Les forêts et le régime forestier en Provence. — Paris, 1901, in-8°.
39. — CHARLEMAGNE (E.) : La forêt de la Trappe. — (Rev. E. et F., 1901, p. 657).
40. — FORTIN : La forêt de Beaulieu. — (B. de la Conf. d'hist. et d'arch. du diocèse de Meaux, t. II, 1901, p. 524).
41. — GUYOT (Ch.) : La forêt de Darney. — (B. de Géogr., hist. et descr., n° 2, 1901).

42. — BUFFAULT : La forêt d'Aubrac. — (Rev. des E. et F., 1902, p. 321).
43. — BUFFAULT (P.) et DUCHESNE (L.) : La forêt d'Oloron-Sainte-Marie, histoire et monographie. — (Rev. des E. et F., 1902, p. 641).
44. — SICARD : La forêt de Châteauroux. — C.-r. des séances du congrès d'agric. de l'Indre, 1902).
45. — KIRWAN : La forêt de Durbon. — (Rev. des E. et F., 1903, p. 129).
46. — MÉLARD : Les bois de Vincennes et de Boulogne. — (id., p. 577).
47. — BUFFAULT : Forêts et gaves du pays d'Aspe. — Rodez, 1904, in-16°.
48. — GROSSE-DUPERON (A.) : Les usagers de la forêt de Mayenne. — Mayenne, 1904, in-8°.
49. — PRÉVOST (M.) : Etude sur la forêt de Roumare. — Rouen, 1904, in-8°.
50. — GUILLEMOT : Les forêts de Senlis. — Nogent-le-Rotrou, 1905, in-8°.
51. — PIERRON : Histoire de la forêt de la Soigne. — 1905, in-8°.
52. — BUFFAULT (P.) : La ville d'Oloron et sa forêt du Bager. (Rev. des Pyrénées, 2^e tr., 1907). — Toulouse, 1907, in-8°.
53. — BUFFAULT (P.) : La forêt domaniale de Vierzon. — Poitiers, 1909, in-8°.
54. — BUFFAULT (P.) : Les forêts de Rouergue. — Rodez, 1909, in-16°.
55. — BUFFAULT (P.) : Les anciennes forêts de Rouergue. — Rodez, 1909, in-16°.
56. — BUFFAULT (P.) : Les anciennes forêts de Rouergue. — (B. de Géogr., hist et descr., n° 1 et 2, 1908.) — Paris, 1909, in-8°.
57. — LÉTRANGE (P.) : Les droits d'usages dans la forêt d'Ardenne. — Paris, 1909, in-8°.

C. *Brochures d'histoire forestière et ouvrages de droit contenant une partie historique.* (1)

1. — MICHEL (L.) : Précis historique de l'administration forestière des premiers temps jusqu'à l'époque actuelle. — (Annales forestières, t. II, 1843, p. 515-522).
2. — DALLOZ : Jurisprudence générale, t. 25, 1849.
3. — CABARRUS : Origine et transformation de l'administration forestière. — (R. des E. et F., 1864, p. 269, 301, 333).
4. — JULIEN : La chasse, son histoire, sa législation. — Paris, 1868, in-8°.
5. — RICHARD : Origine des cantonnements des droits d'usages. — (id., 1869, p. 399).
6. — BRUAND : Des droits d'usages dans les forêts. — Paris, 1875, in-8°.
7. — LARZILLIÈRE : De l'administration des biens des cités romaines ; de l'administration et jouissance des forêts communales. — Paris, 1876, in-8°.
8. — LARZILLIÈRE : Cantonnements des droits d'usages. — (Rev. des E. et F., 1877, p. 87).
9. — JORET-DESCLOZIÈRES : Historique de la législation ayant pour but de conserver les forêts sous l'ancien régime. — (B. de la Com. des Trav. scient. et écon., 1886, p. 96-120).
10. — GAULTIER (G.) : Nature juridique de l'usage forestier. — Paris, 1894, in-8°.
11. — Pandectes françaises, tomes XXXIII et XXXIV, 1900 et 1901.

(1) Nous n'avons mentionné ici que les ouvrages consacrant un chapitre ou quelques pages à l'histoire forestière.

12. — TÉTU : Des droits d'usages en bois de chauffages. — Paris, 1900.
 13. — Répertoire général alphabétique du droit français, tome XXII, 1901.
 14. — C. B. : Recherches étymologiques à travers bois. — (R. des E. et F., 1902, p. 592).
 15. — Le martelage à l'époque mérovingienne. — (id., 1905, p. 289).
 16. — TESSIER : L'idée forestière dans l'histoire. — Paris, 1905, in-8°.
 17. — ROMAN (J.) : Sceaux des forestiers au moyen-âge. — Nogent-le-Rotrou, 1906, in-8°.
 18. — BUFFAULT : Le culte des arbres. — Rodez, 1907, in-8°.
 19. — GUYOT : Cours de droit forestier. — Paris, 1908-1909, in-8°.
 20. — TRINQUÉRA : Etude sur la question forestière. — Perpignan, 1909, in-8°.
-

ANNEXE III

BIBLIOGRAPHIE DE L'HISTOIRE DES FORETS DE CHINON

I. SOURCES MANUSCRITES

1. — ARCHIVES NATIONALES.

E. 1651^A.
G. 1362-1363.
J. 732, 746, 747, 960, 961, 962.
JJ. 44.
K. 186, 904, 905, 1252.
KK. 289, 311.
P. 13, 325, 741, 773⁹⁶, 1057, 2877.
PP. 111, 119.
Q¹. 383, 388, 389.
T^{*}. 656, 1841.
Z^{1e}. 321, 323, 328, 330, 869.

2. — ARCHIVES D'INDRE-ET-LOIRE.

A. 7.
B. 159, 170-172.
C. 160, 336, 383, 412, 413, 433, 436, 535, 653, 654, 661
666.
E. 6, 79, 146, 163, 204-215.
G. 1, 5, 10, 41, 42, 157, 791, 1065.
H. 589, 699, 720, 892.
L. 100².
Liasse provenant des Domaines.

3. — ARCHIVES DE L'INSPECTION DES FORÊTS DE TOURS (1).

Carte de la forêt de Chinon.

Dossier sur les droits d'usages dans la forêt.

4. — ARCHIVES DE L'ADMINISTRATION DES DOMAINES.

Dossier sur les droits d'usages dans la forêt.

5. — ARCHIVES DE SAINT-BENOIT.

Titres des Communaux, t. I-III.

6. — ARCHIVES DE CRAVANT.

7. — ARCHIVES DE RIVARENNES.

Titres des Communaux, t. I-III.

8. — ARCHIVES DE VILLAINÉ.

Titres des Communaux, t. I.

(1) Les archives de l'ancienne maîtrise de Chinon existaient encore au milieu du XIX^e siècle, et on peut suivre leurs mouvements jusqu'à cette époque. — En brumaire an V, elles furent sans doute transportées à Tours avec les archives du district de Chinon ; mais en 1806, on les retrouve à la sous-préfecture de Chinon — il y avait alors des registres du greffe, des procès-verbaux, etc. Puis de 1825 à 1840, les procès du Ruchard témoignent que ces archives étaient alors à l'administration des Eaux et Forêts à Tours. Actuellement, il n'en reste que deux registres et un dossier, qui sont aux Archives d'Indre-et-Loire, sous les cotes B. 170-172, et il nous a été impossible de savoir à quelle date ces documents sont rentrés. Que sont devenues les autres ? Nous l'ignorons ; nous avons cherché en vain à Chinon, à Tours, à la Conservation, à l'Inspection, aux Domaines, au Greffe du Tribunal. Il est à craindre qu'elles aient été envoyées au pilon, comme tant d'autres, à moins que, cachées dans quelque recoin d'archives, on ne les retrouve un jour, miraculeusement.

9. — ARCHIVES DU CHATEAU DE COULAINÈ.

10. — BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Mss. fr. 5502, 8724 (1), 8731, 8732, 12621, 15628, 15629, 15632.

Collection Dom Housseau, tomes IV, V, VI, VII, XIII¹, XIII¹, XIV, XVI, XVIII.

D^e des Cartes, Ged. 4524, — Ge FF 10490.

11. — BIBLIOTHÈQUE DE TOURS.

Mss. 1308, 1309 , 1343, 1344, 1494.

II. SOURCES IMPRIMÉES (2)

A *Ouvrages généraux.*

BORELLI DE SERRES : *Recherches sur divers services publics du XIII^e au XVII^e siècle.* — Paris, 1895, in-8°.

BRUSSEL : *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France.* — Paris, 1727, 2 vol., in-4°.

(1) Ce manuscrit est catalogué : *Procès-verbaux de visite de la Basse-forêt de Chinon*. Ce titre figure également sur le dos de la reliure. Mais il y a là une erreur, car ce volume comprend les procès-verbaux de visite des deux forêts. Ce sont des brouillons qui furent recopiés dans le mss. 8731. De plus, dans le mss. 8724, il faut noter une interpolation : les feuillets 17 à 20 se rapportant à la forêt de Loches et ont été reliés avec la forêt de Chinon.

(2) Nous ne mentionnerons pas ici les ouvrages déjà signalés dans nos bibliographies précédentes, ni les recueils ou ouvrages d'usage courant.

CHOPPIN : De domanio Franciæ libri III (Traduction de 1662). — Paris, in-fol.

CHOPPIN : De sacra politia forensi libri III (Traduction de 1662). — Paris, in-fol.

DELISLE : Etude sur la condition de la classe agricole en Normandie. — Paris, 1851, in-8°.

ESMEIN : Cours élémentaire d'histoire du droit français, 5^e édition. — Paris, 1903, in-8°.

GUYOT : Traité des fiefs. — Paris, 1788, in-4°.

GUYOT : Répertoire universel et raisonné de jurisprudence. — Paris, 1784, in-4°.

LUCHAIRE : Histoire des institutions monarchiques sous les premiers capétiens. — Paris, in-8°.

RAGUEAU : Glossaire du droit français (revu par Laurière). Ed. Favre. — Paris, 1882, in-4°.

RIVIÈRE : Histoire des biens communaux. — Paris, 1856, in-8°.

ROCHEFLAVIN (LA) : Traité des droits seigneuriaux et matières féodales (avec observations de Graverol). — Toulouse, 1745, in-4° (1).

TILLET (DU) : Recueil des Rois de France. — Paris, in-4°.

B *Ouvrages sur le droit de Touraine.*

BEAUTEMPS-BEAUPRÉ : Coutumes et styles. — Paris, 1877-87.
— 4 vol. in-8°.

(1) Ce traité se trouve à la suite des *Arrests notables du Parlement de Toulouse*.

BEAUTEMPS-BEAUPRÉ : Recherches sur les juridictions de l'Anjou et du Maine pendant la période féodale. — Paris, 187-97, 4 vol., in-8°.

COTTEREAU : Droit général de la France et droit particulier de la Touraine. — Tours, 1778, in-4°.

MOUFREMENTEL : Conférence sur la rédaction de la coutume de Touraine en 1460. — Tours, 1786, in-4°.

ESPINAY (D') : Coutume de Touraine au xv^e siècle. — Tours, 1888, in-8°.

ESPINAY (D') : La réforme de la coutume de Touraine au xvi^e siècle. — Tours, 1891, in-8°.

VIOLLET : Le droit du xiii^e siècle dans la coutume de Touraine-Anjou. — Paris, 1881, in-8°.

C. Ouvrages d'histoire locale.

BEAUCHET-FILLEAU : Dictionnaire historique et généalogique des familles du Poitou, 2^e éd., 1891-98, 2 vol., in-8°.

Bulletins et mémoires de la Société archéologique de Touraine.

CHALMEL : Histoire de la Touraine, 1828, in-8°.

CHALMEL : Tablettes chronologiques de l'histoire de Touraine, 1818, in-8°.

CHAUVIGNÉ : Recherches sur les voies de communication de l'ancienne province de Touraine, 1887, in-8°.

CHAUVIGNÉ : Recherches sur les formes originales des noms de lieux en Touraine, 1904, in-8°.

CHAUVIGNÉ : Inventaire des cartes anciennes et modernes de la Touraine, 1901, in-8°.

Chinon-Touraine, revue mensuelle, année 1910.

COUGNY (DE) : Chinon et ses monuments, 2^e ed., 1874, in-8°.

COUGNY (DE) Chinon et ses environs, 1898, in-4°.

FOUCHIER (DE) : La Baronnie de Mirebeau (Mém. Soc. des Antiq. de l'Ouest, 1877-1878).

GRANDMAISON (L. DE) : Cartulaire de l'archevêché de Tours, 1891, in-8°.

LEDRU et DENIS : La Maison de Maillé, 1905, in-8°.

LEX : Eudes, comte de Blois et de Tours (Mém. Soc. Académ. de l'Aube, 1891).

MABILLE : Notice sur les divisions territoriales de la Touraine, 1866, in-8°.

RAZILLY (DE) : Généalogie de la famille de Razilly, 1903, in-4°.

Au Roy et au sieur Archeuesque de Tours par moictie et par
Indiuis de la continence de huict mil cent Soixante et neuf
arpens, Et la basse a sa Majeste Seulle contenant Dix
sept cens Soixante Un arpens Un quartier le tout a la mesure
de vingl deux piedz pour perche, fait a Paris de l'ordonn^{ce} de,
Monsieur le Feron conseiller du Roy Commissaire departy
par sa Majeste pour la reformation generale des eauls et
forestz de Touraine, Anjou, le Maine, Poitou et autres prouinces
par Jean Fleury arpenteur jure au bailliage d'Orleans employé
en ladicte reformation Sur l'original cy deuant fait, ce huict.
ye sme jour de Juillet, et autres jours suiuans mil six cens Soix^h.
et treize L Fleury

Henry



Orient.



Aze



TABLE DES ANNEXES

ANNEXE I. — <i>Listes d'officiers des Eaux et Forêts de Chinon et de Touraine jusqu'au xvi^e siècle.....</i>	III
--	-----

ANNEXE II. — <i>Bibliographie d'histoire et de législation forestières</i>	VI
--	----

I. Bibliographies forestières générales.....	VI
II. Bibliographie de la législation forestière française des origines au xvi ^e siècle.....	VII
III. Bibliographie française d'histoire forestière....	XI
A. Histoires générales.....	XI
B. Monographies	XII
C. Brochures d'histoire forestière et ouvrages de droit contenant une partie historique.....	XVI

ANNEXE III. — <i>Bibliographie de l'histoire des forêts de Chinon</i>	XVIII
---	-------

I. Sources manuscrites.....	XVIII
II. Sources imprimées.....	XX
A. Ouvrages généraux	XX
B. Ouvrages sur le droit de Touraine.....	XXI
C. Ouvrages d'histoire locale.....	XXII

